

CHRISTIAN HOUEL

MES AVENTURES  
MAROCAINES



EDITIONS  
«MAROC-DEMAIN»  
CASABLANCA

**Christian HOUEL**

**MES AVENTURES  
MAROCAINES**

**ÉDITIONS  
«MAROC-DEMAIN»  
CASABLANCA**

IL A ETE TIRE DE CET OUVRAGE DEUX  
MILLE EXEMPLAIRES DONT 1000 SUR  
VERGÉ ÉDMON DES PAPETERIES  
LUGAT (NON NUMÉROTÉS) , 1000 SUR  
OFFSET SURFIN DES PAPETERIES DE  
FRANCE ET

NUMÉROTÉS DE 1 à 1000

EXEMPLAIRE N° 97

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES  
PRESSES RÉUNIES  
DES IMPRIMERIES FÉVRIER 1954

Copyright by « Maroc-Demain » et Christian Houel - 1954  
*Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction  
réservés pour tous pays, y compris l'U.R.S.S.*

Suavis est laborum proeteritorum memoria

CICERON

*Doux est le souvenir des misères passées*

## LE PIONNIER

*Ma tâche était trop lourde et mon front toujours grave  
Le besoin d'un effort héroïque et viril  
A dégagé mon cœur de sa trop rude entrave  
Et l'a fait éclater comme un bourgeon d'avril*

*De la cité qui grouille et que l'orgueil déprave.  
J'ai quitté sans regret le charme puéril  
Et je pars, les bras nus, présomptueux et brave,  
Recommencer la vie au soleil de l'exil.*

*A l'horizon, déjà, l'orbe inconnu se lève  
(ù s'en vont les chansons des hardis matelots.  
Alors, prêt d'aborder sur la nouvelle grève,*

*J'ai jeté par-dessus le murmure des flots,  
Dans la sérénité de l'heure vespérale,  
Le suprême salut à la terre ancestrale.*

Christian HOUEL  
(octobre 1908)

# MES AVENTURES MAROCAINES

---

## PREMIERE PARTIE

---

### LES PREMIERES JOURNEES DE CASABLANCA DU 30 JUILLET AU 10 AOUT 1907

**L**e « James-Haynes » est un petit vapeur espagnol aménagé pour recevoir une dizaine de voyageurs. Son carré bordé d'étroites couchettes sert de salle à manger et de dortoir. Un gros bouquet de fleurs de jasmin orne la table. De Tanger à Casablanca, la route en sera parfumée.

Nous ne sommes à bord que trois Européens. M. Maigret, vice-consul de France à Casablanca, un sujet espagnol, M. Henrique Ruiz, consul de Belgique et moi, envoyé spécial du « Matin » et de la « Dépêche Marocaine ».

Il y a aussi, accroupis sur un tapis aux couleurs vives, devant un magnifique samovar de cuivre, un personnage marocain et ses deux domestiques. Ce personnage est Si Allal Ben Abdelkader, délégué de Si Torres, ministre du Sultan à Tanger.

Indifférents à ce qui les entoure, ils ont déjà pris leurs aises : ils boivent leur thé à la menthe par petites gorgées, et c'est à peine si le grincement des treuils couvre leurs bruyantes aspirations.

C'est l'heure du départ. Nous nous sommes tous embarqués à destination de Casablanca.

La veille, par le vapeur le « Mogador » chargé de réfugiés, sont arrivés le Docteur Merle, médecin du dispensaire de Casablanca et un employé de la Poste française, M. Abraham Zagury. Ils ont apporté à la Légation de France de graves nouvelles. La révolte gronde à Casablanca. Neuf ouvriers du port ont été massacrés par les indigènes : trois Français, trois Espagnols, trois Italiens.

Ces nouvelles ont causé autant d'émotion que de stupeur. Le Vice-Consul Maigret, en congé à Gibraltar, a été brusquement rappelé. Il rejoint son poste où, seul, son beau-frère, M. Neuville, élève vice-consul, fait face à ces dramatiques événements.

Le délégué de Si Torrès est aussi expédié là-bas, porteur, dit-on, d'une caisse remplie de douros pour apaiser les émeutiers.

Il n'y a que quelques semaines que je suis à Tanger. Je ne connais Casablanca que par le point

qui le situe sur la carte. J'ai hâte d'y débarquer car ce meurtre dont ont été victimes neuf ouvriers d'une entreprise française, aura de redoutables conséquences.

\*

**D**EPUIS plusieurs semaines une vive agitation bouleversait la vie tranquille des habitants de Casablanca. Elle était provoquée par le Caïd des Ouled Harriz, Si Hamou, fils du précédent Pacha.

Si Hamou ayant brigué la succession paternelle ne pouvait se consoler que le Sultan lui eût préféré un étranger: Si Bou Becker.

Il organisait donc des razzias autour de la ville pour démontrer que ce dernier était incapable de maintenir l'ordre.

Dans le même temps, la Compagnie Marocaine avait commencé à construire une petite darse pour permettre aux barcasses d'embarquer et de débarquer plus aisément les passagers et les marchandises. Une carrière, ouverte près des Roches-Noires, fournissait la pierre; un petit Decauville la transportait dans des wagonnets vers le port. en suivant la plage. L'inauguration de ce petit chemin de fer avait été un événement considérable. Cette machine qui crachait du feu de la fumée, ce sifflet qui troublait le silence inviolé du ciel, étaient une invention diabolique. Couchés sur les remblais pour voir passer la locomotive, les Marocains avaient vu dans la chaudière un diable entouré de flammes. Et l'on disait que ce monstre de fer qui n'allait pas plus loin qu'Aïn Mazi se prolongerait bientôt dans leur pays et sèmerait sur les douars sa suie maléfique.

La construction de la darse provoquait aussi des mécontentements. Les incommodités mêmes de débarquement et d'embarquement sur une grève caillouteuse faisaient vivre de nombreux barcassiers et débardeurs. Que deviendrons-nous, pensaient-ils, quand les navires viendront à quai ?

Un malaise pesait ainsi sur la ville, aggravé par les palabres de la populace et les excitations des partisans de Si Hamou.

Enfin, un fonctionnaire français, M. Darinet, vint un jour s'installer à la Douane pour en contrôler les recettes. Cette nouveauté ressortissait de l'acte d'Algeciras. Les arrérages des emprunts contractés par le Sultan étant gagés sur les revenus des Douanes, une taxe de dix pour cent frappait toutes les marchandises importées.

L'organisation et le contrôle de cette première application de l'acte d'Algeciras avaient été confiés à la France, principale créancière du Gouvernement Chérifien. On l'appela le « Contrôle de la Dette ».

Les principaux chefs de cette administration, MM. Luret et Victor Berti étaient venus à cette occasion à Casablanca et des congratulations avaient été échangées entre fonctionnaires français et marocains. Mais dès que l'exercice des vérifications fut amorcé, les oumanas ne cachèrent plus leur hostilité.

Cette intrusion d'un Français blessait leur amour-propre et surtout leur faisait perdre les profits qu'ils avaient tirés jusque-là, de la fraude et de la contrebande.

Peut-être tous ces gens se fussent-ils résignés à la longue à ce changement, comme au sifflet de la locomotive, si le Caïd Hamou n'avait envenimé ces frictions et haussé ses prétentions à vouloir chasser les Français.

On serait tenté de rendre grâce au turbulent Caïd si neuf ouvriers n'avaient payé de leur vie ses ambitions. Car, depuis l'acte d'Algésiras qui devait, dans l'esprit des diplomates, mettre fin à la rivalité franco-allemande au Maroc, la France avait en réalité bien du mal à y maintenir son prestige.

Les intérêts allemands jusque-là peu importants s'étaient développés à une cadence impressionnante. Une de leurs entreprises obtint du Sultan la construction du port de Tanger. Les frères Manesmann s'étendirent du Riff aux confins du Souss, et dans l'intérieur, le régime des protections attira les multitudes vers les consulats allemands.

On ne sait jusqu'où seraient allés ces empiètements économiques et politiques sans le coup de théâtre de Casablanca.

À cette heure, sur notre caboteur espagnol tout embaumé de ses jasmins, M. Maigret, lui-même, porteur des décisions de Paris, n'était pas sûr du lendemain.

Nous n'avions qu'à nous abandonner au cheminement du petit vapeur ; ils s'attardait complaisamment sur le tranquille océan que les derniers rayons du soleil irisait de reflets d'or vert.

\*

**L**e lendemain, vers une heure de l'après-midi, sur une côte aride et plate apparut la blanche cité de Casablanca.

Pas un arbre, pas une tache de verdure sur l'étendue désolée, sauf, près du rivage, la haute tige d'un palmier décapité de ses palmes. Voilà pourquoi ces hommes sont barbares. Les arbres adoucissent les moeurs. Sans l'ombre d'un hêtre, Virgile eût-il écrit ses Géorgiques ?

Les grandes marées de l'Atlantique obligent les navires à stationner prudemment au large. Nous sommes encore en haute mer quand le « James-Haynes » jette son ancre.

Plusieurs cargos sont mouillés en rade : le « Constantin », de la Compagnie Havraise Péninsulaire, « L'Oued Sebou », de la Compagnie Paquet, un bateau anglais « Le Demetrian », et plus loin, à quinze cents mètres environ de la terre, le croiseur « Le Galilée » à l'imposante et grise superstructure.

A notre arrivée, une multitude de têtes apparaissent au-dessus des bastingages. Nous reconnaissons des Juifs aux fichus bariolés des femmes et à la calotte noire des hommes. Toutes ces familles affolées par l'insurrection sont venues chercher refuge à bord des vapeurs.

Les Juifs sont toujours les victimes des troubles intérieurs. Meurtres, viols, pillages sont la rançon dont ils paient leur existence au sein des cités musulmanes.

Leur lamentable cohorte, traînant des malles, des ballots de hardes et d'ustensiles de cuisine, a traversé la ville sous les quolibets et les insultes de tous les vauriens du pays. Et pour les transporter, les barcassiers ont exigé des sommes exorbitantes.

Parqués sur le pont et les entreponts comme un troupeau de bêtes, sans hygiène, nourris de ce que les parents ou amis restés à terre leur faisaient péniblement parvenir, ces réfugiés supportaient leur détresse avec résignation. Ils avaient au moins la vie sauve. Des Français s'étaient joints à cet exode. Parmi eux, M. Darmet, le contrôleur des Douanes, et deux jeunes femmes, artistes de music-hall, qui chantaient le soir avec leur manager Georges Mercié dans un concert improvisé de la ville.

Le Commandant du « Galilée » avait accueilli à son bord, en raison de leur compétence dans les affaires indigènes, M. Luret et M. Berti.

Une chaloupe du croiseur est venu chercher M. Maigret à notre bord. Le Vice-Consul va transmettre au Capitaine de Frégate Ollivier, commandant « Le Galilée », les ordres transmis de Paris à la légation de France à Tanger.

Le délégué de Si Torrès, M. Henrique Ruiz et moi attendons qu'une barcasse détachée du port nous conduise à terre.

Nous la voyons enfin arriver sur le miroitement de la mer, en même temps que nous parviennent les invocations des barcassiers à chaque levée de leurs longues rames.



Le transbordement des passagers et des marchandises se faisait alors en pleine mer, bord à bord. L'opération, facile par mer calme, n'était pas sans danger par gros temps; elle n'était pas non plus sans grandeur.

Les vieux Marocains n'ont pas perdu le souvenir de ces embarquements et débarquements mouvementés. Sous la poussée des vagues, les lourdes barcasses étaient projetées avec violence sur les flancs du navire et s'y seraient brisées sans l'habileté des barcassiers. Attentifs aux mouvements de la houle, ils en suivaient les oscillations. Leur esquif s'enfonçait et se redressait avec une aisance magnifique,

Les passagers, pris de vertige, n'osaient franchir l'étroit espace qui les séparait de la barcasse en mouvement. Parmi les appels au courage et les cris d'effroi, les plus hardis sautaient, tandis que les femmes, saisies à bras le corps, se laissaient transborder dans les bras robustes des barcassiers. Cette gymnastique spectaculaire est restée un des jeux de la mer, jusqu'à la construction des quais où viennent s'amarrer maintenant les plus grands navires. Que de cubes de pierre il a fallu pour combler ces profondeurs et y édifier le grandiose port d'aujourd'hui.

\*

**J**e suis arrivé sans accident sur la terre ferme. Le tirant d'eau de la barcasse ne lui permettant pas d'atteindre le sec, nous avons été portés par des Arabes aux cuisses nues, à califourchon sur leurs épaules.

Je foule pour la première fois les rues de Casablanca. Elles sont étroites, tortueuses et pavées de frustes cailloux. Me voici à l'Hôtel Continental tenu par un sujet cubain de taille et de carrure imposantes: M. Domingo Péréa. La veille cet homme est allé seul s'opposer à une horde prête à saccager les tombes du cimetière chrétien.

La ville paraît calme, mais les rues sont désertes. Et le silence qui rend mes pas plus sonores sur le dur pavé laisse une impression d'angoisse.

Un chaouch de l'hôtel m'a conduit au Consulat de France. Une douzaine de soldats marocains sont assis devant la porte. C'est la garde chargée de protéger le Consulat. Elle a été envoyée par Moulay Lamin<sup>1</sup>, oncle du Sultan et chef d'une petite armée stationnée dans les Chaouias.

Je me présente à M. Zagury, interprète et chancelier, puis à l'élève consul M. Neuville. Haut de taille, svelte, il paraît à peine ses vingt-quatre ans. Seul à représenter la France pendant ces jours d'émeute, il a très dignement fait son devoir.

Le consulat est un bâtiment sans style, entouré d'un jardin sans fleurs. De hautes murailles de pierre l'entourent. Au rez-de-chaussée sont les bureaux et un salon aux murs surchargés de poteries et de rutilants plateaux de cuivre; au premier étage, l'appartement du consul titulaire, M. Malpertuis, alors en congé. La terrasse est surélevée d'un mirador au sommet duquel flottent les trois couleurs. Malgré les objurgations du pacha aux heures les plus critiques, le drapeau n'a cessé de flotter avec les drapeaux étrangers. Une annexe accolée au bâtiment principal est le siège de la Poste française, gérée par M. Zagury et son jeune frère. Le bureau communique avec l'extérieur par un trou creusé dans le mur. C'est le guichet postal.

De toutes ces constructions, il ne reste rien aujourd'hui. Des hôtes d'alors, seuls sont encore vivants les frères Zagury.

Au fond du jardin, je découvre des tertres de terre. Ce sont les tombes des ouvriers massacrés. On les a ensevelis la nuit, enroulés dans les tapis du Consul. Quand le titulaire du consulat de France, M. Malpertuis reprendra son poste, quelques jours après, il s'inclinera devant ces

---

<sup>1</sup> Moulay El Amine

tombes, et je l'entendrai dire en se retirant : - Mes tapis !

\*

**T**ous les soirs, les Français restés dans la ville se réunissent au consulat de France.  
- On va débarquer, n'est-ce pas ?

Tels sont les premiers mots qu'unaniment ils m'adressent.

Je fais la connaissance des résistants de la petite colonie française: Fournier, directeur de la Cie Marocaine; Philip, agent de la Cie Paquet; Guinard, directeur de la Banque d'Etat, et un jeune commerçant, Darrigue.

Ils sont encore émus des tragiques événements qu'ils viennent de vivre. Je gravis avec eux la terrasse du consulat d'où l'on aperçoit à quelques centaines de mètres une tache noire sur la blonde étendue du sable. C'est la locomotive renversée. Des Arabes l'entourent, acharnés à la démonter.

Je revis le drame dans ses horribles détails, tels que me les conte M. Fournier, directeur de la Cie Marocaine.

Dans la matinée, des indigènes avaient donné à quelques Français d'imprécis avertissements. Des manoeuvres employés dans les carrières avaient refusé de se rendre au travail. Le train partit quand même, sans tenir compte des intimidations verbales. Il arrive sans incident à la carrière, charge ses wagonnets et reprend la direction du port. De grosses pierres ont été placées sur les rails. Le convoi s'arrête. Un ouvrier descend et s'apprête à dégager la voie. Il est abattu à coups de matraque. Le mécanicien Ratta saute de sa machine et court vers la mer pour gagner le large. Il est rattrapé et assommé.

Puis, c'est l'assaut vers les carrières d'où les hommes s'enfuient, les uns vers les navires en rade, d'autres vers de fragiles réduits. Ils sont rejoints, frappés à mort.

Le chef de chantier Massa tient cependant tête à ses adversaires. Armé d'un couteau, il dispute sa vie. Un coup de matraque l'abat à son tour.

Alors la foule s'amasse autour des cadavres, s'acharne sur la locomotive qu'elle réussit à renverser. Des femmes arrivent; elles couvrent de leurs iou-iou les jeux auxquels se livrent sur les corps la populace enivrée de sang. Un de ces corps est traîné, le ventre bourré de paille enflammée, tandis qu'un voyou de la horde s'entortille à même ses vêtements, de ses entrailles.

Deux jeunes garçons, deux frères de 12 et 10 ans, Jean et Roger David, l'ont aussi échappé belle. Ce dernier jouait sur la plage alors que le drame s'accomplissait. Il s'enfuit épouvanté de toute la force de ses petites jambes vers les portes de Bab Elrha. - Ejri ! Ejri ! (cours, cours) lui crient de loin les gardiens. Et quand il est passé, ces braves gens referment vivement les portes. Quant à Jean David, assailli et lapidé près des carrières où il s'était aventuré, il ne dut son salut qu'à l'intervention inespérée de deux Arabes qui l'emportèrent inanimé dans leurs bras jusqu'à la direction du port.

Rendons cette justice aux habitants de Casablanca. Ils n'ont pas participé à ces sanguinaires exploits.

Trois sortes de race peuplent le Maroc; les Arabes venus de l'Orient, hospitaliers, raffinés et courtois, les Berbères, montagnards farouches et avarés, et les Draouis venus de l'Oued Draa, au coeur de la Mauritanie. Ces hommes au visage foncé, plus près du nègre que du blanc, vivent de métiers pauvres : muletiers, terrassiers, porteurs d'eau. Ils gardent dans leur sang l'âcreté et l'inhumanité de leur désert. Les massacres de Casablanca furent le fait de ces transplantés du pays des bêtes sauvages.

\*

Je voudrais visiter la ville, interroger quelques citadins pour connaître l'esprit général de cette population marocaine qui, jusque-là, vécut toujours en bons termes avec les Européens. Ceux-ci n'étaient pas nombreux: une quinzaine de Français dont la moitié employés de la Banque d'Etat ou de la Cie Algérienne, cinq ou six Allemands, y compris le personnel du Consulat d'Allemagne, une demi-douzaine d'Anglais, quelques Autrichiens et Italiens et peut-être une centaine de sujets Espagnols disséminés autour de la rue actuelle de la Croix-Rouge.

M. Neuville me dissuade d'aller dans la ville indigène. Il exige du moins que je me fasse accompagner par deux askris prélevés sur la garde du consulat.

Ces hommes, pieds nus dans des babouches jaune citron, sont vêtus d'une culotte bouffante avec une veste de la même couleur écarlate que leur fez.

Armés d'une baïonnette et d'un chassepot qu'ils portent comme à l'exercice sur l'épaule, ils ont l'allure de soldats d'opérette, et moi au milieu d'eux d'un malfaiteur mené en prison. Ravis de m'accompagner d'ailleurs, espérant gagner par leur vigilance un bon pourboire. Je ne suis pas bien sûr, malgré leur bonne mine, qu'ils me défendraient contre un éventuel agresseur ; mais je dois faire mon métier.

Nous allons dans les ruelles étroites et tortueuses du centre de la ville. Un assez grand nombre d'indigènes y circule. Une sorte de stupeur règne dans l'air. Les gens sont taciturnes et renfermés. Notre passage n'éveille néanmoins, qu'une placide curiosité.

Le Mellah voisin, à ma grande surprise, est aussi animé qu'aux anciens jours. Le récent exode de tant de familles n'a pas laissé de vide apparent dans cette agglomération surpeuplée. Le commerce n'y a pas perdu ses droits. Les rues sont encombrées de marchands de légumes et les bouchers débitent leur viande en plein vent, toutes les boutiques sont ouvertes. Les femmes jacassent sur le pas des portes, et seule leur véhémence me révèle que la peur est encore latente.

Je m'engage après un détour dans la ruelle qui mène à l'église des Franciscains. Les portes sont ouvertes, j'entre en laissant dehors mes askris. Le lieu est désert et sombre: un moine en prière se retourne, nullement étonné de ma présence. J'examine un instant les vitraux, les primitives peintures des chemins de croix. Quand je ressors, je trouve mes gardiens accroupis par terre. Ils s'attendaient à une aussi longue station du chrétien dans son église, qu'un musulman dans sa mosquée.

Nous sommes à la limite du Tnaker, quartier exclusivement peuplé de Marocains.

L'animation y est plus vive que dans les quartiers du centre. C'est la ville arabe avec ses boutiques d'un mètre de large et de profondeur. Des porteurs d'eau circulent de l'une à l'autre en faisant tinter leur clochette. À notre arrivée, les cous se tendent, mais les têtes se détournent avec de mauvais regards. Je reviens prudemment sur mes pas. J'en ai d'ailleurs assez vu. Casablanca manque totalement de pittoresque.

Sauf ses vieux remparts qui rappellent l'occupation portugaise, les maisons sont d'une construction uniforme, sans aucun signe de plaisance. Les intérieurs démentent peut-être cette froide apparence, mais le moment n'est pas venu de chercher à y pénétrer.

Sur le chemin de mon retour au Consulat, après l'imposant immeuble du Consulat d'Allemagne, je bute sur un étroit boyau de rue, encombré de sacs de grains; au bout, c'est la douane. Dans une vaste salle, les Oumanas sont à leur poste, assis sur de petits tapis, devant leur beniquas de bois blanc. Ils boivent leur thé en conversant à voix basse, heureux d'être débarrassés du contrôleur français réfugié sur l'un des navires en rade.

Les lourdes portes qui mènent à la mer sont ouvertes, mais les chantiers de la darse en

construction sont déserts. Des pics, des pelles, des auges de maçon gisent pêle-mêle près d'un amoncellement de sacs de ciment et de tas de pierres. Sur l'étroite voie ferrée reposent des wagonnets encore souillés de taches de sang.

C'est dans ces wagonnets que, le soir du meurtre, les soldats du pacha ont ramené de la plage de Sidi Belyout les corps des neuf ouvriers massacrés. Le Pacha avait d'abord refusé ce transport, arguant que l'entrée des morts dans la ville est interdite après le coucher du soleil. Il n'avait cédé que sur les instances et les menaces de l'élève consul Neuville.

La colonie française tout entière assiste à ce funèbre retour. Une bâche recouvre les wagonnets. Quand elle est enlevée, les corps apparaissent, dégoûtants de sang, entassés les uns sur les autres comme des bêtes et affreusement mutilés. Cet effroyable spectacle saisit nos compatriotes d'un mouvement de révolte qu'il leur faut pourtant réprimer. L'un d'eux, Jourdan, ne peut se contenir, brandit ses poings dans la direction des soldats et s'écrie :

- Les salauds !

La violence du geste est telle que les askris lèvent leur fusil, et couchent en joue nos compatriotes. L'agent de la Cie Paquet Antoine Philip, et Fournier, se jettent au devant, parlent en arabe, les armes s'abaissent. Un nouveau massacre est évité.

\*

**L'**ARRIVEE du « Galilée », les mesures prises dès le premier jour par Moulay Lamine pour purger la ville des indésirables, ont momentanément ramené le calme. Mais les agitateurs locaux, la lie des bas métiers, les Draouis sont toujours là, le moindre incident déclencherait à nouveau l'émeute et, avec l'émeute, l'irruption plus dangereuse encore, des tribus de la Chaouia.

La nouvelle du meurtre s'est vite répandue dans les douars, déformée et amplifiée de bouche en bouche. Les chrétiens auraient tous été jetés à la mer. Alors des milliers d'hommes excités par la perspective d'un fructueux pillage sellent leurs chevaux, s'arment, se précipitent vers Casablanca.

La ville n'eût pas résisté à cette ruée sans l'initiative de Moulay Lamine. Conscient du terrible danger que court la population, tant européenne que musulmane, car les tribus n'auraient pas plus respecté l'une que l'autre, il fait fermer les portes et placer devant chacune d'elles un fort contingent de soldats. On peut sortir, on ne peut plus entrer.

Le commandant Ollivier, dès son arrivée en rade, avait reçu à son bord M. Neuville et envisagé d'envoyer aussitôt à terre un détachement de marins. Ils occuperaient le Consulat de France, et créeraient ainsi un îlot de résistance où les Européens trouveraient un refuge, en cas de danger. Cependant le corps consulaire, mis au courant de cette proposition par M. Neuville, oppose un refus formel à cette action. Les consuls d'Allemagne et d'Autriche y voient un commencement de possession du sol marocain, les autres consuls invoquent que le débarquement d'un si faible détachement, inciterait les tribus et les éléments équivoques demeurés à Casablanca à l'attaquer. La ville serait alors livrée au meurtre, à l'incendie, au pillage. Le Vice-Consul Maigret, en reprenant son poste, se rallie au veto du corps consulaire, et devenu maître à terre comme le commandant l'est à son bord, maintient son opposition à tout débarquement des forces du « Galilée ».

Le Pacha, au milieu de ces conjonctures, n'était qu'un pauvre homme que les événements dépassaient. Pris entre la menace d'un débarquement des Français et celle de l'irruption des tribus, il jouait de ce double argument contre les uns et contre les autres.

Plusieurs fois, cédant à la peur, il requit le Consul d'appeler « Le Galilée » à son secours pour résister à l'assaut imminent des tribus, puis, un peu plus tard se reprenait, arguant que tout

était arrangé.

Coupés de toute communication avec l'extérieur, le poste de télégraphie sans fil installé assez loin de la ville ne fonctionnant plus et les paquebots se détournant d'une ville en révolution, nous nous demandions avec angoisse comment cette longue attente se dénouerait ?

« Le Galilée » avait bien à son bord un poste de T.S.F. ; il recevait des informations, mais le Commandant Ollivier, apparemment, ne les communiquait à personne. Sans quoi les événements n'eussent pas été ceux que, les jours suivants, nous allions vivre.

\*

**D**EPUIS tant de jours qu'ils bourlinguaient le long des côtes arides du Maroc, les jeunes officiers du « Galilée » s'ennuyaient. Tout d'un coup, les massacres de Casablanca leur fournissaient l'occasion inespérée d'une action enfin digne de leur intrépidité et de leur courage. Le risque de se battre un contre cent stimulait leur ardeur guerrière. Et voilà que les scrupules d'un vice-consul joints à ceux d'un corps consulaire méprisable, les obligeaient à rester les bras croisés en haute mer.

Ne les accuserait-on pas de couardise, de faillir au bon renom de la marine française ?

Le Commandant Ollivier souffrait bien lui-même de cette passive attitude, mais pouvait-il passer outre au veto du vice-consul, sans être accusé d'indiscipline et compromettre ainsi sa carrière ?

On imagine quelle pression les officiers exercèrent alors sur leur chef, quand ils reçurent par T.S.F. la nouvelle qu'un corps expéditionnaire était en instance d'embarquement dans le port d'Oran et qu'il serait bientôt à Casablanca. L'espoir d'un glorieux fait d'armes s'évanouissait alors qu'ils étaient là, depuis dix jours, à contempler la ville insurgée. L'honneur de l'occuper les premiers sera-t-il cueilli par d'autres ? Il fallait tout oser : la violence, la ruse, pour rompre l'entêtement désespérant du Consul.

Deux jeunes enseignes sont désignés pour tenter une dernière démarche. Le samedi 3 juillet, vers 2 heures de l'après-midi, ils s'annoncent à M. Maigret. Ils sont reçus dans son bureau où M. Yahia Zagury et moi sommes présents. L'un d'eux, l'enseigne Leygues, fils de l'ancien ministre de la Marine, prend la parole.

- D'ordre du Commandant du « Galilée », dit-il, et en raison de la menace que fait peser sur la ville le rassemblement des tribus, un détachement de fusiliers marins va débarquer et prendra ses quartiers au Consulat de France.

Surpris de ce ton comminatoire, M. Maigret se recueille un instant et répond :

- Conscient de mes responsabilités, je m'oppose à ce débarquement. Sûrs d'une facile victoire sur une force insuffisante, les indigènes surexcités l'attaqueront, la population tout entière sera massacrée.

L'enseigne Leygues insiste :

- Après les assassinats commis contre les Français et devant la menace de leur renouvellement, les forces présentes du « Galilée » ne peuvent rester l'arme au bras. Il s'agit de l'honneur de la France.

L'opposition de ces deux hommes devient soudain dramatique et quand, sur un refus nouveau, l'enseigne réplique :

- Je vous ai parlé, Monsieur, de l'honneur de la France. Seriez-vous un mauvais Français ?

M. Maigret n'a pas répondu. Sa pâleur subite et son mutisme sont plus impressionnants qu'une parole. Nous restons interdits, Yahia Zagury et moi, et profondément émus <sup>(2)</sup>.

---

<sup>2</sup> Après le débarquement du général Drude, je racontais cette scène à Georges Bourdon, envoyé du « Figaro » et

\*

**D**IMANCHE 4 août. Le conflit de la veille semble apaisé. Le contremaître Tardivel s'est installé sur le mirador du consulat et les messages par signaux optiques se multiplient.

Au cours de la matinée, tels de pacifiques touristes, deux par deux, à intervalles espacés, des marins porteurs de grandes caisses pénètrent dans le consulat. A onze heures, ils sont dix et un officier, l'enseigne Cosme, viennent aussi nous rejoindre Charpentier, Bienaimé, Merlin, Peytral, Quet et Souffron, Français réfugiés à bord des vapeurs en rade.

Le débarquement se ferait-il en pièces détachées ?

À midi, sous la surveillance de l'enseigne Cosme, les caisses sont ouvertes, les matelots en extraient des mousquetons, des revolvers, des cartouches.

Dans l'après-midi, M.Maigret nous rassemble et nous communique que, par radiogramme du « Chayla », le « Galilée » vient d'être informé qu'une escadre accompagnant des forces imposantes, arrivera dans la nuit devant Casablanca. À cinq heures du matin, ces forces débarqueront.

La lettre suivante est adressée par M. Maigret au corps consulaire.

*Ce 4 août 1907*

*Messieurs et chers collègues,*

*J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'une escadre française débarquera demain matin 5 août à cinq heures du matin, des forces imposantes.*

\*

*Elle a l'ordre de bombarder la ville si la porte de la Marine n'est pas ouverte à cette heure, et si un seul coup de fusil est tiré sur nos hommes.*

*Veillez agréer, Messieurs et chers collègues, l'assurance de ma parfaite considération*

*Roger MAIGRET*

L'avis est également donné à Moulay Lamine et au pacha Bou Becker, de se trouver présents au port de débarquement. La porte de la Marine sera ouverte. Si un seul coup de fusil est tiré, l'escadre bombardera la ville arabe.

Tous les Français se rassemblent au consulat. Les consuls étrangers sont invités, par mesure de prudence, à rassembler leurs nationaux dans leurs consulats respectifs.

L'enseigne Cosme nous distribue des armes, nous exerce à leur maniement, nous assigne enfin

---

auteur du livre connu: « Les Journées de Casablanca ».

- Savez-vous, me dit-il le lendemain, que le Consul prétend que vous avez inventé ce récit ?

- Par exemple ! répondis-je, le Consul ne le niera pas devant moi.

Il m'emmène sur le champ me confronter avec M. Maigret. Nous le rencontrons en compagnie de Zagury. Je maintiens devant eux mon témoignage. Je reçois un double démenti. J'apprenais qu'un diplomate n'est jamais honteux de mentir.

Mais les rapports de M. Maigret à son ministre n'eurent sans doute pas cette discrétion. Ils firent au moins une victime: le Commandant Ollivier. Ce brillant officier appelé aux plus hauts grades dut prendre sa retraite comme capitaine de vaisseau

Il y a quelque part, au Port-Blondin, un fortin qui porte le nom du Commandant Ollivier. Il lui fut donné par l'amiral Penfentenyo de Kervereguen, commandant les forces navales du Maroc.

C'est le seul souvenir qui reste de celui qui fut avec Ballande, Cosme et les marins du Galilée, le héros d'un exploit qui fait date dans les annales de la marine française.

un poste et des heures de garde.

Voici l'ordre rédigé par cet officier et affiché dans le couloir du consulat :

« Signaux » : *Quartier-mâitre Tardivel. Armement : revolver.*

« Poste n°1 » : *Houel, costons pour signaux. Armement : mousqueton.*

« Poste n°2 » : *Guinard. Armement : revolver.*

« Poste n° 3 » : *Merlin. Armement : revolver.*

« Poste n° 4 : *Teboul. Armement : revolver.*

« Escalier » : *Souffron. Armement : revolver.*

« *Les Français non cités occuperont le jardin sous les ordres du canonnier Alquier. Le timonier Veroheven servira d'estafette. À l'appel d'un cornet à bouquin, chacun devra rejoindre son poste* ».

La joie que nous éprouvons est grande.

Le soir est venu. Nous garnissons les terrasses et nos yeux ne quittent plus l'horizon où doivent apparaître les premières fumées de l'escadre. La nuit s'étend bientôt sur la ville et sur la mer. Nous fumons, nous bavardons, nous changeons de place. Nous nous retrouvons toujours devant cet horizon maintenant noyé d'ombre qu'illumineront à leur arrivée les feux des croiseurs.

J'avise un homme isolé. Poussé vers lui par la curiosité professionnelle: - Pardon, Monsieur, lui dis-je, puis-je vous demander qui vous êtes ?

Il répond avec insolence : - Qu'est-ce que ça peut bien vous f..tre !

C'est Georges Mercié.

M. Maigret et M. Neuville, un peu nerveux, paraissent et disparaissent, fixant comme nous l'invisible. Les étoiles scintillent sur nos têtes, leur révolution suit le cours lent des heures. Nul ne pense à dormir. Dix heures, onze heures, minuit. L'escadre tarde à venir; elle ne doit pas être loin, pourtant, puisque le débarquement a été fixé à cinq heures. Vers deux heures du matin, un cri :

- Voilà l'escadre !

Nous ouvrons grands nos yeux. Est-ce une fausse vision ? Non, c'est une farce, pour couper le temps.

« Le Galilée », sur la rade, semble cependant plongé dans un étrange sommeil. Nulle lumière à bord, sauf ses feux réglementaires.

Nous sortons et ressortons nos montres, notant chaque fois le déplacement indolent de la petite aiguille : une heure, deux heures, trois heures, quatre heures ! L'escadre n'est toujours pas là !

Une indécise pâleur fait place à l'obscurité, la mer se revêt d'un voile bleuâtre et, vers l'Orient, de roses reflets annoncent la prochaine apparition du soleil. Alors, à la lente attente nocturne succède une affreuse déception.

Puis, tout à-coup, un remuement, à bord du « Galilée ». Les chaloupes descendent de leurs portants, se garnissent d'hommes, se détachent du croiseur et prennent la direction de la Marine en laissant derrière elles un mince sillon d'écume.

M. Maigret se dresse devant l'enseigne Cosme :

- Comment ? Vous débarquez ? Ah, vous m'avez trompé !

- Monsieur, dit l'officier, la France n'a qu'une parole, nous avons annoncé que le débarquement aurait lieu à cinq heures du matin. À cinq heures, nous débarquons.

Je pense qu'après ces paroles, M. Maigret fut délivré. Il avait fait son devoir, tel que sa

conscience le lui dictait. Maintenant, il ne fallait plus songer qu'à la France, trop longtemps bafouée par les barbares.

\*

**A**u son du cornet à bouquin, chacun gagne son poste. Le déplacement des canots nous est masqué par les terres. Nous ne pouvons que tendre l'oreille avec une anxiété silencieuse vers les bruits qui vont venir du port. Le quartier-maître Tardivel prépare, à tout hasard, le signal du bombardement. Le silence est soudain rompu par un éclatement sec, unique. Est-ce un coup de feu ? Il y a doute.

- Hissez le pavillon ! crie Cosme.

- Attendez, dit Maigret, on ne sait pas encore.

- Hissez, Tardivel !

La fatale banderole se déploie sur sa drisse, tandis que retentit au loin le crépitement d'une fusillade. Le jour même, M Zagury me fait le récit de la bataille.

Il s'était rendu au port à l'heure dite, pour servir d'interprète.

À la porte de la Marine, ni Moulay Lamin, ni le pacha ne sont là. N'ayant pas vu venu l'escadre, ils pensaient qu'aucun débarquement n'aurait lieu. Ils ne se sont pas dérangés.

Une vingtaine de Marocains sont sur la grève, indifférents. Quelques-uns aident même les marins à sauter des embarcations. Le détachement forme ses rangs par quatre. L'enseigne Ballande est à leur tête, l'épée à la main. Derrière lui, M. Zagury et M. Victor Berti. Le docteur Merle, M. Luret et le docteur Brunet du « Galilée » sont en serre-file. Ce ne doit être qu'une promenade pacifique. Les fusils sont approvisionnés mais non chargés.

Un commandement : En avant !

Les marins gravissent la pente qui mène aux portes, grandes ouvertes, de la Marine. Ils vont l'atteindre, lorsque poussés de l'intérieur, les lourds battant lentement se referment. Le verrou va être poussé. Plus presto, Ballande met un pied dans le faible entrebâillement des portes et les repousse, les bras tendus, de toute sa force.

Un coup de feu. Une balle fracasse la main droite de l'officier. Son épée tombe. Ballande la reprend vivement dans la main gauche et debout, appuyé contre cette porte qui ne se refermera plus, face à ses hommes, il commande : - Chargez les armes ! En avant ! À la baïonnette !

Au pas de course, les marins franchissent la voûte de la marine et d'une salve en balaient les débouchés.

Zagury montre le chemin. En tête, le quartier-maître Labast pousse sa section : - En avant, les gars ! Feu !

Une balle arrête le cri dans sa gorge, elle lui a traversé la poitrine. Il ne tombe pas, il marche au milieu des hommes qui le soutiennent. La première ruelle dégagée est suivie d'une autre remplie d'Arabes accourus de tous côtés. Une salve la dégage à son tour. Mais à l'arrière, les groupes se reforment tandis que des terrasses et des fenêtres, d'invisibles tireurs envoient une grêle de balles. Le quartier-maître Thierry a la cuisse traversée, le charpentier Leguichet, le bras fracassé.

Les derniers rangs font face arrière et déblaient le chemin parcouru. La colonne avance maintenant lentement, au pas des blessés, et, après un dernier coude, trouve enfin devant elle une rue plus large que les fusils de la terrasse du consulat ont rendu nette.

Le but est proche. Un tournant que M. Zagury montre sur la droite et le détachement atteint la porte du consulat où la garde de Moulay Lamine est restée à son poste, inoffensive.

- Allez-vous en !..., leur crie en arabe M. Zagury. Mais à la vue de ces vestes rouges qui les



ont assaillis sur leur parcours, les marins ne peuvent pas comprendre. Un nouveau feu de salve en abat les trois-quarts, les autres fuient. Et, parmi les morts, se trouvera le domestique de notre camarade Darrigue, porteur d'un panier de pains qu'il destinait à son maître.

\*

**A**u consulat de France, dès les premiers coups de feu, la panique saisit les défenseurs du jardin; ils élèvent une barricade devant la porte : des tables, des armoires, des matelas et le piano de M. Malpertuis.

Je suis sur le mirador, à mon poste, avec le quartier-maître Tardivel, gérant des signaux. Maigret et l'enseigne Cosme sont venus nous rejoindre. Nos regards sont fixés sur la rue que les marins ont à traverser après les ruelles de la marine. Les salves du détachement s'accompagnent d'une intense mais désordonnée fusillade.

Ces soixante marins ne seront-ils pas décimés avant d'atteindre le consulat ?

Enfin les voilà !

La colonne s'approche ! Ballande toujours à leur tête, Victor Berti et Zagury à ses côtés. Nous criions d'en haut : Ouvrez la porte !

Mais les hommes d'en bas, après la dernière salve, ont cru qu'elle venait des Marocains; ils n'entendent pas : ils ont au contraire, renforcé la barricade.

Nous répétons: - Ouvrez ! Ce sont les marins! Alors la barricade est enlevée. La porte s'ouvre. Les hommes entrent et s'alignent sur deux rangs dans l'allée centrale.

Ballande à l'extérieur, l'épée tendue dans sa main gauche, les regarde défilier devant lui. Quand il entre à son tour, le dernier, dans son uniforme blanc maculé de sang, les bérets se lèvent, un cri jaillit de toutes les poitrines : Vive le Lieutenant !

Mais ce que j'admire peut-être le plus, en ce moment, c'est que pas un seul de ces marins, au cours de la bagarre, n'a lâché sa boule de pain.

\*

**N**ous attendons impatiemment le bombardement: Vingt minutes se passent avant le premier coup de canon, puis les coups se succèdent à une cadence accélérée. Du fort de la marine les vieux canons portugais répondent.

La charge de poudre doit leur aller jusqu'à la gueule car les coups sont d'une extrême violence, mais les boulets ne vont qu'à deux cents mètres dans la mer, soulevant à leur point de chute une gerbe d'écume.

Voici les noms des Français présents ce jour-là, au Consulat de France. La mort a fauché largement nos rangs au cours de ces quarante-six années. Il ne reste plus à Casablanca que Victor Berti, Merlin, Zagury et moi. Et c'est pourquoi, avant que les Parques filent nos derniers jours, je les mets ici à l'honneur :

Bienaimé, directeur de la Cie Algérienne; Charpentier, sous directeur; Darrigue, commerçant; Fournier, directeur de la Cie Marocaine ; François, dit le Corse ; Guinard, directeur de la Banque d'Etat; Houel, envoyé spécial du « Matin » ; Maigret, vice-consul de France ; Maigret, frère du vice-consul ; Merle, directeur du dispensaire ; Mercié, artiste lyrique; Neuville, élève vice-consul; Peytral, représentant des raffineries Saint-Louis; Philip, agent de la Cie Paquet ; Quet, fondé de pouvoir de Philip : Souffron, employé à la Banque d'Etat : Teboul, employé à la Banque d'Etat ; Victor Berti, directeur du Contrôle de la Dette ; Zagury, chancelier du Consulat.

Ajoutons à ces noms ceux des femmes admirables qui passèrent leurs jours et leurs nuits à soigner et à reconforter les blessés : Madame Maigret mère, Madame Fournier, Miss Spiney, sœur du vice-consul anglais de Mazagan.

\*

**A** sept heures du matin, après une heure de bombardement, un chiffon blanc fixé au bout d'un roseau s'agite frénétiquement à l'angle de la rue qui fait face au consulat. Une tête hésitante apparaît, se retire, réapparaît ; l'homme enfin se montre. Il tient une lettre à la main. Elle émane du consul d'Angleterre, lequel transmet à son collègue français le désir de Moulay Lamine d'obtenir un armistice.

M Maigret répond que cette demande doit être faite par Moulay Lamine et le pacha en personne.

Un quart d'heure plus tard, sur sa mule, entouré de sa garde personnelle, le pacha paraît. Il est vêtu d'amples burnous de laine fine d'une blancheur éclatante. Le consul et l'enseigne Ballande, la main de celui-ci enveloppée de son pansement, s'approchent. Le pacha reste sur sa mule. Ballande le tire par ses voiles et le force à mettre pied à terre. On l'aperçoit court et trapu, embarrassé dans ses draperies. Son visage prend une teinte verdâtre. On le pousse dans le bureau de poste. Il n'en sortira plus.

Les conditions de l'armistice sont communiquées à Moulay Lamine qui s'empresse de les accepter, y compris la retenue du pacha, en garantie de leur exécution.

Vaines conventions. Les tribus accourent au son du canon, font irruption dans la ville et se livrent, comme l'avait prévu M. Maigret, au massacre et au pillage de ses habitants.

Les commerçants musulmans eux-mêmes sont dévalisés ou mis à rançon. Mais les plus pitoyables victimes sont nécessairement les Juifs. Les hommes sont égorgés, les filles violées, les garçons emmenés comme esclaves, Argent, bijoux, meubles, tout ce qui représente une valeur est chargé sur des bêtes de somme et emporté.

Pendant deux jours, nous verrons de la terrasse du consulat passer en direction de Médiouna des caravanes de déménageurs.

L'incendie s'ajoute bientôt aux tueries. Une fumée s'élève, épaisse et noire, illuminée de hautes flammes rouges.

Ce pillage nous a sauvés. Nous aurions succombé sous le nombre si les Marocains avaient assailli en masse le consulat. Nos faibles munitions ne nous auraient permis de résister que quelques heures.

Les tribus avaient mieux à faire qu'à se battre. Dans le mellah désarmé, tout était à prendre, les bijoux, l'argent et les filles.

\*

**D**ERRIERE nos murs, nous ne risquions guère que de recevoir une balle tirée des terrasses voisines et du minaret de la mosquée du « dar el maghzen » dont le faîte nous dominait.

Les fenêtres et les murs étaient criblés d'éclats. Nous restions sagement à l'abri des parapets de notre terrasse. La curiosité nous poussait bien, parfois, à lever la tête, une rafale nous la faisait rentrer au plus vite.

Sur notre mirador, M. Maigret et son jeune frère, Tardivel et moi, nous évitions de nous montrer. Les balles allaient ailleurs. Alors surgit l'homme que j'avais interpellé la veille, Georges Mercié.

- On ne voit rien, en bas, dit-il. Ici, on est mieux. Debout, son mousqueton à l'épaule, il visait à droite et à gauche, guettant l'apparition d'un Marocain. - En voilà un ! criait-il, et il lâchait son coup de fusil.

- En voilà un autre! et il tirait.

Sa silhouette se détachait comme une cible sur le bleu du ciel. Notre poste, tout à l'heure calme, était maintenant le point de mire de tous les tireurs marocains. Les balles passaient en sifflant au-dessus de nos têtes. Nous entendions leur choc contre les murs. Un épais morceau de plâtre fut arraché, juste au-dessus de la tête du jeune Maigret.

Nous crions à Mercié :

- Baissez vous donc, vous allez vous» faire tuer ! »

Mercié ne se baissait pas. Il poursuivait son tir et ses invectives. Une balle sectionne la drisse servant à l'envoi des signaux.

Un des bouts choit à nos pieds, l'autre reste flottante au bout de sa hampe.

Les communications avec le « Galilée » sont coupées. Il faut à tout prix les rétablir et, pour cela, aller chercher la corde rompue à deux mètres de hauteur. Nul d'entre nous ne se sent le courage de tenter une aussi dangereuse acrobatie.

Mercié a lâché son mousqueton. La corde tombée à terre entre ses dents, il grimpe à la hampe qui oscille dangereusement sous son poids, puis, parvenu au sommet, il opère tranquillement le raccord. Il redescend, s'arrête, dédaigneux, sur le parapet, et fait aux Marocains un geste d'une goguenarde indécente.

Nous avons assisté muets à cet exploit et... à cette chance.

Quelques minutes après, en effet, une balle mieux dirigée l'eût frappé en pleine poitrine si son fusil ne l'avait fait dévier. La balle en fit éclater le fût et, ricochant, ne lui enleva qu'un lambeau de chair au menton.

Il était temps, pour nous, qu'une blessure fit disparaître cet enragé.

\*

**L**ES trois jours de ce siège s'illustrent de nombreux faits d'armes. Le consulat d'Angleterre, le consulat d'Espagne et le consulat de Suède, représenté par un commerçant de la ville, M. Fernau, seront assaillis par des bandes armées.

De petits détachements, prélevés sur nos faibles effectifs, livrent d'âpres combats pour les dégager.

Au consulat de Suède, contigu au consulat de France et par où les Marocains pensaient pouvoir pénétrer, l'attaque, en pleine nuit, coûte la vie au quartier-maître Bourdoulous et au canonier Guillou. Le premier est tué sur place, le second devait mourir le lendemain.

C'est l'enseigne Cosme qui les a conduits à la riposte : officier le plus jeune du « Galilée », il donnera l'exemple d'un singulier mépris du danger. En franchissant un toit recouvert de paille, il tombe dans une profonde excavation. On l'en retire avec une entorse à la cheville. Le surlendemain, il sera encore piqué par une mouche charbonneuse venue des cadavres.

Le consulat d'Allemagne, seul, est épargné. Les Allemands, réfugiés au consulat d'Autriche tout près du nôtre, avaient laissé leur immeuble à la garde de quelques chaouchs. Et, bien qu'il fût ainsi sans défense, les Marocains le respectèrent. Ce qui semble établir le tacite accord des Allemands avec les émeutiers, sinon leur complicité. Dans l'après-midi du cinq août, le croiseur le « Du Chayla », alerté par le « Galilée » arrive à toute vitesse devant la ville.

Nous faisons une ouverture à coups de pioche dans le mur voisin du consulat de Portugal, en

bordure de la mer. Le détachement du « Du Chayla », fort d'une centaine d'hommes, passe par cette brèche, ainsi qu'une douzaine de matelots espagnols débarqués de la canonnière « Alvaro de Bazan » arrivée dans la matinée.

Les marins du « Du Cheyla » n'ont pas emporté de vivres avec eux pour se charger de plus de cartouches. Le ravitaillement des assiégés va devenir un grave problème. Il faut aller piller à notre tour les épicerie de la ville. L'enseigne Cosme recrute des volontaires civils. Nous partons, soutenus par quelques fusiliers marins. Nous nous engageons dans les ruelles, à la file indienne, en longeant les murs. Nous recevons des coups de feu, tirés des fenêtres. Ils ne blessent personne...

Les Marocains ont laissé intactes les épicerie, parce qu'ils croient que nos conserves sont fabriquées avec du cochon. Nous revenons avec un important chargement de cassoulets, de tripes, de petits pois et autres produits de l'industrie alimentaire. Notre camarade Taboul découvre un veau. Nous l'emmenons avec notre butin et les matelots, à notre arrivée, lui feront fête, en l'égorgeant.

Dans la soirée, on m'informe que les réfugiés du « Démétrian » ont été recueillis par d'autres navires et que le vapeur partira dans la nuit avec le courrier, pour Tanger. Je me hâte de rédiger pour « Le Matin » le récit des événements. Je m'efforce de les raconter tels qu'ils se sont déroulés, et de n'oublier personne, ni Zagury, ni l'héroïsme de Ballande, ni l'exploit de Mercié.

À peine ai-je terminé que je reçois la visite de M. Maigret. Il me demande de lui communiquer mon récit.

- Je voudrais, dit-il, que vous fassiez mieux ressortir le courage de Zagury.

- Volontiers. Il a montré beaucoup de cran.

Quand il s'en va, Ballande arrive. Il veut lire aussi mon papier. Il me reproche de donner trop d'importance à la conduite de Zagury.

Je suis embarrassé car ces hommes, si grands dans l'action, retrouvent, celle-ci finie, leurs petites faiblesses. La récompense d'une bonne action, disaient les Romains, c'est de l'avoir faite.

Mais c'est en criant « Vive la France ! », debout sur la passerelle du « Léon Gambetta », torpillé par les Allemands, que Ballande huit ans plus tard devait disparaître, dressé comme le symbole de la grandeur et aussi, à mon avis, de la vanité des actions humaines.

\*

**L**A nuit vient, il nous faut chercher un gîte. Nous n'avons pas dormi la veille. Les péripéties de la journée nous ont trop occupés pour songer à la nuit prochaine. Nous n'avons ni matelas, ni couvertures ni abri.

Les bureaux du consulat sont accaparés par les officiers et le salon par les blessés. L'appartement du consul, au premier étage, est fermé à clef. Il ne nous reste que les couloirs, les escaliers, ou le jardin déjà rempli de marins. Les nuits marocaines sont fraîches et dans nos vêtements d'été, la perspective de coucher à la belle étoile n'est pas réjouissante. Vers dix heures, quelques-uns ont définitivement adopté les couloirs. Allongés sur le carrelage, nous commençons à dormir, lorsque s'ouvre la porte de l'appartement du consul.

C'est M. Maigret, venu y introduire un de ses amis anglais, d'ailleurs sympathique, M. Worthington. D'un bond, nous sommes debout, protestant avec véhémence que ces chambres qui feraient si bien notre affaire, soient cédées à un étranger. Le directeur de la Banque d'Etat, Guinard, homme d'un certain âge, ventru, et connu pour l'extrême douceur de son caractère, en est le plus révolté. Se dressant devant le consul, il lui met son poing sous le nez en criant :

« Il n'y était pas ce matin, celui-là ! » Le consul et son hôte battent en retraite. Nous prenons possession des lits, des divans et même de la baignoire qu'on rend confortable en la bourrant de paquets de hardes.

Des tablettes de chocolat dénichées dans un placard mettent le comble à notre bonheur.

Nous dormîmes jusqu'au matin.

\*

**6** août. Lassés d'envoyer leurs balles sur les murs, les Marocains se sont à peu près retirés des terrasses. Cette tranquillité relative résulte aussi de l'apport d'un canon de 65 débarqué du « Du Chaylas »

On l'a hissé sur la terrasse. Les obus ont en partie démoli un angle du minaret d'où les Marocains tiraient sur nous. Les sorties de ravitaillement des volontaires civils se poursuivent sans accidents graves. Parmi les marins qui nous appuient, quelques-uns seulement reviennent avec de légères blessures. L'action est plus chaude au consulat d'Espagne et au consulat d'Angleterre. Les deux bâtiments, entourés d'un enchevêtrement de maisons et de ruelles, permettent aux Marocains de s'en approcher de très près et de les envelopper d'un feu continu. La situation paraît si grave au consul d'Angleterre M. Madden, qu'il brûle ses archives.

Le lieutenant de vaisseau Du Petit Thouars doit faire déloger l'ennemi maison par maison à la baïonnette. La même opération se répète au consulat d'Espagne, aussi dangereusement menacé malgré le renfort de ses matelots espagnols. Nous enterrons dans la matinée le quartier-maître Bourdoulous. La cérémonie est aussi simple qu'émouvante. Les civils se recueillent, les matelots présentent les armes. Le corps est descendu dans la fosse, près des victimes du 30 juillet, tandis que tonnent les canons des croiseurs et qu'éclate, toute proche, la fusillade.

Notre distraction est d'observer l'effet des obus sur les groupes de Marocain montant ou descendant des coteaux de Mers-Sultan.

Dès qu'un groupe apparaît, un obus arrive avec une surprenante précision. On voit les chevaux se débander vidés de leurs cavaliers, ou les cavaliers s'enfuir privés soudain de leur monture.

Ceux qui partent ont acquis quelque expérience; ils se disséminent dans les champs; ceux qui arrivent ignorent encore la précision des obus, se présentent en groupes compacts et sont pour nos artilleurs d'admirables objectifs, Ce va et vient de pillards se poursuivra jusqu'au débarquement des troupes du Général Drude.

Les derniers venus ne trouveront pourtant plus grand-chose à emporter. Alors éclateront entre eux des batailles pour s'arracher un maigre butin. Quand la ville sera libérée, les rues seront jonchées de leurs cadavres.

Le croiseur « Le Forbin » s'ajoute en rade au « Galilée » et au « Du Chayla ». Une quarantaine de matelots débarquent avec deux nouveaux canons de 65 qu'on installe dans le jardin, leur gueule braquée sur la porte. Les défenseurs du consulat de France comptent maintenant près de deux cents hommes.

Le commandant Mangin, commandant des tabors à Tanger, arrivé par le « Du Chayla », a pris la direction des opérations. Une colonne plus importante pénètre dans la ville. Elle ramène au consulat des familles espagnoles et juives échappées par miracle au massacre. Le propriétaire de l'Hôtel Continental, Domingo Péréa et un Français, Levraut, sont du nombre. Ces deux derniers, enfermés dans l'hôtel, ont résisté pendant deux jours aux assauts des pillards.

Tout ce monde occupe le jardin. C'est un étrange campement de romanichels. Étendues sur les couvertures qu'elles ont pu emporter, les femmes juives exhalent des plaintes continues, d'autres, les yeux vagues, suivent nos allées et venues. Quelques-unes serrent contre elles un

paquet de hardes où sont sans doute dissimulés des douros ou quelques objets précieux. Nous savons heureusement que l'escadre de l'amiral Philibert arrivera le lendemain, emmenant avec elle l'armée d'occupation. La détresse de ces pauvres gens sera ainsi de courte durée.

\*

**7** AOÛT - De bonne heure, ce matin, un peloton d'une dizaine de marins emmène dans une cour voisine quatre Marocains saisis les armes à la main. De brusques décharges : justice est faite. Comme s'ils se rendaient compte qu'en cette matinée se jouait leur dernière chance d'avoir raison de notre résistance, de forts contingents d'Arabes dissimulés dans l'enceinte du marabout de Sidi Belyout dirigent sur le consulat un feu très vif.

Ballande expédie vers eux un petit détachement auquel il ordonne à M. Zagury de se joindre. Un peu surpris, Zagury n'hésite pas. Il part. L'engagement est vif, les Arabes se défendent avec acharnement, confiant dans la protection du saint. Ils sont finalement chassés à coups de baïonnettes. La petite troupe rentre avec quelques blessés peu grièvement atteints. Zagury est sauf. C'est un brave.

Nous ensevelissons près de son camarade Bourdoulous le canonnier Guillou. Il s'est éteint après une sereine agonie. Il a emporté avec lui le dernier tapis du consul.

Peu après surgissent à l'horizon les noires fumées de l'escadre. Comme par enchantement, un impressionnant silence succède aux derniers coups de feu.

Français et Marocains ne songent plus qu'à regarder ce brusque obscurcissement de l'horizon. A toute vitesse, les massifs bâtiments s'approchent : le « Condé », le « Du Geydon », le « Gloire ». Ils s'alignent à la hauteur du « Galilée » qui paraît minuscule à leur côté. Le « Galilée » salue de coups de canons le pavillon de l'amiral Philibert hissé sur le « Gloire » et celui-ci répondant par ses grosses pièces, ébranle l'espace de leurs voix puissantes. Les lourds obus vont dans la campagne semer la terreur sur les groupes figés dans la contemplation de ce spectacle. Ils soulèvent aussi dans nos coeurs l'enthousiasme de la libération.

\*

**N**OUS déjeunons d'un pauvre menu de service. Nous nous sommes assis, Victor Berti, Darrigues et moi, sur des caisses autour d'une table dans l'allée centrale lorsque tout à coup un éclatement de tonnerre nous fait sauter sur nos sièges. Un coup de canon de 65 est parti. Après l'effarement d'une minute, nous nous enquérons de l'artilleur. C'est Bienaimé. Arrêté devant la bombarde, il avait avisé une ficelle traînant sur l'affût. Il s'en saisit, il en fait un jeu. Il l'enroule autour de son doigt, la déroule et enfin l'emporte... en déclenchant le détonateur. L'obus passe en sifflant au-dessus de la tête de M. Berti, traverse la porte et va se perdre dans la nature.

M. Berti l'a échappé belle. Bienaimé est resté blême au pied de la pièce, ne réalisant pas encore que, pour la première fois de sa vie, il venait de tirer le canon !

\*

**V**ERS une heure de l'après-midi, débarquent les troupes du Général Drude.

Les chaloupes, pleines de tirailleurs algériens, sont secouées par une forte houle. Elles s'approchent le plus près possible de la plage. Les soldats sautent dans l'eau et se déploient dans le cimetière de Sidi-Belyout. Pas un coup de fusil n'est tiré. La présence des navires de guerre a fait le vide autour de Casablanca.

Une compagnie de légionnaires parcourt les quartiers juifs et arabes pour en débusquer les pillards. En passant dans les jardins de Murdoch Butler, ils en cueillent les fleurs, et c'est en chantant et fleuris qu'ils reçoivent à leur passage les embrassades et les bénédictions des derniers survivants du mellah.

Le camp s'établit au nord de la ville sur l'emplacement actuel du Palais de Justice et de la Place Administrative. Sous un vieux figuier branchu, le Général Drude plante sa guitoune. Grand, robuste, le regard direct, les lèvres recouvertes d'une moustache noire, le Général inspire la confiance et la sympathie.

Il était brave au feu mais d'une timidité excessive en politique.

Pendant les six mois de son commandement, il ne s'éloignera pas de Casablanca. Les Marocains diront de nous : « Ils sont comme les poissons, ils ne peuvent quitter le bord de la mer ».

Cette inaction causa sa disgrâce. Au cours de la guerre en 14, j'ai revu le Général Drude à Marseille. Il commandait la division. Je n'étais qu'un soldat de deuxième classe. Il me reçut avec autant d'empressement que de cordialité, heureux de remuer des souvenirs et aussi d'épancher ses amères ressentiments. Son erreur fut d'observer à la lettre les consignes diplomatiques. Il recevait du Ministre de France à Tanger, Eugène Regnault, la recommandation constante et formelle de ne pas donner une allure de conquête à ce qui ne devait être qu'une occupation provisoire. Il s'en tint là, alors qu'on attendait de lui, peut-être, qu'il serait aussi avide de gloire que les jeunes officiers du « Galilée ».

Son raid sur Médiouna, à la veille de son départ, ne fut rien de moins qu'une démonstration de sa part pour prouver qu'il était aussi capable qu'un autre d'aller plus avant. Il était trop tard. Les rapports méchants du ministre Regnault avaient décidé le gouvernement à le remplacer. Le nom de Drude restera toutefois attaché aux premiers jours de la pacification marocaine. Adoré de ses hommes, il avait toutes les qualités requises pour l'accomplir. Mais la fortune ne favorise que les soldats audacieux.

Ces premiers jours de l'occupation ne furent marqués que par des escarmouches dans les alentours du camp. Sur les coteaux de Mers-Sultan, les cavaliers marocains s'exerçaient aux jeux de la poudre en spectaculaires fantasias. Par deux ou trois ils s'élançaient sur notre front au galop de leurs chevaux, déchargeaient leurs armes et s'en retournaient vivement derrière les crêtes. La nuit, des filles et des garçons juifs échappés de leurs geôliers arrivaient essoufflés vers le camp. On les réconfortait ; ils racontaient leur histoire et donnaient d'utiles renseignements sur l'ennemi.

La première action un peu vive eut lieu sur le plateau d'Aïn-Mazi. Un peloton de spahis commandé par le capitaine Caud était allé en reconnaissance. Il est attaqué par un groupe important de guerriers. Les spahis mettent pied-à-terre et ripostent aux coups de feu par d'autres coups de feu. Mais le nombre des Marocains augmente, à tel point que nos spahis se voient cernés de toutes parts. Leur ligne de retraite est coupée. Il ne leur reste qu'une ressource: s'ouvrir un chemin en chargeant,

Nous assistons du camp à ce superbe spectacle.

Dans le nuage de poussière soulevé par la ruée de l'escadron, les éclairs des sabres se mêlent à l'éclat des vestes rouges des spahis avec, en proue, les poitrails des chevaux. Les Marocains sont enfoncés. La route est libre.

Les spahis rentrent au camp, au pas et silencieux, car il y a des blessés et, en arrière, un cavalier porte un mort couché en travers de sa selle.

Les guerriers de Lacédémone rapportaient ainsi sur leurs boucliers les soldats tués à l'ennemi. À l'instant, deux civils se précipitent, porteurs d'un immense appareil cinématographique: Mesguich et Baïssas.

J'entends:

- Braquons, Baïssas, braquons!
- Comme la lune ! répond Baïssas.

\*

L'ASPECT de la ville, au lendemain du débarquement dépasse en horreur tout ce qu'on peut imaginer.

Les ruelles étroites sont d'une puanteur qui provoque, si l'on s'y attarde, les vomissements de l'asphyxie.

Des objets de toute nature couvrent le sol, entassés, brisées et dans un indescriptible fouillis.

Les cadavres, les trois-quarts nus, pourrissent au soleil. Ils sont énormes, gonflés de gaz, leur sexe tendu en une monstrueuse érection.

Des myriades de mouches bombillent sur les plaies, sur les bouches, sur les yeux.

Le partie incendiée du mellah n'est plus qu'un amas de décombres noircis. Des femmes assises sur des pierres ont le visage balafré de coups d'ongle, stigmates de leurs deuils et de leur misère. Les hommes ont des barbes hirsutes, des visages noirs de suie, des vêtements souillés et déchirés.

La présence de nos soldats va cependant ranimer ces cœurs éteints.

La vie continue malgré les ruines, malgré les viols, malgré les morts. Et bientôt, ces survivants d'un aussi effroyable carnage se mêleront à la vie nouvelle que les Français leur apportent; ils oublieront, ils reprendront leurs affaires et s'enrichiront; ils troqueront leurs livrées noires contre des complets de dandys, ils achèteront des terres dont l'acquisition leur était jusque-là interdite, ils deviendront les propriétaires des plus riches terrains de Casablanca. Aucune autre race n'a ce superbe ressort.

Je retourne à l'hôtel Continental, espérant y retrouver une chambre. Le spectacle qui m'y attend est d'une macabre cocasserie. Dix cadavres, étendus sur le pavé, exposent leurs crânes percés d'une multitude de petits trous à la manière d'une passoire.

Domingo Péréa et Levraut, enfermés dans l'hôtel, s'étaient postés derrière une fenêtre du premier étage d'où ils prenaient la rue en hauteur. Les Marocains des tribus n'ayant pas d'autre coiffure que le corde ou une mince bande de toile, présentaient ainsi une magnifique cible. Et, faute de balles, ils leur avaient envoyé du plomb de chasse !

Après leur départ, l'hôtel, naturellement, avait été pillé de fond en comble. Il ne restait rien. Tous les ustensiles de faïence étaient brisés ou emportés, Domingo Péréa, devant cette dévastation, n'avait qu'un geste de résignation et d'impuissance.

J'ai heureusement trouvé une chambre à l'hôtel de l'Europe tenu par Mme David dont le jeune fils avait si miraculeusement échappé à la mort.

Situé face à l'un des côtés du consulat de France, il avait été préservé du pillage. Ce refuge confortable me ramenait enfin à la vie banale que ces derniers jours m'avaient fait oublier.

\*

MON confrère et ami Hubert Jacques, comme moi envoyé spécial du « Matin », est arrivé avec les troupes du général Drude. Nous nous trouvons nez à nez dans l'hôtel. Sa présence me cause autant de surprise que d'inquiétude. Viendrait-il me remplacer ? Jacques me rassure. Un débarquement doit avoir lieu à Mazagan. « Le Matin » veut avoir un correspondant sur chaque théâtre d'opération. Nous le tirerons à la courte paille.



D'autres correspondants de journaux ne tardent pas à nous rejoindre: Renaudin, du « Petit Parisien », Georges Bourdon, du « Figaro », de Maizières, du « Gaulois », de Montarlot, du « Monde Illustré », et pour quarante-huit heures, parce que, dit-il, ça ne l'intéresse pas, Ludovic Naudau, du « Journal ».

Nous sommes assez bien couchés, mais nous n'avons rien à manger. Il n'y a plus ni boucher, ni boulanger, aucune denrée comestible, pas de vin, pas de légumes. Il faut avoir recours aux épiceries éventrées et en voler les dernières boîtes de conserves.

Ce n'est que quelques jours plus tard que les pains arabes reparaîtront, puis des tomates grosses comme des cerises et de longues carottes roses appelées « khizzo », aussi amères que du chicotin. Insensiblement reviendront alors les oeufs à deux sous la douzaine et de chétives poulardes payées un « girch », sept sous français.

Notre groupe de journalistes s'accommode heureusement de ces maigres menus. Nous apportons dans l'hôtel l'entrain et la gaîté. Nous nous faisons des farces de conscrits : lits en portefeuille, seaux d'eau branchés sur les portes et dont le contenu vous tombe sur la tête quand vous entrez dans votre chambre.

Un matin, de Montarlot faisait ses ablutions dans sa chambre, devant sa cuvette d'eau. Nous disons à Mme David que notre confrère la demande.

Elle entre et, devant ce corps complètement nu, s'écrie :

- Mon Dieu, quelle horreur !

A sa vue, de Montarlot s'est vivement couvert de ses mains, mais, à l'exclamation de Mme David, il répond: « Comment, quelle horreur! » et il lève les bras vers le ciel.

\*

**C**ASABLANCA a été débarrassé de ses cadavres. Le commandant Mangin a chargé de cette corvée un petit homme à barbiche dont la silhouette devait bientôt devenir légendaire : l'adjudant Bréthes. Arrivé avec les troupes et affecté à l'instruction des tabors, l'adjudant Bréthes avait été ballotté de la Tunisie à l'Algérie, déjà piqué de la monomanie des vieilles médailles. Sa venue au Maroc complétait le cycle de ses parcours.

Il s'est mis tout de suite à la tâche. Flanqué de quelques tirailleurs, il recruta des Juifs du mellah que l'extrême misère poussait à accepter n'importe quelle besogne. On ne les payait pas, on les nourrissait. On leur apportait un gros chaudron rempli de soupe et chacun y puisait avec une boîte de conserve en guise de cuiller.

Saisis par les pieds et par la tête par ces occasionnels croque-morts, les corps étaient entassés dans des arabas et enterrés au milieu d'une place vide à l'ouest de la ville, au lieu connu aujourd'hui sous le nom de « Jardin Public », mais que les indigènes appellent encore « Place Joudane » (prononciation arabe d'adjudant).

Des fleurs et de magnifiques frondaisons d'arbres recouvrent aujourd'hui cette nécropole où viennent s'ébattre les petits indigènes du quartier.

\*

**A**UJOURD'HUI 10 août, Mercié m'annonce une bonne nouvelle. Le général Drude, pour le récompenser de sa belle conduite, lui a donné, en exclusivité, l'autorisation d'ouvrir une cantine à l'intérieur du camp.

Venu à Casablanca deux mois environ avant les événements, avec les deux danseuses engagées au concert de l'Olympia par Lécuyer, Mercié s'était depuis associé à Levraut dans

l'exploitation d'une roulette.

Les jeux étaient libres à cette époque, on ouvrait une boutique de jeux comme une boutique d'épicerie. Chacun vivait à sa fantaisie et choisissait une profession selon ses goûts, à pile ou face.

Le massacre des ouvriers du port, le siège du consulat et enfin la décision du général Drude devaient détourner Mercié de sa mauvaise destinée, le replacer brusquement dans un milieu social dont ses antécédents l'avaient exclu. Une demande en réhabilitation avait été adressée au ministère par le Consul, M. Malpertuis ; l'avenir souriait à Mercié, car c'était bien la fortune que lui promettait ce poste de cantinier d'une armée de quatre mille hommes.

Le docteur Gabriel Veyre m'a souvent dit, sur un ton d'amical reproche :

- C'est vous qui avez fait Mercié !

Oui, c'est moi qui ai fait Mercié, comme on le verra par la suite de ce récit. Je devais beaucoup aimer cet homme. Ses émouvantes confidences m'avaient fait découvrir un caractère hors du commun.

J'étais attiré par cette dualité d'âme qui était en lui, sans cesse en opposition et en bataille : l'âme d'un héros et l'âme d'une gouape.

Sa vie s'est terminée en apothéose. En donnant son nom à une rue qui sera demain l'un des plus beaux boulevards de Casablanca, on l'a élevé au plus haut degré du courage et de la vertu. Mais qu'on en ait fait ainsi l'égal d'un Drude, d'un Gouraud ou d'un Leclerc... c'est un peu fort de café.

\*

**L** ENTEMENT, la vie reprend ses droits. Les agglomérations indigènes limitrophes de Casablanca commencent à reprendre contact avec la population.

De petits commerçants rouvrent leur boutique, un courant d'échange fait sortir la monnaie de ses cachettes et, de Tanger, des Français accourent avec un chargement de pacotille.

Sur la place de la Banque d'Etat où gît encore un coffre-fort éventré, Molliné a posé quatre planches sur des tréteaux et expose un bric-à-brac de serrurerie mêlé à des chemises, des espadrilles et des pantalons kaki.

Un libraire, Allary, parti se ravitailler à Tanger deux jours avant les événements, est revenu avec un lot de livres et de papeterie. Lécuyer s'est réinstallé armurier, serrurier, bricoleur. L'hôtel de France a revu Mme Cavallier. La malheureuse s'est évanouie devant le désastre de son mobilier brisé ou emporté.

Un petit marché s'est ouvert devant la porte principale. On y trouve maintenant de la viande de chèvre et de mouton, des piments, des courges mais pas une seule pomme de terre. Ce légume est inconnu des indigènes.

Un soir, nous apprenons qu'une des jeunes artistes réfugiées à bord d'un vapeur et revenue dans la ville vient d'accoucher d'un bébé. La mère est étendue sur un lit de fer, sans draps, sous de minces couvertures. Elle serre dans ses bras un petit être de chair rose enveloppé dans une de ses jupes.

Mme Maigret mère, Mme Fournier, Miss Spiney, seules femmes présentes à Casablanca, s'empressent de porter secours à l'accouchée. Elles apportent des serviettes, du linge fin, tout ce qui peut servir à l'emballage d'un nouveau-né. Mme Fournier s'en déclare la marraine, Mercié est là. C'est lui qui a reçu l'enfant et coupé le cordon à son apparition à la lumière. Son mutisme et son attitude nous donnent la vague impression qu'il n'est pas étranger

à cette naissance, mais comme ni lui ni la mère ne disent mot, le premier petit Français né à Casablanca sera déclaré de père inconnu.

Nous pourrons fêter le 15 août avec des bouteilles de champagne, un chargement vient d'arriver. Ce matin-là, j'ouvre ma fenêtre pour respirer l'air frais venant du large. Le ciel est limpide, la mer calme. Tous ces événements paraissent n'être plus qu'un rêve. Au-dessous de ma fenêtre, sur la petite place du Consulat. La garde montante des tirailleurs vient remplacer la garde descendante. J'assiste aux mouvements brefs et réguliers des armes tandis que le soleil, pas encore très haut, met au bout de chaque baïonnette une petite fleur rose.

## MOULAY HAFID

### MES MISSIONS DANS LA CHOUIA

**Q**UELQUES jours après la mort du commandant Provost le 3 septembre, à Sidi-Moumen, au cours d'un furieux combat, Hubert Jacques m'avise que l'un de nous doit s'embarquer d'urgence pour Mazagan.

Nous tirons à la courte paille. Le sort me désigne.

Par « L'Oued Sebou », de la Cie Paquet, j'arrive devant la petite ville appelée paradoxalement « Jedida » (la Nouvelle) par les Marocains.

La marée est basse. Les premiers rayons du soleil nous découvrent, épousant la concavité de la mer, une immense plage blonde, apaisante et nue, toute miroitante d'humidité.

La ville apparaît comme une citadelle médiévale. L'océan s'étend jusqu'aux soubassements des remparts au-dessus desquels d'antiques canons portugais dressent leur gueule. L'intérieur a le même aspect des vieilles cités musulmanes, des maisons décrépites, des rues étranglées, pavées de durs cailloux.

Malgré la menace que fait peser sur la ville l'agitation des Doukhalas, Juifs et Marocains vaquent à leurs affaires.

Je suis reçu avec empressement à l'Hôtel de France par M. Lescoul, car depuis les événements, le mouvement des voyageurs s'est arrêté. Il n'y a plus à l'hôtel que le Dr Guichard du dispensaire, et deux sous-officiers du Tabor. Il me faut sortir des portes et traverser la vaste place du marché, ce jour-là vide, pour me rendre à la Maison de France et me présenter au vice-consul, M. d'Huytéza.

Le consulat est de construction moderne et récente. Sauf quelques fondouks édifiés en ses environs, aucun autre bâtiment ne lui est voisin. Il serait sans défense dans le cas d'une attaque des tribus.

Le Consul me raconte les mauvais moments qu'il a passés lorsque, stimulés par le pillage de Casablanca, les Doukhalas brûlaient à leur tour du désir d'envahir la ville. Cette menace est toujours latente. Nous en aurons la preuve le lendemain.

Le croiseur « Du Chayla » s'exerçait au large à des tirs en mer. Les tribus entendent le canon, croient à un bombardement, se rassemblent et foncent sur la cité sans défense. Un nouveau carnage va-t-il s'accomplir ?

Le Pacha de la ville court au-devant des assaillants, parlemente, montre le port et la mer vides de vaisseaux de guerre et réussit à éviter la catastrophe.

Le débarquement annoncé avait pour but de devancer une intervention allemande dans un des deux ports du Sud : Safi ou Mazagan.

Cette mesure préventive parut bientôt sans objet, l'envoi de nos troupes fut décommandé.

Quand M. d'Huytéza m'en confirma la nouvelle, j'éprouvai une vive déception. Je n'avais plus rien à faire à Mazagan ni à Casablanca, puisque Hubert Jacques y était resté. J'avais été joué par le sort. Mon aventure marocaine était terminée.

\*

**C**OMMENT conjurer ce mauvais sort ? Depuis que j'avais vécu les journées de Casablanca, je ne voulais plus quitter ce pays. Tant d'événements s'y préparaient. Le Maroc me rappelait aussi l'Algérie où j'avais passé mon enfance.

Je n'avais pas six ans quand ma famille vint habiter Médéa, petite ville de dix mille habitants, dans le département d'Alger. Nous vivions à Belle-Fontaine, au milieu de nos vignes, entourés d'une agglomération d'Arabes desquels j'étais choyé. Ils m'invitaient dans leur rustique demeure, je mangeais leurs galettes, leur couscous, leurs confitures de figues: j'assistais à leurs fêtes, j'apprenais leur langue. Quand je quittai l'Algérie pour vivre dans l'atmosphère trépidante de Paris, le souvenir de mes vacances passées à Médéa m'enchantait toujours.

Je retrouvai au Maroc un peu de cette ambiance, mêmes mœurs, même langue, même soleil.

Je revivais tout cela dans la solitude de ma chambre d'hôtel, lorsque, rédigeant un article sur les informations de Marrakech dont Mazagan recevait les échos, une idée subite me vint: si j'allais à Marrakech ?

Moulay Hafid venait de se révolter contre son frère. Proclamé Sultan par les grands caïds du Sud, il avait déclaré la guerre sainte. Aucun Européen n'habitait plus Marrakech depuis le meurtre du docteur Mauchamp. Les nouvelles, de source indigène, étaient rares et peu sûres. Quel beau reportage, si en dehors des tâches ordinaires du journalisme !

Le « Matin », ravi, m'encouragea à tenter l'aventure. Seul s'y opposait M. d'Huytéza.

- Vous n'y arriverez pas, disait-il, ou vous n'en reviendrez pas !

Je dus lui écrire une lettre déclarant partir malgré son opposition à mes risques et périls. Je me vêtis à l'arabe, cherchai deux guides, louai trois mules et fixai mon départ au lendemain.

Le soir, un Français, Firsch, vint frapper à ma porte.

- Vous allez à Marrakech, dit-il, emmenez-moi !

Il m'explique qu'il a là-bas sa maison, ses protégés, qu'il peut m'être utile. Il a une monture et des vêtements marocains. J'accepte. À 4 heures du matin, nous partons.

Le jour se lève à peine quand nous franchissons les portes de la ville. Les derniers fondouks sont passés, nous entrons maintenant dans une étendue plate et aride mais rayonnante de toutes les lumières du matin.

Nous suivons les chemins qu'ont tracé les pas des hommes et des bêtes. Ce ne sont que des pistes sinueuses. Aucune n'est en ligne droite; elles épousent toutes les inégalités du sol, contournent les pierres, les touffes de jujubier, de lentisques ou de palmiers nains.

Je demande à mes guides quel jour nous arriverons à Marrakech. Ils lèvent le doigt vers le ciel : « Quand Dieu voudra ! »

Je suis enveloppé de voiles qui suppriment toutes les formes du corps. J'ai l'allure d'un commerçant marocain. Je porte une tunique blanche sur un caftan de drap rose, boutonnés tous deux sur toute leur longueur. Par-dessus, deux vastes burnous, le premier en fine laine blanche, le second en drap « nemsoui » bleu sombre. Je suis pieds nus dans des babouches d'un jaune éclatant. J'ai enroulé autour de ma tête complètement rasée un turban de mousseline; j'ai rabattu sur cette coiffure le capuchon de mon burnous de laine. Un barbier n'a laissé de mes moustaches qu'une ligne fine qui rejoint ma barbe rasée en collier.

Je suis à l'aise dans ces voiles; ils s'harmonisent avec la dolente vie musulmane.

Nous rencontrons d'autres voyageurs. Ils vont comme nous, aux pas nonchalants de leurs ânes ou de leurs mules. Ils nous saluent d'un solennel « Salam Alikoum », où s'expriment en leurs chantantes syllabes leurs vœux d'un heureux voyage. Nous répondons avec une solennité pareille: « Alikoum es salam ! »

Ces saluts échangés sans nous connaître sont d'une douceur biblique.

Nos étapes sont indéterminées. Nous suivons la courbe de la terre comme le soleil au-dessus de nos têtes suit la courbe du ciel. L'uniformité des perspectives n'est troublée que par l'apparition d'un village aux noualas coiffées de paille, ceinturées d'une écharpe verte de figuiers de barbarie. Nos guides jugent les heures à l'inclinaison du soleil. Vers midi, ils nous arrêtent près d'un douar. Ils vont annoncer notre passage. Ils reviennent avec des personnages enveloppés de draperies; nous leur donnons quelques douros, nous les suivons.

On nous prépare des oeufs frits dans l'huile et un tajine de couscous. Nous buvons l'eau puisée à la source voisine et conservée très fraîche dans une gargoulette pendue à la branche d'un figuier.

Le repas terminé, nous aspirons avec eux la boisson traditionnelle du thé à la menthe, et ils nous interrogent sur nos personnes et sur notre voyage.

Ils disent:

- Que viennent faire chez nous vos soldats ? Prendre notre pays ?

Je réponds :

- Ils ne prendront que ce que Dieu voudra.

Ils sont satisfaits de ma réponse et me regardent avec bienveillance parce que, comme eux, je crois en Dieu. Nous quittons ces braves gens après avoir appelé sur eux toutes les bénédictions du Ciel. Sans doute se plaisent-ils au meurtre et au pillage autant que les Européens, mais à l'inverse des Européens, l'ennemi même est sacré lorsqu'il est leur hôte. Le Maroc est pour eux le meilleur des mondes possibles. Ils vivent à l'aise dans leurs espaces. Et puis, quand le Sultan, ayant sa caisse vide, les charge de trop lourds impôts, ils reçoivent ses émissaires à coups de fusil.

Nous ne pouvons pas en faire autant.

\*

**L**a première nuit, nous avons fait connaissance avec les puces.

Le chef du douar où nous nous présentons nous fait coucher dans une nouala inoculée. À peine sommes-nous étendus que les puces pénètrent dans nos vêtements, se livrent sur notre chair à des courses et à des acuponctures si irritantes qu'il nous est impossible de dormir. Ces bestioles ne manquaient pas d'astuce. Elles nous laissaient quelques minutes de répit et recommençaient de plus belle quand nous allions nous endormir. Je les sentais courir sur mes jambes, sur mes bras, sur ma poitrine, tantôt ici, tantôt là, tantôt partout à la fois.

Près de nous, les Marocains accoutumés aux morsures de ces petites bêtes, dormaient tout leur saoul; ils ronflaient pour exprimer la béatitude que leur procurait le sommeil. Voltaire dit quelque part qu'il y a du divin dans la puce parce qu'elle saute cinquante fois sa hauteur. Je ne leur trouvais que du diabolique. Jusqu'au lever du jour, ces sauteuses se livrèrent à leurs ébats. Alors, gorgées de notre sang, elles se retirèrent. Mais ce n'était plus l'heure de dormir. Il fallait reprendre notre route.

Désormais, nous coucherons hors des noualas, sous les étoiles.

\*

**L**E matin du troisième jour, nous arrivons dans la palmeraie de Marrakech. Les guides nous arrêtent. Le plus difficile de notre voyage est de passer les portes de la ville. Le Maghzen perçoit là une sorte d'octroi sur les marchandises. Il faudra nous soumettre à

l'examen des gardes, répondre à leurs questions; nous redoutons leurs réactions s'ils découvrent qui nous sommes. Je me félicite de la compagnie de Firschbach. Il décide que nos guides rentreront les premiers, seuls, dans la ville, préviendront son « semsar » (associé) de notre venue et celui-ci trouvera le moyen de nous faire passer.

Nous descendons de nos mules, nous nous asseyons à l'ombre des palmes. Les murailles de la cité dressent devant nous leurs lourds profils rouges, la haute voûte des palmiers tamise la lumière solaire, des oiseaux invisibles pépient dans les buissons. Cette attente serait délicieuse si l'inquiétude ne serrait un peu nos coeurs. Si nos guides ne revenaient pas ?

Nous les voyons réapparaître après deux longues heures d'attente, avec le « semsar » de mon compagnon Firschbach.

- Nous devons, dit-il, payer d'audace, passer sans nous arrêter malgré les appels des gardes, tels d'importants personnages au-dessus de ces vulgaires formalités ».

Il prend notre tête. Nous arrivons devant les portes. Nous les franchissons à vive allure tandis que, devant nous, nos guides crient à tue-tête : « Balek ! Balek ! Balek ! ».

Je n'ai que le temps d'apercevoir, pendu aux murailles, un chapelet de têtes coupées. Nous sommes enfin dans Marrakech, ce mystérieux foyer de la guerre sainte. Nous y étions arrivés sans mésaventure, sur les fauteuils rouges de nos mules.

Quelle fausse conception ont de ce pays ceux qui ne le voient que des ports de la côte.



**L**E receveur de la poste française, un Israélite marocain, M. Jacob Hazan, et son neveu et collaborateur Abraham Corcos, nous reçoivent avec amitié. Nous prenons dans leur demeure un thé à la menthe servi sur un plateau de cuivre garni de fines sucreries.

Leurs amis nous entourent, hommes et femmes et des jeunes filles vêtues de seyantes robes aux couleurs vives. Je raconte notre voyage, je leur demande si les Juifs n'ont pas trop souffert dans cette atmosphère de guerre sainte au milieu de laquelle ils vivent.

Il y a bien eu, dans les premiers jours, quelques menues exactions, mais Moulay Hafid a mis une garde devant la porte du mellah, les Marocains ne peuvent plus pénétrer. Les Juifs sont seulement astreint à d'humiliantes servitudes. Ils doivent marcher pieds nus dans la Médina, et, à la tombée du jour, les portes du ghetto se referment, nul ne peut sortir.

Quelques Juifs, pourtant, entretiennent avec les plus hauts personnages des relations journalières. Ils en sont les intendants. Tous ces seigneurs féodaux, le Glaoui, le M'tougui, le Goundafi leur confient la gestion de leurs biens. A Mazagan, un israélite d'origine marseillaise, ancien agent consulaire de France, M. Joseph Brudo, installé depuis plusieurs années dans la ville, était le dépositaire des plus grandes fortunes des Doukkalas.

A Marrakech, M. Ishua Corcos, chef de la communauté juive, jouit de toute la confiance de Moulay Hafid. Grand, robuste, la tête couverte du vaste foulard bleu des rabbins, dont les pointes retombent sur sa poitrine, il est d'une distinction accomplie. Trente cavaliers l'escortent quand il se déplace pour le compte du Sultan.

Cette considération s'accommode étrangement du mépris traditionnel que les Musulmans ont pour tous les sujets de la race juive.

Je fus présenté par l'un d'eux, un jour, au Caïd des Abda, Si Aïssa ben Omar. L'humilité de cet intendant, mon introducteur, resta aussi servile que s'il avait été le plus pauvre habitant du mellah. Il resta accroupi devant lui, dans une obséquieuse attitude. Aussi, quel que soit leur crédit auprès de ces grands dignitaires, ils n'en peuvent user. Leur influence reste nulle.

L'histoire des Juifs au Maroc n'est qu'une suite d'horribles persécutions. Nul plus qu'eux pourtant ne pourrait revendiquer le titre de Marocains. Les premières communautés juives datent du roi Salomon. La Bible fait état de la participation des Hébreux aux courses maritimes des Phéniciens et, par on ne sait quelles conjonctures, les Berbères ne seraient que des Philistins fuyant devant Joab, général de l'armée du roi David.

C'est du moins l'opinion des savants chartistes. L'origine des populations nord-africaines est si obscure que les faiseurs d'hypothèses ont beau jeu. Des Allemands n'ont-ils pas prétendu que les Berbères étaient d'origine germanique parce qu'ils étaient blonds !

Les populations marocaines ont adopté successivement les diverses religions des envahisseurs, le paganisme, le christianisme et l'islamisme. Les Juifs, seuls, sont restés fidèles à leur culte.

Jusqu'en l'an 1600 environ, les Chrétiens étaient encore nombreux dans toutes les cités et les tribus marocaines. On retrouve encore des femmes arabes tatouées d'une croix entre les sourcils ou sur les poignets, signe de reconnaissance des derniers fidèles. Après cette date, ils disparaissent, convertis à l'islamisme. Les Juifs demeurent.



**Q**UAND j'arrivai à Marrakech, en ce mois d'octobre 1907, à part quelques commerçants aisés, la population juive était affreusement misérable. Quinze mille Juifs s'entassaient dans des habitations sordides. Hommes, femmes, enfants, couchaient côte à côte sur de mauvais grabats. Des monticules d'ordures ménagères obstruaient les ruelles étroites. Ils empestaient sous la chaleur du soleil, s'écoulaient sous les pluies en immondes cloaques. Contre cette lamentable existence de leurs coreligionnaires, c'est en vain que les plus dignes et les plus éclairés tentaient de réagir. Les édits chérifiens les enfermaient dans un réseau de telles interdictions que tout redressement était rendu impossible.

Un de leurs historiographes, Léon Godard, énumère ainsi ce qui était défendu :

« En vertu des lois, les Juifs ne peuvent cultiver la terre, ni posséder des terrains ou des maisons, hors du mellah. Ils ne peuvent monter à cheval dans la ville ou dans les campagnes, autrement que sur un mulet. Ni lever la main sur un musulman, même pour se défendre, ni témoigner en justice, ni parler devant les tribunaux, ni surenchérir au marché sur un musulman, ni passer devant les mosquées sans avoir leurs savates à la main, ni parler à des musulmanes, ni se marier sans l'autorisation du Sultan. Ils doivent avoir la tête rasée, porter la barbe longue, une robe noire, une calotte noire, des savates noires, etc... »

Quelques-uns de ces règlements se relâchaient aux époques de tranquillité et d'abondance. Mais au moindre trouble, ou si régnait la disette, les Juifs en étaient rendus responsables : ils subissaient le pillage, les meurtres, les viols.



**A**PRES quelques jours passés au domicile de Firsch, dans la Médina, je reçus la plus généreuse hospitalité dans la maison de M. Jacob Hazan. Cet excellent homme eut pour moi des attentions dont je garde le précieux souvenir. Il avait aussi son influence dans les milieux indigènes. Pour m'en donner la preuve, un jour, il me fit faire une promenade dans la médina sans enlever ses babouches noires.

- A moi, dit-il, personne ne dira rien.

Son neveu, Abraham Corcos, jeune homme de dix-huit ans, était un agréable compagnon. Il me conduisit un matin à l'école de l'Alliance israélite dont il avait été l'un des plus brillants élèves.



Nous entrons dans la classe où professait le directeur, M. Falcon. C'était encore un homme jeune. Sorti de l'École Normale d'Auteuil, sa carrière marocaine était déjà longue : Tanger, Tétouan, Mogador, Casablanca, et enfin Marrakech avaient reçu tout à tour ce pèlerin de la langue française. Il recevait dans son école, près de 300 garçons répartis en plusieurs classes, et une école de filles dirigée par Mme Falcon comptait près de deux cents fillettes.

Je sens, à la poignée de main de M. Falcon, le plaisir qu'il a d'accueillir un compatriote.

À mon entrée, les jeunes élèves se sont levés. Ce geste me rappelle le temps où, assis comme eux sur des bancs d'école, mes camarades et moi nous levions à l'entrée d'un étranger dans la classe.

- Vous allez assister à ma leçon, me dit M. Falcon.

Un petit garçon se lève et, sans se troubler de notre silencieuse attention, récite une fable de La Fontaine: « Le Loup et l'Agneau ».

Je suis soudain saisi d'une émotion que rien ne peut exprimer.

Ces phrases si simples dites par ce jeune enfant dans cette cité d'où suinte de toutes ses murailles la haine de ce qui est français, ont, au fond de moi, une telle résonance, que je sens mes yeux s'embuer de larmes. J'écoute ces mots familiers dits par ces jeunes lèvres. Il me semble que leurs sons aimés se prolongent jusqu'au cœur de la ville rouge pour y répandre leur douceur, leur harmonie, leurs promesses.

Aujourd'hui, cet épisode n'a plus que la valeur d'un vieux souvenir. Des milliers d'autres enfants récitent les fables de La Fontaine. Dans les demeures les plus pauvres, comme les plus riches, s'épanouit la langue française. Mais en ces temps, dans cette ville, il fallait que maîtres et enfants eussent du courage.

Je ne sais si le Protectorat s'est souvenu de ces précurseurs quand il n'a plus eu besoin d'eux. Le certain, c'est qu'après le meurtre du docteur Mauchamp, le Gouvernement décora de la Légion d'honneur l'explorateur Louis Gentil et M. Falcon... des palmes académiques !

\*

**J'**AVAIS un vif désir de voir la Koutoubia, cette fameuse tour aux trois globes d'or qui dresse au-dessus de la ville son minaret rouge.

Cette visite n'était pas sans péril.

Les hommes de Ma el Aïn campaient dans ses entours. Ils étaient les plus fanatiques et les plus antichrétiens de toutes les tribus marocaines. Vêtus de robes de coton bleu qui leur déteignent sur le corps, on les appelait pour cette raison les « hommes bleus ». Leur chef Ma el Aïn jouissait d'un immense prestige religieux.

Malgré les ruses que j'employai, me faisant passer pour Turc, je ne pus jamais l'approcher. Nul ne voulut prendre l'initiative de lui amener ce Turc. Doué de divination, il aurait tout de suite découvert la supercherie. Mon envie de voir la Koutoubia se doubla de celle de voir aussi les « hommes bleus ». Firsch consentit à me servir de guide. Nous arrivons sans incident sur la place Djemaa el Fna, et enfin au pied de la tour, au milieu du campement même que je désirais voir. J'admire les arabesques de ce massif monument, ses grandioses et admirables proportions et cette patine dont le temps a recouvert ses pierres sacrées. Quant au campement, ce n'est qu'un grouillement d'hommes errant au milieu de tentes de couleur brune, en poils de chameaux. Un indescriptible désordre y règne. Des linges bleus sèchent au vent sur des cordes, des bêtes étiques mâchent leur pitance d'orge et, devant les tentes, fument des canoun's surmontés de terrines ou de bouillottes noircies au feu.

Nous reprenions notre chemin, Firsch et moi, lorsque soudain, un homme bleu s'écrie:

- Voilà des roumis ! »

Nous ne bronchons pas, nous continuons à marcher. Alors, incertain de son impression, la présence d'un chrétien en ces lieux lui paraissant invraisemblable, l'homme veut d'abord voir notre visage. Il fait un détour et vient tout droit à notre rencontre.

Il nous dévisage effrontément au passage et nous l'entendons dire : Hoho ! (non, en langage chleuh). Il avait cru nous reconnaître à notre teint et à notre démarche, mais nos vêtements étaient si conformes, notre barbe si bien taillée à la marocaine, que nous n'avions rien d'un roumi.

Quand nous fûmes hors de sa vue, je dis à Firschbach :

- Si l'on m'avait mis une olive... je crois bien que j'aurais fait de l'huile ».

Et nous éclatâmes de rire.

\*

**C**ES quelques jours passés à flâner ne m'empêchaient pas de songer au but de mon voyage. Je cherchais à voir le nouveau sultan. Je croyais y parvenir par l'entremise du caïd des Abda Si Aïssa ben Omar, nommé par Moulay Hafid, ouzir el bahar (ministre de la mer, c'est-à-dire des Affaires étrangères).

Si Aïssa promet de demander pour moi une audience, mais ne le fit pas.

Il n'était qu'un figurant dans la grande coalition des caïds berbères. En se ralliant à Moulay Hafid, il avait cédé à la crainte d'être envahi par les tribus limitrophes de la sienne. Il ne voulait pas se compromettre. Je désespérais lorsque je reçus, à ma grande surprise, la visite du Docteur Holtzman.

On l'accusait d'avoir été l'instigateur du meurtre du Docteur Mauchamp et d'être aussi un agent de l'Allemagne. J'étais ici pour m'informer et tout connaître, mes préventions cédèrent le pas à mes obligations professionnelles. Intrigué par la venue à Marrakech d'un envoyé du « Matin », le docteur avait aussitôt désiré me voir. Je trouvai devant moi un homme d'une quarantaine d'années, portant une barbe clairsemée et dissimulant sous ses lunettes des petits yeux aux regards pleins de malice.

- Docteur, lui dis-je, je ne désirais pas votre visite. On vous accuse d'avoir provoqué le meurtre du Docteur Mauchamp. On vous accuse aussi d'être anti-français.

Nullement fâché de ma déclaration, le Docteur répond :

- Asseyons-nous !

Il s'installe, ôte ses lunettes, en essuie consciencieusement les verres et parle :

- Monsieur, je sais tout cela. Mais puisque vous êtes sur place, il vous est facile de vous renseigner. Interrogez autour de vous les personnes qui ont connu toutes les circonstances de ce drame. Je n'y suis pour rien. Vous me reprochez aussi d'être anti-français, dois-je vous reprocher d'être anti-allemand ? J'aime l'Allemagne parce que je lui dois tout ce que je suis. Vous aimez la France votre patrie pour les mêmes raisons, et vous ne dédaignez pas de la servir. Rien dans tout cela ne s'oppose à une estime réciproque. Je suis très au courant de toutes vos démarches pour approcher Moulay Hafid. Je viens à votre secours. Donnez-moi la main, je vous ferai bientôt appeler par le Sultan.

Je donnai ma main.

Dans l'après-midi, Abraham Corcos m'accompagne sur les lieux mêmes où le Docteur Mauchamp a été assassiné. La maison est située en Médina dans une rue qui s'élargit tout d'un coup pour former une petite place,

Il me montre une porte peinte en vert au pied de laquelle fut commis le crime et dont les seuls témoins furent les criminels eux-mêmes. Plus de vingt fois des personnages m'en ont fait le

récit. Tous s'accordent à en faire remonter les causes à une curieuse tendance du caractère de Mauchamp, à braver ou à méconnaître les susceptibilités de la populace.

Un jour, sous les fenêtres de son dispensaire, des nègres vinrent battre leur tambour et leurs castagnettes de fer. Absorbé par une opération délicate, le docteur ne put supporter ce vacarme. Il fit chasser ces importuns par son domestique. Voilà des ennemis qui ne pardonneront pas. Ce savant dont la science était au service des riches et des pauvres avec un égal dévouement eut, en la dernière circonstance, une défaillance de jugement. Il avait fixé sur sa terrasse un roseau au bout duquel flottait une légère banderole pour signaler au professeur Gentil, son ami logé dans le mellah, sa présence ou son absence.

Or, l'accès des terrasses est interdit aux hommes. Elles donnent vue sur les intérieurs circonvoisins, on ne peut y paraître sans troubler leur intimité. Le bruit courait également que le Docteur avait ramené de France un appareil de télégraphie sans fil. Le roseau était l'un des engins de cette invention diabolique. Il n'en fallait pas plus pour ameuter, parmi les passants, la lie du peuple.

Le pacha, mis au courant de l'effervescence ainsi provoquée, envoie des cavaliers au domicile du docteur. Conduit assez brutalement devant le fonctionnaire marocain, Mauchamp négligeant de faire aussitôt disparaître la cause de tant d'émoi, entreprend d'expliquer l'usage bénin à quoi le roseau était destiné et l'innocence de ses intentions.

Cependant, le nombre des fanatiques s'accroît devant sa maison, se montrant sur la terrasse le bambou maléfique. Au retour de son entrevue avec le pacha, le docteur se bute à cette foule surexcitée. Il tente de se réfugier dans sa maison; la porte en a été fermée par sa domestique, avant de fuir. Il est seul, sans arme, face à l'émeute. Un tout jeune garçon, le premier, lui lance une pierre et l'horrible drame s'accomplit. Il est lapidé et quand il tombe, les poignards s'acharnent sur son corps. Le Docteur Blanc, appelé de Mazagan, devait relever trente-cinq coups de couteau.

Le meurtre a rassemblé sur les lieux les Marocains du quartier. Les femmes poussent des youyous autour du cadavre. L'effervescence gagne les quartiers voisins, tous les Européens sont en péril. Un Français, Paul Bouvier, a sa demeure à deux cents mètres de là. Alerté par les cris de la foule, il s'arme et prépare des seaux d'huile bouillante, prêt à les déverser de ses terrasses sur ses agresseurs. Mais Moulay Hafid, alors Khalifa du Sultan, envoie vivement des cavaliers à son secours. Ils se fraient un chemin à coups de matraque et recueillent notre compatriote. Tous les autres Français se réfugient dans le mellah jusqu'au jour où Moulay Hafid décide l'exode général des Européens vers Safi. Leur départ se fera la nuit avec une importante escorte de cavaliers <sup>(1)</sup>.

\*

L'UNIQUE bénéficiaire de l'assassinat de Mauchamp fut, sans doute possible, le docteur Holtzmann. L'adage latin devait le désigner à la vindicte politique. J'ai vécu plus de trois mois dans la mehalla de Moulay Hafid, à côté du docteur Holtzman. C'était un curieux personnage, plein de finesse, doux d'apparence, mais si renfermé, que je ne connus jamais sa vraie pensée.

Qu'était-il en réalité ? Il se disait d'origine syrienne et avoir fait des études en Allemagne. M Jacob Hazan le soupçonnait d'être de religion juive converti à l'islamisme. C'était un médecin de fantaisie. Un jour, atteint d'un furoncle assez mal placé, je le fis venir et lui demandai de m'en débarrasser d'un coup de bistouri. L'abcès se présentait sous la forme d'un gros oedème

---

<sup>1</sup> Les Français présents à Marrakech étaient Paul Bouvier, en voyage d'étude, l'explorateur Louis Gentil, Lassas, directeur de la Cie Marocaine, et Firschbach. Il n'y avait pas de consul mais un agent consulaire, commerçant marocain.

violacé. Deux fois de suite, le Docteur y plongeait son couteau sans ne faire jaillir qu'un filet de sang. À la troisième tentative, je l'arrêtai. Le lendemain, le furoncle s'ouvrit seul.

Au reste, dans la mehalla, personne, jamais ne le consultait. On lui préférait les toubibs arabes, les sorciers.

Il était arrivé à Marrakech bien avant le Docteur Mauchamp et s'était déclaré docteur en médecine comme d'autres se déclarent dentiste ou épicier. Parlant l'arabe syrien, langue très épurée, et couramment le français, l'allemand, l'italien et un peu l'anglais, son intelligence et ses manières doucereuses lui avaient attiré une riche clientèle, tout de même qu'une réputation d'agent politique que justifiaient ses rapports avec le consul allemand Mir.

Le docteur Mauchamp arrive, ouvre un dispensaire, soigne gratuitement riches et pauvres, gagne par d'heureuses cures sa renommée de savant et de bienfaiteur. Il y a entre les deux médecins une telle différence de savoir, d'éducation, et de dignité, que l'Allemand n'a d'autre ressource que vilipender son confrère. Son ressentiment est d'autant plus vif que le docteur Mauchamp n'y oppose qu'une dédaigneuse indifférence.

Mais le docteur Holtzman est musulman, il fréquente les hauts personnages, ses diatribes ne sont pas sans effet. Mauchamp, pris tout entier par sa tâche, dédaigne les conversations de cénacles; il ne se préoccupe que de sa mission médicale. Il n'entend pas les bruits de la rue. Il y a une telle contradiction entre son assassinat et l'oeuvre de charité qu'il accomplit, qu'on imagine aussitôt un complot forgé contre lui pour des raisons politiques. Le Docteur Holtzman en sera l'instigateur, mais la vérité est autre.

Je devais connaître moi-même le danger auquel on s'expose en s'aventurant sur les terrasses. Abraham Corcos m'avait conduit sur l'une d'elles, dans le mellah. La maison était mitoyenne des remparts, nous surplombions la ville indigène. De là, je découvrais le panorama de la cité, le spectacle était splendide. C'était l'heure du crépuscule, les terrasses recouvertes de chaux vive s'étendaient comme un immense damier jusqu'aux vertes lisières de la palmeraie que doraient les feux du couchant. Les minarets des mosquées surgissaient comme des stèles de cette voûte tombale sous laquelle respiraient les soixante mille habitants de Marrakech. À nos pieds, nous apercevions sur une grande place, déjà recouverte d'ombre, les allées et venues des gens et des bêtes.

Soudain, Abraham Corcos me crie:

- Sauvons-nous !

J'aperçois, aux pieds des remparts, un rassemblement. Des hommes tendent leurs poings vers nous en vociférant des injures. Nous recevons une grêle de pierres que nous évitons de justesse. Si nous n'avions pas été dans le mellah dont les portes étaient gardées, notre maison eût été envahie et Corcos et moi massacrés.

Le meurtre du docteur Mauchamp m'était expliqué.

Le docteur Holtzman était-il capable d'inspirer un meurtre ? La vie d'un homme était bien peu de chose dans cette grouillante cité de Marrakech, celle d'un ennemi encore moins; mais les présomptions ne sont pas des preuves. Quand la guerre éclata en 1914, le Docteur fut arrêté, accusé du meurtre du Docteur Mauchamp. On vint m'interroger à Joinville-le-Pont, où j'étais soldat, par commission rogatoire. Je répondis ce que je savais. Le témoignage de M. Paul Bouvier lui fut aussi, je crois, favorable. Le dossier ne devait pas être très convaincant, car l'instruction s'arrêta là. Le Docteur fut ramené en France et servit sans doute de monnaie d'échange.

S'il a regagné l'Allemagne, il a pu assister à l'effondrement de cette puissance qu'il m'avait déclarée invincible.

\*

TROIS jours après la visite du docteur Holtzmann, deux magnifiques cavaliers nègres se présentent chez Jacob Hazan. Le Sultan m'envoie chercher.

Les noirs émissaires me font traverser la ville en distribuant des coups de corde aux piétons qui ne se dérangent pas assez vite.

Me voici dans une vaste cour, le méchouar, bordée de petites arcades. Au pied d'un grand mur nu sont accroupis une cinquantaine de santons aux vêtements d'une éblouissante blancheur. C'est le personnel du gouvernement, les f'quis et les ministres. Ils sont assis sur des petits tapis carrés, bleus, rouges, jaunes et verts. Ils ont devant eux une *bénika* de bois blanc sans pieds, posée sur le sol. Ils ne se servent pas de roseaux taillés, mais du porte-plume des roumis qu'ils trempent dans de petits encriers de terre cuite. Ils écrivent sur leurs genoux et, pour sécher leurs écritures, les saupoudrent d'une fine poussière violette.

Je compare cette simplicité aux immenses bureaux de nos ministères, aux huissiers, au personnel de directeurs, sous-directeurs, rédacteurs, dactylos qui dévorent les deniers publics.

Ici, toute l'assemblée des ministres et des secrétaires tient dans quelques mètres carrés et siège par terre.

La *bénika* de bois blanc a cinquante centimètres de large, vingt centimètres de hauteur. Son couvercle s'ouvre et se referme comme un pupitre d'école. Un f'qui vient d'ouvrir la sienne, je regarde, je la crois pleine de papiers, il n'y a dedans que sa tabatière.

Les conversations s'échangent à voix basse car le Sultan n'aime pas entendre les bavardages.

Quand mon tour d'audience est venu, le chef du protocole s'avance vers moi. Il est coiffé d'un turban d'où émerge un tarbouch pointu, de couleur écarlate et vêtu d'une grande robe blanche serrée à la taille par une ceinture rouge. Il tient à la main son sabre à la poignée de *kerkedane* (corne de rhinocéros), saisit fortement mon épaule et me mène devant Moulay Hafid.

A dix pas, il s'arrête et me force à m'incliner trois fois en prononçant à voix haute la formule traditionnelle: « Allah ibarek amer Sidi ! » (Que Dieu protège la vie de mon Seigneur).

De sa main droite, le Sultan me fait signe d'approcher.

Il est accroupi sur un épais tapis, accoudé à des coussins de toutes couleurs. Son teint est plus bronzé que celui de son frère Abdel Aziz, sa barbe est d'un noir de jais. Ses yeux expressifs et doux paraissent atteints d'un imperceptible strabisme. Il m'examine avec curiosité.

Je m'assieds devant lui sur mes jambes croisées, j'attends qu'il rompe le premier le silence. Il me demande mon nom qu'il répète en prononçant « Ouil », s'enquiert de ma profession, de la raison de mon séjour à Marrakech et entre dans le vif du sujet.

- Mon frère, dit-il, n'a pas rempli ses devoirs de chef des Croyants. Il a contracté des emprunts qui n'ont pas servi à relever l'empire mais à satisfaire ses plaisirs. Il a ainsi compromis l'indépendance de notre pays.

Je désire m'entendre avec toutes les grandes puissances et particulièrement avec la France, pour remettre de l'ordre dans le Maroc et y faire régner la paix.

Je risque une petite phrase:

- Et la guerre sainte ?

A cette question, il s'anime.

- Qui t'a dit que j'aie déclaré la guerre sainte ? Montre-moi un homme qui l'ait entendu de ma bouche ? Et comment pourrais-je déclarer la guerre sainte ? Je n'ai qu'une petite armée à peine suffisante pour maintenir l'ordre autour de moi. Je n'ai ni canons, ni mitrailleuses. Vous êtes forts. Je suis faible. Quelle autre chose pourrais-je désirer que la paix ? Voilà ce que tu dois dire si tu es venu ici pour connaître la vérité.

- Je le dirai.

Il ajoute:

- Tu peux rester à Marrakech, on ne te fera aucun mal.

L'entretien est terminé. Les cavaliers qui m'ont amené me remmènent pour que je ne m'égarer pas dans le labyrinthe des rues.

En arrivant chez Jacob Hazan, on me remet un petit sac plein de douros qu'on vient à l'instant d'apporter. Je tiens ce sac dans mes mains, j'en suis embarrassé.

- C'est la bienvenue du Sultan, me dit Jacob Hazan. Vous lui feriez une grave injure en ne l'acceptant pas.

Chaque pays a ses civilités, dit Montaigne.

\*

**J**e reçois par un porteur un petit mot d'Ernest Vaffier.

Je me hâte de l'aller voir.

Il est arrivé la veille à Marrakech en compagnie de son associé, Berrino, sujet italien, et d'un interprète marocain.

Ce Marocain a fait partie d'un des groupes d'adolescents choisis par le ministre d'Italie à Tanger, et envoyés à Rome pour un séjour de quelques années, dans un but de propagande.

Car l'Italie s'intéressait aussi au Maroc, comme à toutes les régions que baigne la « mare nostrum ». Vaffier et Berrino occupaient dans la Médina une maison mise à leur disposition par le Glaoui si Madani et meublée avec une profusion de tapis, de matelas, de coussins et d'ustensiles destinés à faire le thé.

Ancien lieutenant de vaisseau, ancien délégué du Comité du Maroc à Tanger, Vaffier avait rempli plusieurs missions pour la France. Après avoir accompagné le Glaoui dans son expédition contre Bou Hamara, dans le Sud Oranais, il se livrait, depuis, à des opérations commerciales.

Le Glaoui et lui étaient liés par une très vive amitié. Ils avaient tous deux des secrets que je découvris lorsque je devins moi-même dans la mehalla de Moulay Hafid, l'hôte du ministre.

Le Sultan avait, en effet, constitué une sorte de ministère composé de trois personnages, Si Madani El Glaoui, « allaf » ou ministre de la Guerre, Si Aïssa Ben Omar, ministre de la Mer, et le Caïd El M'Tougui, ministre de l'Intérieur si l'on peut dire, parce que, en réalité, il ne s'occupait que de ses propres affaires.

Vaffier avait à Paris de nombreuses relations politiques.

Sa parfaite connaissance du Maroc et des Marocains lui permettait d'exercer une certaine influence dans les milieux parlementaires. Il s'était fait le défenseur de la cause de Moulay Hafid.

Je ne comprenais pas grand-chose alors à toutes ces divergences d'opinions. Je n'y étais pas mêlé. Les circonstances devaient m'y faire jouer un rôle inattendu et me révéler les dessous, encore ignorés, de notre politique marocaine.

Je passais mes journées en compagnie de Vaffier. J'étais séduit par ses connaissances étendues, et surtout par sa parfaite adaptation à l'existence musulmane. Il en suivait les rites et mettait ainsi en confiance ses visiteurs marocains. Parfois, à leur intention, il embauchait des joueurs de violon et des chikhates (danseuses). Les chants et la musique emplissaient sa demeure. On brûlait des aromates dans une cassolette, nous la glissions à tour de rôle sous nos vêtements pour les imprégner de leur parfum.

Pour comprendre les Marocains, il faut adopter leurs manières de vivre. C'est en entrant dans leur peau qu'on découvre leur âme. Nous voulons qu'ils viennent à nous, sans avoir à bouger, alors que c'est à nous, d'abord, à faire, vers eux, la moitié du chemin. Mais c'est trop demander à la grande majorité des Français nouveaux venus qui creusent inconsciemment, mais un peu plus chaque jour, le fossé que les premiers Français, les Vieux Marocains, sous l'impulsion de Lyautey, avaient en partie comblé.

Ce n'est pas une politique d'opposer toujours le présent au passé, de dire qu'hier il n'y avait pas d'hôpitaux et qu'aujourd'hui il y a des hôpitaux, qu'il n'y avait pas de routes et qu'aujourd'hui il y a des routes, si nous ne pouvons pas ajouter qu'hier, nous nous battions, mais qu'aujourd'hui nous nous aimons. Pour conserver, disait, il y a déjà deux cents ans, Montesquieu il faut aimer.

\*

**V**AFFIER, un matin, m'emmène avec lui chez le Glaoui. J'avais déjà vu l'*allaf* dans diverses cérémonies. Sa figure anguleuse, sa bouche un peu en bec de lièvre, ses yeux rétrécis et matois lui donnaient l'aspect d'un félin, souple et cruel.

Je fus surpris, en présence de son ami, de voir tout à coup ce visage dur rayonner, s'adoucir d'un contentement intérieur. Il y avait entre ces deux hommes si différents de race, l'un représentant le Berbère, l'autre le Bourguignon, comme une soudure fraternelle. Jamais leur amitié ne s'affaiblit.

Sur ses vieux jours, Vaffier s'était retiré à Marrakech dans une maison que lui avait donnée Si Madani. Personne n'eût reconnu sous ses djellabas, dans un intérieur où rien ne rappelait le meuble moderne, le fringant officier de marine de jadis.

Peut-être eût-il été enterré selon les rites de l'Islam si, avant sa fin, ses filles ne l'avaient arraché de sa solitude pour le ramener en leur demeure familiale, à Donzy-le-National, près de Cluny,

Il avait là une maison qu'on appelait « Le Château » dans le village, et où, juste avant la guerre de 1914, Vaffier m'avait offert l'hospitalité.

Une pelouse en dégageait la façade, le château s'entourait de prés où paissaient ces jolies bêtes charolaises dont j'allais boire le lait quand les trayait la métayère.

En contrebas, un étang recouvrait de ses eaux unies le fond d'une courte vallée. Nous étions un jour à pêcher sur ses bords; nous n'échangions aucune parole, absorbés par la contemplation du paysage, un beau coin de France, de tous côtés fécondé.

- Comme c'est calme, et comme c'est beau! dis-je à Vaffier.

- Il y manque pourtant quelque chose. répondit-il... la silhouette d'un vieux bédouin.

Comme beaucoup d'autres, l'attrait de la vie musulmane l'avait saisi tout entier. Mais c'est fini. Le modernisme s'est introduit dans les riads, il guette maintenant les noualâs. « Nous n'avons pas connu ce temps-là », m'ont dit un jour de jeunes et inquiétants Marocains.

Il est bien mort, le vieux Maroc.

\*

**M**OULAY HAFID se préparait à partir pour Fès. Sa révolte serait restée sans but sans la conquête de la capitale et sa reconnaissance par les oulémas. C'était un long voyage, incertain et dispendieux. Il allait rencontrer sur sa route des tribus sans doute acquises à sa cause mais aussi d'autres de tout temps réfractaires à l'autorité chérifienne.

Un vieux serviteur d'Abdel Aziz, gardien du trésor conservé à Marrakech, lui en avait heureusement révélé la cachette. Il y trouva enfouis dans des jarres, des monceaux d'or, des napoléons, et surtout des doublons d'Espagne accumulés par ses prédécesseurs, On vit aussitôt circuler à Marrakech ces lourdes pièces, à l'effigie de tous les Philippe, successeurs de Charles Quint.

S'il était vrai qu'il n'avait pas officiellement proclamé la guerre sainte, elle existait en fait puisque la Chaouia se battait contre les Chrétiens. Cette atmosphère de guerre religieuse aidait son entreprise, l'argent trouvé ferait le reste.

Le plus sérieux obstacle était notre présence dans la Chaouia. Son itinéraire l'entraînait à en traverser le territoire. Le général d'Amade le laisserait-il passer ?

Sa politique se trouvait prise entre ces deux nécessités contradictoires : paraître le Sultan de la guerre sainte aux yeux des Marocains, paraître, aux yeux des Français, souverain conciliant, fervent de la paix.

Il n'eût jamais réussi sans poursuivre ce double jeu. La diplomatie française sut y répondre par un jeu aussi subtil auquel, comme on le verra, nous devons maintenant d'être ici.

Je demande à VaFFier de solliciter du Sultan et de Si Madani, la faveur de les accompagner. Il répond de moi. Sa demande est agréée. Je serai l'hôte de Si Madani. Le ministre me fournit mules, tentes et domestiques, tout ce qui est nécessaire à un tel voyage. Ma joie est vive, je la manifeste avec exubérance devant Jacob Hazan et son neveu Corcos. Ils en restent sidérés. Ils ne comprennent pas que je m'associe à l'aventure hafidiste, contraire à la politique française. Je me moque bien de la politique ! Je suis le Huron qui ne sait plus bien ni qui il est, ni où il va, mais qui est curieux d'aller voir d'autre gens que les gens de la Huronie.

J'assiste à la prière publique dite par le Sultan à la Koutoubia pour demander à Dieu de rendre heureux son voyage.

Les environs de la tour et la place Djemaa El Fna sont envahis par une foule immense au milieu de laquelle, accompagné d'un homme de Si Madani, j'ai peine à me frayer un chemin. Nous nous abritons sous la tente d'un marchand, à une place où nous pourrions voir sans être vus. Il y a dans cette foule accourue de toutes les tribus environnantes, des chleuhs en burnous bruns, des hommes bleus, des citadins vêtus de blanc et des paysans aux manteaux ternis par les travaux agricoles, Ils sont bien cinq mille hommes, cinq mille âmes unies dans la même foi au Dieu unique et à son prophète.

Bientôt le Sultan paraît à cheval sous son grand parasol rouge, entouré de ses cavaliers noirs.

Alors, du haut de la Koutoubia une voix s'élève :

- Allah Akhbar ! (Dieu est grand)

L'espace s'emplit de ces syllabes et en un instant toute cette multitude est debout, silencieuse, les visages tournés vers l'Orient. Puis, comme si quelque mécanique en synchronisait les mouvements, ces milliers de corps s'inclinent aux versets de la prière et se redressent, dix mille bras s'élèvent dans la vastitude du ciel. Les corps s'infléchissent, les front s'inclinent, s'immobilisent contre terre.

Il n'y a plus au-dessus de nous que la haute Koutoubia sur laquelle s'est posé le soleil.

Une telle ferveur monte des âmes que j'ai honte de ne pas m'être prosterné, moi aussi, dans la poussière. Je me sens devenu un peu arabe; je rêve de le devenir tout à fait. De tels spectacles ne peuvent plus se reproduire. Il n'y a plus un morceau du Maroc que le chrétien n'ait profané. Et si les muezzins adressent encore à Dieu leurs louanges du haut de leur minaret, leurs appels se dispersent indifféremment sur les infidèles, et ce n'est plus la même chose.





**L**E mois de novembre avait amené les pluies hivernales. Nous attendions le retour du beau temps pour nous mettre en route.

Les sombres massifs de l'Atlas s'étaient couronnés de neige. Une brume froide s'étendait le matin sur Marrakech, mais dès que le soleil apparaissait, la terre redevenait accueillante et chaude.

Par un bel après-midi, nous partîmes. Les Marocains n'organisent jamais de service d'ordre dans les cérémonies publiques. Le départ du Sultan se fit au milieu d'un tumulte et d'un extraordinaire désordre. Sa Majesté entourée de ses ministres et de ses gardes ne souffrit pas de la cohue, mais j'eus du mal à m'en dégager malgré les efforts de mon « sahab », compagnon que m'avait donné Si Madani pour veiller sur ma personne et me servir de domestique.

La première étape ne fut guère distante d'un kilomètre de la ville. J'avais reçu deux mules dont l'une était sellée d'une *seridja* rouge, véritable fauteuil qu'utilisent les commerçants aisés. L'autre destinée à mon domestique n'avait qu'un barda. Elle portait ma tente, un petit matelas, un tapis et une légère valise où j'avais rangé ma lingerie. Ce modeste bagage ne me promettait pas un grand confort, je dus l'améliorer dans la suite. Mais ce jour-là, je ne pensais qu'à la joie de courir la grande aventure.

Quand ma tente fut montée à la place que l'on m'avait réservée, pas très loin de celle de Si Madam, je m'aperçus que je n'avais rien apporté pour dîner. La nuit était venue, une chandelle jetait sur mes murs de toile une lueur blafarde et triste, ma première soirée de camping n'était guère encourageante.

J'allais envoyer mon compagnon à la recherche d'un pain et de quelques dattes, lorsqu'apparut un nègre porteur d'une tajine pleine de couscous surmontée d'une poularde bien rissolée. Le porteur me dit que je n'avais pas à m'inquiéter de ma nourriture. Si Madani y pourvoirait.

Je m'habituai vite à ma nouvelle existence nomade. Si Madani s'ingéniait à me rendre plus agréable mon séjour au milieu de cette foule qui ne me connaissait pas. Un caïd Reh'a (capitaine) fut chargé spécialement de ma personne. Je passai la grande partie de la journée sous sa tente; je fis des connaissances et sortis enfin de mon cruel isolement.

Le ministre me faisait aussi appeler près de lui et me présentait comme une bête curieuse à son entourage. La présence d'un Chrétien et d'un Français dans le camp leur parut d'abord extraordinaire, mais je parlais assez bien leur langue, leurs appréhensions se dissipèrent, je trouvai en eux des amis.

J'avais souvent à répondre à d'insidieuses questions sur l'occupation de la Chaouia par les Français. Je niai que la France désirât conquérir le Maroc. Elle n'était venue que pour châtier les assassins d'innocents ouvriers français.

Ils n'étaient pas convaincus. Je recueillis de l'un d'eux cette curieuse histoire: il y a, au Sud de Taroudant, à Souk El Am (marché de l'an où se vendaient les esclaves), une kouba sous laquelle vit encore un des fils de Moulay Idriss, Moulay Ali ou Hachem.

Ce descendant du grand fondateur de Fès, âgé de plus de mille ans, n'est visible que pour les musulmans d'une grande piété. Le saint se rapetisse avec l'âge. Il a prophétisé qu'il disparaîtrait le jour où un peuple étranger conquerrait le Maroc. Or, les derniers qui l'ont pu voir ont dit qu'il n'était plus que comme une fourmi « f'hal nemel ». La prophétie allait donc bientôt s'accomplir.

Je savais échapper à ces embarrassantes questions. Je disais:

- Il n'arrive que ce qui est écrit dans le livre de Dieu !



CETTE première étape ne dura pas moins d'une semaine. Le Sultan s'était arrêté là pour rassembler son armée.

Chaque jour, arrivaient de nouveaux soldats. Un millier étaient équipés d'uniformes trouvés dans un dépôt du palais, des vestes rouges, des culottes bouffantes, des calottes, des babouches. Les recrues suivantes gardaient leurs guenilles. Il en venait de tous côtés, des Doukkalas, des Abdas, des Rehamnas et des montagnes, Glaoua, M'touga, Goundafa.

Les caïds groupaient autour d'eux leurs ressortissants. Le camp se trouvait ainsi divisé en autant de quartiers que de tribus. Des tentes avaient la forme de nos guitounes, d'autres étaient faites de vieux sacs tendus par des cordes. Chacune d'elles abritait plusieurs hommes. Les tentes des caïds étaient somptueuses, composées d'un soubassement de toile, indépendant du chapiteau orné de dessins circulaires en forme de pique des cartes à jouer. L'intérieur, recouvert de tapis, de matelas et de coussins, incitait au farniente et à la paresse.

Les soldats ne faisaient pas d'exercices. On leur donnait un fusil; personne ne s'inquiétait si son porteur savait ou non s'en servir, car les armes étaient d'origines diverses, des Chassepots, des fusils Gras, des fusils à pierre.

Ils n'avaient ni caporaux, ni sergents, les seuls gradés étaient les caïds mia (groupe de cent soldats), et les caïds reh'a, correspondant à capitaine.

Les hommes passaient leurs journées à dormir, à rêver, à s'épouiller, à chaparder dans les douars voisins, à écouter les joueurs de *guembri*, à contempler béatement la nature. Ils n'étaient jamais en faute contre la discipline. Elle n'existait pas. S'ils volaient ou s'ils commettaient une action que les caïds jugeaient mauvaise, on les couchait nus par terre, sur le ventre, et ils recevaient suivant leurs fautes, un nombre plus ou moins grand de coups de cordes. Leur paie était d'une peseta hassani par jour (environ 15 sous). Ils devaient, avec cette somme, se nourrir et s'habiller, mais ils ne s'habillaient pas, ils gardaient leurs guenilles malpropres et rapiécées. Ce n'était pas une armée, mais un ramassis de va-nu-pieds.

Le palais de toile du Sultan occupait le centre du camp. Le pavillon principal, surmonté d'un globe argenté, s'entourait d'une multitude d'autres tentes, plus petites, destinées aux femmes et au personnel domestique. Le tout était caché aux regards par un haut mur de toile appelé « *afrag* » (séparation) ; des gardes répartis dans une zone circulaire d'une dizaine de mètres de profondeur en interdisaient l'approche.

Le Sultan jouissait seul du privilège d'avoir ses femmes. Ni le Glaoui ni le M'Tougui n'avaient les leurs. Pour ces voluptueux, qui, à l'âge le plus avancé, épousent de jeunes tendrons et se bourrent d'aphrodisiaques, la privation était dure. Il y avait bien dans le camp, mêlées aux marchands qui nous suivaient, un groupe de prostituées, mais un Marocain de qualité se serait déshonoré de les fréquenter. Je fus intrigué un jour par l'adjonction à la tente de mon caïd reh'a, d'une autre petite tente, toute neuve, hermétiquement close. Il me confia qu'à la nuit, sa femme, jeune mariée, devait arriver de Marrakech et passer deux ou trois jours auprès de lui. Le lendemain, il paraît grincheux et morose. Sa femme n'est pas arrivée. Trois nuits se suivent. Son inquiétude tourne à l'angoisse. Enfin, la quatrième nuit, elle arrive. Happée au passage par Si Madani, elle avait passé ces trois derniers jours sous sa tente. Car les grands seigneurs de l'Atlas ont le droit de cuissage.

\*

NOUS avons bougé et franchi le Djebilet. La mehalla, maintenant forte de cinq ou six mille hommes, oblique vers les Segharnas. Si Madani a un compte à régler avec ses vieux adversaires. Cette tribu, de race arabe, est limitrophe des Glaouas. Elle n'a ja-

mais cessé d'être en guerre avec sa voisine chleuh. Les irruptions des uns chez les autres n'étaient interrompues que par des trêves précaires, le temps pour le vaincu de reprendre des forces. Les Segharnas, par opposition au Glaoui, n'ont pas reconnu Moulay Hafid. Nous allons mettre ces dissidents à la raison.

Nous campons en vue d'Elkelaa dont les murailles délabrées sont comme enchâssées dans de vastes plantations d'oliviers centenaires.

La nuit brusquement, des coups de feu nous éveillent. Le camp s'agite. Les Segharnas l'ont attaqué. Je redoute qu'une bataille ne se livre dans l'obscurité. Mais la fusillade s'arrête. Il n'y a ni morts ni blessés. De part et d'autres, les coups de fusil ont été échangés à distance, dans le noir de la nuit.

Le lendemain, je remarque l'absence de Si Madani et de mon caïd reh'a. Ils ont dû partir de très bonne heure car aucun bruit n'a dérangé mon second sommeil.

Je questionne un des soldats restés à la garde des tentes.

- Baroud ! me répond-il laconiquement. Et, tendant la main vers l'Est, il ajoute: - Hoc! (là-bas) (serait-ce le « hoc » latin demeuré dans l'idiome local, comme tant d'autres vestiges matériels de l'occupation romaine ?)

Le quartier Glaoua est vide de ses cavaliers et de ses soldats. Je suis désolé de n'avoir pu les accompagner. Une bataille entre tribus, voilà ce qu'un correspondant de guerre n'aurait pas dû rater. Jules Heideman, chef des informations du « Matin », attendait de moi des récits sensationnels. Je n'avais fait que ratiociner sur les chances de Moulay Hafid. Le soir, Si Madani et mon caïd reh'a sont de retour. Le premier n'a pas une tache à ses vêtements, pas un pli froissé, l'autre a le visage noirci de poudre; il est aussi rayonnant. Il porte en bandoulière des choukaras pleines de ce qu'il a dérobé, des bijoux et des douros, j'imagine.

Au petit jour, ses hommes et lui ont fondu sur les douars, massacré leurs défenseurs, vidé les silos, raflé les troupeaux, enlevé les filles et les enfants, ramené des prisonniers dans le camp.

Ces malheureux sont reliés l'un à l'autre par une chaînette d'acier rivée à leurs poignets. Ils ne peuvent faire un mouvement de leurs mains sans entraîner celles du voisin. On les conduit deux fois par jour hors du campement, sans les détacher, pour les nécessités de la nature. Ce spectacle eût inspiré de bonnes histoires à Rabelais. Dans le camp, ils resteront accroupis par terre, sans autre nourriture qu'une immonde pâtée de bachna, jusqu'à ce que des parents ou des amis paient au Glaoui leur rançon. Deux de ces prisonniers doivent être des personnages importants. Ils subissent un traitement de faveur. Leurs poings ont été comprimés dans une peau de cuir mouillé, et les bords rabattus cousus très serrés. Cette poche de cuir se rétrécit en séchant, les ongles poussent dans la chair. J'assisterai à leur atroce supplice. Il décompose leur visage, brûle leurs yeux de fièvre, mais pas un cri ne sortira de leur bouche crispée, sauf un appel à Dieu, qui n'en finit plus...

\*

**L**E docteur Holtzman est arrivé dans la mehalla. Il est aussi du voyage. Je m'étonnais qu'il ne m'ait pas encore rendu visite. Je le trouve pleurant devant l'afraq, attendant d'être reçu par le Sultan.

- Quel malheur vous est donc arrivé, Docteur ?

- Je suis ruiné. J'avais tous mes biens dans les Segharnas : le Glaoui a raflé mes troupeaux, vidé mes silos, tué mes protégés. Je n'ai plus rien.

- Mais le Glaoui vous rendra cela, sans doute, si vous lui dites...

- Le Glaoui ? Ah ! vous ne le connaissez pas. Il l'a fait exprès. C'est un traître !

Je pense: ce serait drôle que le Glaoui l'ait fait exprès...

Quelques jours après, je retrouve Holtzman rasséréné. Le Sultan l'a dédommagé de ses pertes, sans doute, et avec usure, car il n'en parle pas et j'ai la discrétion de ne pas l'interroger non plus.

Je suis heureux de sa présence dans la mehalla. Il connaît tous les hauts personnages qui nous entourent, leur origine, leur fortune, leurs vices et leurs intrigues. Quelle source d'informations !

J'imagine aussi qu'il a l'esprit cultivé, que nous pourrions nous abstraire, à temps perdu, des commérages des caïds. Je suis déçu. C'est à peine s'il connaît Goethe. Il ne sait rien de Schopenhauer, de Nietzsche, ni d'Hegel.

J'aurais aimé savoir comment cet apatride, converti aux doctrines allemandes, pouvait accorder le devenir hégélien au fatalisme musulman. Le docteur se dérobe aux digressions métaphysiques. Il ne parle avec abondance que pour vanter la puissance allemande, le génie allemand, le goût allemand.

Il dit :

- L'Allemagne ne permettra jamais que le Maroc aliène son indépendance. L'industrie et le commerce d'une Allemagne surpeuplée ont besoin des débouchés que leur offrent les derniers peuples libres d'Afrique. L'Angleterre et la France se sont assez enrichis de territoires. L'Allemagne réclame sa part. Si elle ne l'obtient pas, ce sera la guerre.

- Ce qui revient à dire, lui répons-je, que l'Allemagne veut le Maroc, ou du moins ses richesses sur lesquelles les Manesman ont déjà pris option. Docteur, dis-je, ces questions de politique ne sont pas de mes compétences. Je souhaiterais, pour mon propre compte, que le Maroc garde toujours sa structure enfantine, que ses mines restent endormies sous le poids de ses montagnes, qu'aucune armée européenne n'y mette jamais les pieds. Je goûte parmi les Marocains la sensation exquise de n'être plus moi-même, mais survivant quelconque d'un âge, hélas révolu, où les hommes ne connaissaient ni l'électricité, ni la T.S.F., ni les chemins de fer. La vie des Musulmans, pleine de paresse et de volupté, me semble plus près du bonheur que la vie agitée des Européens. Mais nos gouvernements ne pensent pas ainsi, et je n'y puis rien. Les richesses du Maroc ne peuvent rester infécondes. Ce qui est sûr, c'est que l'Allemagne ne les aura pas. Elle compte sur sa force, comme Napoléon comptait sur la sienne, Vous savez ce qui est arrivé !

Je compte, moi, sur une espèce d'empirisme qui ressortit à l'histoire de ce quartier de mer que bornent les monts qu'écarta, jadis, la poigne d'Hercule et les rives qui recueillirent les compagnons d'Ulysse égarés par la tempête.

Ce lac méditerranéen n'a jamais toléré sur ses bords la présence de peuples qui n'y étaient pas nés. Il y a un destin méditerranéen contre lequel la puissance allemande ne peut rien. L'Espagne, Rome ont occupé à tour de rôle ses continents. Ils n'ont pas su les garder. Les Arabes les ont conquis à leur tour. Ils les ont laissés tomber en déshérence. Tout cela, parce que le destin les réservait à la France, héritière de la latinité. Il ne peut pas arriver que ce morceau d'Afrique tombe en des mains barbares. Voilà ce qui est écrit.

- Votre raisonnement ne tient pas debout, m'a répondu le docteur Holtzman.

\*

**N**OUS sommes enfin sortis des Segharnas ; il n'y avait plus rien à leur prendre. Nous trouvons sur notre chemin une ancienne ville, Tamellalet dont il ne reste plus à ras du sol, que la trace de ses fondations.

Nous voici dans une autre tribu, les Rehamnas, dont les confins ne sont séparés de la Chaouïa que par la rivière. l'Oum-Rebia (la mère de la verdure).

Depuis deux mois, nous n'avons guère avancé sur le chemin qui mène à Fès. Le temps ne compte pas pour les Marocains. Il n'y a pas deux personnages porteurs d'une montre. Nous nous levons avec le soleil et sa position dans le ciel nous indique les heures. La question la plus ridicule serait de demander à l'un de ces hommes à quelle date il pense que la mehalla atteindra Fès. Dieu seul le sait !

Cette indifférence à l'égard du temps préside au déplacement de la mehalla. Personne n'est pressé de partir ni d'arriver. Le départ n'est réglé par aucun ordre de marche. Les soldats s'en vont à leur fantaisie, isolément ou par groupes vers le lieu de la prochaine étape. Il n'y a pas de routes. Ils se dispersent dans les champs. Bientôt, l'étendue tout entière se couvre de leurs silhouettes. Cet éparpillement s'agrément de chasses inattendues au lièvre ou à la perdrix. Le lièvre, de quelque côté qu'il fuie, trouve toujours sa fin d'un coup de bâton. La chasse à la perdrix est un petit drame. Quand la compagnie est débusquée, des cris jaillissent de toutes parts. Les malheureuses bêtes, affolées par cette clameur qui les environne, ne peuvent y échapper qu'en s'élevant à la verticale. Elles montent dans le ciel à des hauteurs surprenantes en décrivant de larges spirales, puis, n'en pouvant plus, elles redescendent et tombent épuisées sur le sol.

Le seul groupe resté compact et plus ordonné est celui que forme le cortège du Sultan. Les caïds sur leurs chevaux, les f'quis sur leurs mules, ne s'écartent point de l'escorte. Les pistes tortueuses que ne foulèrent jamais que des voyageurs solitaires, s'animent de toutes ces blancheurs flottantes. Sous un ciel bas, par temps brumeux, on dirait une caravane de fantômes.

Leur allure est réglée sur celle des piétons. Quatre nègres entourent la monture du Sultan, un cheval blanc richement caparaçonné. Munis d'écharpes blanches, ils les agitent inlassablement pour chasser du visage de Sa Majesté, les mouches importunes.

Moulay Hafid est de haute stature, son teint bistré paraît plus clair sous la retombée des voiles blancs. Sa barbe, de coupe assyrienne, contraste avec toutes ces blancheurs éparses. Parfois, en un éclair, il laisse luire ses dents très blanches. Une fine bandelette de toile ceint son front d'un diadème d'ivoire.

Impassible sous le haut parasol rouge tenu à bout de bras par un esclave, il ne fait pas un geste inutile. Une majesté semi-religieuse émane de sa personne et de cet appareil suranné, dernier souvenir des rites fastueux de l'Orient.

Derrière le Sultan, un couple de mules soutient, par des brancards attachés à leurs flancs, une immense caisse au dos bombé et tout entière recouverte d'un tissu de velours écarlate. C'est le maghzen.

Ce mot signifie caisse, l'endroit où l'on cache, il nous a donné le mot français magasin et désigne aujourd'hui, par métonymie, le gouvernement chérifien. C'est dans cette malle qu'était transporté le trésor du Sultan. On y versait les impôts prélevés au passage sur les tribus, on y puisait pour régler les dépenses du voyage.

Quand le souverain s'arrête, soit pour tenir conseil, soit pour recevoir ses sujets, le maghzen est placé derrière lui comme l'attribut de sa souveraineté.

En ce temps, les Marocains ne prononçaient jamais le mot « maghzen » sans le faire suivre de cette invocation pertinente: Allah i'am'ro ! (Que Dieu le remplisse !)



**A** notre arrivée dans les Rehamnas, Moulay Hafid m'a fait don de deux esclaves noirs. Salem, âgé d'environ vingt-cinq ans, originaire de Marrakech, et Hamma Hiddine, beaucoup plus jeune, de Ouarzazate.

Salem, d'une force herculéenne, avait bataillé contre Bou Hamara avec les hommes du Glaoui. Il avait à son genou droit une double cicatrice; une balle l'avait traversé de part en part. Je lui demandai comment il avait pu guérir d'une telle blessure. Un toubib, racontait-il, lui avait enfoncé une plume de poule dans la plaie. Je ris. Mais cette plume avait fait l'office d'un drain, ce n'était pas si bête.

Mes relations se sont considérablement étendues. La présence du chrétien est admise par tous. J'ai complètement oublié ma qualité de roumi. J'ai appris à faire la boule de couscous en la faisant sauter dans la paume de ma main et à la porter intacte à ma bouche. Nous nous rendons visite les uns les autres. Nous nous entretenons de nos moeurs, de nos religions, ils sont avides de s'instruire. Quelques-uns sont lettrés, ils ont lu beaucoup de livres, mais ce qu'ils en ont retenu en médecine, en histoire, en géographie, date de plusieurs siècles en arrière. Ils ignorent les additions, les multiplications, les divisions, telles que nous les apprenons au collège, mais ils ont une manière à eux de calculer. Nous jouons quelquefois à qui résoudra le plus vite ces opérations. Je suis stupéfait, ils gagnent.

J'ai retenu d'un f'qui, cette magnifique figuration du musulman. Nous buvions du thé, en piquant dans un plat posé devant nous des grains de pois chiches.

- Veux-tu savoir ce qu'est un musulman ? me dit-il.

Il prend un des pois chiches, le pose dans le creux de sa main et dit :

- Voilà une vertu : ne vole pas

Il en prend un autre, l'ajoute au premier:

- Voilà encore une vertu: Aime ton père et ta mère.

Il énumère ainsi toutes les vertus, en mettant chaque fois un pois chiche dans sa main. Quand elle est pleine, il me la tend:

- Voilà ce que c'est, un Musulman !

\*

**J**E plais à Moulay Hafid. Il aime m'entendre parler dans sa langue. Je fais des fautes fréquentes et quand les mots me manquent, remploie des images ou tourne des périphrases qui l'amuse.

Un jour que nous nous trouvions devant lui, le docteur Holtzman et moi, je dis une phrase en français.

- Tu viens de parler français, me dit le Sultan, que cette langue est douce !

Je réponds: - Telle langue, tels hommes.

Nulle propagande ne valut celle-là. Le docteur en resta coi.

Nous jouons tous deux aux échecs. Je gagne toujours, au grand scandale des autres joueurs qui, régulièrement, se font battre, en bons courtisans. Mais je ne suis pas un courtisan. Je lui dis : Quand nous jouons tous deux aux échecs, tu n'es plus Sultan.

Mon manque de déférence, au lieu de le fâcher, l'enchanté. C'est nouveau pour lui. Et puis, je ne suis qu'un roumi, cela n'a pas d'importance.

Sa bienveillance à mon égard s'est traduite, une fois, par un geste auquel je fus très sensible. On ne trouvait que du lait caillé dans la mehalla, je lui avouai le plaisir que j'aurais à boire du lait frais.

Le lendemain, sa nourrice m'en apporta un cruchon. Cette nourrice était une négresse âgée mais encore valide et la plus curieuse des femmes. Elle l'était aussi par procuration.

On n'ignorait pas dans le harem les visites que je rendais au Sultan. Qui était ce chrétien ? Comment était-il ? Avait-il une femme ? Toutes ces questions que se posaient entre elles les épouses cloîtrées allaient, par la nourrice, recevoir enfin une réponse.

Elle revint à l'insu de son maître m'apporter de nouveaux cruchons de lait et je dus satisfaire sa curiosité. Elle voulait absolument savoir comment les roumis faisaient l'amour. Ses yeux devenaient égrillards, à cette question, je le lui expliquai comme je pus...

Je connus par cette plaisante bonne femme quelques secrets du harem. Le Sultan a droit, comme tout musulman, à quatre femmes légitimes, mais le nombre de ses concubines est illimité. Il reçoit fréquemment des particuliers des dons de pucelles. A la longue, le palais s'en remplit, à en déborder. Abdelaziz en comptait, dit-on, plus de huit cents, car toute femme admise au harem n'en peut plus jamais sortir.

Ce troupeau de filles est d'ailleurs soumis aux plus sévères disciplines. Des femmes caïds, des arifas, veillent à ce que les règles soient strictement observées.

Le travail manuel est interdit aux épouses. Elles doivent rester parées et prêtes, à toute heure, à la visitation du maître. Les navets, les carottes ne peuvent franchir les portes du harem sans avoir été au préalable réduits en julienne. On compte les bougies pour qu'elles ne soient pas escamotées. On veille sur les amitiés particulières et sur les désirs de solitude... Toute transgression à ces règles est punie de la bastonnade, à coups de corde.

La règle veut aussi que chacune des épouses légitimes ait, à tour de rôle, son jour de réception. Le Sultan n'a pas le pouvoir d'enfreindre la caïda, ni de changer l'ordre du roulement, du moins théoriquement.

A l'heure faste, deux femmes caïds conduisent devant Sidna l'épouse de service. À quatre pas, toutes trois s'inclinent en prononçant la phrase rituelle: « Allah ibarek amer sidi ».

Le Sultan fait signe à l'élue d'approcher. Il a reçu l'épouse, son devoir est accompli. S'il n'est pas d'humeur concomitante, si j'ose dire, il file à l'anglaise vers un lit moins orthodoxe.

Une de mes distractions était d'assister aux répétitions de la musique montée du Sultan. Elle était composée de trois trombones, non coulissés, d'un bugle, de deux pistons, de deux tambours, d'une grosse-caisse et d'un jeu de cymbales. Les musiciens, tous du plus beau noir, étaient habillés de rouge et coiffés d'un vaste turban enroulé autour de leur tête.

Dirigée par un ancien trompette des spahis, cette fanfare jouait nos airs martiaux, « Sambre et Meuse » etc... Ni le trompette, ni ses instrumentistes ne connaissaient la musique. La mémoire du trompette suppléait à la partition écrite. Le premier temps, pour le professeur, avait été de recruter des hommes capables de faire sortir un son convenable des instruments à embouchure. Puis, prenant alternativement et à part, trombones, pistons, tambours et bugle, il apprenait à chacun sa partition. Quand tout le monde l'avait à peu près sue, il réunissait son double quintette et commandait : Bismillah ! c'est-à-dire : En avant la musique!

Une horrible cacophonie en sortait la première fois. Mais à force de reprises, de cris, de répétitions, le sens du rythme venait aux exécutants, et si le morceau était joué avec plus de bruit que d'harmonie, les auditeurs avaient au moins le spectacle du brillant éclat des cuivres et de la prestance des musiciens.

\*

**L**ES parties d'échecs, les chasses au faucon ou aux lévriers n'empêchaient pas Moulay Hafid de songer aux affaires sérieuses.

Étape par étape, après deux mois de progression dans les Rehamnas, nous avons atteint, à la fin du mois de janvier, l'Oum-er-Rebia.

Nous campions près du gué de Mechra Chaïr (le gué de l'orge), au flanc d'une colline qu'entouraient des terres incultes, mais parées de verdure et d'un immense tapis de pâquerettes blanches.

La rivière, grossie par les pluies récentes, roulait une eau boueuse, profonde et rapide. On la traversait sur un radeau fait de peaux de boucs gonflées d'air et reliées entre-elles par des cordes.

Au-delà du gué, en amont et en aval, les rives étaient escarpées et hautes. De leur faite, on apercevait le territoire de la Chaouia recouvert d'un même tapis de verdure et de pâquerettes.

Le calme et les teintes reposantes de cette nature abandonnée, contrastaient avec le mouvement que nous lui apportions tout d'un coup.

Devant ce fleuve au-delà duquel s'ouvrait la route de Fès, les hommes s'étaient laissé gagner par une sorte de fièvre, l'impatience de le franchir.

Mais les troupes françaises en barraient l'accès. Nous accusions Moulay Hafid de fournir aux tribus révoltées des soldats, des armes et des munitions. Le Sultan me prenait à témoin qu'aucun homme de son armée ne passait la rivière pour nous combattre. C'était vrai, mais il ne me disait pas que deux autres mehallas, l'une commandée par Omar El Sektani, et l'autre par son oncle Moulay Rechid, participaient activement à toutes les batailles.

Moulay Hafid perdait son temps à vouloir accorder ces contradictions : persuader aux Français qu'il ne les combattait pas et aux Marocains, qu'il combattait avec eux.

Proclamé sultan sous le régime de la guerre sainte, il restait prisonnier du prestige et des servitudes que son titre lui imposait.

Le général d'Amade, suivant les consignes du Quai d'Orsay, ne l'allait pas chercher au-delà des limites de la Chaouia, mais en franchissant la rivière, Moulay Hafid entra dans son rayon d'action, ses troupes eussent été anéanties.

Nous restions là, attendant je ne sais quel secours de Dieu ou du Diable. Un autre danger compliquait la situation. Les Rehamnas avaient fourni jusque-là à la mehalla les vivres nécessaires à sa subsistance : orge, blé, moutons, oeufs et volailles. Ils n'en pouvaient plus. Les silos étaient vides, les troupeaux épuisés. Ils regrettaient déjà le règne débonnaire d'Abdel Aziz. Il était temps de gagner des territoires mieux pourvus.

Le 2 février, des coups de canon paraissant tout proches mirent la mehalla en alerte. On se battait à Dar Ksibat.

C'était encore loin, mais les coups des 75 se répercutaient dans les espaces vides, nous en percevions la violence précipitée.

Dans la soirée, nous eûmes des nouvelles du combat. Une colonne avait été surprise, elle avait eu de nombreux tués et la preuve en était apportée par deux têtes coupées, enfouies dans un sac.

A cette nouvelle, je rentre sans me faire annoncer dans la tente de Si Madani. Sans préambule, je dis :

- Est-ce vrai que deux têtes coupées d'officiers français ont été apportées à Moulay Hafid ? C'est grave ! Il faut renvoyer les têtes tout de suite.



- Des têtes ? répond Si Madani. C'est une histoire, on n'a pas apporté de têtes « ici ». Je t'en donne ma parole.

Il mentait. Mais devant sa négation, si formelle, je devais bien m'incliner. Cela pouvait être aussi, que des combattants s'en fussent vantés.

Cette alerte jeta la panique dans l'entourage du sultan. Moulay Hafid tint un grand conseil auquel furent mandés les principaux chefs de la Chaouïa, Omar El Sektani et le chérif Bou Azaoui, descendants des chorfa Idrissite.

Le premier fut pour la résistance à outrance et le passage en force de l'Oum-er-Rebia, tandis qu'il attirerait d'un autre côté les troupes françaises. Bou Azaoui préconisait au contraire, la soumission, seul moyen de permettre le passage de la rivière. On discuta. La suggestion d'Omar El Sektani de passer l'Oum-er-Rebia à la faveur d'une diversion, ne parut pas réalisable. La mobilité des troupes françaises était telle qu'on ne pouvait être sûr qu'elles ne seraient pas présentes au moment du passage qui demanderait d'ailleurs plusieurs jours.

L'avis de Bou Azaoui prévalut. Cependant, personne n'avait la moindre idée des conditions qu'imposeraient le général d'Amade à la soumission de la Chaouïa. Et ces conditions, comment les connaître ? C'est alors que Si Madani proposa de m'envoyer auprès du général proposer la paix. À la minute on m'envoie chercher.

Je suis introduit au milieu de ces personnages, accroupis et silencieux devant leur maître. Seul, Omar El Sektani paraît stupéfait de ma présence et me lance des regards mauvais. Mais le sultan me parle avec aménité, il me demande si je veux accomplir cette mission.

Je suis tout de suite transporté par l'éclat de ce reportage, après tant de jours passés à n'envoyer au « Matin » que de banals récits de bivouac.

Et puis, je vis depuis près de six mois au milieu de ce peuple qui m'a témoigné tant d'amitié. Je lui dois bien quelque chose. Je vois bien tout ce que cette mission a d'aléatoire. Comment ma petite personne pourrait-elle influencer sur les directives de la politique française ? Seulement, je dispose d'un grand journal qui publie impartialement mes articles. Ils peuvent, à l'occasion même de cette mission, avoir des résonances imprévisibles. Alors, délaissant le petit côté de vanité professionnelle, j'imagine que j'ai un grand rôle à remplir, que la destinée m'a mené là pour que naisse l'amitié franco-marocaine, cette parcelle d'amour, dont Lyautey, quatre ans plus tard, illuminera son oeuvre.

Hélas! Comme j'allais être désenchanté ! Mais qui n'a jamais cédé à l'enthousiasme, en sa jeunesse?

*Le vin de l'idéal sort du puits des chimères.*

\*

**L**E 10 février, par une belle journée printanière, en compagnie de deux magnifiques noirs de la garde personnelle de Moulay Hafid, je franchis, sur les peaux de boucs, l'Oum Rebia. Nos bêtes, tenues solidement à la bride par les passeurs, complètement nus, le traversent à la nage.

Le mouvement de va-et-vient est intense au gué de Mechra Chaïr. Je m'étonne de la résistance de ces passeurs constamment plongés dans l'eau froide.

- Moualfin ! (ils sont habitués).

Notre marche est sans histoire à travers la Chaouïa. Vers 4 heures de l'après-midi, nous atteignons la casbah en ruine des Ouled Saïd où le général a établi son camp. Les guitounes apparaissent dans un vallon où poussent, çà et là, des figuiers encore sans feuillage.

Des zouaves, en corvée de bois, s'occupent à ficeler des paquets de broussailles.

A notre vue, ils lâchent tout et s'enfuient. Je crie:

- Ne vous sauvez pas! Je suis Français! Je viens voir votre général !

- Ah ! M... ! alors, dit l'un d'eux, avec un accent parisien qui me gonfla de plaisir.

Je suis les hommes jusqu'au camp où l'arrivée de mes superbes nègres et de ce Marocain parlant français cause une vive stupeur :

- Qui êtes-vous ? me demande un officier.

Je me nomme et exprime mon désir d'être conduit auprès du général d'Amade.

- Le général est hors du camp. Attendez-le.

Je descends de ma mule pour me dégourdir les jambes.

Les noirs restent sur leurs chevaux. Bientôt, le général arrive, à pied, entouré de son état-major, le colonel Malagutti, le capitaine Huot, l'officier Interprète Ollier. Je vais au-devant de lui, je me présente :

- Christian Houel, correspondant du « Matin ». Mais à cette heure, mon général, je suis envoyé vers vous par le Sultan Moulay Hafid.

- Dites Moulay Hafid tout court. Je ne connais qu'un Sultan. Il est à Rabat, il s'appelle Moulay Abdel Aziz. Que me voulez-vous ?

- Mon général, je ne suis qu'un messager. J'apporte au commandant des troupes françaises le désir de paix de Moulay Hafid, proclamé Sultan par son peuple. Je ne me charge que de lui transmettre ce que vous m'aurez répondu.

- Dans ce cas, Monsieur, ce n'est pas à moi que ce message doit s'adresser, mais au Consul de France à Casablanca, chargé des affaires diplomatiques.

- J'irai donc à Casablanca me présenter au Consul de France. En attendant, mon général, je vous demande l'autorisation, pour mes guides et pour moi, de passer la nuit dans votre camp.

- C'est entendu... Huot !

Le capitaine Huot, resté à deux pas de nous, s'avance aussitôt.

- Fixez donc un emplacement à M. Houel et à ses hommes. Ils passeront la nuit dans le camp.

Puis, se tournant de nouveau vers moi :

- Vous nous suivrez demain à Ber-Rechid. Là, je vous ferai donner une escorte pour vous rendre à Casablanca, les routes ne sont pas encore très sûres.

- Mon général, je vous remercie.

Mes braves compagnons noirs sont aussi impatients que moi de se reposer. Ils dressent la khima qu'ils ont emportée avec eux et en couvrent l'intérieur d'une natte qui fait partie de nos petits bagages.

À ce moment arrive Hubert Jacques, les bras tendus. Nous sommes joyeux de nous revoir, nous échangeons des « mon vieux » à n'en plus finir. Il m'invite à dîner à la popote des journalistes : Reginald Rankin, du « Times » ; Reginald Kahn, du « Temps » ; du Taillis, du « Figaro ». Il va les prévenir.

Il revient, cinq minutes après, avec une figure à l'envers. L'envoyé du « Figaro » du Taillis, a poussé des hauts cris en apprenant l'invitation d'Hubert Jacques. Je suis un espion, indigne de m'asseoir à leur table. Kahn et Rankin étaient bien d'accord, mais pour éviter un esclandre, il vaut mieux m'abstenir.

J'ai compris. Ce qui me navre, c'est de perdre l'occasion de me restaurer convenablement car j'ai grand faim. Je me réfugie sous ma tente où les bons nègres ont réussi à faire du thé, à un feu voisin de tirailleurs.

Je bois avec délice la boisson brûlante et partage avec eux un pain de semoule sorti de leur choukara. Je songe à la froide réception du général et à l'animosité de du Taillis. De celle-là, j'en devine bien les causes.

Ex-rédacteur du « Matin », après avoir fait pour le compte de ce journal un courageux voyage dans le Riff, il en était devenu la vedette pour toutes les affaires marocaines. Depuis, j'avais pris sa place au « Matin ». Je ne pouvais attendre de lui qu'un dénigrement systématique.

La première journée commençait mal...

La fatigue eut heureusement raison de mes pensées noires. Je m'endormis.



**M**ES compagnons noirs ne me suivront pas à Casablanca. Au petit jour, ils s'éloignent. Je reste seul. Je plie ma tente et l'attache au dos de ma mule heureusement restée harnachée. Au moment où je la délivre de ses entraves, la bête s'échappe et se met à vagabonder dans le camp. Je cours après elle. Gêné par mes grands vêtements, je n'arrive pas à l'atteindre. Je bute dans l'herbe, j'y perds mes babouches. Quand je réussis à m'approcher de la mule, elle repart de plus belle en me décochant une pétarade. Dix fois, je vais l'atteindre, dix fois elle s'échappe. Je suis essoufflé, personne ne vient à mon aide. Les soldats se divertissent du spectacle que je leur donne. J'entends leurs rires et leurs propos :

- L'attrapera ! L'attrapera pas !

Je vais renoncer à cette poursuite aussi vaine que ridicule, lorsqu'un tirailleur algérien, pris de pitié, réussit à saisir la maudite bête et me l'amène. Je ne sais quelle pudeur m'empêche de l'embrasser. Il s'est dévoué au messager venu demander la paix pour ses frères.

Je suis silencieusement la colonne. Je n'adresse la parole à personne; personne ne me l'adresse. En cours de chemin, Hubert Jacques vient me rejoindre. J'ai pu rédiger au crayon une dépêche adressée au « Matin ». Je la lui remets pour la transmettre avec les siennes.

Il est navré de l'incident de la veille.

- Votre présence, dit-il, est aussi mal interprétée par les officiers. Je vous connais depuis trop longtemps pour que notre amitié en soit atteinte, mais j'ai voulu vous prévenir pour vous épargner des surprises.

- Jacques, lui dis-je, l'hostilité qui m'entoure et les propos malveillants qui l'expriment ne me révoltent pas, ils m'attristent. Là-bas, quoique Français, je suis aimé des Marocains. Le fait que je sois d'une race avec laquelle ils se battent n'influe pas sur leurs sentiments nés de la connaissance qu'ils ont de mes pensées et de mon caractère. Ici, il suffit que je vienne de l'ennemi pour que ces officiers, sans me connaître, sans tenir compte de l'unique mission de paix que j'accomplis, me traitent de traître et d'espion. Est-ce donc un crime de demander la paix ?

Arrivé à Ber-Rechid, j'achète aux marchands du souk pour mon déjeuner, une galette et quelques figues plus un boisseau d'orge pour ma mule, et dans un coin, ma bête et moi dévorons en camarades cette maigre pitance. À ma dernière bouchée, le capitaine Huot paraît.

- Je vous cherchais partout, dit-il. Je ne croyais pas vous trouver là. Votre escorte est prête pour vous conduire à Casablanca. Vous vous mettez à sa tête et le général viendra vous serrer la main devant tout le monde pour qu'on n'imagine pas que vous êtes son prisonnier.

- Mon capitaine, je vous prie d'exprimer au général d'Amade les sentiments que j'éprouve pour ce geste. Je l'en remercie.

Je suis maintenant sur ma mule devant une douzaine de spahis chargés de m'accompagner. Le général vient à moi, me serre la main et, après lui, le colonel Malagutti et le capitaine Huot.

- Monsieur Houel, ajoute alors le général d'une voix forte, je vous souhaite un bon voyage.

Je suis trop ému. Je ne lui ai pas répondu.

\*

C E rayon de soleil a dissipé les brumes de mes pensées. Je rencontre encore à Médiouna un bon camarade de Médéa, le lieutenant interprète Trenga. J'avais reçu de son père des leçons de littérature arabe. Il me fait dresser un lit de camp dans sa chambre et servir un repas: soupe chaude, bifteck, pommes frites, salade, confiture, vin.

Sous la chaleur de ce royal menu, j'oublie mes premiers déboires. Tout s'arrange, dirait Capus. Le lendemain, dans la matinée, toujours escorté de mes spahis, j'entre enfin dans Casablanca. Plus d'un millier de Français, nouvellement venus, ont déjà transformé l'aspect intérieur de la ville. Je retrouve M. Zagury au consulat de France et me fais annoncer à M. Malpertuis. Je justifie ma visite par la déclaration du général d'Amade, que toutes questions diplomatiques sont de son ressort.

- Mes attributions ne vont pas jusque-là, répond le consul. Votre communication doit être faite au Ministre de France à Tanger, M. Regnault.

Au point où j'en suis, une étape de plus ne m'effraye pas. Je les compte depuis Mechra-Chaïr et m'en remémore les épisodes. Que me réserve ma visite au Ministre de France à Tanger ? On m'envoie dans la gueule du loup, puisque c'est de là que partent les plus venimeuses accusations contre Moulay Hafid. Mais je dois accomplir jusqu'au bout la mission dont je me suis si allègrement chargé.

Le ministre me reçoit très cordialement. C'est un maître en diplomatie. Il sait dissimuler sous des sourires et la politesse la plus raffinée, les décisions les plus dures. Il ne répond effectivement qu'en souriant aux propositions de paix que je lui apporte de la part du Sultan Moulay Hafid. J'observe qu'au mot de sultan, pas un cil de ses yeux n'a bougé. Il me laisse dire. Quand j'ai fini, c'est lui qui me soumet au plus pressant interrogatoire. Quels sont les personnages qui entourent Moulay Hafid ? Que font le Glaoui, le M'tougui et les autres ? Combien d'hommes compte la mehalla ? Quelles sont les tribus qui en ont fourni le plus ? Que pensez-vous du docteur Holtzman ? Je suis dérouté, car nous voilà loin du sujet. Va-t-il seulement y revenir ? Il paraît l'avoir oublié. Il a pris en note mes réponses; il les range dans un dossier. Je crois qu'il va se lever pour me congédier. Non, il ne fait qu'un demi-tour à droite sur sa chaise tournante ; il n'est plus en face de moi, mais en biseau, si je puis dire. Enfin, il parle. Je suis sauvé !

- Nous ne connaissons pas le sultan Moulay Hafid, dit-il, sauf comme le prétendant à une souveraineté dont le tributaire de droit et de fait est le sultan Moulay Abdel Aziz. Un autre prétendant peut surgir, dans une autre partie du Maroc et avec d'égales prétentions; nous ne le connaissons pas davantage. Nous nous en tenons à ce fait : le sultan Abdel Aziz existe; il règne toujours sur son empire.

J'argue que le « fait » Moulay Hafid, régnant sur tous les territoires du Sud, est aussi probant que le « fait » Abdel Aziz ne régnant que virtuellement sur les tribus du Nord. Que le « fait » de la France est aussi à considérer. Ne vaut-il pas mieux que la France s'allie à un sultan fort qui a tout le peuple avec lui, qu'à un sultan faible qui n'a plus pour lui que ses femmes ? Enfin, il y a aussi ce « fait » : on se bat dans la Chaouïa. Moulay Hafid vous offre la soumission des tribus. Vous ne pouvez pas ne pas l'accepter.

- Vous êtes bien présomptueux, jeune homme, rétorque M. Regnault. Je ne suis pas tellement sûr que le prétendant ait le pouvoir d'obtenir la soumission de la Chaouïa. L'aurait-il que nous ne traiterions pas avec lui. Ce serait reconnaître sa souveraineté, et la France ne peut pas être la première, ni le seul de tous les signataires de l'acte d'Algésiras, à prendre une aussi inconvenante initiative.

Voilà ce que vous pouvez rapporter à celui qui vous envoie. Je vous engage même à le faire. Vous recevrez du consul de France à Casablanca un sauf-conduit pour votre retour. Au revoir.

\*

**E**N somme, j'allais revenir bredouille. Mais je ne m'étais pas engagé à rapporter une bonne réponse. J'avais la conscience en repos.

Je demeurai quelques jours à Tanger pour revoir les amis que j'y avais laissés, tous de Médéa. De toutes les cités algériennes, c'est cette petite ville qui a fourni au Maroc son plus important contingent de jeunesses. René Leclerc, délégué du Comité du Maroc, ses beaux-frères Louis Boisset et le docteur Péan, le jeune Combette qui allait devenir directeur des Postes Chérifiennes, puis colon et Président de la Chambre d'Agriculture de Fès, et d'autres encore à Casablanca, Ange Carlotti, Saoli, Trenga, les capitaines Lapostolle et Cottenest, Roucaïrolle, et même le général Bertrand qui y tint longtemps garnison comme lieutenant de spahis.

Je retrouvais aussi Daniel Saurin auquel me liait tout un passé, déjà ancien. Avocat à Alger, puis rédacteur en chef du quotidien algérois l'« Akhbar », c'est dans ce journal, en 1898, qu'il avait accueilli mes premières chroniques. C'est à lui que je dois d'avoir abandonné à dix-huit ans les études d'arabe pour la littérature et le journalisme. Il avait épousé là-bas la sœur de Max-Régis, séduite par son prestigieux talent, mais déçue bientôt par sa bohème. Parti alors pour Port-Say afin de s'y livrer avec son ancien directeur, Valéry-Blanc, au commerce des moutons, il avait fini par échoir à Tanger où l'attendaient une renommée et des amitiés qui durèrent encore. De toutes les figures françaises, celle de Daniel Saurin est la plus marquante, la plus illustre. Avocat, journaliste, quoi qu'il embrassât, son intelligence le plaçait toujours au premier rang. Ses étincelantes chroniques, marquées du style et de l'amical scepticisme d'Anatole France, faisaient alors les délices de la société tangéroise, sinon des diplomates qui n'aimaient pas à être moqués. Mais toute son élégance était dans son esprit. Il ne sut jamais arranger convenablement une cravate. En le voyant, j'évoquais le portrait que Lamartine a fait de Balzac : « Grosse tête, cheveux épars, traits obtus, lèvres épaisses, œil doux, mais de flamme ; costume qui jurait avec toute élégance... Il portait son génie si simplement, qu'il ne le sentait pas. » Voilà Saurin jeune. L'infirmité l'a cloué maintenant dans l'inaction et la solitude. Mais que de souvenirs suffisent à lui tenir compagnie !

L'accueil que je reçus de tous ces amis me fit oublier celui des militaires de la Chaouïa. Ceux-là, il est vrai, ne connaissaient les « ennemis » que par les batailles qu'ils livraient; les contingences leur échappaient de l'œuvre accomplie par les premiers Français du Maroc qui aimaient et s'étaient fait aimer des Marocains. L'œuvre future leur échappait plus encore. Enfermés dans ce dilemme, tuer ou être tués, ils ne concevaient que ce postulat effroyable. Penser serait mollir leur courage. Ils n'étaient venus là que pour se battre.

Et après, comme dit Saint Luc, ils ne peuvent rien faire de plus. *Et postea non habent quod faciant.*

\*

**A** la fin du mois de février 1908, muni du sauf-conduit délivré par M. Malpertuis, je reprends le chemin de Mechra-Chaïr.

Jusqu'à Ber-Rechid, limite de notre occupation permanente, je ne rencontre sur ma route que des convois ou des détachements de troupes.

Je suis interpellé par un lieutenant à la tête d'un peloton de spahis.

- Comment s'appelle l'endroit où nous sommes, me demande-t-il en mauvais arabe.

Je réponds en bon français:

- Ma foi, mon lieutenant, je ne le sais pas plus que vous, je ne suis pas de la région.

L'ahurissement de l'officier est tel qu'il ne trouve plus rien à dire.

Je continue mon chemin, riant sous cape, et j'arrive à Ber-Rechid sans autre aventure.

Je me présente au chef du camp, un capitaine du génie dont j'ai vainement recherché le nom.

Je lui tends mon sauf-conduit et lui demande s'il peut me procurer un rekas pour porter une lettre à Moulay-Hafid.

Par cette lettre, dis-je au capitaine, j'avertis le sultan de mon retour, et le prie de m'envoyer un guide pour traverser la Chaouïa.

- Cherchez-le vous-même ! me répond d'un ton bourru l'officier.

Avec une aussi mauvaise grâce, il m'autorise toutefois à dresser ma tente à l'intérieur du campement. Je trouve au souk le rekas, je lui confie ma lettre et j'attends sans impatience la réponse. Deux jours après, dans l'après-midi, je suis réveillé de ma sieste par une agitation insolite. Tout le camp est alerté. Les hommes se pressent dans les tranchées, le fusil pointé en avant, deux petits canons approvisionnés d'obus, sont mis en position de tir.

Je sors, je demande:

- Qu'est-ce qu'il y a ?

Le capitaine me répond :

- Veuillez, Monsieur, rentrer dans votre tente et n'en point sortir jusqu'à nouvel ordre.

- Mais...

- Il n'y a pas de mais. Je n'ai aucune explication à vous donner. Rentrez chez vous.

Je cherche en vain les raisons de cette brusque séquestration. Quel crime ai-je pu commettre ? À travers mon mur de toile, je perçois les propos des officiers et des soldats.

- Salaud ! J'espère qu'on va le fusiller celui-là !

Cent autre injures partent à mon adresse.

Je crie à travers ma tente :

- Mais qu'est-ce que j'ai fait ? N. de D... ?

- Ta gueule !

Je me résigne au silence. Deux heures après, le calme revient dans le camp, mais je suis toujours prisonnier. Un tirailleur, baïonnette au canon, est devant ma tente. Les heures passent. Mes pensées tournent autour de cette lancinante question. Mais qu'est-ce que j'ai fait ! Qu'est-ce que j'ai fait ? Et malgré le dramatique de ma situation, j'évoque la répétition comique de Molière : Qu'allait-il faire dans cette galère ?

Je m'endors à la nuit sans dîner. Mon sommeil est troublé de cauchemars. Qu'est-ce que j'ai fait ?

Rien n'est changé quand le jour se lève.

Vers dix heures du matin, paraît le capitaine.

- Monsieur, dit-il. vous êtes libre. Je viens de recevoir du Général d'Amade l'ordre de vous laisser partir. Le plus tôt sera le mieux.

- Mon capitaine, j'exige une explication.

- Je n'ai pas d'explications à vous donner. Vous êtes libre, cela ne vous suffit pas ?

Cela me suffit en effet pour le moment. Je m'adresserai plus tard au général d'Amade. Je suis prêt à partir, mais j'attends toujours le guide demandé à Moulay Hafid. Aucune réponse ne m'est encore parvenue. Un mokhazni me frappe alors sur l'épaule.

Il se penche vers moi et murmure :

- Pourquoi n'es-tu pas venu, hier ?

- Venu ? où ? Que veux-tu dire ?

- Moulay Hafid a reçu ta lettre, il a envoyé vers toi Moulay Rechid. Cent cavaliers sont venus mer t'attendre sur la crête avec des étendards pour que tu viennes. Ils t'ont attendu deux heures. Pourquoi n'es-tu pas venu ? Ils sont repartis.

Brusquement la lumière se fait. À la vue de cette foule massée sur l'arête, les officiers ont cru qu'ils allaient être attaqués. Et ma lettre à Moulay Hafid leur expliquait tout. Je lui avais signalé que le camp, n'ayant qu'un petit nombre de défenseurs, pouvait être enlevé en un tour-nemain.

Je traîne le mokhazni devant le capitaine.

- Je vous prie d'entendre cet homme, lui dis-je. Voilà ce qu'il vient de me raconter. Mais je m'étonne que, muni d'un sauf-conduit signé du consul, sous la caution du Ministre de France, vous m'ayez cru capable d'une aussi épouvantable félonie.

- Les apparences étaient contre vous, répond le capitaine. Responsable de la sécurité du camp, j'ai fait mon devoir.

Je m'incline. Je suis trop heureux que cet abominable malentendu soit dissipé.

- Mais mon guide ?

- Moi, dit le mokhazni.

C'était un des cavaliers de Moulay Hafid, engagé en même temps chez nous dans les mokhaznis, à cause du beau costume bleu qu'ils portaient. Il pratiquait le double jeu. Il servait ses deux maîtres avec une conscience et une ingénuité égales.

Que d'émotions allaient encore me réserver cette traversée de la Chaouia, avec le mokhazni à mon côté ! Le déplacement des hommes de Moulay Rechid avait appris à tous les douars de la région le retour du messager chargé de négocier la paix.

A notre approche, hommes, femmes, enfants, accourent. Les femmes se pressent autour de ma mule, elles embrassent mes vêtements, elles crient :

- El solh ! El solh ! La paix ! la paix !

Je suis bouleversé par ces appels désespérés et inutiles.

Leurs noualas ont été brûlées, les maris tués, les troupeaux enlevés. La désolation règne dans les douars. Et ces femmes, comme toutes les femmes de l'univers, maudissaient la guerre, semeuse de misère et de douleurs. Hélas, je n'apportais pas la paix. Je restais angoissé et muet devant ces pitoyables martyrs de la férocité humaine, car depuis qu'il y a des hommes et qui pensent, il y a des guerres et qui tuent. L'humanité ne cessera jamais d'enfanter ce monstre.

\*

**D**ANS l'après-midi du lendemain, je repasse le gué de Mechra Chaïr. Un groupe de cavaliers m'y reçoit. Je fais avec eux mon entrée dans le camp.

Des soldats en vestes rouges font la haie sur notre passage, ils nous présentent les armes. Je ne comprends pas tout de suite à qui cet honneur est fait. Puis, j'en ressens un grand orgueil. Le pauvre gratteur de papier que j'étais hier est devenu un important personnage, un ambassadeur. Les cavaliers se sont rangés derrière moi pour me laisser bien apparaître. Je me redresse sur ma mule, fier comme Artaban, ce héros de La Calprenède, dont je savais le nom sans en connaître l'histoire.

Le sultan, entouré de ses ministres, m'attend sous une tente largement ouverte devant l'afrag et que tout le monde peut voir. Je prends place au milieu d'eux et le silence se fait, tous attentifs aux nouvelles que je leur apporte. Elles ne sont point bonnes. Mais j'avais longuement songé aux paroles du ministre Regnault et j'avais reçu de René Leclerc des informations précieuses.

Je fais ressortir à Moulay Hafid que l'opposition de la France ne repose que sur un principe qui doit plus tard lui servir comme il sert son frère aujourd'hui, en l'espèce sa reconnaissance par les Oulémas de Fès. Le temps travaille pour lui.

D'autre part, il n'est pas certain que les troupes françaises barrent longtemps encore la route de Fès. Une forte opposition dans le Parlement, et qui ne cesse de croître, peut forcer le gouvernement français à observer une stricte neutralité entre les deux frères. En interdisant à Moulay Hafid le passage de l'Oum-Rebia, nous violons cette neutralité et nous n'en avons pas le droit.

- La mission que tu m'as confiée, dis-je, enfin, devait nécessairement se terminer ainsi. Je ne représentais que moi-même. Je n'avais aucun écrit qui attestât la réalité de ton désir de paix. Il faut que tu fasses cette déclaration par un écrit solennel. Il paraîtra dans le « *Matin* ». Ce manifeste produira un choc. Ce sera peut-être ton salut.

- Ton idée est bonne, répond Moulay Hafid. Nous allons y réfléchir.

Je crois l'entretien terminé. Je demande au Sultan la permission de me retirer, je n'ai absorbé depuis la veille qu'un bol de lait caillé.

- Reste, me répond-il, tu vas déjeuner avec moi.

Les ministres se retirent, nous franchissons l'afrag et pénétrons dans une tente rectangulaire dont d'épais tapis couvrent le sol. Deux f'quis, seuls, sont avec nous, Moulay Hafid prend place sur le côté le plus court. les f'qui sur un des côtés latéraux, moi sur l'autre. Un esclave apparaît porteur d'un bassin de cuivre et d'une berrade (aiguière) de même métal, pleine d'eau.

Avant tout repas, les Marocains se lavent les mains et particulièrement la main droite, la seule qui doive toucher la nourriture, la main gauche étant réservée aux ablutions. Je me lave les mains après le Sultan. J'attends patiemment la suite. Retour de l'esclave. Il porte cette fois une terrine, sous un vaste capuchon de paille. Il la pose devant le sultan, la découvre. Elle est pleine d'un blond couscous semé de raisins secs et arrosé de miel. Une poularde surmonte le tout, les pattes en l'air. Le rite veut que le Sultan mange seul. Aucune autre main que la sienne ne doit toucher l'aliment. Je pense qu'on va me servir à mon tour dans un autre plat. Mais non, rien ne vient. Moulay Hafid a commencé à manger. Il prend une poignée de couscous en la faisant sauter dans sa main, et d'un coup de pouce, la fait disparaître dans sa bouche. J'observe qu'en faisant ce mouvement, des grains retombent de sa barbe dans le plat. Il déchiquette la volaille, en dévore les deux pattes jusqu'à l'os qu'il jette à terre. Il a fini. Rassasié de viande et de couscous, il se relave les mains, se redresse, émet un rot puissant qu'il fait suivre du traditionnel : *Al Hamdou lillah !* (Gloire à Dieu).

L'esclave recouvre la terrine de son capuchon et la remporte à l'office. Quant à moi j'attends toujours, la main droite en l'air, pour lui épargner toute souillure. Mais voici la terrine de retour. Elle n'est plus recouverte que d'un foulard multicolore Cette fois, c'est devant moi que le noir domestique la pose et la découvre. Il a pris soin que le trou, fait par le sultan dans le couscous, soit juste en face de ma personne. Il me fait là un très grand honneur. Mais je me rappelle que des raisins sont tombés là de la barbe de Moulay Hafid. En dépit de toute bienséance, sous les regards réprobateurs des f'quihs, je fais faire au plat un demi-tour afin de puiser ma part à une place nette.

- Bismillah ! Je fais la boule à mon tour et toute l'assistance admire que pas un seul grain ne tombe de mes lèvres. Je satisfais ma gourmandise et ma faim, je n'omets que la civilité de l'éruclation Mon adaptation s'arrête là.



Le Sultan s'est détendu sur ses coussins. Il tend ses jambes nues, alternativement à un jeune esclave. Les petites mains noires aux paumes claires se promènent en douces pressions sur les mollets velus de Moulay Hafid. Son visage est souriant de béatitude. Il est dans ses bons jours. Il me dit :

- Je voudrais te récompenser. Que désires-tu ?

Je ne désire rien. Le couscous m'a aussi plongé dans une béate félicité. Que pourrais-je désirer de plus, après l'honneur d'avoir partagé le repas du Commandeur des Croyants ?

Alors, spontanément, Moulay Hafid dégage de son épaule le cordon de soie rouge au bout duquel pend un superbe poignard en or rehaussé de ciselures d'émail vert et me l'offre. Il veut que je m'en ceigne tout de suite. Je l'en remercie par cette phrase devenue triviale dite par les roumis en arabe, mais qui garde en sa traduction toute son expression reconnaissante : - Que la bénédiction de Dieu soit sur toi ! (Barak Allaou fik).

**D**E longs conciliabules occupent le Sultan et ses ministres. J'attends qu'on me fasse appeler.

J'ai pris une grande importance. Mon poignard en or témoigne de ma faveur. Il semble à mes amis, en me fréquentant, qu'ils la partagent. Sous toutes les latitudes, les hommes s'honorent de leur domesticité auprès des princes. J'en tire bien aussi quelque vanité. Le péché d'orgueil nous vient de nos privilèges plus que de nos vertus.

Enfin, une décision a été prise. Si Madani m'envoie chercher. Nous nous rendons tous deux auprès de Moulay Hafid en face duquel se trouvent déjà Si Aïssa ben Omar, le M'Tougui et le chérif Bou Azzaoui.

Je dois apporter au général d'Amade la soumission sans condition de tous les combattants de la Chaouia. Bou Azzaoui m'accompagnera comme garant de leur acceptation. Ce n'est plus un acte diplomatique, mais la conclusion de l'état de guerre; le général français est habilité à en décider.

Par une lettre adressée au général, le Sultan me donne pleins pouvoirs pour offrir cette soumission. Voici cette lettre traduite par Ollier, telle qu'elle a paru dans « Le Matin » du 17 mars 1908 :

*« Au nom de Dieu, nous vous avons envoyé un messenger (c'est moi), dans le courant du mois arabe écoulé, afin que vous soyez assuré et convaincu de nos bonnes intentions basées sur la volonté que nous avons de faire revenir la sécurité dans le peuple, tant indigène qu'étranger.*

*« Nous vous avons dit que le seul but, dans la formation de la mehalla que nous avons constituée, est de faire revenir la pacification et la tranquillité.*

*« Nous pensons que vous accepterez et approuverez l'envoi de notre mehalla, car on nous a fait connaître votre intelligence et votre bonne volonté pour obtenir la sécurité et la pacification, d'autant plus que nous savons, par des sources officielles françaises, que vous aimeriez faire la paix avec les Chaouia et contracter un traité avec eux lorsque leurs notables se seront présentés auprès de vous.*

*« En considération de ce qui précède, nous vous envoyons nos serviteurs les caïds de la Chaouia afin de contracter ledit traité.*

*« Lorsque ledit règlement nous sera communiqué et que nous en aurons pris connaissance, tant dans son sens que dans sa forme, et que nous aurons trouvé ces actes et clauses conformes aux règles de la pacification de laquelle résulterait la sécurité publique conformes également à nos généreuses intentions; quand nous aurons reconnu que ces clauses ne contiennent rien qui pourrait porter atteinte aux intérêts du pays, nous pourrons vous garantir que les Chaouia exécuteront sincèrement ledit traité.*

« *Nous vous envoyons nos susdits serviteurs qui se présenteront auprès de vous en même temps que notre missive et le rédacteur du journal fidèle aux deux parties, Christian Houel.*

« *Que Dieu fasse éclaircir les opinions de tous, afin d'obtenir le bien.*

*Le 3 Safar 1326. »*

Nous partons tout de suite, Bou Azzaoui à cheval, moi sur ma mule. Nous passons la rivière, nous nous engageons dans la Chaouia.

Pendant tout ce trajet, je n'aurai pour compagnon que le silence.

Bou Azzaoui est grand et maigre. Une légère déformation des lèvres accentue les traits irréguliers de son visage, il porte autour de sa tête une immense serviette à éponge et cette étrange coiffure le fait reconnaître de très loin.

La vénération des Marocains pour sa personne est extraordinaire. Hommes, femmes, enfants se précipitent à notre rencontre, se bousculent pour toucher de leurs mains les vêtements ou le cheval du chérif. Il porte la baraka, cette effluve divine qui émane du corps des saints aussi bien que des objets qu'il touche.

Les fidèles qui peuvent l'approcher de très près, le font cracher sur leur langue, manière la plus efficace d'absorber la bénédiction. Les moins favorisés prennent une pierre, la marquent d'un signe pour la retrouver et la lancent sur sa personne. Elle aussi portera bonheur.

Notre marche est retardée par ces manifestations superstitieuses. Le général d'Amade opérait alors dans les Medakras. Des combats meurtriers avaient eu lieu ces derniers jours, jetant l'épouvante dans les douars. Des groupes errent dans les champs, fuyant la région dévastée. Ils poussent devant eux des chèvres, des moutons, des vaches surchargées des hardes qu'ils ont pu sauver.

Nous passons la nuit dans un village où Omar el Sektani doit nous rejoindre et se présenter avec Bou Azzaoui au Général. Mais c'est en vain que nous l'attendrons. Il y a entre ces deux chérifs une rivalité de prestige. Ils ne s'aiment pas. Omar el Sektani, alors farouche anti-français, a préféré s'abstenir.

Le jour se lève, le canon commence à tonner. Nous hâtons le pas pour arriver sur les lieux de la bataille au Dar Bou Chaïb, sur le plateau du M'Quarto.

Les Marocains apparaissent éparpillés sur les crêtes, ils ripostent de leurs mauvais fusils aux canons et aux mitrailleuses. Après chaque rafale, ils courent vers les positions avancées, déchargent leurs armes et se replient. Tandis que les hommes se battent, les femmes ont rassemblé les troupeaux, fait un paquet de leurs hardes, et s'enfuient par le couloir asséché d'une rivière, une sorte de défilé bordé de hauts bords pour gagner une zone de sécurité.

Au moment où nous arrivons, Bou Azzaoui et moi, on nous montre ce lamentable exode sur lequel pleuvent les obus de 75.

- Va vite, me dit le chérif, va trouver le Général. Dis-lui d'arrêter ce massacre, puisque nous allons nous soumettre. Il répète: Va, va vite ! au nom de Dieu !

Deux cavaliers me servent de guides. Nous nous défilons derrière les combattants, nous voyons de loin le déploiement des troupes françaises. Mais de quel côté nous diriger ? De toutes parts, les fusils claquent, les mitrailleuses fauchent, les obus soulèvent la terre.

Sur le flanc droit, le combat semble moins vif, et nous distinguons nettement les képis blancs des légionnaires. Un vallon nous en sépare. J'attache ma rezza au bout d'une tige arrachée à une broussaille, et la levant au-dessus de ma tête, nous marchons vers la ligne blanche.

Un feu de salve répond à notre avance. Les balles sont courtes. Elles ne font jaillir devant nous qu'un peu de terre. Je fais faire de grands cercles à mon drapeau blanc, nous faisons encore une dizaine de mètres. Deuxième feu de salve, encore trop court.

Je crie : Parlementaire !

Cette fois, les balles sifflent à nos oreilles. Ma mule atteinte au sabot fait un brusque écart en arrière. Me voilà dans l'herbe, désarçonné. Je ne suis pas touché. Je me redresse sur mes quatre pattes, je ne vois plus ni mes cavaliers, ni ma mule. J'en retrouve un, au bas d'une pente de terrain où je me réfugie à mon tour. L'autre est resté là-haut. On ne voit de lui qu'une forme blanche étendue dans la verdure. Ma mule paît tranquillement un peu plus loin. Elle n'a qu'une éraflure dans son sabot droit.

Il faut passer coûte que coûte. Je l'ai promis au Dieu de l'Islam, mais je n'ai plus qu'un homme avec moi. Nous reprenons nos montures. Il y a, tout à fait à l'arrière, des murs en ruine. Nous décidons de nous y rendre, en nous dissimulant derrière leur profil. A cent mètres au-delà, apparaissent les calottes rouges des tirailleurs. Notre manoeuvre réussit. Nous surgissons alors brusquement des ruines, mon drapeau blanc en avant et nous pénétrons enfin dans les lignes !

- Eh bien ! me dit l'adjudant qui me reçoit. Vous avez de la chance ! Mes hommes vous avaient mis en joue. Je leur ai crié à temps : ne tirez pas, il y a le drapeau blanc !

**I**CI je cède la plume au capitaine Paul Azan. Il a raconté la scène dans son livre: « Souvenirs de Casablanca ».

Je reproduis son récit sans en changer une virgule. Le voici :

*À deux heures, nous apercevons un cavalier marocain escorté d'un autre portant un fanion blanc: c'est un parlementaire monté sur une mule. Il est vêtu de riches vêtements d'étoffe blanche et d'un burnous bleu foncé, à la manière des chefs. Il met pied-à-terre à quelque distance du Général, s'avance vers lui et le salue en excellent français, sans le moindre accent. Je le regarde avec un vif étonnement !*

*- C'est, me dit-on, M. Christian Houel, correspondant du « Matin » Il réside au camp de Moulay Hafid, à la fortune duquel il s'est attaché et dont il est le confident et le conseiller. Nous nous éloignons discrètement du groupe formé par le Général et M. Houel.*

*Le Général veut bien m'autoriser, d'un geste rapide, à m'approcher et à assister à leur entretien. Il a répondu avec une froideur accentuée au salut de M. Houel qu'il fixe de son regard d'acier.*

*- Mon Général, dit M. Houel, j'ai l'honneur de vous apporter une lettre autographe de la part du sultan.*

*- Le sultan ? Il est à Rabat. Ce sont nos agents diplomatiques qui transmettent ses lettres.*

*- Je ne parle pas d'Abdel Aziz, mais du sultan Moulay Hafid.*

*- Disons Moulay Hafid tout court, si vous le voulez bien, réplique le Général, en prenant la lettre que lui tend M. Houel.*

*- Comme il vous plaira, mon Général.*

*Le Général a placé la lettre entre deux doigts de sa main gauche qui tient déjà sa lorgnette, le poing droit sur la hanche, il regarde son interlocuteur avec une étrange expression qui paraît faite d'ironie, de dédain et de curiosité.*

*- Mon maître, reprend M. Houel, désire la paix et il vous demande d'arrêter le combat. Nos contingents sont à proximité, mais ils se retirent sans lutter contre vous. Nous vous serions reconnaissants de ne pas pousser plus loin.*

*- Je ne puis arrêter ainsi mes troupes, sans motif, sur un simple mot de vous.*

*- Je parle au nom de mon Maître, je vous remets sa lettre. Demain, je viendrai vous trouver, au point que vous voudrez bien m'indiquer, à huit heures du matin, avec les caïds de la Chaouia qui vous feront leur soumission.*

*- Quels caïds ?*

- Les caïds désignés par Moulay Hafid pour gouverner la Chaouia, en particulier Bou Azzaoui et Omar el Sektani.

- Ce sont deux Marocains qui, à mes yeux, ne sont investis d'aucune fonction. Néanmoins, venez. Ils seront seuls tous deux?

- Non, mon Général, je vous promets d'amener tous les caïds de la Chaouia. Je n'ai pas pu les réunir, j'arrive de Mechra el Chair sans avoir eu le temps de m'arrêter.

- Je ne demande pas mieux que de recevoir vos amis. En attendant, je continue les hostilités.

- Nous nous retirons, nous, mon Général. Je reviendrai demain à huit heures, avec les Caïds. Où serez-vous ?

- Je n'en sais rien, même si je le savais, je serais obligé de vous répondre que je n'en sais rien. Vous me cherchez.

- Bien mon Général. M'est-il permis de vous adresser encore une requête ?

- Laquelle ?

- Je désirerais être protégé comme parlementaire. J'ai eu les plus grandes difficultés à arriver jusqu'à vous; on a tiré sur moi malgré le drapeau blanc; un de mes cavaliers a été touché. Je n'en ai plus qu'un avec moi.

- Je vous ferai accompagner au-delà de nos lignes, c'est entendu.

Il n'y a rien dans ce dialogue, que j'accepte comme véridique, qui justifie l'expression de ce dédain découvert par M. Azan. Il y a, entre ces deux mots : dédain et curiosité, une évidente antinomie. Je n'ai pas demandé non plus au Général d'arrêter les hostilités, mais le tir de l'artillerie sur les femmes et les enfants massés dans le défilé de M'Quarto. Ma démarche ne fut d'ailleurs pas inutile. Dans la relation de cette journée faite par M. H.-G. Conjeaud, dans son « Histoire Militaire de la Chaouia », je lis ces lignes:

*Au-delà de l'oued, un ravin bordé de pics très escarpés se prolongeait en un défilé où bientôt fut entassée une cohue de gens et d'animaux essayant d'échapper à notre poursuite. Toute l'artillerie qui s'y trouvait en batterie à cet endroit, ouvrit un feu rapide auquel se joignit celui des sections de mitrailleurs et les salves des compagnies les plus rapprochées. Les projectiles tombant sur la masse des fuyards couvrirent le sentier de cadavres.*

*Le général, mis au courant, fut pris de pitié, et bien que le feu ennemi ne fût pas complètement arrêté, il fit sonner le cessez le feu, sur toute la ligne française.*

*Pendant le combat, M. Christian Houel ...*

Mais poursuivons le récit de M. Paul Azan.

*Tandis qu'Ollier monte à cheval ainsi qu'un gommier, M. Houel cherche à parler au médecin-major Gutt, qu'il connaît pour l'avoir déjà rencontré.*

*Il lui confie un pli en lui disant :*

*- Voici la copie en arabe de la lettre de Moulay Hafid au général. Soyez assez aimable pour la remettre à Jacques, afin qu'il l'expédie au « Matin ».*

*Il ajoute que Jacques adressera une dépêche en son nom, s'il le veut. Ainsi, dans l'accomplissement d'une mission aussi grave, et en ces circonstances presque tragiques, le reportage ne perd pas ses droits !*

Quel piètre journaliste j'eusse fait si, en de tels moments, j'avais oublié mes obligations professionnelles...

Et M. Paul Azan ajoute:

*Je n'ai pas su ce que contenait la lettre ni si la copie remise à Gull était parvenue au « Matin ».*

Or, cette lettre a été reproduite en première page dans le « Matin » et elle a eu de telles conséquences que M. Paul Azan, historien des événements, s'est montré là bien négligent.

Ses commentaires méchants correspondent d'ailleurs à l'hostilité dont je sentais l'ambiance, autour de moi. En faisant précéder de ce commentaire le récit de mon intervention, le « Matin » me vengea des injures de Du Taillis et du capitaine Azan.

*Pendant que nos troupes donnaient ce bel effort et remportaient ce beau succès, un Français, le correspondant du « Matin », Christian Houel, accomplissait avec un magnifique courage, un autre raid à travers le pays sillonné de coups de fusil et de coups de canon, allait de caïd en caïd, de Moulay Hafid au général d'Amade, recueillait à travers les tribus l'aveu de leur fatigue, de leur désir de paix, et seul, sans défense, donnait ce rare exemple d'un homme qui négocie sous les balles. » (Le Matin, 17 mars 1908).*

À la page suivante, M. Paul Azan écrit encore : *Je me suis demandé même, connaissant les procédés marocains, si la démarche de M. Houel n'a pas été un subterfuge destiné à préparer une contre-attaque ou une embuscade !*

Pauvres procédés marocains ! Des fusils à pierre et des bâtons contre nos canons et nos mitrailleuses !

Je pensais, moi, en les voyant se battre avec tant de courage et de si faibles moyens: « Quels magnifiques soldats, demain, pour la France ! » Leurs tombes éparses dans tous les cimetières de France, ont répondu au mépris de M. Paul Azan.

Éreinté, mourant de soif, je regagne le douar où Bou Azzaoui m'attend. La bataille est terminée. les Marocains ramassent leurs morts.

Je rends compte au chérif de mon entretien avec le Général. Il consent à le recevoir avec les caïds. Mais Bou Azzaoui n'est qu'à moitié rassuré. Les caïds et lui seront prêts. Je dois au préalable avoir du Général une nouvelle confirmation.

Les colonnes françaises ont établi leur campement au marabout de Sidi M'Barek. Dès le lever du jour, le lendemain matin, les caïds se mettent en route avec moi. Ils s'arrêtent à deux kilomètres environ des lignes. Je m'en détache avec deux cavaliers pour annoncer au Général leur venue.

En chemin, une volée d'obus me fait un instant hésiter, puis les canons se taisent. Voici les premières lignes avancées. À vingt mètres, quatre hommes et un sergent s'avancent. Les hommes mettent genoux à terre, braquent leur fusil sur moi.

- Halte là ! Qui vive ? dit le sergent.

Je me nomme, je dis:

- Je viens voir le Général

Les fusils se relèvent, on nous encadre.

Au même moment Hubert Jacques et Réginal Kahn arrivent avec leur appareil photographique.

Ils ont raté la scène. Nous la recommençons. Je m'éloigne, les soldats me remettent en joue. Clac ! Cette fois ça y est ! Nous éclatons tous de rire. Le comique non plus ne perd pas ses droits.

J'annonce au Général :

- Vingt caïds sont derrière moi avec Bou Azzaoui. Peuvent-ils venir ?

- Je les attends.

Une demi-heure plus tard, ils sont là. Revêtus de leurs plus riches habits, montés sur des chevaux piaffants, avec selles brodées d'argent et d'or, ils forment un groupe pittoresque qui ne manque pas de grandeur.

Je suis au devant d'eux sur ma mule. J'ai moins grand air sur ma bête bâtarde que l'imposante cohorte qui me suit

Tout à coup une voix s'élève.

- Traître ! Espion ! Vendu !

Je deviens blême, paraît-il, aux dires de M. Paul Azan.

Le dépit de Du Taillis vient d'éclater. Il tend le poing vers moi en vociférant.

Je lui réponds sur le coup : « Curé ! Calottin ! » (c'est un ancien séminariste), et puis, je me tais. Une dispute serait ici déplacée.

L'interprète Ollier s'approche :

- Le Général, dit-il, ne peut pas vous recevoir tout de suite. Il vous prie de suivre la colonne jusqu'à ce qu'il soit disponible.

Les troupes, en effet, se sont mises en marche. Les caïds déçus, ne me cachent pas leurs inquiétudes. Le procédé ne paraît pas très régulier, en effet. Mais que faire ? Protester ? Ce ne serait qu'aggraver la malveillance du Général. Il a son plan. La présence des caïds lui permettra de parcourir toute la région sans recevoir un coup de fusil.

Enfin, après deux heures de marche et... de perplexité, nous atteignons la kouba de Sidi Abdel Krim. Le Général arrive.

Nous mettons tous pied à terre.

Il est maintenant au milieu de nous. Il se tient droit, impassible, sa silhouette élégante nous domine tous. L'interprète Ollier lui traduit le désir de Bou Azzaoui de se soumettre lui et les caïds qui l'entourent pour mettre fin aux hostilités. Le Général jette un regard circulaire sur notre groupe. Il répond qu'il ne peut recevoir cette soumission qu'à titre individuel. Il ne sait pas, si, en réalité, les personnages présents parlent vraiment au nom des populations. Il voudrait voir ces populations.

Bou Azzaoui promet de revenir le lendemain entouré de tous les hommes qu'il pourra réunir.

L'entretien est terminé.

Quant à moi, encore sous le coup des injures qui m'ont été adressées par Du Taillis, je demande au Général. un entretien particulier. Nous nous éloignons, le capitaine Huot et l'interprète Ollier sont présents.

- Mon Général, dis-je, je viens d'être traité de traître et d'espion. Je n'attache pas d'importance à la violence des insultes d'un envieux confrère, mais il est possible que ce que je fais soit contraire aux intérêts de la France. Aussi vous demanderai-je de me dire franchement si ma conduite est condamnable. Si elle l'est, je ne retourne pas chez Moulay Hafid.

Le Général me répond :

- Au contraire. C'est moi qui vous demande de continuer. Vous pouvez nous rendre de grands services. Je vais faire dire à M. Du Taillis que s'il se livre encore à de telles manifestations, je le prierai de retourner à Casablanca.

M. Paul Azan s'est bien gardé dans son livret de faire état de cette déclaration faite devant deux témoins qui lui disaient tout.

**J**E quitte le général d'Amade la conscience en paix. Les caïds restent indécis. Mais l'acte de soumission est commencé, il faut jusqu'au bout le poursuivre. C'est l'avis de Bou Azzaoui.

Des rekkas sont envoyés dans les tribus et, dès les premières heures du soir, les hommes commencent à venir, armés jusqu'aux dents parce qu'ils croient avoir été convoqués pour combattre.

Il faut parlementer, les convaincre que la puissance des roumis rend leur soumission inéluctable. Les uns s'en réjouissent, d'autres profèrent des injures, mais se résignent. Quand ils sont assez nombreux, plus de deux mille à mon estimation, Bou Azzaoui les fait ranger sur un front, les cavaliers en avant. Il passe dans leurs rangs pour leur parler.

Ils présentent ainsi, sur plusieurs lignes en profondeur, une foule disparate d'hommes et de bêtes. En avant, les têtes et les poitrails des chevaux font une mouvante proue à cette masse guerrière. On distingue, au-dessus des chevaux, le crâne rasé des hommes entouré d'une corde très mince, avec des houppes de cheveux sur les tempes. Les rayons du soleil arrivent en oblique sur leur face et en font luire la peau sombre. Il y a là des vieillards, des adultes barbus, des hommes plus jeunes, des adolescents aux yeux farouches. Les trois-quarts sont vêtus de haillons, de burnous rapiécés, couleur de terre. Les cavaliers montent des selles sordides, au dossier cassé, ou un simple sac jeté sur le dos du cheval et consolidé par une corde qui leur passe sous le ventre. Leurs jambes nues pendent dans le vide.

À l'horizon, de fluides fumées s'élèvent du camp des Français. Ils les contemplent en silence. Il suffisait d'un mot pour les déchaîner. Ainsi durent être les hordes de Jugurtha affrontant, en ces mêmes lieux peut-être, les légions romaines.

Puis, comme le soleil n'éclaire plus l'étendue que d'une lumière pâle et que l'heure de la prière est venue, il se débandent et je ne vois bientôt plus d'eux que des dos immobiles, courbés vers l'Orient, le front sur la glèbe.

Avant la nuit, le chérif me demande d'envoyer un message au Général. Je lui écris: « Deux mille hommes sont autour de nous. Demain matin, à la première heure, ils viendront confirmer leur soumission ».

J'ajoute à mon message une autre lettre destinée à Georges Mercié qui tient la cantine du campement. Je lui demande des cigarettes et des confitures. Le rekkas a la monnaie nécessaire pour le payer.

Mon émissaire est de retour. Le Général n'a rien répondu, mais Mercié m'envoie ce que je lui demande avec ce mot, écrit au crayon sur un papier gris taché de graisse: « Vieux ! Je t'envoie tes cigarettes, tes confitures et une vieille bouteille de Cognac. Mais je ne veux pas de ton pognon ». Je ne me doutais pas que ce mot, écrit sur un papier barbouillé de suif, allait changer la destinée de Mercié... et la mienne.

Le soleil, le lendemain, se lève éclatant comme pour une journée d'Austerlitz, c'est le soleil de la paix.

Les hommes sont debout. Nous prenons leur tête et nous suivons les pentes d'un vallon au-delà duquel apparaissent les silhouettes encore lointaines des troupes françaises. Nous nous sommes déployés en profondeur sur plusieurs centaines de mètres de largeur. Et tout à coup, les canons tonnent, nous sommes couverts de mitraille. La stupeur nous cloue sur place, puis c'est une débandade affolée à travers les champs. Bou Azzaoui m'entraîne, nous échappons à la pluie de fer, mais les hommes se sont tournés contre moi. Ils m'accusent de trahison, d'avoir organisé ce massacre, d'accord avec d'Amade.

- Houa ! Houa ! C'est lui ! C'est lui ! crient-ils.

Le chérif me couvre de son corps. Son prestige n'arrête pas leur fureur. Ses cavaliers m'arrachent des mains qui déjà m'empoignent, me hissent sur une de leurs bêtes et m'éloignent de la tempête.

Que s'est-il passé ? Je n'ai jamais pu le savoir. Nos troupes ont-elles été attaquées les premières par les contingents irréductibles d'Omar el Saktani ?

L'artillerie non prévenue a-t-elle cru à une attaque et répondu par le canon ? Quand j'ai voulu éclaircir ce drame, plus tard, personne ne se souvenait plus de cette affaire.

Bou Azzaoui en avait tiré la conclusion:

- On nous oblige à nous battre. Nous nous battons !



**J**E rentrai triste et déçu au camp de Moulay Hafid. Le sultan m'accueillit avec son affabilité coutumière et me dit pour me consoler :

- Ton ami est là, le tajer Ouaffi.

C'était, en effet Ernest Vaffier, accompagné de Berrino et de Vautier, envoyé spécial de « Paris-Journal ». Vaffier rapportait de Paris des nouvelles qui n'étaient pas encore réconfortantes, mais qui révélèrent une certaine évolution de la politique française à l'égard de Moulay Hafid. Le gouvernement envisageait la possibilité d'un compromis entre les deux frères. Des instructions nouvelles devaient être adressées au général d'Amade, suggérant la rencontre des deux sultans à Casablanca.

Le sultan confia donc à Vaffier la mission de recevoir du Général d'Amade, confirmation des nouvelles dispositions du gouvernement français. Nous repartons tous ensemble, Vaffier, Vautier et Berrino pour prendre encore une fois - la dernière - contact avec le général d'Amade.

Je ne suis plus qu'un figurant, et je m'en réjouis. J'en ai assez de ces aventures inutiles, de ces marches épuisantes à travers le bled, de ces repas sur le pouce et au beurre rance pris dans les douars, et tout cela... pour la tringle.

Les quatre roumis, habillés en arabe, marchent cette fois au pas tranquille de leurs bêtes sans courir le risque de tomber au beau milieu d'une bataille.

Vautier qui vient directement de Paris s'amuse de sa transformation si brusque en musulman et de ces repas sans couteau, ni cuiller, ni fourchette. Il n'y a qu'une serviette qu'on se repasse pour s'essuyer la bouche ou les doigts. Vautier est grand et maigre. Il nous domine de toute sa taille et il a toujours le mot pour rire avec des expressions de parisien qui nous rappellent les grands boulevards et qui jurent avec les hamdollah et les bismillah dont Vaffier, Berrino et moi accompagnons chaque ingurgitation de couscous ou de thé à la menthe. Le Maroc devait toutefois le gagner à son charme. Rentré à Paris, il y revint bientôt après et s'installa comme transporteur à Fès. Il est aujourd'hui à Casablanca, sans avoir rien perdu de ses bons mots et de son heureux caractère.

Sur la foi d'un faux renseignement, nous nous égarons sur les pistes. Nous sommes obligés de planter notre tente où nous sommes, en pleine nuit, pour ne pas risquer de tomber sur des avant-postes. Nous allumons du feu, nous buvons du thé, nous faisons griller des brochettes de foie sur la braise et comme il y a un joueur de guembri clans notre escorte, nous écoutons résonner dans la nuit les petites notes aigres d'une chanson berbère qui semble la voix du silence.

Vaffier ne s'est pas trompé. Le général d'Amade ne peut toujours pas reconnaître à Moulay Hafid son titre de sultan, mais s'il le désire, il lui permettra de venir à Casablanca, même suivi de deux mille hommes, pour y rencontrer son frère Abdel Aziz. Si l'entrevue n'aboutit pas, Moulay Hafid sera reconduit sur l'Oum er Rebia sans craindre aucune représaille.

Une deuxième proposition est à lui faire. Il sera reconnu sultan à Marrakech avec toutes les tribus du Sud comme territoire, son frère régnera à Fès avec un droit de suzeraineté sur toute l'étendue de l'empire.

Sans aucun doute, Moulay Hafid n'acceptera ni l'une ni l'autre de ces propositions, mais on peut toujours les lui faire.



Vaffier, Berrino et Vautier continuent leur route sur Casablanca, c'est moi que le général d'Amade fait appeler. Nous sommes tous deux sous sa tente. Le Général s'assoit sur un pliant, moi sur un autre.

- Voilà, dit-il, quelles propositions vous allez transmettre à Moulay Hafid, de ma part.

Il me les expose et il ajoute. « **Quant au Glaoui, vous lui direz que, si Moulay Hafid accepte de rester sultan à Marrakech en laissant son frère régner à Fès, nous le ferons nommer grand vizir du sultan Abdel Aziz. Son frère El Hadj Thami deviendra le grand Vizir de Moulay Hafid à Marrakech. Tout ceci doit rester secret bien entendu.** »

Nous nous disons au revoir, je reprends le chemin de Mechra el Chaïr où m'attendent les peaux de boucs et les passeurs noirs.

\*

**A** deux heures du matin, je mets pied à terre devant la rivière. Je fais monter ma tente pour me reposer jusqu'au jour, car les passeurs dorment, et je ne tiens pas tellement à passer le fleuve au milieu de la nuit.

Je suis à peine endormi qu'on me réveille. Si Madani veut me voir tout de suite. On réveille les passeurs. Les peaux de boucs sont dégonflées. Deux heures au moins sont nécessaires pour les regonfler en soufflant dedans avec la bouche. Ce sera trop long. Si Madani ne peut pas attendre.

On fera traverser la rivière à ma mule à la nage, et moi dessus.

L'ordre du Glaoui est impératif, je me résigne.

J'enlève ma culotte, je retrousse mes manteaux en paquets jusqu'au ventre et me voilà dans l'eau sur le dos de ma mule qui tangué comme un vaisseau sur les vagues. Trempé comme une soupe, grelottant de froid, j'arrive sous la tente de Si Madani. Il est vêtu d'une robe de nuit, assis sur un vaste lit de cuivre garni de draps. Ce qui est exceptionnel pour un Marocain.

- Dis vite, qu'apportes-tu ?

Je débite mes phrases qu'il écoute avec attention et je finis par les propositions qui le concernent. - Cela est bon ! Demain matin, tu parleras à Sidna comme tu viens de le faire, mais tu ne diras rien de ce qui me concerne. Tu le promets, tu le jures !

- Je le jure !

Le matin, je suis secoué encore une fois dans mon sommeil. J'ai mal à la tête, j'ai froid, mais le sultan commande, j'obéis.

Tout le monde est là, au grand complet : le Glaoui, Si Aïssa ben Omar, le Metougui, Bou Azzaoui et un homme en bleu, le délégué de Ma el Aïn.

Je répète la leçon apprise. J'attends la réponse. Elle arrive.

- Abadan, crie Moulay Hafid. Jamais !

\*

**C**e bain que j'ai pris dans la rivière a des suites désastreuses. Je tremble de fièvre, j'ai la respiration sifflante et la poitrine oppressée.

Le sultan m'envoie son médecin. C'est un Marocain à la barbe grisonnante, peu loquace, mais d'un plaisant aspect.

Il relève mes paupières, les examine, me tâte les côtes dans le dos et sur la poitrine, et finalement entoure mon buste d'un foulard fortement serré.

- Bois du thé très chaud, beaucoup, ne mange pas, dit-il, et il me laisse.

Dès le lendemain, je me sens délicieusement soulagé. Je pense à la plume de poule de mon nègre. Le foulard serré autour de ma poitrine a fait l'effet d'une sorte de pneumothorax, d'une efficacité presque immédiate. Nos médecins, avec leurs cachets, leurs potions et leurs ventouses ne m'eussent pas guéri en vingt-quatre heures.

Je reprends ma tranquille existence, un peu désenchanté de l'avortement de mes missions. Moulay Hafid n'ose toujours pas franchir le fleuve et sa situation paraît sans issue.

Et soudain, les nouvelles arrivées de France nous apportent la délivrance. La lettre de Moulay Hafid publiée dans le « Matin » a provoqué de vifs remous dans l'opinion et au Parlement.

Le général d'Amade devra observer entre les deux frères une neutralité absolue. Le passage de l'Oum er Rebia est libre. Moulay Hafid me doit un peu son empire.

\*

**D**ans l'action, la pensée devient paresseuse. Maintenant, l'avenir souriait à Moulay Hafid. Les divers épisodes de mes promenades, les conversations échangées éclairent ce qui me restait encore obscur de la politique des deux parties.

Le général d'Amade n'avait pas cru une minute que les propositions que je devais transmettre à Moulay Hafid seraient acceptées. L'importance de mon message était dans ces mots à dire au Glaoui « Tu seras grand Vizir et Caïd de la populeuse tribu glaoua, allié à tous les autres seigneurs de l'Atlas. » Si Madani avait un compte à régler avec le sultan Abdel Aziz et les oulémas de Fès. Il avait fourni des hommes à ses armées, organisé et commandé en personne l'expédition contre Bou Hamara, rebelle du Sud Oranais.

Il avait espéré qu'après ces services, le sultan le ferait ministre. Les Oulémas s'y opposèrent. Ils ne voulaient pas d'un chleuh dans le Maghzen.

Le Glaoui, sans rien dire, se retira dans ses montagnes. Il y couva sa rancune, bien résolu un jour ou l'autre à prendre sur ces Oulémas et leur maître, une éclatante revanche. Peut-être eût-il tenté de reconstituer une indépendante Berbérie avec les caïds berbères ses voisins, sans la conjoncture européenne. L'acte d'Algésiras plaçant le Maroc sous la tutelle des puissances rendait cette sécession difficile.

Il ne lui paraissait pas moins évident qu'une des deux puissances rivales, l'Allemagne ou la France, finirait par occuper son pays. S'allier à l'une d'elles, l'aider à renverser un pouvoir qui l'avait si honteusement humilié devint alors son but.

Il avait déjà pris contact avec nous, lors de son expédition contre Bou Hamara. Ernest Vaffier l'avait accompagné dans le sud oranais et rapatrié par le port d'Oran. Une vive amitié liait depuis les deux hommes. Si Madani se décida à jouer la carte de la France.

Après tout, que représentaient, pour ce Berbère, le Sultan, les Oulémas et toute la clique chérifienne, sinon les envahisseurs de son pays ? N'avaient-ils pas obligé ses ancêtres, légitimes possesseurs du sol, à se réfugier dans les montagnes pour échapper à la répression arabe ? Ils n'étaient que des vaincus, n'ayant jamais pris aucune part à l'administration de leur patrie. Ces Berbères, délivrés du joug arabe, n'amélioreraient-ils pas leur sort en changeant de maître ?

La décomposition de l'empire était telle que le moindre événement en ferait craquer la vieille armature.

Les meurtres de Casablanca lui fournirent l'occasion tant attendue. Nul autre n'aurait pu mieux imaginer comment pousser à la dérive, pour nous le livrer, un pays sans gouvernement. Tout lui sert. Moulay Hafid subit les influences de l'Allemagne. Dans l'esprit de Si Madani, l'argument sera décisif pour pousser Moulay Hafid, encore hésitant, à la révolte. Fort d'un concours aussi puissant que celui du Kaiser, comment ne réussirait-il pas à détrôner son frère ? Et le Glaoui en devient le ministre à la manière du nautonier qui mène son navire au naufrage.

La proclamation de la guerre sainte va soulever toutes les tribus, créer un état de trouble à la faveur duquel nos armées devront nécessairement intervenir, qu'elles le veuillent ou non, sous la poussée des événements.

- Ce que vous voulez, dira Jaurès à la tribune de la Chambre, c'est entretenir au Maroc un trouble permanent pour justifier vos interventions et en faire progressivement la conquête.

Jaurès voyait venir la guerre au bout de l'affaire marocaine, une guerre qui aurait pu finir par l'anéantissement de la France. Il n'en voulait pas courir le risque pour le maigre enjeu du Maroc. Mais si nous ne l'avions pas occupé, ce Maroc, l'Allemagne l'aurait fait à notre place, l'Afrique du Nord eût été perdue, la France déchu de son rang de grande puissance. Si redoutable que fût le risque, il fallait le courir.

Jaurès avait toutefois vu clair dans notre politique marocaine. Ce qu'il prévoyait, c'est exactement ce qui est arrivé.

Les Allemands, les premiers, y ont mis la main en excitant contre nous le fanatisme des tribus. Nous ne devions pas dépasser les limites de la Chaouia. Nous allons cependant à Azemmour parce qu'un homme de la Chaouia y est assassiné par les Doukkalas. Nous occupons les Zaers pour venger la mort du lieutenant Méaux, nous poussons jusqu'au Tadla pour nous saisir de l'agitateur Ma El Aïn, nous allons enfin à Fès, en 1911, pour réprimer la révolte des Beni M'Tir et des Cherardas, révolte qui met en péril la personne même de Moulay Hafid. Mais qui l'a provoquée, cette révolte des Beni M'tir et des Cherardas ? Je le raconte dans un prochain chapitre, c'est Si Madani le Glaoui, devenu enfin Grand Vizir. Nous avons tenu notre promesse.



**O**n ne s'étonnera plus des extraordinaires faveurs dont ont joui, depuis ce temps, les deux frères Glaoui : Si Madani aujourd'hui défunt et El Hadj Thami, maintenant pacha de Marrakech. Nous leur avons conservé, en échange de leurs services, leurs prérogatives féodales.

Dans son livre « Le Maroc Sans Masque », Gustave Babin s'indigne de la nomination d'El Hadj Thami par Mangin en 1913, au poste de pacha de Marrakech. Son attitude, à l'égard de l'agitateur El Hiba, n'avait pas paru très franche. Le consul Maigret et nos compatriotes, emprisonnés par El Hiba, avaient été sauvés par le pacha d'alors, Si Driss ben el Hadj Menou.

Apprenant que l'agitateur avait donné l'ordre aux gardiens d'égorger leurs prisonniers avant de s'enfuir, Si Driss accourt avec ses cavaliers, bouscule les gardes et délivre ainsi les Français.

Ému, Maigret serre le pacha dans ses bras et l'embrasse.

Quand le colonel Mangin pénètre dans Marrakech, tout le monde pense qu'il confirmera Si Driss Menou dans ses fonctions. Lorsqu'il va le faire, en sa présence même, Maigret tire le colonel par sa manche. Ils s'écartent, ils causent et quand Mangin revient, à la stupéfaction de tous, c'est El Hadj Thami qu'il nomme.

Le consul était porteur des consignes diplomatiques.

**L'**HISTOIRE de cette période qui a précédé le Protectorat est encore à écrire. C'est un chef-d'œuvre de diplomatie, conçu et réalisé par quelques hommes, Henri Gaillard, consul de France à Fès, Si Kaddour ben Ghabrit, et le ministre Eugène Régault. Celui-ci succède en 1906 à Saint René Taillandier à l'heure où le Maroc, après la visite de Guillaume II à Tanger et la signature de l'acte d'Algésiras, semble perdu pour la France. Il s'en va six ans plus tard avec la signature du Protectorat dans sa poche.

En dépit de la timidité du Quai d'Orsay, des promesses répétées du gouvernement d'évacuer bientôt la Chaouia, ces hommes ont réussi à monter une mécanique si ingénieusement réglée que les événements leur ont obéi et qu'à la fin, le Maroc ne pouvait plus être que français.

Il appartient alors à Lyautey d'en faire l'empire d'aujourd'hui.

Des nouveaux venus, qui se mêlent de commenter le passé, prétendent que l'oeuvre lyautéenne a préparé au Protectorat des lendemains difficiles. C'est méconnaître les véritables causes de nos embarras actuels. Lyautey a fait le Maroc pour une France forte. À qui la faute si la France n'est plus une France forte ?

Je me réjouissais des heureuses nouvelles. Je repasserais une dernière fois l'Oum Rebia. Je connaissais ces plaines et ces montagnes mystérieuses que nul Européen n'a jamais encore traversées.

Un homme de Si Madani entre sous ma tente.

- Tu viens d'être malade. me dit-il. Le caïd veut que tu partes pour Marrakech afin de t'y reposer quelques jours. On t'a préparé une maison.

Il est vrai que je me ressentais de mon bain dans la rivière. Un séjour à Marrakech ne me déplaisait pas. J'y arrivai aux premières heures de la nuit, et fus conduit auprès d'El Hadj Thami, pacha de la ville.

En buvant une tasse de café, il m'entretint de la nouvelle qui permettait à Moulay Hafid de prendre enfin la route de Fès.

Un de ses domestiques m'accompagne dans la médina pour me mettre en possession de la maison. Trois chambres vastes et très hautes dont l'une sommairement garnie d'un tapis, d'un matelas et de coussins. Elle donne accès sur un riad planté d'orangers, d'apparence abandonné.

J'y passe la nuit et la journée du lendemain. La nuit suivante, vers deux heures du matin, un bruit infernal secoue ma porte. Mes nègres vont ouvrir. Deux hommes entrent.

- Vite, me disent-ils, il faut t'enfuir. Les gens du quartier ne veulent pas de roumis...

On rassemble mes affaires, je trouve devant ma porte mes mules sellées et trois cavaliers du pacha. Nous prenons la route de Safi. Je suis éberlué de ce brusque départ, il cache un mystère. Dès que nous sortons de Marrakech, mes nègres m'apprennent que cette comédie a été imaginée par le Glaoui. Je possède un secret. Je pourrais le dévoiler à Moulay Hafid. Il m'éloigne de sa personne.

Cependant, à mon arrivée à Safi, une lettre de Si Aïssa ben Omar, grand maître de la région, m'y attend. Le Sultan me donne l'ordre (iamerek) de retourner à Marrakech. L'ordre ? Le mot me choqua. Je pris le bateau pour Tanger.

\*

**J**e ne restai que deux jours à Tanger. Un télégramme du « Matin » m'enjoignait d'aller interviewer le Sultan Abdel Aziz à Rabat.

Avant mon départ, je suis convoqué à la Légation de France par le ministre Regnault. Il veut connaître dans ses détails mes dernières entrevues avec le général d'Amade ainsi que les réactions du Sultan et du Glaoui. Je lui révèle le nouvel état d'esprit des tribus que je viens de traverser au cours de mon voyage de retour par Marrakech. Saignés à blanc par Moulay Hafid, les Rehamnas regrettent, comme je l'ai dit, le règne débonnaire d'Abdel Aziz. Les Seghar-nas n'attendent qu'une occasion de prendre leur revanche. Les Abdas mêmes, dont le caïd Si Aïssa ben Omar s'est cependant rallié à Moulay Hafid, ne m'ont pas caché qu'ils préféreraient Abdel Aziz.

- Croyez-vous, me demande le ministre, que ce dernier serait bien accueilli s'il tentait de reconquérir Marrakech ?

- Je n'en doute pas. Les Marocains ont gardé le meilleur souvenir d'Abdel Aziz; il a été un bon sultan, il n'a jamais exigé des tribus des impôts trop lourds et n'a jamais eu recours, comme ses prédécesseurs, à la force. Le ralliement des tribus à Moulay Hafid ressortit aussi bien à la fièvre de xénophobie qui les a toutes embrasées après le débarquement des Français à Casablanca, qu'à la crainte des représailles de Moulay Hafid. Elles regrettent aujourd'hui le bon vieux temps d'Abdel Aziz.

Quand, quatre mois plus tard, Abdel Aziz tentera l'aventure, avec une armée laborieusement reconstituée, il suivra exactement l'itinéraire que j'ai indiqué à M. Regnault.

Il sera reçu avec enthousiasme par les Rehamnas et les Segharnas. Il serait entré sans coup férir à Marrakech s'il n'avait commis la faute de faire un crochet en direction de Demnat.

Ce retard permit au Glaoui d'accourir à marches forcées de Fès, de rassembler ses Berbères et de fondre sur la fragile armée d'Abdel Aziz. Elle se débanda sans combattre. Le malheureux sultan et son grand vizir El Mokri ne durent leur salut qu'à une fuite précipitée en abandonnant tous leurs bagages. Arrivé à Settat dans un état lamentable, sans argent sans plus d'armée, Abdel Aziz dut abdiquer.

\*

**R**ABAT était alors une cité plus agréable à habiter que Casablanca. La ville était bâtie sur une pente ; les rues montueuses, étroites et pavées de cailloux longeaient de grands murs nus, percés de loin en loin de petites portes peintes en vert.

L'oued Bou Regreg, en la séparant de Salé, la ceignait d'une écharpe limoneuse. A son embouchure, ses eaux se butaient aux lames de l'océan et formaient une barre qu'on ne pouvait franchir que par beau temps.

Comme à Casablanca, les navires jetaient leur ancre au large et les bateliers traversant la barre invoquaient Dieu, en de courtes et retentissantes prières.

Le consulat de France avait son siège au fond d'un sombre cul-de-sac. Il avait pour hôte M. Leriche. Savant arabisant, le consul jouissait auprès des lettrés marocains d'une grande considération.

Il s'intéresse à mes aventures, je constate avec joie qu'il aime les Marocains autant que je les aime. Il me communique une curieuse lettre à lui adressée par le Caïd des Ziaida. Elle disait: « Au très savant, au très honorable, au très grand ami, le consul Leriche. Et ensuite, je t'apprends qu'au cours d'un combat, j'ai reçu une balle dans la cuisse, mais que la blessure ne m'empêchera pas de venir bientôt te voir à Rabat. Que Dieu soit avec toi. Salut ».

Ce caïd se battait contre les Français, mais l'amitié qui le liait à la personne du consul de France n'en était pas atteinte. Les anciens prenaient autant de soins de l'amitié que de la justice, au dire d'Aristote. Dans notre société européenne, le sens de l'une et de l'autre semble perdu.

Avec la bonne grâce qu'il apportait à toutes choses, M. Leriche me conduisit un soir au palais du Sultan Abdel Aziz. Sous une voûte, debout entre deux portes, Abdel Aziz nous entretient. Les deux frères n'ont aucun trait de ressemblance. Celui-ci est pâle, un peu joufflu, presque imberbe, de larges paupières voilent son regard. Il n'a pour son frère aucun mot de rancune ou de colère.

Il dit, avec mélancolie :

- J'ai voulu conduire mon pays dans la voie du progrès, mon frère l'a conduit dans celui de la révolte.

En réalité, le règne d'Abdel Aziz avait été trop heureux. Rassasié des plaisirs que lui permettaient les traditions, il avait voulu connaître au contact de quelques Européens qui l'entou-

raient ceux d'une civilisation plus avancée. Le docteur Veyre l'avait induit en tentation. Mais ces fantaisies nouvelles coûtaient cher. Quand il fallait payer ses armées, la caisse était vide.

Abdel Aziz emprunta sans songer qu'un jour ou l'autre, il faudrait rendre. Ses créanciers étaient des puissances qui tenaient plus au gage qu'au capital emprunté.

Chaque prêt, sous prétexte de réformes, était suivi d'un empiètement des prêteurs dans l'administration du Maghzen. Missions militaires, organisations des tabors sous la direction d'officiers étrangers, cession de grands travaux des ports, contrôle des recettes douanières. Cette intrusion des chrétiens réveilla le fanatisme des populations, provoqua le meurtre du docteur Mauchamp, celui des ouvriers du port de Casablanca, la révolte de Moulay Hafid, la fin de son règne.

\*

**I** l n'y avait pas huit jours que j'étais à Rabat, en cet Hôtel de France tenu par Beulaigue et dont j'étais l'unique pensionnaire, que je reçus un nouveau télégramme du « *Matin* » :

- Tâchez assister entrée Moulay Hafid à Fès.

A Fès ? L'entreprise était périlleuse.

L'approche de Moulay Hafid avait soulevé toutes les tribus environnantes. Les routes étaient coupées, nul voyageur venant de Rabat ou de Tanger ne pouvait approcher de la capitale. Les tribus du Nord restées fidèles à Abdel Aziz se battaient avec celles, autour de la capitale, ralliées au nouveau Sultan. Cet état de guerre entre les deux zones rendait difficile le passage de l'une à l'autre.

J'étais aussi mécontent d'être arraché à cette pause délassante que des amitiés rendaient si agréable.

J'avais retrouvé à Rabat un ami de Tanger, Biarnay, le premier berbérissant de ce temps. Tous les idiomes chleuh lui étaient connus. Du Rif à l'Atlas, il avait parcouru les territoires berbères et vécu des mois sous les maisons de pisé pour relever les variations de leur langage.

Il logeait près du cimetière d'Elalou, dans une maison marocaine composée de longues et étroites pièces garnies de tapis, encombrées d'ustensiles de cuivre et de silex taillés.

Il hébergeait là de jeunes femmes berbères, venues de régions différentes, et poursuivait ses études en mêlant l'utile à l'agréable.

Elles avaient toutes le même teint sombre, mais se distinguaient par leurs tatouages, la forme du nez, l'ovale de leur visage. Je ne cessais d'admirer l'une d'elles, native de Ouauizert. Des yeux immenses, un sourire qui découvrait des dents admirables, la peau comme dorée au four.

Un soir, rentrant dans ma chambre, je la trouvai accroupie devant ma porte. Elle avait été sensible à mon admiration, elle était venue... O vieux Maroc ! Paradis à jamais perdu !

Je rencontrai aussi à Rabat le docteur Jules Mauran dont le nom a été donné à l'hôpital indigène de Casablanca et M. Gaston Bernaudat, récemment décédé dans sa quatre-vingt deuxième année.

Venu au Maroc en 1897, comme instructeur des soldats d'Abdel Aziz, Bernaudat avait pris sa retraite à Rabat et y représentait la Compagnie Marocaine.

Pratiquant avec simplicité les vertus éminemment françaises de probité, de labeur et de générosité, il faisait en sa personne aimer la France. Il a laissé derrière lui le plus beau legs qu'un homme puisse faire à sa patrie : trente cinq enfants et petits-enfants.

\*

**I**l me fallait donc repartir, et vers quels nouveaux avatars ?

M. Leriche m'indiqua la route de Lalla Ito où campait la dernière armée d'Abdel Aziz. Je devais y trouver la mission militaire française commandée par le capitaine Ben Sedira. Je remonte sur ma mule, suivi de mes deux nègres. Nous traversons sans encombre la forêt de la Mamora et atteignons après deux jours de marche la mehalla d'Abdel Aziz. À ma vue, le capitaine Ben Sedira pousse des cris :

- Vous êtes fou ! Vous ne ferez pas un kilomètre au-delà du camp sans être massacré par les hafidistes. D'ailleurs, j'ai des ordres. Je ne puis vous laisser passer. Si vous m'y contraignez, j'emploierai la force.

Je comprends à son attitude que je n'ai qu'à me résigner.

La mission française est composée du capitaine et de trois sous-officiers dont deux Français. Alingrin et celui qui, s'illustrant plus tard lors des massacres de Fès, devint le commandant Pizani. Je suis reçu par eux avec bonne grâce. J'apprends en effet, qu'autour de cette maigre armée, l'agitation des tribus est intense. Les désertions réduisent chaque jour ses effectifs: il lui faudra bientôt plier bagage.

Je reprends mon chemin par la forêt.

- Gare aux mauvaises rencontres, me dit le capitaine, en m'accompagnant jusqu'à la lisière du camp. La Mamora est pleine de mes déserteurs.

Mon nègre Salem prend les devants, à cinquante mètres de distance, l'autre me suit à distance égale. Nous nous engageons entre les chênes-lièges, médiocrement rassurés.

J'ai ma choukara pleine de douros et porte le poignard en or de Moulay Hafid. Je n'ai pas d'arme. Je n'aurais pu résister à mes deux nègres si ma petite fortune les avait tentés. Ils se font au contraire mes vigilants gardiens et je rentre à Rabat seulement désappointé de mon échec.

C'est un point d'honneur pour un journaliste d'accomplir la mission qu'on lui a confiée. Les jours passent. Je vais rater l'entrée de Moulay Hafid à Fès. Je ne m'en console pas.

M. Leriche a pitié de mon désespoir.

- Je ne vois qu'un moyen de vous permettre d'arriver à temps, me dit-il, c'est de traverser les Zemmours. Mais je vous préviens, personne n'y a jamais passé, ni Européen ni indigène. La tribu est dissidente, elle n'admet chez elle aucun étranger. Malgré cela, si vous voulez tenter l'aventure, je puis vous procurer un guide. Au préalable, vous me signerez une lettre pour dégager ma responsabilité.

Me voilà rasséréiné. Ma confiance en M.Leriche est telle que je n'hésite pas une minute à lui écrire la lettre demandée.

Le lendemain matin, je vais au consulat rencontrer mon guide. J'aperçois dans un coin du bureau, accroupi sur le parquet, un homme vêtu de sordides haillons ; son crâne rasé s'entoure d'une mince corde brune, il est pieds nus. A en juger par ses grattages, son corps doit être aussi couvert de vermine.

Je crois à une plaisanterie.

- Croyez-vous que je plaisanterais pour le voyage que vous allez entreprendre, me répond sévèrement le consul. Il ajoute: Là où cet homme passera, vous passerez.

Ce mendiant était un chérif dont je pus apprécier bientôt l'extraordinaire influence. Nous traversons Rabat sur nos mules, le mendiant à pied, au milieu de nous; il n'a pas voulu de monture. Quelques heures plus tard, nous atteignons les Zemmours dans la forêt de la Mamora.

J'ai un peu d'appréhension à la vue du premier douar qui se présente sur notre chemin. Nous faisons halte sous les épais ombrages des vieux arbres. Notre guide nous laisse, pénètre seul dans le village, et revient quelques minutes plus tard avec deux personnages que je salue sans qu'ils daignent me répondre.

Sur l'invitation du guide, je leur donne quatre douros; ils nous accompagnent jusqu'au douar suivant, nous quittent, et la même cérémonie recommencera jusqu'à Meknès. On ne nous permet pas de passer la nuit dans les douars. Notre tente est plantée à une centaine de mètres de la zriba. On nous sert un repas médiocre, des oeufs frits dans du beurre rance et, pour dix douros, j'obtiens que quatre gardiens armés de fusil veillent sur nous et nos bêtes.

Nous laissons loin derrière nous la Mamora. Nous avançons maintenant à travers des collines et des vallons aussi dénudés que ceux des Abdas et des Chaouïa. C'est bien la même race qui les peuple, insouciant et paresseux, n'aspirant à tirer du sol que le nécessaire à sa subsistance. Les hommes, le crâne nu entouré d'une corde, portent de grandes houppes de cheveux sur les tempes. Elles leur donnent un aspect farouche, mais leur hospitalité reste cordiale... Dans les tribus soumises au Maghzen, les bavardages n'en finissent plus; chez ces Zemmours, personne ne me questionne. Ils ne me demandent ni qui je suis, ni d'où je viens, ni où je vais. Je paie leur accueil le prix demandé : nous sommes quittes.

Mon mendiant même ne m'adresse aucune parole. À certaines heures, il nous arrête, s'éloigne et nous l'apercevons en prière. Il revient, nous repartons, son indifférence à mon égard est telle que je chercherais en vain quelques jours après à me rappeler son visage.

La dernière nuit, nos gardiens se livrent à de furieuses fusillades.

- Tu vois, disent-ils au matin, comme nous t'avons bien gardé des voleurs qui voulaient prendre tes mules.

Cette vigilance se paie par quelques douros de plus. Je n'en suis pas dupe, je suis trop heureux qu'ils ne les aient pas volées eux-mêmes. Avant le coucher du soleil, le troisième jour, j'arrive devant les superbes portes de Meknès.

Longtemps après je rencontrais à Casablanca M, Leriche.

- Quand vous êtes arrivé à Meknès, me dit-il, j'ai poussé un soupir de soulagement, car vous avez fait, sans vous en douter, une chose extraordinaire. Vous êtes le premier homme qui ait traversé les Zemmours.

- Et avec un mendiant ! dis-je. Où l'avez-vous déniché ?

- Je l'ai un jour arraché des prisons maghzen sur l'intervention de hauts personnages zemmouri. Je pouvais compter sur sa reconnaissance.

Je crois, plutôt, que bien des légendes sont à réviser... Aucun pays ne fut plus hospitalier que le Maroc, pourvu qu'on en respectât les coutumes et qu'on sût à bon escient, ouvrir sa bourse.

Que de livres on a écrits sur l'insécurité de ce pays.

Il est vrai que, fréquemment, pour des motifs futiles, histoires de femme ou « bechara » ou seulement l'envie de prendre le bien du voisin, les tribus se battaient entre elles. Il y avait des morts, les noualas brûlaient. Mais qu'on demande aux millions de veuves, d'orphelins et de déportés des deux dernières guerres s'ils n'eussent pas préféré l'insécurité du Maroc à la sécurité de l'Europe ?

Seulement, en Europe, on ne fait que le gros, on ne fait pas le détail.

\*

**A** l'entrée des portes de Meknès, nous sommes arrêtés par les gardes qui s'enquêtent de mon identité. Je me flatte d'être un ami de Moulay Hafid. On me fait attendre. Enfin paraît un mokhazni. Je peux passer. On me conduit dans une maison assez dé-



labrée où je m'installe de mon mieux avec mon matériel de campement.

Le lendemain, je me rends au palais; je me fais annoncer à Moulay Hafid. Il ne me fait pas appeler. Je suis tombé en disgrâce. Toutefois, il tolère ma présence dans la mehalla qui, le jour même, se met en marche dans la direction de Fès.

Nous campons près des ruines de Volubilis. Elles n'étaient alors qu'un amas de vieilles pierres écartelées par des poussées de jujubiers sauvages, de ronces et d'herbes folles. Une grande partie de la ville de Meknès a été construite avec ses matériaux. Il ne restait que d'informes décombres. L'invasion arabe s'est superposée à l'invasion romaine pour en détruire les oeuvres.

J'étais parti seul pour parcourir ces débris augustes. Assis sur une pierre comme Marius sur les ruines de Carthage, je cherchais à découvrir quelque motif resté net de l'architecture romaine. Leur disparition était totale. Des lézards zébraient parfois de leur course rapide une dalle ensoleillée et j'entendais sous les herbes le glissement furtif d'une couleuvre. Mais le silence même, sur cet écroulement, rappelait ce qui fut jadis une vivante cité comme le silence des tombes rappelle le vivant dont elle conserve les restes.

Tout d'un coup, ma méditation s'envola à la vue d'une longue colonne de silhouettes blanches gravissant les pentes du Zerhoun.

Le parasol rouge s'élevait au-dessus avec de petits mouvements ondulatoires.

Le sultan était en promenade.

Je rejoins la procession par curiosité, aimant à me mêler à cette foule dont je portais le costume avec une pensée si différente. Une ville au loin apparaissait, telle une couronne blanche posée sur la montagne. J'en ignorais le nom et ne voulais point le demander de crainte que mon accent révélât le roumi que j'étais. À deux kilomètres environ avant de l'atteindre, nous passons une muraille qui la contourne tout entière. Nous sommes maintenant, devant les portes de la cité; les cavaliers mettent pied à terre, se prosternent, baisent le sol, puis, les bras levés, répètent deux fois :

- Ya Moulay Idriss ! Ya Moulay Idriss !

J'ai soudain la révélation que je suis entré dans la cité sainte où repose le grand fondateur de Fès. Je n'ignore pas que nul chrétien n'en peut franchir le seuil. La muraille laissée derrière nous a marqué la limite où doit s'arrêter sous peine de mort, tout non musulman. Et je suis là, pourtant, innocemment aventuré en ce lieu redoutable, Je m'arrête, je descends de ma mule, je baise le sol à mon tour, je crie « Ya Moulay Idriss ! Ya Moulay Idriss ! » Je me relève, surpris de la ferveur soudaine que j'ai mise à invoquer le plus grand saint de l'Islam. Je me laisse entraîner par le flot qui, doucement, avance dans la ruelle montante et rugueuse. Voici le sanctuaire vénérable où les Croyants descendent pour poser leurs lèvres sur la pierre tombale. Je n'entre pas : Moulay Hafid y est resté en prière. Ses gens m'auraient infailliblement reconnu.

Je sors de la cité par la porte du nord. Je disparaiss sous les oliviers innombrables qui parent de leur verdure sombre les flancs de la montagne. C'est là, jadis, que Jugurtha se réfugiait, fuyant les légions de Marius. Il ne reste rien de leur grande histoire. Leur souvenir ne s'y est pas tout-à-fait perdu pourtant, puisque, à cette minute même, en les évoquant je faisais revivre leurs ombres.

Rentré sous ma tente, mes nègres me saluent d'un cri triomphal.

- Tu es allé à Moulay Idriss et il ne t'est rien arrivé. Tu as la « baraka ».

Je m'étonne qu'ils soient déjà informés de mon imprudence. La « baraka », hélas, était un désastre. J'avais été reconnu dans la foule et, si rien ne m'était arrivé, c'est que je bénéficiais encore de la protection de Moulay Hafid. Mon sacrilège n'allait pas rester impuni.

Des cavaliers du Glaoui mettent bas ma tente et m'intiment l'ordre de m'en aller. Mes protestations sont inutiles. J'en prends mon parti. Je ne suis plus très loin de Fès, je m'y rendrai comme un voyageur ordinaire et j'assisterai quand même à l'entrée de Moulay Hafid.

Mais la mesure prise contre moi est plus sévère. Des cavaliers reçoivent la consigne de me conduire à El Ksar. Je n'entrerai pas à Fès !

Quel « ratage », après tout ce que j'avais entrepris pour réussir !

Nous couchons le soir dans un douar. Mes nègres se refusent à décharger les mules de leurs bagages. Salem me fait des yeux un petit signe; il me réserve une surprise. Vers le milieu de la nuit, il m'éveille. Nos cavaliers d'escorte dorment profondément. Nous prenons nos bêtes par la bride, nous gagnons sans bruit la campagne. Nous nous arrêtons prudemment au petit jour pour reprendre notre route le soir. Le lendemain, 7 juin 1908, vers le milieu du jour, nous atteignons enfin les pentes du Zalagh d'où nous apercevons de son promontoire le splendide panorama de la cité sainte.

On ne peut assister qu'une fois dans sa vie à un aussi prodigieux spectacle. Vêtues de leur plus riches habits, toutes les femmes de Fès se sont groupées sur les terrasses. Elles forment une assemblée de couleurs mouvantes dont les reflets de rubis, de turquoise et d'émeraude mêlés à la blancheur des voiles s'élèvent comme des flammes sous l'ardent soleil du midi. Puis, quand le sultan paraîtra dans la poussière rouge de la route, les you-you frénétiques, jaillis de trente milles poitrines, aboliront le temps et l'espace. Et je sentirai passer dans un souffle, l'âme turbulente de l'Islam.



**J**E ne restai qu'un jour à Fès, caché dans le mellah. La disparition subite de mon nègre Salem m'incita à reprendre le plus rapidement possible le chemin. d'El Ksar. A-t-il préféré retourner chez les siens ? A-t-il été arrêté pour avoir favorisé mon escapade ? Je ne cherchai pas à le savoir.

Mon fidèle compagnon Hamma Hiddine se fit fort de me conduire à El Ksar sans nous embarrasser d'un guide. J'y arrivai deux jours après.

Il n'y avait pas encore d'hôtels dans ces petites cités marocaines. Des familles juives recevaient chez elles les étrangers de passage.

Je fus reçu par l'une d'elles, avatagée d'une jolie fille connue de toute la ville sous le nom de la belle Meriem. Elle ajoutait son accueil tendre au vivre et au couvert. Je retrouvai aussi à El Ksar Louis Boisset, agent consulaire et receveur de la poste française. Nous étions tous deux de Médéa, nous avions usé nos culottes sur les mêmes bancs de l'école, nous étions heureux de nous revoir. Il avait épinglé dans le couloir de sa maison une gravure de « La Vie Parisienne » : « La Maîtresse diligente ». C'était une jolie fille aux yeux bleus. Elle laissait apparaître, sous ses légers voiles, les ondulations de sa chair blonde. En passant devant ce tableau, nous gardions, Boisset et moi, quelques secondes de silence. Cette jolie fille, c'était la France.

## TROISIEME PARTIE

### LA NAISSANCE DE CASABLANCA

*Crescam et lucebo*

**A** PRÈS mes aventures auprès de Moulay Hafid, de nouvelles misères, des misères à répétition, vont commencer. Elles marqueront, chaque fois, une des étapes de l'évolution de Casablanca.

Combien en reste-il, des Français de 1908 et 1909 qui ont vu sortir de ses langes notre orgueilleuse cité ? Une douzaine peut-être et je n'en suis pas sûr. J'essaie, dans les pages qui vont suivre, de dire comment nous vivions et quels types de Français furent les premiers arrivés. On les a représentés sous les traits de mauvais garçons désireux de cacher leur passé. Il y en eut certes, mais une infime minorité, et qui ne furent pas les moins prompts à se mettre à l'ouvrage.

La grande majorité des autres étaient peut-être des aventuriers, mais sans aucun doute des honnêtes gens. Leur mérite est d'être venus pauvres dans un pays où il n'y avait rien, ni personne. On trouve toujours à s'employer dans une grande ville où l'activité des habitants se déploie dans toutes les branches de l'économie. Mais, dans le Casablanca de ce temps, il n'y avait rien, ni commerces, les seuls existants étant accaparés par les autochtones, ni population assimilée, ni administration, ni police.

Il fallait tout sortir de soi-même, imaginer, créer, inventer la vie. Voilà surtout ce que j'ai entrepris d'écrire : l'histoire des initiatives individuelles dont la somme a fait le Casablanca d'aujourd'hui.

\*

**A** UX premiers jours du mois de juillet 1908, le « Matin », envoie Hubert Jacques à Tanger, centre des informations diplomatiques. Je le remplace à Casablanca, centre des informations militaires.

Je sens, en reprenant mes vêtements européens, que je viens de vivre la plus heureuse période de ma vie et que les Marocains, en même temps, ont franchi le stade de l'heureuse enfance.

J'avais assisté aux derniers efforts de survie du vieux Maroc ; j'allais le retrouver, à Casablanca, avec un nouveau visage.

Quand j'y retournai, onze mois après les troupes du général Drude, la ville avait gardé ses mêmes perspectives extérieures: ses vieux remparts portugais, ses doubles portes coudées à dessein, pour n'en point laisser sortir les charpentes des maisons.

Au pied des remparts, la mosquée de Sidi Belyout s'incrustait dans un vaste cimetière aux contours indéterminés. On distinguait à peine, au milieu des herbes, les pierres posées à la tête et aux pieds des morts. Les Arabes n'entretiennent pas les tombes. Ils laissent à la nature le soin de les conserver ou de les détruire.

Quelques koubas dressaient leur coupole blanche sur la nudité de cette nécropole.

Un ruisseau, l'oued Bouskoura, s'insinuait à travers les sépultures et, contournant le tombeau

du saint, se perdait en nappes fangeuses dans la mer. De ce côté, les dunes de sable recouvraient les premières rangées des tombes et, de l'autre côté, les jardins gagnaient aussi sur elles par les reports de terre pratiqués par les jardiniers.

Dans ces jardins, ne poussaient que ces longs radis roses appelés khizzo, des artichauts épineux, des tomates dont les fruits n'étaient pas plus gros que des prunes et, par contraste, des courges qui devenaient, en mûrissant, grosses comme des cruches.

Des tournesols, d'un jaune d'or, poussaient au-dessus des carrés de verdure; leurs corolles épanouies suivaient l'orbe du soleil en tournant lentement sur leurs tiges.

On distinguait le cours de l'oued au ruban de roseaux et d'ajoncs qui en garnissait les bords. Par endroits, la poussée végétale était coupée de larges pierres plates sur lesquelles dansaient les hommes pour laver leur linge.

Au débouché de la porte principale dite « Bab el Souk », sur l'emplacement où s'élève aujourd'hui l'hôtel Excelsior, était l'abattoir. On égorgeait les bêtes en plein vent sur un terre-plein cimenté. On les suspendait aux crochets de fer d'une potence; l'oued charriant les entrailles, gardait sur son parcours la couleur du sang, et les légumes qu'il arrosait donnaient le ver solitaire.

L'usine du Grand Socco (passage Sumica), fraîchement construite par le docteur Veyre, érigait sa façade neuve un peu plus haut, à un coude de la rivière. On entendait en s'approchant le ronronnement des machines et des moteurs. Puis c'était le marché aux bestiaux (Place Edmond-Doutté), vaste terrain sans clôture où l'on rassemblait pour y être vendus, les chevaux, les mules, les moutons, les bêtes à cornes, les chameaux.

Au delà, l'espace ne présentait que la vacuité d'un désert, des surfaces pierreuses, des chaumes, vestiges d'une maigre moisson.

Ce qu'on appelait déjà la « Place de France » n'était qu'un amoncellement de branlantes baraques ou de tentes faites de morceaux de sacs cousus ensemble.

On y vendait pêle-mêle des œufs, des poulets, des quartiers de chevreau ou de mouton, des galettes de semoule, des dattes écrasées, des sauterelles grillées. On y voyait aussi des ferreurs de mules, des marchands de remèdes, des arracheurs de dents et, l'après-midi, des conteurs d'histoires, des joueurs de guembris, des charmeurs de serpents.

La place s'adossait d'un côté aux remparts de la ville, de l'autre à l'enceinte d'un fondouk. De bout en bout, latéralement, un petit chemin de fer à voie de 0 m. 50 la traversait avec, pour locomotive, un mulet.

Le train était composé de quatre wagonnets sur lesquels avaient été rivés des bancs de bois, accolés dos-à-dos, pour y recevoir quatre personnes. Les Marocains l'avaient appelé : babor el berel (le vapeur au mulet).

La foule fut dense le jour où l'inaugura le général d'Amade, le 12 septembre 1908. J'étais du voyage. Des drapeaux flottaient sur les toitures des wagonnets et le coup de sifflet du départ fut donné par un tringlot, à cheval sur le mulet enrubanné.

- Hue ! Huhau ! Hue !

Le train s'envola sur ses rails en gémissant de toutes ses ferrures. Telle fut la première victoire du progrès sur la route.

L'Acte d'Algeciras nous interdisait tout autre mode de transport et ce petit chemin de fer ne pouvait servir qu'aux militaires. Toute entreprise de service public, transports, éclairage, distribution d'eau devaient faire l'objet d'une adjudication internationale.

La route de Médiouna s'amorçait sur la place de France, devant la porte d'un fondouk appartenant à un négociant autrichien ou anglais, le tاجر Lamb.

Les voyageurs y logeaient et parquaient leurs bêtes. Le sol disparaissait sous l'épaisseur des immondices. Des boutiques suivaient, accaparées par des marchands juifs de céréales : orge, blé, pois chiches, lentille, etc. Elles devaient bientôt disparaître et céder la place au « Café Glacier », au magasin de quincaillerie Ré et Besnier, à la succursale de la Banque Lyonnaise créée par Antoine Mas et son fondé de pouvoirs Louis Grimaud.

Envoyé par le gouvernement français dès 1907, Antoine Mas, banquier à Condrieu, vint fournir l'appoint de ses capitaux à notre communauté naissante.

Tous, ou presque, nous étions pauvres. Nous ne pouvions pas donner à nos initiatives l'ampleur dont notre politique marocaine avait besoin pour légitimer notre présence. C'est aux capitaux lyonnais que Casablanca dut ses premières réalisations immobilières. Antoine Mas construisit le premier immeuble à étages, créa dès 1909, la ferme des Oulad Salah, celle des Ouled Saïd et des Zaërs, établit les lotissements de Rabat et de Meknès. Son mérite est d'avoir eu confiance, d'avoir compris à quel magnifique avenir le Maroc était destiné.

Un adolescent, alors, l'accompagnait qu'on appelait Pierrot. C'était son fils. Il devait étendre plus tard avec autant de persévérance que d'éclat l'oeuvre du père, devenir l'animateur de la gigantesque entreprise des Imprimeries Réunies et des principaux quotidiens du pays.

À l'angle des remparts, au débouché de la Place de France, s'ouvraient deux chemins, l'un bordé d'aloès s'en allait au camp militaire, l'autre conduisait à trois petits cimetières, celui des Espagnols, celui des Français et, lui faisant face, celui des protestants anglicans. Seul, ce dernier subsiste, les Anglais s'étant refusés à exhumer et à transférer leurs morts à El-Hank.

Le corps de débarquement occupait, au sud de la ville, de vastes terrains s'étendant de la baraque du général, conservée comme une relique dans sa simplicité primitive, au rond-point actuel de Mers-Sultan.

Les petites tentes individuelles des premiers jours avaient été remplacées par des marabouts aux alignements parallèles, surmontés d'un champignon de métal. Un large chemin séparait l'infanterie de la cavalerie, et la cavalerie des services de subsistances pour lesquels les premiers baraquements avaient été construits avec les planches fournies par la firme Molliné-Dahl.

Il y avait, juxtaposé au campement, plus près de la ville, un îlot de jardins, la ferme Banon, transformée en cercle militaire par Mme David. Dans cette direction où s'édifia plus tard le quartier de l'Oasis, émergeait entre ses arbres la ferme Alvarez, premier essai de culture maraîchère entreprise avant l'occupation par un Espagnol de ce nom.

Un Français, Kuntzer, y avait été assassiné au mois d'octobre 1907. Depuis, la ferme avait été acquise par Henri Amieux, fils d'un des fondateurs de la grande firme de conserverie du Havre, Amieux frères. Transformée en ferme expérimentale, elle est aujourd'hui le Parc des Sports.

En reprenant, de la Place de France, la voie des remparts (Bd du 2<sup>e</sup> Tirailleurs), on arrivait à Bab-Marrakech. Depuis longtemps, les portes obstruées par une montagne d'ordures ne fermaient plus.

Des Juifs, à l'extérieur, exerçaient de petits métiers, tailleurs, savetiers, soudeurs, dans de sordides échoppes. De l'autre côté (rue Krantz), s'allongeait le cimetière juif clos de murailles croulantes. On apercevait en passant les dalles de pierre couvertes d'inscriptions hébraïques.

Au delà du cimetière, s'étendaient des champs d'« El Fessa » ou « Larouche », trèfle incarnat.

Les indigènes les arrosaient en tirant l'eau d'un puits profond entouré d'une grande masse de terre. On y accédait par un chemin en pente; un âne le parcourait sans arrêt dans les deux sens pour faire descendre et monter du puits un récipient relié à ses flancs par une longue corde.

Plus loin, une coquette villa européenne était habitée par un Français, Prosper Ferrieu, appelé par les Marocains, tajer Bousbir.

Après les événements, son propriétaire retrouva sa villa saccagée; des timbres d'une riche collection jonchaient le sol, le cadavre d'une Mauresque gisait dans l'escalier.

Dans la direction d'El Hank, le poste de radiotélégraphie dressait son haut pylône de fer. Inauguré au printemps de l'année 1907 par l'ingénieur Henri Popp, il servait aux transmissions télégraphiques de l'armée et du public.

Une casbah en ruine, aux environs, abritait le tabor espagnol. Il n'était là que pour satisfaire aux clauses de l'Acte d'Algésiras, partageant l'organisation de la police entre l'Espagne et la France.

Casablanca étant considéré comme un des points de la côte les plus propices à un débarquement français, l'Allemagne, pour y faire éventuellement obstacle, avait réussi à donner au gouvernement d'Alphonse XIII les mêmes droits politiques que la France. Celle-ci exerçait la police intra-muros, l'Espagne, extra-muros. Quand son chef, le commandant Ollala, débarqua à Casablanca, il occupa plusieurs maisons à l'intérieur de la porte de Marrakech. Il fallut de longs pourparlers diplomatiques pour l'en faire déguerpir et s'installer à la place qui lui revenait, hors de la ville. Au reste, on ne voyait que très peu de soldats espagnols à Casablanca, les officiers seuls y avaient accès, et leur tenue fut toujours parfaitement correcte.

Dans le voisinage, Bétous avait créé la première laiterie. Entrepreneur de son métier, arrivé d'Aïn-Sefra, dans le Sud oranais, Bétous avait engagé tout son capital dans cette entreprise. Trente vaches laitières venues de Montbéliard y occupaient des étables modèles. Leur production dépassait malheureusement les besoins de la ville et de l'armée. Plus de deux cents litres de lait étaient quotidiennement jetés aux cochons.

Bétous vendit ses vaches à Amieux et reprit son métier d'entrepreneur.

Premier prix de tir en France, dans un concours international, notre compatriote refit rapidement sa fortune. Aujourd'hui, bien qu'amputé des deux jambes, on le voit encore dans nos rues avec ses jambes artificielles. Il n'en garde pas moins sa bonne humeur et, à plus de 75 ans, la noire et drue chevelure de ses vingt ans. Ses deux fils sont de magnifiques athlètes dont l'un ne pèse pas moins de 105 kilos. C'est un des derniers vaillants de cette vieille époque et peut-être le doyen des Français débarqués à Casablanca après son occupation militaire.

À l'extrémité de la ville, à la hauteur du Ksour Djedid, se dressait sur l'ambulance militaire les étendards de la Croix-Rouge. Au début, malades et blessés étaient reçus dans des pavillons de toile. Ils avaient été remplacés depuis par des baraquements plus confortables.

Des infirmières bénévoles, amenées de France par M. de Valence, président de la Croix-Rouge française, se dévouaient à nos soldats. Elles égayaient de leurs robes blanches, de leur jeunesse, la réclusion des blessés, si loin de la mère patrie. Parmi ces infirmières, apparut pour la première fois celle qui devait devenir la maréchale Lyautey et rester partout et toute sa vie l'animatrice de la charité.

Les premiers médecins furent les docteurs Poullain et Zumbielh. Ils soignaient la population civile par autorisation spéciale du général d'Amade. Le seul médecin civil, le docteur Merle, chef du dispensaire, ne suffisait pas. Le docteur Zumbielh acquit parmi les Français une popularité que lui méritaient sa science, son dévouement, sa générosité.

Ce ne fut qu'à l'arrivée du docteur Verdier, succédant au docteur Merle, que l'autorisation de soigner les civils, donnée aux médecins militaires, leur fut retirée.

Mais ceci est une autre histoire.

Tel était l'aspect extérieur de Casablanca, au mois de juillet 1908.



**D**ANS la ville, la transformation n'était encore sensible que dans les rues principales du Commandant Provost, du capitaine Ihler, officiers tués dans les premiers combats, et de la Croix-Rouge. Le siège initial de la Croix-Rouge avait donné son nom à cette dernière.

C'étaient les seules rues qui eussent des noms. Pour les autres, nous disions: « la rue où demeure un tel ».

Ce n'est qu'un an plus tard, en 1909, que le commandant Dessigny, chargé par le général d'Amade de doter la ville d'un service d'hygiène et de voirie, prit cette nécessaire initiative. L'opération se fit en deux temps : donner un nom à chaque rue, numéroté les maisons.

Le nouveau maire s'adjoignit pour ces diverses tâches l'adjudant Brèthes. Un beau matin, Brèthes prit donc à la main un seau de peinture, un pinceau et procéda au baptême au petit bonheur, sans s'embarrasser d'un Larousse.

Nous eûmes la rue de l'Union. Elle était le siège du premier Syndicat de travailleurs fondé par Lendrat : l'Union Ouvrière ; la rue du Four, à cause d'un four à pain, la rue du Chameau, la rue du Palmier, la rue du Cheval Vert, à cause d'un chameau, d'un palmier et d'un cheval caparaçonné d'une selle verte. Enfin, le 22 septembre 1909, le numérotage des maisons permit aux facteurs de distribuer correctement leur courrier. Les commissions municipales futures ont massacré ces appellations simplistes qui parlaient plus à l'esprit que les noms illustres par quoi ils furent remplacés. En transformant la rue Bouskoura, par exemple, en rue Blaise-Pascal, elles ont détruit le souvenir que les vieux Marocains gardaient de la petite rivière pleine de genêts qui fleurissaient nos espaces.

La rue du Commandant Provost était la plus animée. On y entendait, mêlés, les accents de Marseille, de Toulouse et de Belleville.

Dans les cités musulmanes, le commerce se localise dans les souks ou dans les kissarias. Les souks occupent les places, les kissarias se renferment dans des cours intérieurs et se protègent du soleil par un faîtage de roseaux. Les rues restaient vides, les façades closes, les passants ne s'y arrêtaient pas. A notre arrivée, les façades furent éventrées pour y ouvrir des boutiques, la vie se transporta dans la rue.

J'ai souvent refait de mémoire ce chemin qui m'était familier.

On voyait, à l'entrée de la porte principale, le cagibi du commandant Dessigny et de son adjoint l'adjudant Brèthes : deux bureaux meublés d'une table et d'une chaise, Au mur était épinglé le plan de la tour de l'Horloge dont le capitaine entreprenait la construction. Elle était la réplique d'une tour identique édiflée par cet officier sur la place d'Aïn-Sefra. Surmontée d'un bonnet d'eunuque, elle n'avait rien d'artistique. Elle n'en rappelait pas moins aux anciens qui la virent s'élever pierre à pierre le premier essor de Casablanca Brèthes y plaça sous chaque pierre d'angle, deux pièces de deux sous, au millésime de 1908. Quand on démolit la tour, elles furent emportées dans les décombres.

Au dedans des portes, la place était vide. On n'y vit pendant longtemps encore que les débris de l'incendie du Mellah.

La rue du Commandant Provost commençait plus loin, à l'ouverture de la rue du Marché aux Grains, par la petite librairie d'Allary et le bureau de tabac « La Civette », tenue par Louissette, une chanteuse du Bijou-Concert, devenue commerçante grâce aux bons offices d'un ami.

On ne connaissait guère son nom de famille, pas plus d'ailleurs que celui de ses consoeurs qui avaient, comme elle, déserté les planches pour le comptoir. Nous les appelions Jeannette, Renée, Liane, Nénette, petits noms qui gardaient pour nous le souvenir d'une caresse.

À côté de la « Civette », je revois la parfumerie de Megy, quinquagénaire à barbe blanche, et de l'autre côté de la rue, le cordonnier Pellegrin, aux pieds-bots, tapant sur ses semelles, la bouche pleine de clous.

Voisin de Mégy, la pharmacie Philippart, sujet belge, déjà épuisé par les piqûres de morphine, et dont les ongles, démesurément longs, lui servaient de cuiller pour ses poudres. Après lui, l'épicerie de Guillaume qui avait suivi, en sa qualité d'épicier, l'expédition contre Bou Amama. Guillaume, dans la journée, laissait dans sa boutique son beau-frère Orsel et passait la nuit dans les bars. Ses vis-à-vis étaient une demoiselle Griselda, autre artiste rangée des tréteaux, marchande de frivolités féminines, les marchands de vin associés Nouen et Gorias, et l'armurier Arnoy.

Puis, le bar Alexis, marseillais quinquagénaire, fournisseur des troupes. On trouvait chez Alexis, à toute heure du jour, son voisin Valladon, maréchal des logis des spahis. Valladon, récemment libéré, était devenu barbier. C'était un ancien champion de boxe. Fier de ses biceps, il rasait ses clients les bras nus et les plantait là tout d'un coup, les joues savonneuses, pour soulever des poids. Il provoquait en combat singulier les costauds de sa clientèle. L'un d'eux, l'ayant pris au mot, le mit knock-out. Humilié, Valladon partit exercer son art à Rabat.

Après lui, la charcuterie Riqué dont la vitrine s'ornait de saucisses, de cervelas et d'un museau de porc avec des branches de persil dans le nez. Ses cochons étaient ceux qu'engraissait Bétous avec le lait de ses vaches.

Au coin, une sorte de trou dans le mur abritait Farairre. Il y vendait du tabac, des journaux et organisait, avec Mercié et Alexis, des convois de ravitaillement pour les colonnes. Madame Farairre, sa femme, est aujourd'hui l'alerte doyenne des Vieux Marocains.

Au carrefour d'une rue conduisant au Maghzen et au consulat de France, les épiceries d'Odet et de Robic se faisaient face. Robic avait pour voisin le coiffeur Sauvan que fréquentait la population sélecte de la ville.

Le commerce actif s'arrêtait là. L'Imprimerie Rapide et la « Vigie Marocaine » n'étaient pas nées. La rue d'Anfa menait au cercle international du même nom où se réunissait, avec les anciens Français, la colonie étrangère.

Il fallait aller jusqu'à la place de la Banque d'Etat pour retrouver l'activité commerciale: le café du Grec Vamvakéros, la boulangerie Fabre, d'un mètre de profondeur et d'ouverture, l'hôtel de France de Mlle Cavallié et, voisins, le bazar d'Hector Caulier et le magasin de nouveautés de son frère Caulier-Delaby.

Celui-ci, encore vivant, acquéreur d'une parcelle des jardins, construisit en 1911 le groupe d'immeubles qui existent encore et ont décidé du trajet de la rue de l'Horloge. Son frère Hector, également acquéreur d'une parcelle voisine, y avait aménagé dès 1909 une habitation sommaire que sa famille, fidèle au passé, a habité jusqu'à ces derniers jours. Son jardin restait comme un îlot de la floraison de jadis, partout ailleurs disparu. Les fondations d'un nouveau gratte-ciel viennent d'en dissiper les derniers vestiges.

La Banque d'Etat (Comptoir d'Escompte, avant l'Acte d'Algésiras), dont les pillards avaient



vidé les coffres dans les journées du bombardement, occupait le centre de la place. Son directeur était Guinard, brave homme, toujours un peu débraillé et l'air abstrait, sauf quand il s'agissait de finances. Il avait pour caissier Teboul Lévy et, comme comptables, Merlin et Souffron. Merlin, après la mort de Guinard, lui succéda comme directeur de la Banque d'Etat. Il devait rester plus de quinze ans à ce poste, avant de se retirer à Camp-Boulhaut, refuge de tant d'autres vieux Marocains. Il y avait aussi sur cette même place, un minuscule magasin, « Femina », tenu par une jeune et gentille veuve, Mme Bireau.

Dans le prolongement de cette place et face à l'habitation de Mercié, Pontier avait installé sa boulangerie pâtisserie. On faisait la queue, tous les dimanches, pour acheter ses choux à la crème. Il a été un de ces Français qui réalisèrent leur fortune sans rien devoir à la spéculation. Faute d'ouvriers spécialisés, il passait ses nuits à pétrir et à cuire son pain, aidé de quelques Arabes. Sa longue vie de labeur justifie l'adage latin: **Labor improbus omnia vincit**. Son fils, glorieux mutilé de la grande guerre de 14-18, est encore un des chefs de service les plus distingués et les plus serviables de nos Services Municipaux.

À la hauteur de la rue du Consulat d'Espagne, l'association Molliné-Dahl avait ses bureaux. Nous avons vu Molliné, au lendemain du débarquement, déballer sur des planches posées sur deux tréteaux, en plein vent, sa pacotille : des espadrilles, des chemises de coton, des couteaux, des clous, des serrures. Un coup de chance, du jour au lendemain, le fit riche. Il avait été à Tanger, au service d'un marchand de bois, sujet danois, M. Dahl.

Ce Danois était venu à Casablanca proposer au général Drude de lui fournir les planches nécessaires à la construction de baraquements. Le général ne voulant traiter qu'avec une maison française, Dahl proposa à Molliné une association. La firme Molliné-Dahl prit aussitôt une extraordinaire extension. Elle est devenue, depuis, l'importante Société Nantaise et Molliné un riche colon, dans la région de Rabat.

Dans la rue du Consulat d'Angleterre vivait l'imprimeur Sassoun. Une douzaine de casses, une pédale à main in-quarto coquille composaient son matériel. Il fut acheté par Mercié en 1910. Sassoun, encore vivant, est le précurseur bien oublié des imprimeurs de Casablanca.

Le rendez-vous de toute la population était le Café du Commerce. Il donnait sur une petite place, au débouché de la rue de la Douane et de la rue du Commandant Provost. On appelait familièrement son propriétaire, sujet italien, le père Jacques. Tous les soirs, à l'heure de l'appétitif, les officiers du corps de débarquement venaient s'asseoir sur sa terrasse. Les Jeannettes de la ville y exposaient leurs toilettes et, le dimanche, la musique de la Légion donnait des concerts. C'était la place publique de la ville, son forum, toutes les nouvelles, tous les potins, toutes les médisances y aboutissaient.

À ses côtés, la Compagnie Algérienne occupait un immeuble dont la construction interrompue par les événements, venait d'être achevée. Son directeur, M. Fournet, devait présider pendant près de trente ans à l'exceptionnelle prospérité de ce grand établissement financier.

Enfin, à l'ouverture de l'étroit boyau qui conduisait à la douane, le transitaire Martin avait construit une sorte de guérite dans l'encoignure de la muraille. Elle était si menue, cette guérite, que pour recevoir ses clients, Martin était obligé d'en sortir.

A l'extrémité de ce boyau, encombré de sacs de céréales, on accédait aux bureaux de la douane, véritables masures où vivaient côte à côte les Oumanas et les deux contrôleurs français Darnet et Martinet.

La construction de la darse, préliminaire du port futur, avait repris son élan sous la direction des entrepreneurs Donadix et Gindro et de l'ingénieur Naissant, retiré plus tard à Camp-Boulhaut et aujourd'hui défunt.

D'autres Français, disséminés dans la ville, se livraient à des métiers incertains. Tel, installé tailleur, se muait le lendemain en cordonnier. L'attrait d'un pays neuf où tout est promis à l'audace les avait poussés vers Casablanca comme vers un nouvel Eldorado.

Ils étaient reçus sans aménité par le consul. M Malpertuis.

- Que venez-vous faire dans ce pays ? leur disait-il. Crever de faim ?

Le consul n'avait encore exercé ses fonctions que pour une douzaine de Français, employés, directeurs de compagnie ou commerçants assez habiles pour résoudre eux-mêmes leurs rares conflits avec les indigènes. Maintenant, plus d'un millier de Français étaient ses ressortissants, les trois-quarts mal vêtus, mal embouchés, sans métier bien défini, sans argent. Quel changement avec la quiète vie représentative d'un diplomate du Quai d'Orsay !

On ne construisait pas encore de maisons, il n'y avait ni industrie, ni administration, les nouveaux venus ne pouvaient vivre qu'en exerçant de petits métiers. Quelques-uns seulement, munis d'un capital, apportaient avec eux des marchandises. Ils s'installaient en plein air ou dans des boutiques faites d'une nouvelle brèche dans les façades des habitations.

Des Grecs, des Maltais, des Italiens, des Espagnols débarquaient en même temps que des Français, épaves des pays méditerranéens. Le flux les apportait, comme les remportait le reflux, Beaucoup se décourageaient. Il ne restait que les durs que rien ne rebutait parce qu'ils ne pouvaient attendre, nulle part, un meilleur sort.

Toutes les professions étaient représentées, des anciens notaires, des avocats, des faillis. Cet amalgame cosmopolite se renouvelait sans cesse et c'est de lui que sortirent, après bien des déchets et de subites disparitions, les hommes qui ont posé les premières assises du futur Casablanca. Car l'on sentait déjà sourdre, sous l'effort de tous, la promesse de cette devise qu'aurait pu adopter la naissante cité : *Crescam et lucebo*. Je grandirai et je brillerai.



**L**A rue de la Croix Rouge rassemblait le petit commerce espagnol. C'était la colonie la plus nombreuse, cinq cents sujets, rejets de l'occupation ibérique de jadis : des tailleurs, des marchands de meubles, des épiciers.

La Compagnie Paquet y avait ses bureaux aussi modestes que son agent Antoine Philip. D'abord employé du premier représentant de cette compagnie, Canepa, beau-frère de Prosper Ferrieu, Philip lui avait succédé vers l'année 1905, gardant dans ses fonctions cet air volontairement effacé que même en sa richesse future, il ne changea pas.

La célèbre Compagnie de Navigation, fondée par Nicolas Paquet, qu'on appelait à Marseille le roi du Maroc, n'envoyait sur nos côtes que deux petits vapeurs inconfortables, la « Meurthe » et l'« Oued Sebou ». Les passagers étaient si rares que le commandant logeait son trop plein de moutons dans le carré des voyageurs. Ce ne fut qu'après la signature du Protectorat que parurent de plus grands navires, l'« Anatolie », la « Mingrèlie » et enfin les superbes paquebots d'aujourd'hui, le « Djenné », la « Koutoubia », le « Maréchal Lyautey ».

Il y eut toujours synchronisme entre la prospérité du Maroc et la prospérité de cette Compagnie. Liée au Protectorat par sa fortune même, elle a fait pour les Marocains, autant que le Maroc a fait pour elle.

Ses commandants, par leurs fréquents séjours dans notre ville, y avaient acquis droit de cité. Les passagers devenaient leurs amis. Leurs noms ne sont pas tous oubliés des anciens: Ambrosini, Mattéi, Vergne, marins éprouvés, dont l'histoire serait à écrire quand, bravant les

sous-marins allemands, ils assurèrent, pendant deux guerres, la liaison ininterrompue de la France et du Maroc.

Le docteur Gabriel Veyre (docteur en pharmacie) habitait dans cette rue avec ses beaux-frères Eugène et Anthelme Girel. Tous les soirs, sa maison se remplissait de visiteurs, officiers, journalistes, commerçants. Nous passions les soirées, entre hommes, à bavarder, à boire, à écouter la musique d'un gramophone. Il y avait toujours un boute-en-train pour nous régaler d'un intermède, tel Eugène Girel qui nous faisait le portrait de Rochefort... avec son derrière !

Natif de Lyon, élève du savant Lumière, Veyre avait déjà parcouru une moitié du monde. De Chine, il avait abouti à Fez, auprès du Sultan Abdel Aziz désireux de s'initier aux inventions modernes. Bourré d'initiatives, s'adaptant avec une merveilleuse spontanéité à tout ce que la science apportait de nouveau, Veyre fut pour le Sultan un initiateur et devint bientôt son ami. C'est sous son influence dynamique qu'Abdel Aziz s'éprit des inventions européennes.

Alors que la reproduction d'une figure humaine est interdite par l'Islam, il photographiait ses femmes, ses esclaves, son entourage.

Il fit venir des bicyclettes et, dans les jardins de son palais, ses épouses se livrèrent aux exercices de la pédale. Un petit Decauville apparut un jour sur les pelouses impériales, glissant sur des rails qui les avaient déjà bouleversées et ce fut un pire scandale quand le sifflet de la petite locomotive se mêla à l'appel à la prière des muezzins. Ce furent ces petites choses qui préparèrent la chute d'Abdel Aziz.

De ces années de séjour à Fez, Gabriel Veyre a publié le récit dans un livre aujourd'hui introuvable : **Dans l'intimité du Sultan**.

Précédé de sa réputation d'inventeur et de savant, Veyre arrive à Casablanca. Il voit aussitôt le parti qu'un esprit hardi peut tirer du flot continu de l'immigration et de ce port où toutes les routes du sud-marocain aboutissent. Sur un terrain acheté dix sous le mètre, au bord de l'Oued Bouskoura (Grand Bon Marché) et avec l'aide de ses beaux-frères dont l'un, Anthelme, est ingénieur, il construit une minoterie, l'usine du « **Grand Socco** ».

Aux appareils de mouture, il adjoint celles nécessaires à la fabrication de la glace et de l'électricité. On inaugure solennellement la naissance de la première industrie marocaine. Le général d'Amade, les consuls, toutes les personnalités de la ville furent présentes. Le consul de France, M. Malpertuis, resta pantois devant l'immensité de l'entreprise.

- Vous êtes fou ! dit-il à Veyre. Vous n'écoulez jamais votre farine. Vous avez construit là une usine qui dépasse toutes les possibilités du pays.

Mais Veyre avait pressenti le superbe avenir de la vieille cité musulmane.

Le général d'Amade, enthousiasmé, le félicita du coup de volant qu'il venait de donner à l'initiative française. Gabriel Veyre est ainsi à l'origine de l'essor industriel de Casablanca. Il avait obtenu d'Abdel Aziz la concession de l'éclairage de la ville. Nous entrevoyions déjà la disparition de nos quinquets à l'acétylène lorsque le consul d'Allemagne intervint. C'était une entreprise publique, elle devait faire l'objet d'une compétition internationale.

Les entreprises de Veyre furent innombrables : élevage d'autruches à Meknès<sup>1</sup>, études sur l'incubation des oeufs dans les couveuses artificielles, et sur la fin de sa vie, essai d'élevage des moutons d'Astrakan qui eussent mérité d'être poursuivis après sa mort.

En 1913, il obtient la représentation au Maroc des automobiles Ford avec la condition suspen-

---

<sup>1</sup> En fait, dans sa propriété agricole de Dar Bouazza, sur la côte à une vingtaine de kilomètres au sud de Casablanca. (N. de l'éd.)

sive de vendre un minimum de dix voitures par an. Il est le premier, enfin, à créer au Maroc une station d'émission radiophonique. Son poste « Omega » transmet à ses auditeurs déjà nombreux les chants et la musique du « Pavillon Bleu » de Bréguant.

En ce moment, Abdel Aziz, ayant échoué dans sa tentative de reconquérir Marrakech, s'était réfugié à Casablanca avec ses frères Moulay M'Hamed, Moulay Zine et le futur sultan Moulay Youssef. Ils rendaient de fréquentes visites au docteur, toujours prêt à leur offrir des tasses de thé. Restaurés, nous les retrouvions assis sur un banc de pierre, devant sa porte, guettant ses familiers pour leur demander quarante sous. Ils ne recevaient de leur frère qu'une maigre pension de deux cent cinquante francs par mois. Ce n'était guère, pour des princes aussi jouisseurs que paresseux.

L'aîné de tous, Moulay M'Hamed, était borgne. Il jouissait d'une grande réputation de sainteté. Un jour, mécontent d'un de ses serviteurs, il lui lança sa main ouverte devant la figure en disant:

- Que Dieu t'enlève la vue !

Instantanément le serviteur devint aveugle. Ce fait singulier suscita la plus vive curiosité. Le docteur militaire Pichon examina le nouvel infirme, constata une cécité complète en ne pouvant l'attribuer qu'à un phénomène de suggestion, à une paralysie subite et inexplicable des nerfs optiques du cerveau.

Moulay M'Hamed avait aussi la passion des montres et des pendules. Sa maison en était pleine. Les Marocains disaient: « Il attend l'heure ! »

Cette heure, le docteur Veyre entreprit de la faire sonner. Il conçut le hardi projet de faire, du personnage, un sultan. Quel pavé dans la politique, s'il avait réussi à faire surgir un prétendant n° 3 ! Par des sondages faits dans les tribus voisines, il connut que les Zaërs l'accueilleraient avec faveur.

Veyre lui fournit le grand parasol et, nuitamment, Moulay M'Hamed gagna leur territoire. Les Zaërs reconnurent en effet le nouveau Sidna, mais il ne put aller plus loin. Moulay Hafid le fit interner. Il termina sa courte odyssee dans une prison de Marrakech.

\*

**N**ous allions également dans l'habitation de Prosper Ferrieu, voisine de celle de Veyre. De hauts murs d'enceinte la détachaient des maisons juives environnantes. On y pénétrait, au fond d'une étroite ruelle, par une petite porte ouverte dans la muraille. C'était alors un enchantement.

Deux rangées de bananiers formaient sur l'allée centrale une haute voûte de verdure. Des rosiers, des géraniums, des iris répandaient leurs couleurs et leurs parfums. Au fond, à droite, était un tennis où, avant l'occupation, venait se délasser la bonne société française et étrangère de la ville. La tenue toujours correcte de son hôte, son accueil cordial, lui méritaient une sympathique considération.

Né à Casablanca, fils du Lodévois Pierre Ferrieu venu dans cette ville en 1839 pour le compte des industries lainières de son arrondissement, Prosper Ferrieu était le plus ancien français du pays.

Casablanca, en cette année 1839 n'était qu'une petite bourgade d'à peine six cents habitants. Logés dans de sordides noualas aux pieds des vieux remparts, vestiges de l'occupation portugaise, ils vivaient des maigres produits de leur pêche.

Une vaste bâtisse carrée, blanchie à la chaux, maison du caïd, donna son nom, Dar-el-Beïda, à

cette agglomération de pauvres gens. Les Espagnols qui, parfois, y abordaient l'appelèrent Casa Blanca.

Pierre Ferrieu, en débarquant, se trouva l'unique Européen du village. Son entreprise réussit, la laine se vendant à très bas prix sur les souks de la Chaouïa. D'autres Lodévois rejoignirent alors leur compatriote. De ces derniers, Ménard, Faulquier, Hortus, Christol et Serieys, il ne reste que le souvenir de leur présence. Pierre Ferrieu devait y installer sa famille. Son fils Prosper et ses petits-fils actuels, Pierre et Luc, ne se détacheront plus du foyer casablançais de leur ancêtre.

Jean-Louis Miège, dans la revue « Hesperis », a conté comment la venue de Pierre Ferrieu à Casablanca est à l'origine de la miraculeuse transformation de ce petit bourg. Avec lui, les premières maisons en pierres apparaîtront pour servir de logements et d'entrepôts. La population s'accroît des courtiers, commissionnaires, hommes de garde et domestiques employés de nos acheteurs.

Les indigènes s'enrichissent, construisent à leur tour des maisons, les noualâs, insensiblement, s'éliminent.

Le bourg est déjà une petite ville. Sa renommée de prospérité éveille l'attention des marchés de Londres. Des maisons anglaises envoient leurs agents à Casablanca concurrencer les nôtres. Ils apportent avec eux leurs produits, les Français apportent les leurs, voilà l'importation marchant de pair avec l'exportation.

Puis les fellahs échangent leurs récoltes contre les produits européens, l'exportation des céréales donne à tous les commerces une extension considérable.

Les navires s'arrêtent maintenant à Casablanca pour y prendre du fret.

« Nous avons 32 navires en rade », écrit Hortus, en 1856.

Le mouvement de la navigation crée des métiers nouveaux, barcassiers et portefaix. De toutes les tribus arrivent des sans-travail cherchant à s'embaucher au port ou chez des commerçants européens.

Casablanca a conquis la première place sur tous les ports de la côte, et c'est le plus français des ports. Son importance est telle que le Gouvernement nomme Pierre Ferrieu agent consulaire de France. À sa mort, son fils Prosper lui succédera. Pendant quarante ans, les deux hommes auront représenté la France sans jamais recevoir ni demander une récompense quelconque de leurs services.

C'est à la même époque de l'installation de Pierre Ferrieu que paraissent aussi les premiers cargos Paquet. L'histoire de cette Compagnie célèbre et à qui l'on doit une si grande part de notre prospérité actuelle, se rattache intimement à l'histoire de la famille Ferrieu.

Il y a quelque part dans la cité une vieille dame de quatre-vingts ans, venue au monde à Casablanca et la véritable doyenne des Françaises. Née Amélie Ferrieu, sœur de Prosper, elle est la veuve d'Alphonse Canepa, premier agent de la Cie Paquet. C'est l'oncle de ce dernier, du même nom, qui fut avec le commandant Abeille et Nicolas Paquet, l'un des fondateurs de la Compagnie.

En 1844, Pierre Ferrieu put accueillir à Casablanca le prince de Joinville lors de son expédition sur Mogador et fournir plus tard à la Grèce en guerre contre les Turcs le blé de la Chaouïa.

Pour ce dernier service, il reçut du Gouvernement hellénique le titre d'agent consulaire de Grèce que son fils Prosper conserva jusqu'en 1912.

Ceux qui ont connu ce dernier ne l'ont jamais entendu se targuer de ces titres, pas même de celui de doyen des Français dont il laissait l'usage à Philip. C'était toujours avec une nuance affectueuse que les indigènes l'appelaient « tajer Bousbir ». Ils l'avaient vu naître et grandir au milieu d'eux. Parlant parfaitement leur langue, il a été le précurseur de la collaboration franco-marocaine.

Cette maison de Prosper Ferrieu fut louée, vers la fin de l'année 1909, au capitaine Berthier de Souvigny. Des réceptions, des fêtes fastueuses y furent données. Du nombreux personnel amené avec lui, le cordon-bleu du capitaine, Madame Fradet, devint après son départ, le cordon-bleu d'Antoine Philip, et, toujours vivante, une des aimables représentantes de cette époque abolie.



**L**A rue du Capitaine Ilher, aussi animée que la rue du Commandant Provost, n'était fréquentée que par les Juifs et les indigènes. Elle commençait, à la porte de Bab el Kébir, par une longue suite de bouchers. Des quartiers de moutons pendaient sous les auvents des boutiques, au milieu des myriades de mouches que chassaient de petits Arabes avec une branche de palmier.

Les seuls établissements européens étaient la boulangerie Cayol, le café Bireau, l'Eden-Concert, le magasin de Deschamps et, à son extrémité, en plein Mellah, la pharmacie Hafiz.

Ce dernier, musulman algérien, mais complètement francisé, était installé là depuis de nombreuses années. Il se flattait d'être le seul pharmacien diplômé de la ville. Car chacun était libre, en ces temps, de pratiquer sans diplôme la médecine, la pharmacie, l'art dentaire. La clientèle ne s'enquérissait pas des titres. Elle allait ainsi de préférence à la Pharmacie du Serpent de Phillipart, située au centre de la ville, bien que son propriétaire n'eût jamais été, comme tant d'autres plus tard, qu'un petit commis d'apothicaire. Ce ne fut que vingt ans après, sur les instances de son gendre et de sa fille, que Hafiz consentit à transporter son officine dans la ville nouvelle, sur la place du Crédit Foncier (Pharmacie Finzi). Il tenait à ses vieux murs au milieu desquels il avait vécu; il avait le pressentiment qu'il ne changerait de maison que pour mourir.

Deschamps installé lui aussi, depuis plusieurs années à Casablanca, avait dans son magasin un étrange assortiment de marchandises. On trouvait chez lui de la bonneterie, de la quincaillerie, des pendules, des jouets, de la poudre de chasse, des drogues. Des bocaux de pharmacie, des pots de pommade garnissaient ses étagères. Je fus stupéfait d'y découvrir un jour un grand nègre en carton, avec sur le devant de la poitrine, un tampon à ressort. Quand on tapait dessus, suivant la force du coup, une tablette de chocolat sortait de son abdomen. Il me vendit une machine à photocopier. Brouillé avec l'imprimerie, j'avais imaginé de faire paraître la « Vigie Marocaine » écrite à la main au moyen de son appareil. Je réussis à reproduire mon manuscrit sur la toile, mais n'en pus tirer une seule feuille correctement. Je rendis la machine à Deschamps. Vingt ans plus tard, je la retrouvai chez lui. Il la gardait intacte, avec mon écriture, en souvenir.

À l'animation du jour dans cette rue succédait l'animation de la nuit.

Nos rues n'étaient pas encore éclairées, nous sortions avec une lanterne à la main. C'était un plaisant spectacle que toutes ces lumières vagabondes. On n'en distinguait pas les porteurs; elles apparaissaient, disparaissaient telles des lucioles dans les ténèbres.

Des réflecteurs à l'acétylène, sur la façade de l'Eden-Concert et des bars de nuit, donnaient à ce quartier l'aspect d'un coin montmartrois. Au Parisiana-Bar, trônait derrière son comptoir la

belle Liane de Prony et son Egérie Paulette. On y buvait le champagne dans des flûtes. C'était le rendez-vous de tout le gratin des officiers supérieurs.

Les autres officiers, les civils, accouraient à l'Eden-Concert que les époux Andréi dirigeaient.

Au retour des colonnes de la Chaouïa, les officiers s'exaltaient à la vision des nudités féminines. Mais ces frivoles filles n'étaient guère qu'une demi-douzaine pour tant de jeunes et de vieux mâles. Elles se jouaient aux enchères.

L'une d'elles, La Paloma, eut un grand succès. Elle dansait dans des jeux de lumière en déployant de longues mousselines multicolores et transparentes, à la façon de la Loïe Fuller.

Un capitaine s'éprit d'elle. Elle abandonna les planches, prit un jour, donna des thés. Les officiers se rendaient dans son salon en gants blancs, sanglés dans leur plus bel uniforme. Elle fit du cheval. On la vit passer dans les rues en élégante amazone, éveillant les concupiscences sous ses pas. Le dimanche, elle allait à la messe dans la petite église des Pères franciscains. Elle y avait sa chaise, son prie-Dieu. Au cours d'une soirée donnée l'année suivante, à l'occasion du 14 juillet, elle daigna reparaître dans ses danses et, pour célébrer ce jour de fête nationale, se fit projeter sur le ventre le portrait du président Fallière.

Mercié, en sa qualité d'ancien artiste, en fit le compte-rendu dans « La Vigie Marocaine ». Il y exerça sa verve facétieuse, couvrit de brocards la projection du président barbu sur le giron de la danseuse.

Je reçus, le lendemain, en tant que responsable des articles du journal, les témoins du capitaine. Ils ne demandaient rien de moins qu'une réparation par les armes. Je constituai mes propres témoins, Prosper Ferrieu et son frère René. Nous allions nous battre, lorsque le général d'Amade intervint auprès du capitaine et le consul Malpertuis auprès de moi, pour que l'injure faite à l'artiste fût lavée dans une élogieuse rectification.

Sa fin fut magnifique. Un colonel que guettait le démon de midi la ravit au capitaine et l'épousa.

\*

**N**OUS étions heureux. Nous ne subissions que la contrainte des lois que nous nous imposions à nous-mêmes. Personne ne payait d'impôts. On avait pour dix sous un gigot d'agneau ou une poularde et pour deux sous une douzaine d'oeufs. Les plus pauvres avaient pour cinq sous chez un gargotier arabe une assiette de piments grillés et une portion de couscous à satisfaire les plus robustes appétits. Nous nous arrangions avec bonne humeur des incommodités inhérentes à une cité sans hygiène, sans lumière, sans eau courante, sans égouts, et sans voirie.

Quelques maisons, privilégiées, avaient une citerne, l'eau en était lourde, douceâtre et souvent polluée par des chats crevés. On avait essayé de forer des puits, l'eau en était saumâtre, impropre à la cuisine et au lavage. Les porteurs d'eau nous ravitaillaient avec leurs peaux de boucs de l'eau d'une fontaine, aujourd'hui disparue, de la rue du Commandant Provost. Nous remplissions nos récipients pour la consommation journalière.

La plus pénible de nos incommodités était l'absence du tout-à-l'égout. Un seul égout existait, celui de la rue du capitaine Ihler, obstrué et ne menant nulle part. Les indigènes avaient dans leurs maisons des fosses d'une construction rudimentaire et dont ils bouchaient l'orifice, à peine grand comme une soucoupe, avec une pierre. Dans les trois-quarts des habitations occupées par des Européens, ces fosses mêmes n'existaient pas. Nous utilisions des seaux hygiéniques qu'à la nuit tombée les domestiques allaient déverser dans l'oued Bouskoura ou dans les terrains vagues des alentours.

L'un de nous, nommé de Soigny et surnommé « Champagne », parce qu'il vendait de ce vin, fit une petite fortune en se chargeant de la besogne qui a rendu célèbre la Compagnie Richet, à Paris. Sur une charrette attelée d'un bourriquot, il amarra deux fûts vidés de leur huile et s'annonçant dans nos rues aux sons d'une trompette, versait dans ses tonneaux nos tinettes. Son initiative eut un tel succès qu'il dut bientôt tripler ses charrettes. Il y gagna aussi une popularité profitable, son champagne et sa vidange prospérèrent parallèlement.

La population flottante n'avait pas d'autre ressource que d'aller s'accroupir le long des remparts, ou dans les ruelles. Le matin, en ouvrant sa porte, on marchait dans les porte-bonheur.

Les immondices de toutes sortes répandues autour de la ville constituaient des foyers d'infection. Les mouches s'y multipliaient.

Le relèvement des ordures ménagères par tombereaux se faisait tous les matins avec assez de conscience et de régularité ; les quartiers centraux étaient assez propres, mais les balayeurs ne pouvaient rien dans les extérieurs de la cité.

On y répandait tous les désinfectants connus, du chlore, du crésyl, du goudron. Rien n'empêchait l'invasion des prolifiques mouches.

Brèthes imagina un stratagème. Il obligea les marchands des souks, principalement les bouchers, à suspendre sous leurs auvents des branches d'eucalyptus. Le soir, les mouches se réfugiaient dans les feuillages. Une équipe chargée de sacs y introduisaient alors les branchages. On les immergeait après dans une cuve.

Trois kilos de mouches étaient journalièrement ramassés.

Elles doublèrent alors leur reproduction.

On s'en remit à la grâce de Dieu.

Chaque courrier nous apportait des figures nouvelles. De nouveaux commerces s'ouvraient. On vit successivement des photographes, Grebertt, Boussuge, Limanthon, Guiambini, Franco; un horloger, Durand, puis Jourda, puis Fradin ; un dentiste, Zimmerman ; des peintres, Daniel et Blanc ; des entrepreneurs, Busset, Barizon, Sidoti ; deux avocats, maître Loubignac et maître Albert, bien avant que ne vinsent maîtres Rumeau d'Albret et Perrin et après eux Maître Cruel. Maître Albert arrivait de Madagascar. On ne sait quelle bourrasque l'avait envoyé à Tananarive et quelle autre à Casablanca. Ce périple à travers les océans dénonçait sa bohème et son inconstance. Il ne restait fidèle qu'au vermouth et à l'absinthe. Il vint mêler à notre société naissante le pittoresque de son accoutrement, de sa faconde et de son érudition. Il coupait ses phrases de rappels classiques. Il citait Horace, Lucrèce, Démosthène.

Dès huit heures du matin, son café au lait était une ration de vermouth qu'il se versait d'une bouteille posée sur sa table de nuit. Il la renforçait d'absinthes prises au comptoir du bar Alexis. On ne le pouvait approcher sans être empoisonné de ses relents d'alcool.

Un jour, il ne reparut plus. Ce fut maître Perrin qui le découvrit sur son lit, près de sa bouteille de vermouth. Il était mort.

EN ces temps, chacun, sans éclat, accomplissait sa tâche. Les différences sociales n'apparaissaient pas. Les moyens de transport n'étant que le cheval ou le bourriquot, nul ne nous éblouissait de sa Packard ou de sa Chrysler. Nous formions une république où régnaient, comme nulle autre part, la liberté, l'égalité, la fraternité.



Les futurs grands perçaient cependant sous les petits. Nous assistions avec intérêt à leurs métamorphoses, car nous n'étions pas encore assez nombreux pour ne pas vivre presque en commun. Ainsi ce fut pour Eugène Lendrat, garçon épicier de Robic.

Robic, en ouvrant, rue du Commandant Provost, une succursale de son commerce d'alimentation de Tanger, avait emmené avec lui deux de ses employés, Lendrat et Goupil. Socialiste militant, Lendrat, tout de suite, se distingue en fondant l'« Union des Travailleurs ». Il groupe autour de lui les petits employés, les artisans et les professions modestes, le transitaire Martin, trésorier de l'association, le cordonnier Pellegrin, le menuisier Rafal marié à une mauresque, et d'autres dont les noms sont perdus.

Soudain, un scandale ébranle la maison Robic. Ne pouvant diriger en même temps son commerce de Tanger et celui de Casablanca, Robic laisse celui-ci en gérance à Lendrat. Il constate des trous dans sa caisse. Il porte plainte. Le commissaire Dordé arrête Lendrat et Goupil.

Les vols dans notre petite colonie étaient encore inconnus. Les premiers Français pouvaient être des aventureux, des risque-tout, mais pas de malhonnêtes gens. L'arrestation de deux des nôtres nous émut. Les preuves fournies par Robic parurent d'ailleurs si inconsistantes que Lendrat, du moins, fut rapidement mis hors de cause.

C'est alors que se développent chez ce Béarnais, ses facultés d'initiative et de visionnaire. On le croit disparu, anéanti sous le coup d'une accusation que Robic, jusqu'à sa mort, ne cessera de crier sur les toits. C'est méconnaître l'homme. La voie de la fortune va bientôt s'ouvrir devant lui.

Il réapparaît en effet, pour acquérir en association avec le vétérinaire Dehors, l'épave du transport de l'Etat « La Nive », échoué près d'Aïn-Diab, sur les rochers de Sidi Abdel Rahmane avec sa cargaison de farine. L'enchère était montée à trente mille francs, les deux associés tirèrent vingt fois plus que leur mise du contenu de l'épave: d'abord la farine, puis les bois, fers, appareils de navigation, lingerie, ustensiles de cuisine et de ménage, literie, tout ce que peut contenir un grand navire destiné au transport de troupes.

Ce drame de mer, d'ailleurs, nous passionna. La fureur de l'océan n'avait pas permis d'utiliser les embarcations de sauvetage. On dut tendre un câble du navire à la terre et c'est par cette voie aérienne que les troupes que transportait le vapeur purent être sauvées.

\*

**E**NFIN, grâce à « La Nive », voilà Lendrat nanti d'un petit capital. Généreux, il en offre les bois à l'armée. Ils serviront à édifier les charpentes de l'hôtel actuel de la Résidence, dans la vieille ville, et la caserne des tabors de Sidi el Kerouani.

Et voici l'histoire des Roches Noires.

L'officier-interprète Martin, beau-frère de Lendrat, apprend que l'Etat-Major projette de construire des casernes sur un terrain voisin des rochers d'Oukacha. Flairant une fructueuse affaire, Lendrat se rend acquéreur de ces terrains.

L'opération, à l'époque, nous stupéfia. Il n'y avait guère à cet endroit que des dunes de sable et des cailloux, aucune parcelle de terre propre à la culture. Et puis, c'était si loin de la ville. Son extension ne s'amorçait que vers la route de Mediouna où quelques Israélites construisaient, au flanc des fondouks déjà existants, de sordides boutiques. L'acheteur avait son secret. Seulement, Paris ne ratifia pas le projet de l'Etat-Major. La construction des casernes eut coûté cher et révéla aux Allemands notre intention de demeurer dans la Chaouia que nous nous

étions engagés d'évacuer. La déception de Lendrat fut grande, mais de courte durée

Il vend son sable à la Compagnie Marocaine pour la construction du port, et quant aux pierres, on sait ce qu'elles sont devenues : des maisons, des usines, une ville d'où Casablanca tire maintenant sa substance industrielle.

Nous le vîmes aller de porte en porte, un plan dans sa poche, proposer ses lots, à n'importe quel prix, payables quand on pourra. Il exposait ses visions. Casablanca débordant de ses vieux murs, gagnant les espaces et le port futur s'étendant vers l'est, forçant en cette direction l'établissement des quartiers ouvriers de demain. On l'écoutait, on souriait, on n'achetait pas.

Le cimetière de Sidi Belyout barrait la route de l'est. Jamais la ville ne pourrait s'étendre en cette direction, pourtant classique. Les premiers acheteurs de terrains mettaient leurs espoirs vers l'ouest où déjà, la télégraphie sans fil formait un îlot européen où s'érigerait la ville future.

Il s'y installa lui-même. Il fit une oeuvre de fourmi, construisant d'abord une maison, avec Bétous redevenu entrepreneur, puis deux, puis plusieurs, jusqu'à cette multitude de maisons qui fait une cité.

Il est seul. L'Administration elle-même exerce sur lui ses brimades. Elle garde rancune à cet homme qui se passe d'elle et s'entête à faire surgir une ville des dunes de sable et d'un champ de cailloux. Elle lui refuse l'autorisation de construire une usine à gaz. Il lui faut des mois de démarches à Rabat pour obtenir de relier son village à Casablanca par un service public de tramways à chevaux. Mais quand la population s'accroît et que la spéculation prend son départ, on se précipite vers ces dunes et ces champs de pierre, à dix francs, à quarante francs, à cent francs et maintenant à plusieurs milliers de francs le mètre carre,

Devenu riche, décoré, considéré, Lendrat se lance dans de nouvelles entreprises. Il fonde la « Presse Marocaine » avec Francis Busset, bâtit sa cathédrale, la Sainte Marguerite des Roches-Noires, monument filial qui doit perpétuer le souvenir de sa mère, et le sien. Mais par une ironie qui fait de lui le plus facétieux des mystiques, il érige autour de la coupole les statues des quatre évangélistes auxquels il donne les traits des quatre francs-maçons les plus notoires de son temps. L'un des quatre reproduit le docteur Pérard. Aussi appellera-t-on son église : Notre-Dame du Triangle.

Enfin, il investit ses capitaux dans les mines du Goundafa, et publie même un livre pour y exposer sa conception de l'au-delà.

Il meurt, un peu avant la dernière guerre, à Pau, sa ville natale. Les héritiers accourent pour se partager sa succession. On fait le bilan. Le passif dépasse l'actif. De toutes les entreprises gigantesques de Lendrat, il n'est resté que des dettes à ses héritiers. Pour nous, est restée l'oeuvre : les Roches Noires. Combien sont-ils, ceux dont on pourra quand ils seront morts, en dire autant ?

Il laissait à Casablanca une bonne amie qui ne se consolait pas de la perte de ses espérances. Comme elle contait ses déceptions au commissaire de police Cogoluhème, devant le bureau de tabac de Soler, au marché central, le commissaire lui conseilla pour la consoler, d'acheter un billet de loterie. Elle prit le billet. Elle gagna un lot d'un million.

\*

**L**'ECHOUE de « La Nive me rappelle à moi-même ma première aventure de jeunesse. On se battait en Chine contre les Boxers. Je faisais mon service militaire. Je

m'engageai pour la durée de la campagne.

Mon idée était de me faire libérer là-bas, la guerre finie, et de rejoindre un frère aîné qui se promenait en Mandchourie pour le compte d'une société minière des monts Ourals. Ce frère périt dans une collision de navires à la sortie du port de Nagasaki, je contractai à Pékin la fièvre typhoïde, je me laissai rapatrier, déçu de ce grand voyage inutile. Ce fut justement sur « La Nive », alors bateau hôpital, que je m'embarquai; j'eus à bord, comme voisin de lit, blessé d'une balle à la jambe, l'adjudant Grébert. Le monde n'est pas assez vaste pour que les errants de l'aventure ne se rencontrent pas aux bifurcations de leurs chemins. Nous nous sommes retrouvés, sept ans plus tard, Grébert et moi, dans la Chaouïa, lui, parmi les troupiers de d'Amade, moi, sous mon déguisement d'Arabe. Et « La Nive » qui nous avait ramenés tous deux de l'autre bout du monde, échouait à son tour sur les mêmes côtes marocaines.

Grébert, installé peu après photographe à Casablanca, devait devenir l'un de ces magnifiques colons qui, les premiers ont défriché, labouré, ensemencé cette terre, planté des arbres, bâti sur elle, fait de son désert un paradis. Ces colons sont morts, enfouis sous leur glèbe: leurs noms sont oubliés. Mais nous les retrouverions debout, prêts à la défendre le fusil au poing, s'ils entendaient dire un matin : Cette terre n'est plus à vous !

\*

\* \*

L'homme le plus populaire, parmi nous, était l'adjudant Brèthes.

Débarque le 5 août 1907, avec le commandant Mangin, la veille du débarquement du général Drude, Brèthes était devenu le *missi dominici* des autorités civiles et militaires. Le général d'Amade lui confie le recrutement des chameaux nécessaires aux convois de ravitaillement des colonnes, le commandant Dessigny en fait son adjoint.

Détaché du Tabor français chargé de l'instruction de la police intra muros, il est l'homme sur qui repose la mise à exécution du service de nettoyage, des travaux municipaux, du contrôle des métaux précieux, rudiments d'organisations municipales dont aucun, alors, n'existait.

Petit, maigre, la figure allongée d'une impériale<sup>2</sup>, vêtu en toutes saisons d'un costume kaki, les jambes serrées dans des bandes molletières, on le voyait passer et repasser dans nos rues, juché, tout menu, sur la seridja rouge d'une immense mule.

Tous les Marocains le connaissaient, des plus hauts personnages au plus humble porteur d'eau. Ils l'appelaient « Joudan », (déformation d'adjudant), nom qu'aujourd'hui encore les indigènes lui ont conservé.

L'exiguïté de sa taille, la vivacité de son caractère et de sa personne, s'accordaient avec la multiplicité de ses fonctions,

Nous lui devions déjà, la constitution des équipes de Juifs chargés du ramassage des cadavres, après le bombardement, et plus récemment, l'organisation embryonnaire d'un service de nettoyage. Le recrutement des boueux s'était fait chez les Juifs dont les miséreux encombraient le Mellah. Munis de balais de branchages, précédant un petit tombereau traîné par un âne, ils passaient tous les matins devant nos portes pour nous débarrasser de nos déchets ménagers. Leur chef, un indigène, avait pris le titre pompeux d' « amin el zebel » (directeur des ordures), vite transformé par la populace en l'expression intraduisible d' « amin

<sup>2</sup> (1817) *Barbe à l'impériale*, et subst. *une impériale* : petite touffe de poils qu'on laisse pousser sous la lèvre inférieure. → **barbiche**. (Robert)

res), vite transformé par la populace en l'expression intraduisible d' « amin el kh'ra ».

Tandis que le commandant Dessigny restait à demeure dans son cagibi, Brèthes courait sur sa mule à travers la ville soit pour surveiller ses équipes de balayeurs, soit pour communiquer au pacha les ordres de l'autorité.

L'appellation des rues, le numérotage des maisons, toutes ces petites mesures d'urbanisme, Brèthes en a été l'exécuteur, comme il a présidé à l'édification de la fameuse Tour de l'Horloge dont nous allions chaque jour assister à la poussée verticale, au-dessus de nos vieux remparts.

Un soir, il y eut comme une révolution sur la place de France. Jusque-là, dès la nuit tombée, la place, comme dans toute la ville, comme dans tout l'empire, devenait le domaine des ténèbres. Nos falotes lanternes n'en réduisaient guère l'épaisseur. Le commandant Dessigny avait décidé d'éclairer au moins la Place de France, grouillante d'une foule indigène volante et de tous les marchands qui s'y étaient à demeure installés.

Un pylône de fer y avait été dressé, on n'attendait plus que le réflecteur à l'acétylène commandé par Brèthes à Saint-Étienne. Quand il arriva, nous fûmes tous au pied du pylône, comme pour une cérémonie d'inauguration. Nous voulions assister à ce « fiat lux » dont Brèthes tenait dans ses mains l'appareillage avec sa boîte d'allumettes. Il gravit lentement l'échelle, conscient de son rôle de porte-lumière. Il bricola quelque peu au haut du pylône pour y fixer sa machine, frotta son allumette et ce fut soudain comme si le soleil s'était posé sur la Place de France.

Déjà piqué par la manie de collectionner les médailles, on retrouvait Brèthes à ses heures de loisirs chez les bijoutiers juifs, à l'affût des colliers faits d'antiques pièces d'or que les fathmas y venaient vendre.

À sa passion de numismate, il joignait celle de spéléologue. Il explorait les cavernes, en recueillait les légendes. Dans les Chtoukas, on lui en indique une, hantée par de redoutables génies. Il s'y fait accompagner par deux mokhaznis. Une pelote de ficelle doit lui servir de fil d'Ariane, car les cavernes ont souvent des allées latérales, à des profondeurs insoupçonnées.

Après un parcours de quelques minutes, par jeu il s'écrie : - Yaklouni el djennoun ! (Les génies me mangent !)

Épouvantés, les mokhaznis lâchent la ficelle qui les relie à l'explorateur, s'enfuient, annoncent que le « Joudan » a été dévoré par des diables. En vérité, Brèthes eut bien du mal, la ficelle lâchée, à retrouver son chemin.

Vint la guerre, où Brèthes aurait dû partir avec ses tabors. Il serait devenu adjudant de compagnie, et sans doute mort parmi les morts, si Lyautey n'en avait tiré meilleur parti.

Il en fit un recruteur d'hommes. On le vit aller de tribu en tribu, ramener des volontaires pour les prochaines batailles ou des travailleurs pour les chantiers du front.

Il s'embarquait avec eux de Casablanca, les convoyait à travers la France jusqu'aux lignes de feu, partageait avec eux la paille des granges, les bombardements, veillait à ce que ces Marocains transplantés ne manquassent ni de couscous ni de thé.

Il repartait pour un nouveau convoi de combattants, fut en Argonne, à Verdun, au Mort-Homme, au Chemin des Dames, chleuh parmi les chleuh.

Les titres de ses ordres de marche forment un volume impressionnant, où paraissent les plus grands noms de la Grande Guerre. Du premier janvier à la Saint Sylvestre, de 1914 à 1918, il refera le même itinéraire sans désemparer.

Les artistes, les érudits passionnés d'histoire ou de folklore connaissent le chemin du Boulevard Victor Hugo, où il s'est maintenant retiré. Sur sa table encombrée de paperasses, de bouquins et de vieux silex, ils trouvent toujours des notes pleines de sa fine et détestable écriture pour satisfaire leurs recherches ou leur curiosité.

Sa collection d'anciennes monnaies est d'une variété et d'une incomparable richesse. Monnaies d'or, d'argent ou de bronze dont les figurines et les légendes racontent l'histoire de l'Afrique.

Il m'a fait l'honneur d'en éditer la nomenclature et les photographies sous le titre: « **Histoire du Maroc, par les recherches numismatiques** ». Ce livre est un monument unique à joindre à la bibliographie marocaine. On ne sait ce qu'il y faut le plus admirer, l'érudition de l'auteur ou la patience du chercheur.

Ayant trouvé un denier romain dans le sable du phare des Roches Noires, il passe le sable au crible sur une étendue de deux cents mètres carrés et quatre-vingt centimètres de profondeur.

Il y trouve en pièces d'argent et de bronze, les têtes laurées de Vénus, celles de Pallas et de Jules César, le buste de Climène mère de Phaëton, les figures diadémées de Junon et de Cléopâtre, l'histoire de Rome et de ses dieux. Lorsqu'un de ses visiteurs émet le désir de voir ses médailles, il n'en dérange les tiroirs superposés qu'avec les gestes du prêtre sortant de son tabernacle le Saint Sacrement.

Il a fait don, récemment, de sa collection, à la Banque d'Etat de Casablanca.

Vous trouverez encore Brèthes tous les jours, vêtu de kaki, les jambes serrées dans ses bandes molletières, aux entours des bijoutiers juifs du Mellah, ou dans une gargote arabe, s'offrant un couscous que pas une de nos cuisinières ne sait confectionner comme le leur.

Il est le dernier des anciens resté fidèle au Casablanca de jadis. La ville géante, poussée à côté, ne l'a pas conquis.

\*

**T**ROIS mois avaient suffi au général d'Amade pour soumettre la totalité des tribus de la Chaouïa.

Nos pertes, au cours de cette campagne, celles subies sous le commandement du général Drude comprises, furent de quatre-vingt-dix morts et un peu plus de deux cents blessés.

Les qualités militaires du général d'Amade l'élevaient au rang d'un Dodds et d'un Galliéni. Il montrait dans son rôle d'administrateur des qualités non moins éminentes.

À l'encontre de Drude qui paraissait volontiers en bras de chemise, son successeur, en toutes circonstances gardait une tenue irréprochable. Froid, un peu distant, quoique son regard restât bienveillant, il était le type parfait du gentleman. « On dirait Lyautey », écrivait de lui un journaliste qui l'était allé voir en son château de Pontus, près de Livourne, même taille, même figure colorée, même moustaches un peu infléchies sur les lèvres. Mais quelle différence de caractère !

Les colères de Lyautey étaient fréquentes; il jetait son képi sous ses pieds, ouvrait le débit de ses jurons militaires. Les impatiences comme les enthousiasmes de d'Amade restaient intérieurs, on ne les voyait pas. Jamais un juron ni un mot trivial ne sortit de ses lèvres. Lyautey aimait les parades, les mouvements de foule, le panache... Ses mots jaillissaient en fusée, expression d'un dynamisme dont tous ceux qui l'approchaient s'imprégnaient. Une rectitude non sans grandeur, telle était l'impression qu'on gardait de d'Amade. Son élégance sobre, classi-

que, se fût mal accommodée d'une exubérance dans le discours ou dans l'attitude. L'accessoire, pour Lyautey, c'était la vertu, pour d'Amade comme pour Caton, c'était la gloire. La pacification de la Chaouïa la lui donna : son intransigeance patriotique la lui fit perdre.

Le 6 janvier 1908, il débarque à Casablanca. L'inaction de Drude a rendu les tribus présomptueuses et arrogantes. Elles ne nous croient pas capables d'aller plus loin que le bord de la mer pour rester sous la protection des frégates. Alors, le 14 janvier, d'une seule traite, d'Amade occupe Settat. C'est à coup de marches forcées, souvent de nuit, qu'il tombe sur les tribus comme la foudre. La rapidité de ses déplacements étonne les Marocains qui lui attribuent le don d'ubiquité. Parti le 15 février de Ber Rechid, il campe le 16 février à Settat, le 17 sur l'Oued Mazer, le 18 au pied du Marabout de Sidi Daoued et rentre le 19 à Si Aïssa entre Ber Rechid et Médiouna. Ses troupes ont parcouru, en combattant, 140 kilomètres en quatre jours.

Les Marocains se rendent alors compte que ni leur nombre, ni les distances ne nous arrêtent.

« Venez à nous, leur dit-il, quand il les a battus. Sous notre protection, vous labourerez vos terres, vous y vivrez en paix avec vos familles, nous respecterons vos croyances, nous vous aiderons à retrouver la prospérité. »

Des postes répartis sur toute l'étendue du territoire de la Chaouïa maintiennent un constant contact avec les tribus.

Conquises par l'ordre et la sécurité que nous assurons autour de nous, les fractions voisines de la Chaouïa viennent elles-mêmes solliciter notre intervention, nous font les arbitres de leurs conflits. Les troupes qui n'ont plus à se battre forent des puits, captent les sources, restaurent les casbahs en ruines, entourent leurs postes de jardins qui transforment insensiblement l'aspect désolé du bled.

À cette action purement militaire, il ajoute celle qu'il peut exercer sur l'essor économique du pays conquis. Il reçoit avec cordialité les civils et quand un nouveau commerçant s'établit, il lui rend visite avec son Etat Major, s'enquiert du pays d'où il vient, l'encourage dans ses efforts.

Car les bruits persistent toujours que nous évacuerons un jour Casablanca. Nous ne pouvons répondre à cette menace qu'en multipliant les intérêts français, en conquérant le sol, cette fois non plus par la force, mais par des industries, des commerces, une prospérité si pertinente que les Marocains eux-mêmes ne voudront plus nous laisser partir.

\*

**Q**UATRE ans plus tard, après la signature du traité du Protectorat, personne ne doutait que le premier résident général désigné ne fût d'Amade. Fortement soutenu par le ministre Regnault, il allait, en effet l'emporter, lorsque le gouvernement espagnol fit discrètement connaître au gouvernement français que ce choix ne lui serait pas agréable. Ainsi fut nommé Lyautey.

L'Espagne, sous l'influence de Rome et du secrétaire d'Etat au Vatican Mery del Val ne pardonnait pas au général d'Amade ses protestations lorsque le pape interdit aux aumôniers militaires français d'exercer leur ministère au Maroc.

Une bulle pontificale datant de plusieurs siècles réservait en effet à l'ordre des Franciscains le monopole du culte. C'est-à-dire que si cet ordre n'avait pas eu de filiale en France, l'Eglise n'aurait pu être représentée dans ce pays que par des franciscains espagnols. Dans ce différend, le côté politique l'emportait sur le côté religieux, car il fallut encore de longs pourparlers entre chancelleries pour faire admettre l'envoi au Maroc de cinq prêtres franciscains français, sous la direction du Révérend Père Bonaventure Cordonnier. Trente ans avant, l'ordre des

Franciscains avait déjà manifesté sa volonté de conserver son privilège. Au cours d'un de mes voyages de Tanger à Casablanca, en 1908. j'eus pour compagnon de route l'évêque de Tanger, Mgr Cervera. Je n'ai pu approcher ce haut dignitaire de l'Église : indisposé, il ne sortit pas de sa cabine, mais je causai longuement avec son vicaire. Il m'apprit que vers l'année 1880, le cardinal Lavignerie avait réussi à obtenir du Sultan Moulay Hassan, l'autorisation d'envoyer à Fès une mission de ses Pères Blancs. Et c'est sur l'intervention même de Mgr Cervera et sur ordre du Vatican que le cardinal dut renoncer à son projet.

Ce que l'Espagne pardonnait encore moins au Général d'Amade sont les déclarations qu'il fit à un rédacteur du « Matin », le 7 octobre 1909.

Voici ce document de la petite histoire. C'est grâce au retentissement qu'il eut, peut-être, que le danger que nous y courions alors, fut écarté.

« Le Matin », le 7 octobre 1909.

### UN CRI D'ALARME DU GENERAL D'AMADE

#### **Les agissements espagnols au Maroc constituent un danger pour la France**

*Montauban, 6 octobre. - À plusieurs reprises, au cours de conversations privées tenues dans ces derniers temps, le général d'Amade avait déclaré que la situation au Maroc était grave et que la France ne pouvait pas laisser se prolonger l'action espagnole dans le Rif, sans faire courir à notre domination sur le Nord de l'Afrique de graves dangers.*

*Une telle opinion, émanant de l'homme qui, par sa merveilleuse campagne de la Chaouia, a su conquérir la confiance de notre pays, méritait d'être signalée. Nous avons donc demandé au général d'Amade de dire à nos lecteurs ce qu'il pense des événements actuels. C'est dans ses vignes, à Barrayroux. près de Montauban, que nous avons rencontré l'ancien commandant en chef du corps de pacification du Maroc.*

*En civil, un sécateur à la main, dans le calme complet de la campagne, loin des excitations de la vie militaire, le général d'Amade nous a dit son opinion. La voici, fidèlement transcrite, telle qu'il nous l'a dictée lui-même, pesant les mots et les phrases, en patriote conscient de ses devoirs et de ses responsabilités.*

#### SITUATION PERILLEUSE

*- La situation que crée à la France l'entreprise espagnole au Maroc est devenue extrêmement périlleuse. Il n'est pas possible qu'elle se prolonge. Notre influence en Algérie certainement, et peut-être même notre tranquillité en dépendent.*

*Je m'explique.*

*L'Algérie a atteint son développement maximum. Routes, chemins de fer, ports y donnent à peu près tout ce qu'on est en droit normalement d'espérer d'eux. En outre, la Méditerranée est un débouché médiocre, depuis longtemps, borné à l'Ouest, et il m'apparaît évident que l'avenir est vers l'Atlantique, par la voie de terre. L'Atlantique nous ouvre tous les espoirs commerciaux: il regarde des pays jeunes et prospères, il dessert l'Amérique et l'Afrique occidentale, vers laquelle il représente une route bien plus sûre que les déserts du Sahara, Donc, nous avons un besoin impérieux de fortifier nos conquêtes algériennes par une zone d'influence au Maroc.*

*« Or, jetez les yeux sur la carte, vous y trouverez une ligne qui, de notre frontière oranaise, va d'Oujda à Rabat par Taza et Fès. Celle route est accessible et sera reconnue bientôt, par tous les voyageurs occupés de la pénétration du Maroc, comme la voie naturelle qu'il importe de*

*s'assurer. Sur cette route, Taza est l'objectif essentiel. Et j'ajoute : Si nous n'y prenons pas garde, Taza pourrait être le Fachoda marocain.*

*« Vous vous rappelez ce que fut le dangereux incident de Fachoda ? Les Anglais, voulant continuer leur pénétration au Sud de l'Égypte, réclamaient sur nous un droit d'occupation de Fachoda qu'ils estimaient légitime en vertu de leur action et de leur influence dans les régions que Fachoda commande. Or Taza est pour nous, au Maroc, ce que fut Fachoda pour la pénétration anglaise dans la Haute Égypte. Nous ne saurions donc, sous peine de compromettre à tout jamais notre prestige, et par suite nos intérêts commerciaux, laisser Taza aux mains des Espagnols.*

*- Pensez-vous, mon général, que les Espagnols iront à Taza ?*

*- Ma réponse est bien simple. Avec 15.000 hommes, nous avons pacifié la région de la Chaouia, sans base de ravitaillement, sans port de mer, et pourtant nous avons toujours scrupuleusement observé les conventions internationales, nous avons toujours évité de froisser les susceptibilités européennes. Les Espagnols, au contraire, ont jeté 50 000 hommes dans une région voisine de leur péninsule, avec leur possession de Melilla comme base d'opération. Même s'ils n'ont pas, dès maintenant, l'intention d'atteindre Taza, ils y seront amenés par des nécessités militaires et de politique indigène, et puis aussi, par la poussée naturelle d'effectifs aussi nombreux et aussi voisins de la Métropole. Le corps d'occupation espagnol a déjà obéi - peut-être à son insu - à cette pression en s'emparant de Nador et en étendant encore sa zone d'action vers le Sud.*

*« Les Espagnols auraient-ils envoyé de pareilles troupes au Maroc pour une mesure de police autour de Melilla ? Je ne pense pas. D'autant que les premiers succès ont provoqué en Espagne un réveil du parti militaire et que l'idée de conquête séduira les esprits aventureux. Le roi lui-même s'intéresse personnellement au Maroc : il est allé, il y a quelques mois, passer à Melilla la revue des troupes, et il n'a jamais caché son désir de rechercher au Maroc des compensations à la perte de l'Empire colonial de l'Espagne.*

*« L'Espagne est d'ailleurs sollicitée dans cette voie par l'influence de Rome, le Maroc étant un vicariat apostolique espagnol au point de vue de la « Propagande ».*

*« Pendant la campagne de la Chaouia, les premiers aumôniers catholiques, des missionnaires français, furent, sur l'ordre de Rome, remplacés par des Espagnols dès l'entrée des colonnes. Aujourd'hui encore, ce sont des prêtres espagnols qui, dans nos ambulances militaires, apportent aux Français catholiques, les secours de la religion. Il y a donc là, du côté de Rome, un encouragement constant de l'influence espagnole et une aide précieuse, bien que les missionnaires espagnols ne se fassent aucune illusion sur la portée de leur prosélytisme auprès des tribus marocaines.*

*Je crains donc que les Espagnols n'aillent trop loin et ne contractent vis-à-vis du Maroc une dette en hommes et en argent, en efforts de toutes sortes, si lourde que l'occupation de la zone d'influence française ne nous soit pour longtemps ravie.*

*« Déjà les opérations qui s'accomplissent dans le Rif ont une répercussion sur les marchés de la frontière algérienne. Que sera-ce si l'occupation espagnole persiste et s'étend ?...*

*« En vérité, nous devons intervenir dans le plus bref délai possible si nous voulons sauvegarder nos intérêts économiques et politiques en Afrique. Je ne suis certes pas un esprit pessimiste : j'ai la plus grande foi dans les hommes qui ont reçu mission de veiller sur les destinées de ce pays: je connais, pour les avoir éprouvés, leur clairvoyance et leur patriotisme. À cette heure, ils doivent être avertis par M. Revoil et par M. Regnault que le baromètre politique sur la question marocaine est en dépression à Madrid aussi bien qu'à Tanger. Ayons donc*



*confiance aussi bien dans les hommes de valeur qui nous gouvernent que dans la loyauté de nos amis espagnols. »*

*Ainsi parla le général d'Amade, je lui dis alors :*

*- Vous m'autorisez, mon général, à reproduire les déclarations que vous venez de me faire ?*

*- Je crois, répondit-il, servir mon pays en disant toute mon opinion. Je la dis librement, voilà tout. L'Espagne elle-même y trouvera de loyales indications et de sympathiques avis.*

Ainsi que le général d'Amade le rappelait nous fûmes à Casablanca l'objet de suspicions incessantes de l'Europe. Nous dûmes mettre en oeuvre tour à tour une prudente dignité et une résolution patriotique qui n'allèrent pas sans de dangereuses alternatives. Puisse le gouvernement d'un pays que nous aimons considérer les récents périls et imiter notre sagesse !

Jean d'ORSAY.

**L**ES événements militaires ne justifiant plus ma présence à Casablanca, le « *Matin* » m'avise, au mois d'octobre 1908, que ma mission est terminée, je dois rentrer à Paris.

J'annonce mon prochain départ au général d'Amade. Je le remercie de la bienveillance qu'il m'a témoignée dans mon rôle de correspondant de guerre.

Il garde un instant le silence. Son regard se pose sur moi avec une acuité inaccoutumée, puis :

« Non, dit-il, ne partez pas, vous allez fonder ici un journal français. La population est assez nombreuses pour le faire vivre. Ses débuts seront modestes, sans doute, mais je vous aiderai. Ce journal sera l'affirmation de l'importance des intérêts français à Casablanca.

Il ajoute :

Votre action auprès de Moulay Hafid vous a fait connaître des Marocains. Votre nom, à la tête de ce journal, sera comme le témoignage que nos ennemis d'hier sont devenus nos amis.

Je réserve ma réponse pour en informer le « *Matin* ».

Je ne peux pas prendre sans l'en avertir, une décision aussi brusquée.

- Acceptez, me répond Heideman, nous nous réjouissons qu'on ait choisi, pour fonder le premier journal français, un rédacteur du « *Matin* ».

Sans l'insistance du général, je n'eusse pourtant pas accepté. Mes aventures m'avaient fait sortir de l'obscurité. J'occupais maintenant une certaine place dans le journalisme parisien. L'avenir était plein de promesses de ce côté, de l'autre c'était l'inconnu. Resterions-nous dans la Chaouia ? Le gouvernement s'était engagé à l'évacuer dès que l'ordre y serait rétabli. Que deviendrais-je si, sous la pression des événements, nous étions obligés de partir ?

- C'est pour en abolir l'idée même, me répondait d'Amade, que je vous demande de rester. Nous sommes au départ d'une action politique et économique dont les prolongements dans l'avenir seront ce que nous les ferons. Grâce à la présence de nos troupes, les tribus de la Chaouia jouissent d'une prospérité qu'elles n'ont jamais connue. Elles ne veulent pas que nous partions. La colonie française, d'autre part, s'accroît sans cesse et déploie une activité dont vous avez été le témoin. Dans cette double action de la pacification et d'essor économique, il manque un organe qui la concrétise, qui ajoute, à la prééminence des intérêts, celle de la parole. J'ai pensé à vous, conclut le général, parce qu'il y a, en effet, un risque à courir et que vous avez le goût du risque.

Ce dernier argument me décida. J'acceptai.

Nous envisageons aussitôt, le général et moi, comment réaliser l'oeuvre nouvelle. D'abord, trouver les fonds nécessaires à l'achat d'une imprimerie. Le général me suggère de faire appel au concours financier de la population, intéressée la première à la création de ce journal.

Je ne sais par quel bout commencer. J'ignore le mécanisme des sociétés. Je suis profane en matière d'imprimerie. Quel matériel faudra-t-il acheter ? Où recruter le personnel ?

Je confie mon embarras à René Leclerc, administrateur de la « Dépêche Marocaine » à Tanger et délégué du Comité du Maroc. Il m'envoie l'administrateur de l'imprimerie de la « Dépêche », Gustave Reynaud. C'est un homme d'une cinquantaine d'années et d'une telle myopie que, malgré ses lunettes, il ne peut lire qu'en collant littéralement son texte sur ses yeux. Il est, en revanche, le plus roué des hommes d'affaires.

Sa collaboration m'est pourtant précieuse. Toutes les difficultés disparaissent. Il extrait de sa poche le projet des statuts à présenter aux éventuels actionnaires : une société anonyme par actions de cent francs au capital encore indéterminé, mais qui ne doit pas être inférieur à dix mille francs.

Je commence mes démarches auprès des commerçants de la ville. Je suis partout bien accueilli. En quelques jours, soixante-quinze actions sont souscrites. Pour compléter les cent actions qu'il nous faut, Gustave Reynaud en souscrit vingt et moi cinq.

La moitié des actions étant payable à la souscription, nous disposons d'une somme de cinq mille francs, déposés dans les caisses de la Compagnie Algérienne. L'assemblée générale constitutive a lieu dans une dépendance du magasin d'Hector Caulier. Bienaimé, de la Cie Algérienne, Gustave Reynaud et moi constituons le bureau provisoire.

Je donne lecture des statuts. Une vive controverse met aux prises Gustave Reynaud et les actionnaires présents. Ils s'étonnent que le journal ne soit pas compris dans les apports de la Société. Ils ont souscrit pour la fondation d'un journal et non pour l'exploitation d'une imprimerie.

Il résulte de la rédaction des statuts que le journal ne sera qu'un des clients de l'imprimerie et réduit, de ce fait, à ses seules ressources. Les conséquences de cette astuce me vaudront bientôt d'amers déboires. Mais que m'importe, pour l'heure, ces subtilités. Je n'envisage que l'essentiel, l'oeuvre rendu possible par l'imprimerie. J'ai déjà dans la tête les phrases de mon premier article d'où sont exclus les sordides soucis matériels. Je réponds que, dans mon esprit, cette discrimination n'existe pas et que le journal, né du concours des actionnaires, reste au service de ces actionnaires. On vote. Les voix de Gustave Reynaud, les miennes, celles des pouvoirs que j'ai dans la main ont raison des protestataires. Ainsi se trouve constituée la Société anonyme de l'Imprimerie Rapide, sous la gérance de Gustave Reynaud.

En 1918, Mercié en cèdera le nom et le matériel à son propriétaire actuel, M. Moinier.

Le Conseil d'Administration est alors élu : président, Prosper Ferrieu, principal actionnaire, puis Gabriel Veyre, Domény, représentant la Société Indo-Chinoise (aujourd'hui l'U.C.I.A.), et le transitaire Martin.

Nous louons dans la rue du Commandant Provost, pour un loyer mensuel de cent francs, un assez vaste magasin, à son propriétaire indigène Ben Kiran. Le local fait face à la nouvelle poste française que vient de construire Francis Busset, à l'angle de la rue d'Anfa. Il abrite aujourd'hui des marchands de fruits.

Gustave Reynaud s'embarque pour Marseille. Il achète à la Maison Olive, encore existante, d'occasion, le matériel nécessaire à la confection d'un journal et des travaux de ville. Ce matériel comprend : une machine Marinoni, format Jésus, deux petites Minerve, un massicot et

trente casses de différents caractères.

Les linotypes ne sont pas encore d'un usage courant. Les journaux se composent pour la plupart à la main. Notre Marinoni sera tournée à bras et les autres machines à la pédale. Tout ce matériel nous est vendu cinq mille francs, la moitié payée à la commande, le solde en douze mensualités de deux cent cinquante francs.

Le 10 novembre, Gustave Reynaud est de retour. Il a ramené de Tanger deux typographes débauchés de la « Dépêche Marocaine », Bouscasse et Bernardi. Un troisième typo, Salomon Cohen, est recruté à Casablanca. Ancien ouvrier du journal espagnol tangérois « Le Provenir », il est le seul survivant de cette équipe et toujours employé dans une imprimerie de la place. Nous embauchons aussi une margeuse. Mme Meylan qui, le soir, devient pianiste sur les tréteaux du Café Glacier qu'Andréi vient d'ouvrir sur la place de France.

Je peux enfin annoncer au général d'Amade que le premier numéro du journal paraîtra le 23 novembre. Je l'appelle « La Vigie Marocaine », en souvenir d'un quotidien algérois du soir auquel j'avais jadis collaboré: « La Vigie Algérienne ».

Elle paraîtra trois fois par semaine. Le numéro sera vendu dix centimes, l'abonnement annuel coûtera quinze francs. La publicité est abondante mais bon marché : de dix à cinquante francs par mois. Je désirais qu'elle fût à la portée de toutes les bourses.

Grâce à la complaisance de son directeur actuel, le docteur Eyraud, j'ai pu tenir dans mes mains, réunies en folio, les feuilles jaunies par le temps des années 1908 et 1909. J'ai relevé les noms des clients de la publicité de cette époque; je les transcris ici, en hommage à leur concours qui ne me fit jamais défaut,

« La Taverne du Moulin Rouge de Valladon, la boucherie Louis Garde, l'Eden-Concert d'Andréi, le commerce d'alimentation de Gustave Dupont, le photographe Grébert, l'horloger Jourda, la papeterie René Allary, le commerce de vins Faure et Dodard, l'Hôtel d'Europe de Placidi, successeur de Mme David, le magasin de nouveautés « Au Bon Marché » de I.S. Ohana, la blanchisserie de Mme Daniel, l'épicerie Odet, l'épicerie Robic, la pharmacie de Philippart, la pharmacie Hafiz, la charcuterie Noël Riqué, la parfumerie Michel, le coiffeur Dubut et Sauvau, le bazar Deschamps, la boucherie Frison, la boulangerie Rancurel, la pâtisserie Pontier, le magasin de nouveautés Caulier-Delaby, le bazar d'Hector Caulier, les peintres Daniel et Blanc, le représentant des cycles Peugeot, Peterman, la quincaillerie Ré et Besnier, l'atelier de menuiserie Rebulliot et Dubreuil, et, en bas de page, sur cinq colonnes, l'usine du Grand Socco du docteur Veyre.»

Il n'en reste guère, de ces pionniers qui contribuèrent à la naissance de « La Vigie Marocaine ». Les seuls survivants sont, je crois, à l'heure actuelle, Gustave Dupont, Jourda, Blanc, devenu colon à Bir Djedid Saint-Hubert, Caulier-Delaby, Rebulliot et Allary.

Le général d'Amade a tenu sa promesse et souscrit cinquante abonnements à servir dans les différents postes de la Chaouïa, il m'alloue une subvention de deux cents francs par mois, payable par le Service des Affaires Indigènes et, pour le premier numéro, m'adresse un édito intitulé: « Nos amis, les ennemis » et signé « d'A. », ses initiales.

Nous avons invité pour ce jour du 23 novembre, toutes les personnalités de la ville : le Général et son Etat-Major, le consul M. Malpertuis, le vice-consul Maigret, le chancelier du consulat Zagury, le commissaire de police Dordé, le Conseil d'administration de la Société, Prosper Ferrieu, Gabriel Veyre, le doyen Philip et les actionnaires.

Guillaume nous fait don du champagne et Georges Mercié des biscuits. Les formes du journal

sont en place sur la Marinoni, que se prépare à mettre en route mon nègre, Hamma Hiddine. Je l'ai habillé de neuf, des pieds à la tête. Immobile sous sa chéchia écarlate, près du volant de la machine, peut-être se rend-il compte que son bras d'esclave va mouvoir en ce jour, la roue du progrès.

Vers dix heures, l'un après l'autre, nos invités arrivent. Nous n'attendons plus que le Général. Il apparaît à cheval, avec son fanion de commandement porté par le maréchal des logis Bernard. Son chef d'Etat-Major, le colonel Malagutti, le commandant Hamelin, le capitaine Huot, l'officier interprète Ollier l'accompagnent. Il sert la main des ouvriers, s'intéresse à notre installation et s'approche de la machine. Gustave Reynaud l'invite à lui donner son premier tour de roue. Le Général se saisit avec bonne grâce de la manivelle et, sous son effort, le premier numéro de la « Vigie » sort de la presse. Il est passé encore frais à la poudre d'or, ainsi que les numéros suivants tournés par mon nègre.

Chaque invité en reçoit un exemplaire. Puis, réunis autour du marbre recouvert d'une nappe en papier journal, nous débouchons les bouteilles de champagne et le Général, coupe en main, souhaite à la petite « Vigie » qui vient de naître, longue vie et prospérité.

L'avenir a répondu à ses vœux. Je ne contemple pas sans mélancolie, pourtant, mais sans envie. son fastueux hôtel d'aujourd'hui, ses rotatives, ses linotypes, son personnel. Je pense seulement au vers du vieil Hugo :

**Ma maison me regarde, et ne me connaît plus.**

Dès le deuxième numéro, mes difficultés commencent. Jusque-là, je recevais du « Matin » une confortable rétribution, cent francs par jour, cinquante centimes par ligne insérée, mes frais de déplacement remboursés. Depuis ma démission, je ne recevais plus rien. Puisque j'avais adopté ce pays, j'avais aussi fait revenir de France, où ils m'attendaient, ma femme et mes deux enfants.

Je ne fus jamais économe, je n'avais déjà plus d'argent et me rendais compte que les revenus du journal ne suffiraient pas à me faire vivre.

Gustave Reynaud avait fixé à quarante francs le prix d'impression de chaque numéro, et je devais le payer d'avance. Au deuxième numéro, il m'informe qu'il s'est trompé, qu'il mange de l'argent à ce prix, qu'il me faut payer maintenant soixante francs, toujours d'avance.

Malgré cela, je me donnais tout entier à ma tâche. J'avais loué à Mercié, dans sa maison, face à la pâtisserie Pontier, pour vingt francs par mois, un petit bureau de quatre mètres carrés, uniquement meublé d'une table et d'une chaise Mais c'était là mon sanctuaire. Mon encrier, ma plume, mes feuilles blanches et quelques livres, ces simples accessoires de l'écrivain suffisaient à mon bonheur. Je rédigeais mes papiers au rythme de la rumeur qui montait de la ville en travail. Je devenais, suivant l'expression de Mistral, le « diseur » de notre existence journalière et me considérais un Douve] Amphion, cet antique joueur de lyre aux accents de laquelle les pierres de Thèbes se mouvaient.

C'est alors que le 8 décembre eut lieu un événement qui portait en germe ma ruine future : le meurtre de Rubino par son ancien associé Georges Mercié.

J'éprouve quelques scrupules à parler d'un mort. Mais ce mort et moi appartenons à l'histoire de Casablanca. Cette histoire ne serait pas ce qu'elle a été, si les faits qu'on va lire étaient passés sous silence.

Je ne raconte que ce qui est écrit. Le témoignage en reste imprimé sur les numéros de « La Vigie Marocaine » que n'importe qui peut rouvrir pour les connaître.

En vertu du régime des capitulations, la police française confiée aux soins de l'excellent et actif commissaire de police Dordé, ne pouvait s'exercer que sur les Français. Nous n'avions pas le pouvoir d'arrêter un étranger, même pris en flagrant délit de vol ou de meurtre.

À la faveur de cet écartèlement de la police, une bande dont l'Italien Rubino était le chef se livrait sans vergogne à la cambriole.

Les agents du commissaire avaient arrêté plusieurs fois le malfaiteur. L'Agent consulaire d'Italie, soucieux de faire respecter les prérogatives consulaires, le faisait remettre en liberté.

Je n'ai jamais su à la suite de quelles circonstances Mercié, dont les affaires étaient prospères, s'associa à ce Rubino dans l'exploitation de la cantine qu'il tenait au camp n° 3 et qu'il devait à la faveur du Général Drude. Les deux hommes commirent alors de tels délits que le général d'Amade dut retirer sa licence à Mercié. Les motifs de cette sanction avaient eu pour corollaire l'arrêt de la procédure de réhabilitation commencée en sa faveur par le consul de France. Mercié, depuis, organisait avec Farraire et Alexis, des convois de ravitaillement pour les troupes. Il n'en tirait qu'un revenu précaire.

Il en était là quand nous nous rencontrâmes à mon retour à Casablanca. J'aimais Mercié pour son courage et je n'avais pas oublié la preuve d'amitié qu'il m'avait donnée en m'envoyant des confitures et des cigarettes sans vouloir d'argent au camp de Bou Azzaoui. Je souhaitais qu'une occasion s'offrît pour lui prouver que ma propre amitié n'était pas seulement verbale.

Nous allions souvent chez un ami commun, Jean Darrigue, jeune commerçant enrichi dans la location de chameaux à l'armée. Après de plantureux repas arrosés de grands vins, nous prolongions les soirées en beuveries qui nous portaient aux confidences. Mercié nous racontait son existence tourmentée, ses rancunes et ses colères. Sur ce sujet, il retrouvait l'argot et la gouaillerie des bataillons de discipline où son passé, à l'âge de son service militaire, l'avait fait verser. Je croyais entendre une autre « Saison en Enfer ».

### **Je suis celui qui souffre et qui s'est révolté.**

Il avait gardé l'habitude, de son passage chez les « Joyeux » d'avoir la tête toujours passée à la tondeuse. On lui voyait ainsi derrière la tête une proéminence de la grosseur d'une noix.

- Ça ! nous disait-il, c'est la bosse du crime.

Je crois qu'au cours de ces soirées, rien ne nous resta caché de l'un et de l'autre. Nous sommes tous sortis du limon de la terre, mais dans chaque parcelle de ce limon dont sont faits les hommes, on peut découvrir une paillette d'or. Mercié m'apparaissait comme une sorte de personnage nietzschéen. Son courage, sa volonté s'étaient fortifiés au détriment de la morale qui n'est souvent chez les hommes appelés vertueux, qu'un signe de lâcheté.

Nous l'avions vu, Darrigue et moi, sur la terrasse du consulat de France, donnant à tous sa leçon de courage alors que cherchaient abri dans les escaliers ceux qui, quelques minutes avant, se fussent offensés de sa compagnie. De tous ceux qui furent présents ce jour-là au consulat de France, il fut le plus grand. L'enseigne Cosme, qui ne le connaissait pas, ne put s'empêcher de dire au consul Maigret. : « Il faut proposer cet homme pour la Croix de la Légion d'honneur ».

C'est peut-être à Mercié que pensait Lyautey quand il prononça sa fameuse phrase: « On ne fait pas le Maroc avec des pucelles ! ». Ils s'étaient rencontrés à Aïn Sefra, Lyautey n'était encore que colonel, Mercié faisait son temps de bataillonnaire. De son métier, il était peintre, avant d'être pitre. Bétous, alors entrepreneur à Aïn Sefra, lui avait fait lambrisser sa chambre nuptiale. Il avait décoré le plafond d'une couronne de roses. Les officiers l'employaient à badigeonner leurs logements, il aidait leurs ordonnances.

Quand Lyautey vint au Maroc et retrouva Mercié directeur de « La Vigie Marocaine », il l'invita à être l'un de ses convives à un déjeuner.

- Non, mon général, lui dit Mercié. J'ai ciré vos bottes, je ne m'assoierai pas à votre table. »

Il y alla ; il fallut un ordre. Cette crudité de langage et de caractère peint l'homme.

Mais en cette fin d'année 1908, Mercié, n'ayant plus un centime, se débattait dans un retour d'adversité. Il conçut, pour se tirer d'affaire, un projet machiavélique. Il proposa au commissaire Dordé d'entrer dans la bande de Rubino pour nous en débarrasser. Il redevint cambrioleur. Il rendit service à la communauté française en avertissant les futures victimes de se tenir sur leurs gardes. Une nuit, rentrant chez moi, je trouvai ma porte fracturée, mon matelas éventré, mon linge jeté en désordre au travers de ma chambre. Rubino était passé là... avec Mercé. Il m'en fit quelques jours après l'aveu.

- Tu as du toupet, lui dis-je, de l'avouer.

Pour toi. me répond-il, plus encore que pour un autre, je ne pouvais pas me dérober. Nous n'en voulions pas à tes frusques, mais à ton poignard en or de Moulay Hafid. Or je savais que ce poignard était chez Darrigue. Tu ne risquais rien.

Fort de l'impunité que les capitulations lui assuraient, l'audace de Rubino n'avait plus de bornes. L'Allemand Offerman, agent de son compatriote Walter Opitz que j'avais mis en cause dans « Le Matin » dans l'affaire des déserteurs de la Légion, vint honnêtement me prévenir que Rubino lui avait offert, pour trois cents francs, de lui apporter ma tête. Les combinaisons les plus extraordinaires avaient été inventées pour mettre le bandit hors d'état de nuire. On proposa au général d'Amade de lui tendre une souricière. Il s'agissait d'organiser un convoi d'argent. Mercié aurait entraîné Rubino à l'attaquer : la riposte nous en aurait délivré. Le général refusa de se prêter à ce guet-apens.

Ce fut toutefois un grand coup de surprise quand nous apprîmes, un matin, que Mercié venait de tuer Rubino. Darrigue accourt à mon bureau.

- Il faut sauver Mercié !

Le sauver, non de la police dont la complicité dans ce meurtre était évidente, mais de la vindicte publique. Ce seul mot de meurtre avait causé une indicible émotion : son auteur n'était pas aimé. Sa misanthropie le rendait distant, on ne le lui pardonnait pas.

Retenu pendant une nuit dans le bureau du commissaire Dordé, Mercié, le lendemain, fut écroué à son domicile. Un zouave, baïonnette au canon, resta en faction devant sa porte.

Sur ses cinq colonnes, dans « La Vigie » du jour, je rédigeai sa défense.

J'opposai son héroïque conduite, au Consulat de France, aux méfaits de Rubino. Je rappelai ses services rendus, les vols qu'il avait pu empêcher, je soulignai l'impuissance de la police ; je fis, enfin, le récit des circonstances qui avait contraint Mercié, pour défendre sa propre vie, à supprimer Rubino.

En voici le résumé:

Ce jour-là, Henri Amieux a retiré six mille francs de la banque, Mercié décide Rubino à s'en emparer.

Ils partent donc tous deux dans l'après-midi, sur une voiture à deux roues, pour cambrioler la propriété d'Amieux. Mercié est armé de son mousqueton, le même qui lui a servi au Consulat de France, et que, par faveur spéciale, le commandant Mangin lui a permis de conserver. Rubino a son revolver. Au milieu de la route, ils aperçoivent Amieux se dirigeant vers Casablanca. Ils vont se croiser.

- L'affaire est ratée, dit Mercié, Amieux va nous rencontrer, il nous accusera d'avoir fait le coup.

- Dans ce cas, répond Rubino, faisons-lui la peau au passage, il ne parlera pas.

- Non ! Je veux bien voler, je ne veux pas assassiner.

La discussion se prolonge, s'envenime, finit par des menaces.

- J'ai compris, s'écrie Rubino. Tu est un faux frère ! Tu fais partie de la police !

Il sort son revolver ; il va tirer. Plus prompt, Mercié qui tient son mousqueton à la main, lui envoie sa charge dans le ventre. Il roule le corps de Rubino dans le fossé, fait demi-tour sur sa voiture, va se constituer prisonnier entre les mains du Commissaire Dordé.

Telle est la version de Mercié, reproduite sous ma signature dans « La Vigie Marocaine » du 12 décembre 1908.

Les affaires civiles et criminelles ressortissaient alors des tribunaux consulaires. Au consul qui présidait étaient adjoint deux assesseurs choisis parmi les personnalités les plus marquantes de la ville: Philip, agent de la Compagnie Paquet et Fournier, agent de la Compagnie Marocaine. Le commissaire de police Dordé remplissait à la fois le rôle de juge d'instruction et de Commissaire du Gouvernement.

Les audiences se déroulaient dans une des salles du consulat et les causes qui s'y plaidaient étaient de petite importance. Cette fois, il s'agissait d'un meurtre commis en plein jour et dans des circonstances si mystérieuses qu'elles excitaient la curiosité et déchaînaient les passions.

La colonie italienne prenait fait et cause pour son compatriote Rubino. Elle n'était pas nombreuse, quatre sujets peut-être, qui faisaient du bruit comme quarante. La colonie française considérait l'événement comme un règlement de comptes entre deux larrons. J'avais en vain défendu Mercié. On excusait mon parti-pris, on n'excusait pas le meurtre.

L'instruction, confiée au commissaire Dordé, fut close huit jours après par un non-lieu. Mercié s'étant trouvé en état de légitime défense.

Nul témoin n'était là pour confirmer ou infirmer ses déclarations. On n'eut même pas la curiosité d'interroger Amieux pour vérifier s'il s'était vraiment trouvé sur leur chemin, comme l'avait déclaré Mercié, à l'heure du meurtre.

Le tribunal ne put qu'entériner les conclusions du commissaire. Mercié fut libéré. Le zouave mis en faction devant sa porte disparut.

Cette aventure n'arrangeait cependant pas ses affaires. Son comptable, un bossu nommé Lavrut, qui avait secondé Mercié dans ses rapports avec Rubino, s'était empressé de quitter le Maroc, effrayé des conséquences de sa collaboration avec les deux hommes. C'est lui qui avait révélé qu'Amieux avait touché six mille francs à la Cie Algérienne, et fourni ainsi l'appât qui devait déclencher le drame. Son départ laissait Mercié désarmé et ne s'y retrouvant plus dans ses comptes.

Les exhortations de Darrigue, les miennes, ne réussissaient pas à le sortir de sa torpeur. Non qu'il éprouvât des remords, mais le sentiment que sa présente déchéance, après être sorti si miraculeusement de la première, était cette fois irrémédiable.

Sa réhabilitation avait été proche, sa cantine lui promettait la fortune. Quel mauvais génie l'avait donc poussé à s'associer à Rubino dans son paisible commerce et provoquer par leurs délits, vente d'alcool et de produits frelatés, l'intervention personnelle du général d'Amade, leur renvoi du camp et la fermeture de leur cantine ?

Comment expliquer cette attirance qu'ont entre eux les mauvais garçons, parce qu'ils ont en commun les mêmes écarts, la même révolte contre les lois de la société.

Il était pourtant tout autre, Mercié, au cours de nos soirées passées à boire les liqueurs et les vins que nous offrait Darrigue. La ferveur de notre amitié ne le détachait qu'à l'instant de ses pernicious instincts. Il les reprenait en retrouvant Rubino et il dut y avoir entre les deux hommes je ne sais quel terrible secret pour que Mercié, soudain, décidât sa perte.

En pénétrant dans mon bureau, j'assistais chaque jour à son glissement vers des solutions désespérées. Il parcourait de long en large, comme un fauve, le patio de sa maison, le regard dur, la bouche close, et si parfois j'intervenais, je ne recevais que cette réponse: F... moi la paix!  
Un après-midi, je le trouve au milieu de sa cour, occupé à ficeler sa malle.

- Tu vois, me dit-il, je f... le camp! Je prends le bateau de demain. C'est moi qui les emm... maintenant, tous ces peigne-c... de Casablancais, je ne les verrai plus.

Il s'exprimait toujours par une bordée de grossièretés chaque fois que le rongait le cafard.

Que lui répondre? Tout s'effondrait de ce que nous avons fait, Darrigue et moi, pour le détourner de son mauvais sort. De nos longues soirées, passées à vider nos âmes, à nous fortifier d'une triple amitié, demain il ne resterait rien.

Mais le destin se plaît à renverser nos désirs et quelquefois nos désespoirs. J'étais encore près de Mercié lorsque Gustave Reynaud, accompagné de sa femme, me rendit visite.

Je viens vous remettre ma démission de gérant de l'imprimerie, me dit-il. Je n'y vois plus. Je vais aller en France me faire opérer avant de devenir tout à fait aveugle.

Atteint d'une double cataracte, le malheureux n'écrivait plus, ne lisait plus qu'avec les mains et les yeux de sa femme.

Prenez ma place, ajoute-t-il. Je ne vous demande que la reprise des 2.000 francs d'actions que j'ai dans l'imprimerie.

Cette nouvelle inattendue, l'émotion que je venais d'éprouver en apprenant le départ de Mercié, tout se brouillait dans ma tête. 2.000 francs? Où les trouver?... Comment me débrouiller avec le journal et l'imprimerie superposés? Et tout d'un coup, l'idée jaillit: Mercié!

Je reviens vers lui:

- Ne t'en va pas! Tu vas prendre la place du père Reynaud.

Je lui donne la nouvelle de sa démission. Débordé par la rédaction du journal, il m'est impossible de lui succéder. Il faut quelqu'un pour diriger l'imprimerie.

- Accepte! Tu es sauvé!

Il répond d'abord:

- Tu es fou! Je n'y connais rien à ton fourbi. Et l'argent? Je n'en ai pas. Non. J'ai décidé de f... le camp, je f... le camp. Je vais chercher Darrigue. Je pense trouver chez lui, non d'autres arguments de persuasion, mais les 2.000 francs qui nous manquent.

Quand je le retrouve, Mercié est plus calme. Ma proposition a fait mon chemin, une lueur lui est apparue au bout de sa nuit; elle va lui rendre l'espérance. Mais Darrigue n'a pas d'argent. Il est gêné. Sa ladrerie est plus forte que son amitié.

Pourtant, deux mille francs, ce n'est pas énorme. Nous devons bien finir par les trouver.

Ce sera un Allemand, Carlos Wetgen, qui nous les prêtera. Cet Allemand, d'ailleurs, se défendait de l'être. Il voulait qu'on lui reconnût la nationalité suisse et c'est pour obtenir notre



appui qu'il nous faisait ce prêt.

Mercié versa la somme à Gustave Reynaud. Une assemblée générale, après quelques remous vite apaisés, puisque nous avons la majorité, confirma Mercié gérant de l'Imprimerie Rapide.

Deux mois après, j'entre dans l'imprimerie à l'heure du courrier. Mercié vient de recevoir un papier vert.

- Tiens, me dit-il, regarde!

C'était son casier judiciaire, vierge.

La suppression de Rubino était sans doute pour quelque chose dans sa réhabilitation, mais il avait aussi donné bien d'autres gages, comme on va le voir, en tant qu'imprimeur de mon journal.

Nos rapports, dans les premiers jours, furent aussi confiants qu'affectueux. Mercié s'initia vite à son nouveau métier d'imprimeur.

Quant à moi, j'étais ravi. Je n'avais plus à payer d'avance l'impression de la « Vigie Marocaine ». Mercié prit même à sa charge les besognes fastidieuses auxquelles j'étais astreint : le pliage des journaux, l'inscription à la main des bandes d'adresses des abonnés, le timbrage, tout ce que comportaient enfin les accessoires d'un journal.

Mais rien n'était encore changé à nos conditions d'impression, mon compte débiteur s'allongeait. De temps en temps, seulement, Mercié m'en énonçait le montant :

- Tu me dois trois cents francs... Tu me dois quatre cents francs...

À six cents francs, il m'arrêta :

- Mon vieux, dit-il, tu ne me paieras jamais. Tu n'es pas assez prévoyant. Il faut que quelqu'un le soit pour toi. Voilà ce que je te propose: Associons-nous. Tu n'auras plus à t'inquiéter d'aucun compte. Tu percevras vingt francs par jour sur la caisse pour ton existence journalière. Nous mettrons en commun les recettes du journal et de l'imprimerie. Tous les trois mois nous partagerons les bénéfices.

Sur un papier timbré qu'il a déjà préparé, nous apposons nos signatures et le 10 avril 1909, paraît pour la première fois sur la manchette de la « Vigie » : Administrateur, Georges Mercié.

Sans cesse, la population s'accroissait. Aux artisans et aux petits commerçants des premiers jours s'ajoutaient des entreprises plus importantes et déjà perçaient de petites spéculations sur les terrains.

Les premiers acheteurs furent les adjudants des troupes d'occupation, Challet et Latu. Mais, persuadés comme je l'ai déjà noté, que la ville ne s'étendrait jamais à l'est, à cause du cimetière musulman de Sidi Belyout, ils avaient acheté des parcelles autour de la télégraphie sans fil (quartier Racine).

La construction de l'usine du Grand Socco du docteur Veyre renversa leurs prévisions. Il fallait de l'eau au docteur pour le fonctionnement de sa minoterie. Si faible fût-il, le débit de l'oued Bouskoura suffisait du moins à son départ. Challet et Latu s'empressèrent d'acheter à leur tour des morceaux de son voisinage et construisirent de petites villas sur les bords de l'Oued. J'habitais l'une d'elles qui existe encore, construite par l'adjudant Latu, en bordure de l'actuel Jardin d'Été. J'eus pour voisin au milieu des jardins, Hector Caulier et sa famille. Ils

avaient acquis là une maison mauresque aménagée à leur usage. Son frère Caulier-Delaby devint aussi propriétaire d'une vaste superficie et nous pouvions voir dans les environs l'inspecteur de douanes Martinet, mesurant, avec une chaîne d'arpenteur, ses récentes acquisitions.

Ces terrains avaient déjà subi une certaine hausse. Un propriétaire espagnol, Carlos Atalaya avait vendu quatre sous le mètre au groupe Paris-Maroc, les terrains de l'Abattoir où devait s'élever l'Hôtel Excelsior.

Maintenant, les superficies voisines valaient 1 franc et 1 fr. 25 le mètre carré.

Pour se rendre à l'usine Veyre, il fallait passer par un carré de choux où se crotaient nos chaussures. Nous disions à Veyre:

« Achetez donc ce carré si désagréable à traverser ».

- Je voudrais bien, répondait Veyre, mais le propriétaire en demande deux francs cinquante. C'est vraiment trop cher ».

Les achats eussent été plus importants et la hausse plus forte sans la menace de l'évacuation prochaine de la Chaouïa.

J'avais écrit le 29 décembre 1908 :

« L'évacuation, voilà notre cauchemar ! Que sommes nous donc venus faire dans la Chaouïa ? Une promenade militaire meurtrière, ou une répression des tribus rebelles au progrès ? Si c'est une promenade, nous nous sommes assez promenés, en effet, allons-nous en. Si c'est une répression, est-on bien sûr que, si nous quissions le pays, Casablanca ne serait pas de nouveau à feu et à sang ? »

Reconnaissons que cette crainte nous a été salutaire. Aux aboiements des trublions de la Chambre, nous répondions à Casablanca par l'extension toujours plus poussée des intérêts français. Nous étions à peine vingt Français au débarquement des troupes de Drude, nous étions maintenant plus de trois mille dont la moitié s'étendait vers les postes les plus avancés du bled, établissant les prémices d'une collaboration dont le caractère fraternel à l'égard des indigènes a, dans la suite, bien dérogé.

C'est en rappelant ces souvenirs que le mérite des Français de ce temps apparaît. Il faut évacuer le Maroc, ne cessait de répéter le grand Jaurès. Tellement, que le Ministre des Affaires Etrangères Pichon lui lança un jour cette apostrophe « - Je ne sais pas qui vous a autorisé, Monsieur Jaurès, à parler au nom de l'Allemagne. » Nous nous en souvenons, nous, les anciens, qui avons amené ici nos femmes, nos enfants, et qui, fixant notre destinée sur ce sol arrosé déjà du sang de tant de nos soldats, entendions ces coups de tonnerre qui nous faisaient penser avec angoisse : « Alors, nous faudra-t-il tout abandonner un jour ? ».

Nous avons tenu quand même. Le général d'Amade nous disait- : « Travaillez, étendez-vous, multipliez-vous, quand vous serez en nombre et en force, nul n'osera plus vous dire « Allez-vous en ! »

Pendant cinq ans, de 1907 à 1912, ces hurlements ne se sont pas arrêtés, tout de même que nos efforts à nous accrocher au sol.

Voici des dates:

Le 24 janvier 1908, Jaurès demande que la France abandonne le Maroc aux Marocains. Le 24 février, il exige que la Banque d'Etat ne prête plus un sou au Sultan. Le 27 mars, il enjoint le Gouvernement d'évacuer d'urgence toutes nos troupes de la Chaouïa. Le 19 juin, il dit: « Mettez un terme à l'occupation marocaine ». Le 15 janvier 1909, il s'écrie : « Finissez-en avec ce haillon de la question marocaine ; il faut liquider cette entreprise finie, sans délai, sans hésita-

tion! ».

Enfin, au mois d'avril 1912, le traité du Protectorat est ratifié par la Chambre. Seuls les 85 socialistes votent contre.

Que serait-il aujourd'hui, notre Maroc, si les quelques milliers de Français de cette époque étaient partis. Il paraît que ça recommence, qu'on veut que nous partions, que près de cinquante ans de sacrifices et d'efforts soient comptés zéro. Non ! ont répondu jadis les trois mille Français que nous étions. Aujourd'hui, je l'espère, les trois cent mille Français que nous sommes rediront non ! encore une fois.

\*

**L**AISSANT au général Moinier le commandement des troupes d'occupation, le général d'Amade, son oeuvre accomplie, s'était embarqué pour la France le 25 février 1909.

Ceux qui ont assisté à ce départ, en gardent l'émouvant souvenir.

Le vent soufflait en tempête. La mer démontée submergeait les quais récemment construits de la petite darse. Aucun obstacle ne s'opposait encore aux redoutables assauts de l'Océan. Des raz-de-marée avait plusieurs fois emporté, avec les marchandises qui étaient dessus, les terre-pleins nouvellement aménagés.

Une foule immense les occupait ce jour-là pour assister au départ du Général. Elle recevait sans broncher les paquets d'écume qu'en se brisant, projetaient les vagues.

Le commandant Gaign chargé de la police du port conseillait au Général de retarder son départ. Mais le vapeur qui devait le ramener en France l'attendait au large, il décida de partir quand même.

Il fallut toute la maîtrise des barcassiers pour permettre son embarquement et celui de sa suite. Quand la barcasse, pleine à craquer, traversa la barre, nous vécûmes de longues minutes d'angoisse. Il semblait que l'embarcation, absorbée chaque fois par le gouffre que les lames creusaient entre elles, ne remonterait plus.

Le Général, debout, nous saluait de sa main, tandis que lui répondaient les acclamations de la foule, agitant sous les embruns ses chapeaux et ses képis.

\*

**V**ENUS de tous les terroirs, du Midi, du Sud-Ouest, du creux et du septentrion de la France, les nouveaux venus composaient une communauté qui ne pouvait tirer son existence que de ses initiatives personnelles.

Les moeurs de ce qu'on appelait encore « les coloniaux », avec un peu de mépris, avaient bien changé. Aucun de nous ne ressemblait à ces conquistadors de jadis qui s'enrichissaient de la contrebande, de la traite des nègres, ou de la dépossession des indigènes.

Poussés par le goût des aventures, un vague désir de métamorphose, un besoin d'action qu'ils ne pouvaient satisfaire dans une société réglementée, où l'imprévu n'a plus sa place, nos compatriotes nous arrivaient pour un établissement définitif.

Nous n'étions pas des apôtres, nul sentiment ne nous animait d'un prosélytisme patriotique ou religieux pour amener une race arriérée à un degré supérieur de civilisation. Mais chacun portait en soi le rayonnement de ce que la mère-patrie avait fait de nous : des hommes tolérants aimant la liberté et la justice. Devant ce peuple marocain qui ne connaissait que le droit de la force, dont la structure politique donnait cours à tous les abus, dont le souverain n'avait jamais

eu le souci de son bien-être, le laissant croupir pour sa sécurité dans l'ignorance et dans la crasse, nous étions la révélation d'un monde nouveau où l'individu n'est plus le jouet d'une capricieuse autocratie, mais un citoyen jouissant d'une dignité personnelle et des mêmes droits que tous les autres

Nous n'étions pas non plus des saints.

Le pays se présentait à nos yeux comme une immense étendue dont les trois-quarts des terres incultes ne demandaient qu'à se couvrir d'arbres et de moissons. Groupés autour de leurs noualâs, les Marocains ne cultivaient que ce qui était nécessaire à leur subsistance. Pendant des lieues et des lieues, on ne parcourait que des solitudes où ne poussaient que des palmiers nains, des asphodèles, des herbes sauvages. Ces terres étaient donc à prendre puisqu'elles n'appartenaient à personne. Et c'est pourquoi, les acquisitions furent faites, presque tout de suite, il faut bien le dire, à la foire d'empoigne.

\*

**O**N avisait un morceau en friche de bonne terre; on l'entourait d'un muret de pierres ramassée sur place et l'on plantait en son centre un bel écriteau: « Propriété Un Tel ».

Le droit était au premier occupant. Quand on tenta, beaucoup plus tard, de mettre de l'ordre dans ces réquisitions à l'emporte-pièce, on s'enquit sans doute des titres de l'occupant. On ne l'en trouva pas dépourvu. Une industrie était née, celle des fabricateurs de « moulkia ».

A cette époque débonnaire, les actes de propriété n'existaient pas. De père en fils, les Marocains se succédaient sur les mêmes champs. Les transactions, quand elles avaient lieu, se passaient devant le *cadi* sans autre formalité que la bonne foi des parties.

Les seuls titres de propriété étaient ces « moulkia » . ou attestation par douze témoins que la terre appartenait à telle famille. Mais on trouvait toujours douze autres témoins pour l'attribuer à telle autre, et encore douze autres pour l'attribuer à une troisième.

Cette anarchie dans les biens fonciers se terminait parfois par d'onéreux marchandage... parfois par des coups de matraque. Le plus fort chassait le plus faible, quitte, pour l'évincé, à préparer sa revanche

Ainsi fut faite la prise de possession par D... S... et B., du terrain sur lequel s'élève aujourd'hui l'immeuble des Galeries Lafayette. On peut en lire le récit dans « La Vigie Marocaine » du 12 juin 1909.

Ce terrain était occupé par un nommé Girona, agent de la firme Michel Mazella, de Tanger. Il y avait édifié une construction sommaire pour en affirmer sa possession. Il est hors de question de savoir quel en était le légitime propriétaire. Un bon arrangement valant mieux qu'un douteux procès, Su. Et B... recrutèrent de solides gaillards parmi les flâneurs du souk et l'assaut fut donné à coups de gourdin au fortin du malheureux Girona. Il se rendit.

Je concluais par cette apostille : « En France, partout ailleurs, cet exploit eût provoqué l'intervention de la gendarmerie. Ici, on rigole. »

\*

**D**ANS ces conflits, je me défendais bien d'être juge, mais je prenais dans « La Vigie Marocaine » la défense systématique des Français.

Mes écrits déplurent au consul. Il souhaitait que je ne sortisse pas des considérations générales sur l'économie marocaine. Les différends des particuliers, me disait-il, ne doivent

pas être débattus sur la place publique. Peut-être avait-il raison; j'en jugeai différemment. Il n'y avait pas de lois, pas de gendarmes, les dahirs n'étaient pas nés. Les spoliations se pratiquaient à main armée. Les Français n'avaient qu'un recours: leur journal.

Ces désaccords furent la cause de mes premiers malentendus avec Mercié. Il voulait me convertir à ce qu'il appelait la sagesse. Après les remontrances du consul M. Malpertuis, je subissais les siennes. Je répondais au consul qu'il n'était pas un actionnaire du journal et à Mercié que je ne recevais de conseils que de nos seuls actionnaires. Je n'admettais pas cette censure que tous deux voulaient exercer sur mes écrits.

Mes rapports avec Mercié s'aigrirent. Il prit un ton autoritaire. Je le rabrouais avec insolence. J'entendais rester le maître de mon journal. Nous ne nous parlions plus, mais je trouvais, le soir, rentrant chez moi, des lettres de quatre pages, pleines de nouvelles exhortations: « Il faut nous mettre du côté du manche » et de menaces : « Si tu veux te noyer, je ne me noierai pas avec toi. »

- Tu joues un rôle étrange, lui dis-je enfin. On dirait que tu as reçu du consul la mission de me soumettre, et si je ne me soumet pas, de me démolir. Tu me dis que tu cherches mon intérêt ? Je crois plutôt que tu agis par ordre de ceux qui t'ont blanchi. Tu as fait contre moi le même marché que pour Rubino. Tu n'as voulu notre association que pour te donner le droit de te mêler de ce que j'écris. Je t'ai sorti de l'ornière, voilà comment j'en suis récompensé.

- Si cela n'était pas, rétorquait Mercié, tu serais déjà par terre.

Il resta pourtant un certain temps sans m'incommoder de ses sommations, jusqu'au jour où je vis apparaître dans son bureau, fraîchement débarqué de Bordeaux, un jeune homme qu'il me présenta. C'était Georges Louis.

Je subis dès lors d'insupportables brimades. Quand je quittais l'atelier, après le tirage des premiers exemplaires de « La Vigie », il faisait arrêter la machine, intervertissait tel alinéa de mon article, le rendait incompréhensible. Suivaient d'horribles scènes, nous échangeions les pires injures.

Un jour enfin, il poussa l'impudence jusqu'à substituer à mon article, un autre article, écrit par Georges Louis, où je suis désagréablement mis en cause.

Le typographe Salomon Cohen vint m'en prévenir.

Je retourne à l'atelier, je constate la substitution. Mercié est présent. Emporté par la colère, je tombe sur lui à coups de poing. Nous nous battons comme des chiens autour de la machine, entre les rangs des caractères, jusque dans la rue.

Je frappe avec une violence désespérée. Les passants accourent. On nous sépare. Deux amis, les entrepreneurs du port Donadix et Gendro m'entraînent. Pâle, la figure en sang, je crie encore des injures.

Les paroles de Donadix réussissent enfin à me calmer. Je lui raconte la trahison de Mercié, l'impuissance où m'a réduit mon malheureux contrat d'association. Par un singulier hasard, j'ai le papier dans ma poche.

Ce contrat est nul, m'affirme Donadix, après l'avoir lu. La durée de l'association n'est pas indiquée. J'ai un instant l'espoir de reprendre mon bien. Mais Mercié est le maître de l'imprimerie, il peut refuser de m'imprimer. Nul engagement écrit ne l'a lié. Et puis, la vie avec lui n'est-elle pas devenue impossible ?

- Faites un autre journal, me conseillent mes amis. Combien vous faut-il pour faire venir une autre imprimerie ?

- Gustave Reynaud a acquis celle-ci avec un versement initial de 2.500 francs.
- Nous vous les donnerons. À deux heures, venez les chercher dans nos bureaux.

À deux heures, je reçois leur chèque. Je le porte sur le champ à M. Fournet à la Cie Algérienne et le prie de l'adresser à la Maison Olive à Marseille, par virement télégraphique.

Le surlendemain, un télégramme m'annonce l'acceptation d'Olive et l'expédition du matériel.

Je ne retournai plus chez Mercié. Je n'ai ni vendu, ni donné, ni cédé de quelque façon que ce soit « La Vigie Marocaine ». Je l'ai abandonnée. Elle n'est devenue la propriété de Mercié qu'à la manière d'un objet trouvé.

\*

**A**ceux qui me demanderont pourquoi j'ai abandonné « La Vigie Marocaine », je répondrai : Pour grandir. »

Telle fut la première phrase de l'article qui présentait, à mes lecteurs, le 17 avril 1910, mon nouveau journal « L'Action Marocaine ».

Elle paraissait à midi, tous les jours. Elle fut le premier quotidien de Casablanca. Les typographes Bernardi et Cohen m'avaient suivi. L'État-Major m'avait trouvé un troisième typographe parmi les soldats de la Légion. J'avais envoyé une note à tous les grands journaux de la métropole. Ils l'insérèrent. Je reçus de nombreuses demandes d'abonnement. Les abonnés de « La Vigie » me suivirent. Le succès du nouveau journal fut grand. L'abondance de la publicité était telle que je ne savais où la mettre. Toute la population voulut seconder mes efforts. J'étais seul à rédiger quotidiennement mes trois pages de texte, je ne comptais pas ma peine.

L'Agence Havas, représentée à Tanger par Rabanit, m'expédiait par radiogramme, pour 40 francs, quarante mots par jour. J'allongeai mes informations télégraphiques avec un journal espagnol le « Diario de Cadix » qui arrivait à Casablanca trois jours avant les journaux de France et dont plusieurs colonnes étaient consacrées aux événements parisiens.

Mon imprimerie était installée dans l'ancien local de l'Olympia, rue de la Croix-Rouge, où, quelques semaines auparavant, deux Français, Guigue et Chidre, associés au maire du X<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, avaient inauguré le premier cinéma.

Je pris avec moi Péterman pour diriger le service des abonnements, des expéditions, des encaissements et tenir mes livres. Nous collaborions tous deux avec le même enthousiasme et le même désintéressement. Jamais son dévouement ne s'attéridit. Sa femme, institutrice, avait ouvert dans la rue la première école française de la ville. Elle avait pour élèves, avec quelques indigènes, les rares petits Français du pays dont les deux fils de l'inspecteur des Douanes Martinet. L'un des fils du bon Péterman a été tué à la guerre, le deuxième est devenu l'un des plus méritants et des plus riches colons des Aït Melloul, près d'Agadir.

« La Vigie Marocaine » se ressentit tout de suite de mon départ. Georges Mercié en était devenu le directeur et Georges Louis, le rédacteur en chef, mais ce dernier était encore inconnu.

Farairre, chargé de la vente au numéro, retrouva dans nos papiers, quelque temps avant sa mort, ses carnets de vente de l'époque. Je fus stupéfait de revoir ces petits comptes oubliés. « L'Action Marocaine » vendait quotidiennement deux cents exemplaires, « La Vigie Marocaine » ... cinq !

La publicité l'avait également désertée. On ne voyait sur sa quatrième page que des vides avec cette inscription naïve : « Case à louer ». Je l'appelais : « le journal des cases à louer ».

J'étais libre. Je recevais de tous côtés des renseignements sur l'état des transactions dans le

bled. Les choses avaient changé. La diplomatie était intervenue et, dans la crainte que l'Allemagne ne nous accusât de nous établir définitivement dans la Chaouia, partout avaient surgi des zones interdites. Je n'avais pas, envers le général Moinier, les mêmes sentiments de gratitude qu'envers son prédécesseur, le général d'Amade. Je l'accusai, par haine des colons, de nous interdire l'accès de la plus grande partie du bled et de nuire au développement des intérêts français.

« La Vigie » voulut répondre. Je me déchaînai contre Mercié, rappelai ses confidences au sujet du meurtre de Rubino, demandai une nouvelle enquête et qu'on fit justice.

Deux ans plus tard, Mercié devait m'avouer qu'à ce moment, il avait voulu me faire disparaître.

J'étais alors à Athènes, envoyé spécial du « Journal » pendant la guerre des Balkans. Il m'écrivit: « Le bruit a couru que tu étais mort. J'allais mettre ton nom sur la manchette de « La Vigie », comme fondateur, lorsque j'ai lu ton dernier article dans le « Journal ». Je n'ai pu résister au désir de t'envoyer de mes nouvelles... Dire que je t'ai tenu au bout de mon fusil, caché derrière la haie de ton jardin, mais au moment de presser sur la détente, je me suis souvenu de ce que tu avais fait pour moi, et je n'ai pas osé tirer. » Car, malgré nos batailles, nos blessures d'amour-propre, nous gardions encore tous deux quelque chose de notre ancienne amitié. Elle ne demandait qu'à revivre. Un lien nous restait qui pouvait se distendre mais ne pouvait pas se rompre.

Le temps avait passé. Je ne lui gardais pas rancune de s'être approprié « La Vigie ». Nous avions eu des conceptions différentes de notre commune entreprise. C'est en avisé commerçant qu'il souhaitait que nous nous missions, comme il disait, du côté du manche. Il en avait assez de l'aventure. Je n'en étais pas encore guéri. Mon indépendance d'écrivain m'était plus précieuse que le profit matériel que procure la soumission aux puissances. Laisser venir ses pensées de ses convictions ou de son cœur, et les dire, c'est une volupté que ne peuvent pas comprendre ceux qui n'ont jamais tenu une plume au bout de leurs doigts. Le reste, ça ne compte pas. Tant pis pour les honneurs, tant pis pour les richesses, si reste sauve sa liberté.

En 1914, après sa blessure à Charleroi (une balle lui avait traversé la poitrine) et guéri, Mercié sur sa demande, était retourné au front. En passant par Marseille, il avait appris par un ancien Casablancais, Antoine, devenu cafetier dans la rue Thubaneau, ma présence au dépôt du Service de Santé. Il vint m'y voir. J'avais été expulsé une deuxième fois du Maroc, par Lyautey. Nous tombâmes dans les bras l'un de l'autre.

C'était aussi quelques mois après l'esclandre qu'avait causé le colonel Targe, en plein banquet de l'Automobile Club, accusant Mercié d'avoir assassiné Rubino. Je raconte dans un autre chapitre les raisons peu honorables pour lesquelles le colonel exécuta publiquement Mercié. Le lendemain, Mercié envoya ses témoins au colonel. Il refusa de les recevoir, arguant qu'il ne se battait pas avec un repris de justice. Poussant plus loin ses représailles, le colonel fit même rouvrir l'instruction du meurtre de Rubino. Fournier, l'un des juges du tribunal me conta plus tard, qu'avec Philip, ils n'avaient pu que confirmer le premier non-lieu. Une pièce manquait au dossier. Le commissaire Dordé refusait de s'en dessaisir. Nul n'en connut jamais la teneur. Sans doute était-elle un document par lequel, selon l'usage, la police tient toujours à sa merci ses entremetteurs secrets.

- C'est une affaire oubliée, maintenant, dis-je à Mercié, tu as fait ton devoir, tu as été blessé, retourner au front, c'est tenter le diable. Qui oserait, maintenant, parler du passé ?

- Non, répondit-il, je veux la Croix. Je l'aurai. Et le colonel, cette fois, ne refusera pas mes témoins.

Mais en lançant ses hommes à l'assaut, dans les tranchées de Verdun, la mort eut raison de lui. Elle prit à sa dernière bravade cette âme exceptionnelle pour qui le bien et le mal prenaient la même figure, pourvu qu'il y fallut du courage.

\*

**N**ous vivions à cette époque de fiévreuses batailles pour acquérir, pour renverser les barrières qui faisaient obstacle à notre fortune : l'acte d'Algésiras, l'opposition allemande, le frein quo la diplomatie mettait à nos audacieuses entreprises.

J'étais gagné par cette fièvre. J'employais à écrire la véhémence que d'autres mettaient à acquérir. Brave général Moinier ! J'en avais fait le bouc émissaire de nos déceptions, et pour rompre ces zones interdites dont pâtissaient Français et étrangers, j'avais fondé, à l'instigation d'amis l'« Association Internationale des Colons ». Notre but était de soumettre nos doléances au corps diplomatique à Tanger.

On vit alors écrit sur les murs d'un fondouk, le long du chemin qui menait au camp, cette inscription au charbon, en lettres d'un mètre de hauteur: « Vive Houel, à bas Moinier ! »

C'en était trop. Le Général adressa aussitôt au ministre Regnault une demande d'expulsion contre moi.

Mais le ministre ne suivait pas sans plaisir ma campagne, par le fait même qu'elle portait à faux. Je donnais des armes à l'autorité civile contre le pouvoir militaire. Le ministre enfouit la demande de Moinier dans son tiroir et se garda bien de l'exécuter.

J'imagine que, devant cette mauvaise volonté de la Légation de France, le Général ne voulut pas en rester là. Je reçus un après-midi, la visite d'un ami d'enfance de Médéa, le lieutenant Saoli.

- Tu fais contre le général Moinier, me dit-il, une campagne injuste. L'obstruction ne vient pas de lui, mais des ordres qu'il reçoit.

Et il me montra des copies de lettre qui ne me laissaient plus aucun doute.

Après cette révélation, je changeai de camp, je rendis au Ministre, avec usure, ce que j'avais prêté au Général. J'avais déclenché la foudre. Le coup allait être d'autant plus heureux, et d'autant plus opportun, que je m'étais attiré, dans une affaire subsidiaire, la colère de M. Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères de l'époque.

Après le départ du docteur Merle, médecin du dispensaire, on nous avait envoyé pour le remplacer le docteur Verdier, beau-frère de M. Pichon. Ce mauvais médecin était doublé d'un mauvais homme. On l'avait jugé assez bon pour les sauvages que nous étions.

Fournier, le directeur de la Compagnie Marocaine, l'accusait d'avoir laissé mourir son bébé. Sa femme et lui ne se consolaient pas de n'avoir pas d'enfant. Celui-ci, tardivement venu, accomplissait le rêve de leur vie. Le docteur Verdier, appelé au chevet du petit tombé malade, fit une unique visite et l'abandonna.

Ma fille, âgée de huit ans, contracta soudain l'ophtalmie. Je fais venir le docteur.

- Je reviendrai cet après-midi, me dit-il, avec un collyre.

L'après-midi, le docteur s'excuse, par un billet, il ne peut pas venir, étant retenu à l'hôpital militaire par une opération. Le mal pourtant s'aggrave. Je prends ma fille dans mes bras, je cours à l'hôpital militaire et vois son médecin-chef, le docteur Toubert, spécialiste renommé des maladies des yeux.



Je m'excuse d'avoir recours à lui, le docteur Verdier étant retenu à l'hôpital.

- Comment ? dit le docteur Toubert. Il est allé à la chasse !

Autre aventure : Francis Busset, en maniant maladroitement son fusil, envoie la charge de chevrotine dans la cuisse de son garde-chasse, assis près de lui. Le docteur Verdier est appelé. Il applique sur l'énorme plaie, sans la ch'implus des bourres et des morceaux de culotte qui y ont pénétré, un pansement humide et le laisse là.

La gangrène survient ; l'homme meurt. Je publie le fait dans « L'Action Marocaine » avec ce titre: « Le docteur Verdier est un assassin ! »

.Je le répète tous les jours et chaque fois, fais suivre son nom du seul titre qui lui a valu son envoi à Casablanca: « beau-frère du ministre des Affaires étrangères.»

Grand émoi au consulat de France.

- Je vous en prie, me demande M. Malpertuis, dites ce que vous voudrez du docteur, mais n'ajoutez pas qu'il est le beau-frère de mon ministre.

- Eh bien ! qu'il s'en aille !

Il partit, en effet, mais je devais partir avant lui ! Il fallait en finir avec l'empoisonneur que j'étais.

Le Ministre Regnault sortit donc de son tiroir la demande d'expulsion, déjà vieille, du général Moinier, et cette fois, le 7 septembre 1910, l'exécuta.

On me donna 4 jours de répit, parce qu'il n'y avait pas de bateau ce jour-là. Eugène Girel vint me photographier dans ma maison à l'heure du départ, et j'embarquai sur l'« Oued Sebou » avec l'avocat Loubignac, un de mes collaborateurs, expulsé avec moi.

Je laissai mon journal aux soins du bon Péterman. Il tint encore deux mois avec une admirable persévérance. Mais c'était déjà du passé.

La « Vigie Marocaine », restée seule, prit son essor.

**A** Paris, Loubignac réussit à intéresser à notre affaire le député radical-socialiste de l'Aisne, son département, Pascal Ceccaldi.

D'autre part le général Moinier avait protesté auprès du ministre de la Guerre contre cette expulsion à retardement, prise en son nom, alors qu'il ne la trouvait plus justifiée.

C'était une éclatante démonstration de l'opposition du pouvoir civil au pouvoir militaire au Maroc, point névralgique de la politique française.

Une interpellation à la Chambre sur ce sujet remettait en cause notre occupation de la Chaouia. Pascal Ceccaldi se faisait fort de faire annuler notre expulsion.

Je laissai perdre cette chance.

Jules Heideman, qui m'avait très amicalement accueilli à ma première visite, me fit mander de nouveau au « Matin ». M. Bunau-Varilla m'y attendait.

- Mon cher ami, me dit ce puissant personnage, en me serrant cordialement la main, je me réjouis que votre expulsion du Maroc vous oblige à revenir dans une maison que vous n'auriez jamais dû quitter.

Et me frappant sur l'épaule, il me congédie sur ces mots :

- C'est une affaire entendue, dès demain, vous reprenez votre place au « Matin » !

Dehors, je me trouvai irrésolu. Devais-je accepter ou refuser ?

J'avais charge de famille. Je n'étais pas tellement sûr des promesses du député Ceccaldi. Je passai la nuit à réfléchir sans rien décider. Alors je jouai mon sort au couteau, en le faisant tourner sur le marbre de ma table de nuit et le lendemain matin, je rentrai dans la maison rouge. Quand j'annonçai ma décision au député, il parut désappointé... mais ne fit que ce commentaire:

- Vous aviez la partie trop belle. Vous vous êtes laissé rouler comme un enfant.

## Quatrième partie

### LES FRANÇAIS A FÈS

**Q**UAND, rentré au « Matin » je repris le service des reportages habituels, cette besogne, si attrayante jadis, me fit regretter l'indépendance dont je jouissais à Casablanca. J'écrivais librement ce que m'inspiraient nos entreprises et, variant mes rubriques, du sérieux au plaisant, j'exerçais mon esprit à cette gymnastique de pensée qui fait l'agrément de la vie du journaliste.

Maintenant, privé de toute initiative, je recevais des ordres et le moindre de mes écrits était soumis à des censeurs.

J'avais manqué de perspicacité et de courage. Le gouvernement aurait accepté mon retour au Maroc plutôt que de laisser s'ouvrir à la Chambre un débat sur les affaires marocaines où eussent été révélées les rivalités du pouvoir civil et du pouvoir militaire.

Il était trop tard.

Pétermann n'avait pu que prolonger de quelques semaines la vie de « L'Action Marocaine », et je dus me séparer de mon nègre Hamma Hiddine que j'avais emmené avec moi à Paris. Il toussait, il avait froid, il aspirait à revoir le soleil de Ouarzazate.

Le jour qu'il partit, je raccompagnai à la gare. Chemin faisant, tandis que nous gardions tous deux le silence, je me remémorais les menus épisodes de nos aventures et les frasques de sa nature primitive.

Il volait les poules de mon jardin; il buvait mon Cointreau à la régala. Nous étions maintenant arrivés à l'heure d'une définitive séparation. Au moment d'escalader le marchepied de son wagon, il baisa une dernière fois mon épaule et je restai là, longtemps, dans une espèce d'hébétude, fixant la route de fer par où venait de disparaître le dernier lien qui me rattachait au Maroc.

Les musées de Paris, ses monuments, ses théâtres, ses bibliothèques enchantent le cœur et l'esprit. Mais l'accumulation de tant de chefs-d'œuvre et cette rumeur ininterrompue qui monte des grandes villes ne me faisaient pas oublier les calmes et immobiles espaces marocains.

\*

**Q**UAND les Cherardas se révoltèrent, à la fin du mois de janvier 1911, après les Beni M'Tir et les Zemmours, tous voisins de Fès, je sentis que la vieille armature chérifienne en était à son dernier stade de pourrissement.

L'envie me vint d'y aller voir en me faisant renvoyer là-bas par le « Matin ».

Les affaires marocaines avaient réveillé le patriotisme des Français ; ils suivaient avec anxiété les fluctuations de cette guerre froide que nous faisait l'Allemagne et dont le Maroc était l'enjeu. Je demandai à Jules Heideman de m'envoyer dans les Cherardas.

- Nous avons à Tanger Hubert Jacques, répondit-il, il suffit.

De dépit, j'allai m'offrir au « Journal ».

- Quand voulez-vous partir, me demanda son rédacteur en chef M. Lauze.

- Tout de suite.

Le soir même, le train m'emportait.

QUAND on la découvre, après l'aride rocher de Gibraltar, Tanger offre un spectacle magnifique.

Ses maisons aux teintes bleutées s'étagent en amphithéâtre, et ses alentours boisés ceignent son front d'une épaisse couronne de verdure. Le soleil a choisi ce versant méditerranéen pour y diffuser toutes les variétés de sa lumière et le marquer de sa brûlante empreinte. Combien de désenchantés de l'Afrique, croyant s'en être éloignés pour toujours, sont revenus y revivre et y mourir. C'est parce que Lyautey y avait laissé son âme qu'il voulut que son corps fût aussi enseveli dans sa terre chaude.

J'ai forcé le destin par la constance et la fidélité de ma pensée. Je suis heureux. Tanger, en ce temps-là, bien que son nom retentît dans les bagarres diplomatiques, n'était encore qu'un grand village. On ne pouvait aller nulle part sans passer par le Petit Socco et la rue montante des Siaghriines. On m'a vu. Je suis informé par René Leclerc, que la Légation de France ne pense rien de moins qu'à me faire reprendre le bateau. Quels troubles vais-je apporter dans les combinaisons de nos diplomates tangérois ?

Je me hâte de profiter du court répit qu'ils me laissent. Je me revêts de vêtements arabes, loue deux mules dont le propriétaire restera mon guide, je change d'hôtel et le lendemain à l'aube, je suis sur le chemin de la Montagne, en route vers la première étape : Arzila.

Bientôt le soleil se lève au-dessus du sombre écran des Andjerras. La brume qui couvrait l'étendue se dissipe, le bled apparaît dans toute sa magnificence et sa fécondité coutumières : des prairies couvertes de fleurs, des moissons d'orge aux vertes ondulations.

De légères fumées s'élèvent des noualals de paille, éparées au sein des collines, et l'on entend, en sourdine, le grand murmure d'orgue de la mer,

Tous les sens s'épanouissent dans cette atmosphère d'éternité et de paix. Même mes mains sont joyeuses de caresser de leur paume la chaude encolure de ma mule. La pensée n'évoque enfin, que de riantes images quand, sur le bord de son champ, un fellah, incliné vers la terre, resplendit de toute la ferveur de sa prière.

Arzila n'est qu'un petit bourg de pauvres pêcheurs. Nous y arrivons dans l'après-midi et nous installons dans un fondouk pour y passer la nuit.

La cour est pleine de gens et de bêtes, ces dernières attachées par les pattes de devant à un piquet de fer. D'étroites chambres sans porte garnissent les murs de l'enceinte. Mon guide se débrouille à se procurer un plat de couscous et deux pains chauds, à l'instant sortis du four. À la nuit, nous nous allongeons dans une des chambres, lui sur une natte, moi sur le petit matelas que j'ai emporté.

L'air fleure le crottin de cheval et la bouse de vache, la fermentation des nourritures qui rendent les bêtes fortes et dociles. Nous nous endormons paisiblement sous le regard ami des étoiles.

Une autre journée nous amène à Larache. Les Espagnols n'ont pas encore occupé la région. C'est jour de marché. Des montagnards y sont venus faire leurs emplettes. Ils circulent en grand nombre dans les ruelles, vêtus de gandouras aux couleurs sombres et, autour de leur tête, s'enroule une mince corde brune à la manière d'une auréole.

Il n'y a pas encore d'hôtel. Mon guide passera la nuit dans un fondouk auprès de ses bêtes, je reçois l'hospitalité, dans le mellah, d'une famille juive composée du mari, de sa femme et d'une jeune fille de quinze à seize ans.

On me sert un copieux repas, des oeufs brouillés, des petits quartiers de viande nageant avec des morceaux de courge et de patates douces dans une sauce très épicée. Un verre de mahia est mon dessert.

Nous couchons tous dans la même pièce, longue et étroite. Le père, la mère, la jeune fille s'étendent côte à côte sur des matelas à même le sol et moi de même, mais à l'autre bout de la pièce.

J'avais projeté, en arrivant à Larache, de rendre une visite de courtoisie au duc de Guise devenu colon dans le voisinage. Mais l'héritier de nos rois de France habite rarement son domaine. J'y eusse pourtant rencontré son gérant, Gogoluhème, le même qui, quelques années plus tard, devait devenir un de nos plus brillants commissaires de police de Casablanca.

En revanche, j'ai trouvé dans une petite rue, une école française. L'instituteur m'a fait assister à sa leçon. Quinze bambins marocains épellent nos lettres et les retranscrivent sur la même tablette qui leur sert à écrire les versets du Coran. Ce maître d'école vivait seul, perdu dans la multitude des indigènes distants et soupçonneux, mais sa douceur faisait venir à lui leurs enfants.

\*

**M**AINTENANT que j'ai cédé au plaisir de retrouver mon vieux Maroc, il me faut songer à ma tâche : aller voir ce qui se passe de l'autre côté du Sebou, chez les rebelles.

Louis Boisset est toujours à El Ksar, agent consulaire du Gharb. Je compte sur notre vieille amitié et sa connaissance du pays pour réaliser mon projet.

On m'informe à El Ksar, quand j'y arrive, que Boisset est absent. Il doit être à Souk el Arba auprès du Caïd Taïeb Cherkaoui. Je m'y rends le lendemain, mais quand je me présente au caïd, en me recommandant de son ami que je pensais trouver près de lui, il m'apprend que Boisset vient justement de repartir pour El Ksar. Il ne sera de retour que dans deux jours.

Le Caïd Taïeb Cherkaoui n'est pas de grande taille, mais son port ne manque pas de prestance. Une légère barbe entoure son visage, ses dents sont très blanches, sa bouche charnue, ses yeux noirs ont les regards vifs d'un homme qui commande et entend être obéi.

Je lui demande de m'indiquer un coin où il me fût possible de planter ma tente en attendant le retour de Boisset, Il ne met guère d'empressement à me répondre. Je ne suis qu'un inconnu, un roumi dont les intentions inexprimées peuvent lui attirer des ennuis. Il n'ose pourtant pas refuser ; il m'indique derrière sa maison un emplacement entouré d'épineuses broussailles de tizras. Je n'en demande pas davantage.

Souk el Arba n'est qu'une agglomération de douars au milieu desquels le caïd a construit une assez spacieuse maison d'un étage. C'est à cet étage qu'il exerce ses fonctions, reçoit ses administrés et les caïds voisins. Je pénétrerai quelques jours plus tard dans son intérieur. Dans une vaste pièce j'y trouverai quatre lits si l'on peut appeler lit un épais matelas posé sur des planches surélevées à cinquante centimètres du sol.

Quatre lits font quatre femmes, mais aucune n'apparaîtra. Je ne décèle aucun luxe dans sa demeure ni dans la salle du premier étage, destiné à ses réceptions. Le tapis recouvrant le sol est usé, les matelas qui le bordent sont de mince épaisseur, et les coussins en assez grand nombre sont ternis et râpés.

La maison du Glaoui n'était pas plus luxueuse à Marrakech, du moins dans la salle où il recevait ses visiteurs. Son intérieur, je ne l'ai pas vu, mais le luxe de nos installations modernes n'avait pas encore pénétré chez les grands seigneurs de l'Atlas.

Trois jours plus tard, Boisset arrive. Nos effusions sont joyeuses. Nous avons en commun tous nos souvenirs d'enfance de cette charmante petite ville de Médéa. Nos destinées ont été tellement différentes dans la suite que c'est une fête de nous retrouver, encore une fois, dans ce coin perdu du monde où tant d'événements vont s'accomplir.

Immédiatement, l'attitude de Cherkaoui à mon égard se transforme. Il s'inquiète de mes besoins et déploie mille gentillesse. Je juge de l'influence acquise par Boisset sur le personnage. C'est sa seule présence auprès du Caïd qui l'empêche de se joindre à ses voisins révoltés, les Cherardas.

Le lendemain, après nos premières manifestations d'amitié, Boisset a sans doute réfléchi à l'étrangeté de ma présence dans le Gharb. Il est agent consulaire, c'est-à-dire un personnage semi-officiel, il a des rapports suivis avec la Légation de France et n'ignore pas mes différends avec le ministre Regnault qui dit de moi : C'est un emmerdeur !

Je sens à certains signes qu'il voudrait bien me voir au diable. Un journaliste est un curieux, un importun professionnel. Son métier, c'est de fureter, de faire parler, de découvrir des secrets pour les étaler sur trois colonnes dans son journal.

Et il y a un secret entre Boisset et Cherkaoui. Ses récentes allées et venues, ses conciliabules avec le Caïd au premier étage, l'arrivée de mulets chargés de sacs, les précautions prises pour que ces mouvements passent inaperçus, m'intriguent fort. Quand je l'invite aux confidences, Boisset se dérobe. Mais c'est déjà un enseignement que son silence dans la partie diplomatique qui se joue à Fez sous l'œil vigilant du consul Gaillard.

Lors de mon passage à El Ksar, j'ai heureusement rencontré un ami d'Alger, Baillet, parti la veille même de Fez.

J'ai su par lui l'essentiel des plus récents événements et pu adresser au « Journal » une première dépêche sur la genèse de la révolte des Cherardas, hier encore les plus fidèles alliés du Sultan.

Je tiendrai bientôt tous les fils de l'extraordinaire machination conçue par le consul Gaillard et dont le dénouement sera, dans quelques jours, l'entrée des troupes françaises à Fez.

\*

**M**OULAY Hafid avait bien promis aux Marocains de les libérer de toute ingérence étrangère. C'eut été possible peut-être, si le nouveau sultan avait été doué d'un génie politique exceptionnel et s'il avait eu pour ministre un Sully ou un Colbert.

L'ignorance, le fanatisme, les doctrines mêmes de l'Islam lui interdisaient de concevoir un autre régime que celui qui, depuis des siècles, encroûtait son peuple. À ses côtés, le monde évoluait sans l'atteindre. On aurait lapidé le rénovateur qui aurait tenté, renversant les choses établies, d'ouvrir son pays au progrès.

Pire que les Tazi ou les Menebhi, le grand vizir Si Madani n'avait d'autre ambition, sa haine contre Abdelaziz assouvie, que se tailler la part du lion, s'enrichir, quitte à se réfugier dans ses montagnes quand surviendrait la catastrophe.

Ainsi réduit aux pratiques séculaires de la corruption et du désordre, grevé de dettes, sans assises financières, l'Etat marocain, tel qu'il échut à Moulay Hafid, ne pouvait se dégager de l'intervention européenne. Le choix seulement lui restait de la puissance sur laquelle il s'appuierait pour consolider son pouvoir.

L'Allemagne l'ayant soutenu dans sa révolte contre son frère, il s'offrit à elle de préférence à la France qui l'avait alors traité dédaigneusement de « prétendant ».

Dès lors l'Allemagne avait pu étendre du nord au sud ses avantages économiques, et politiques. Moulay Hafid n'avait-il pas même agréé la proposition du Kaiser de confier à une mission militaire allemande l'organisation et l'instruction de l'armée chérifienne ?

Que devient la France, parallèlement ? Elle a promis d'évacuer la Chaouïa; elle s'est enferrée dans une occupation sans issue. Son prestige a pâti, depuis l'Acte d'Algésiras, de ses reculs

devant les brutales exigences allemandes. Elle risque, à cette cadence, d'être évincée du Maroc.

C'est dans ces conjonctures que le consul de France Henri Gaillard, en 1909, rejoint son poste à Fez.

Comptant plus de dix années de contacts avec le maghzen chérifien, Gaillard a suivi au jour le jour la dégradation de cet Empire, pesant comme un corps mort, à la traîne des nations civilisées.

C'est sur sa possession que s'est cristallisée la rivalité franco-allemande. Nous sommes à la croisée des chemins. Qui l'emportera ? Il y a plus de fanfaronnades et de bruits de bottes du côté de l'Allemagne. Il y aura plus de finesse et de sagacité du côté français. L'intelligence aura raison de la bravade. On s'incline devant l'héroïsme de nos soldats, ceux qui ont prélué à notre occupation militaire et ceux qui l'ont aussi parachevée. Ils ont conquis le sol morceau par morceau en le marquant presque à chaque pas d'une tombe.

Les victoires de notre diplomatie n'ont pas cet éclat, elles ne sont dues qu'à la rouerie de leurs auteurs. Mais la stratégie politique a d'abord conditionné la stratégie militaire. Le mérite doit être équitablement partagé.

\*

**P**AS très grand, assez corpulent, rien dans la personne de Gaillard, sauf dans la profondeur de son regard, ne révélait son génie. Une sorte de pudeur diplomatique n'a pas permis de lui donner dans notre histoire la place qu'il y devrait occuper. Sa modestie s'en est fort bien accommodée; il jouissait intérieurement de ce qu'il avait réussi pour la France.

Il avait bien des travers, dit de lui Maurice Leglay. Il bégayait. Il usait de ce bégayement comme le Dr Mossadegh de ses évanouissements. Suivant ses interlocuteurs, avant de répondre à leurs questions, il restait sur ses syllabes, la langue empâtée. C'était pour se donner le temps de réfléchir.

Afin de s'attirer les bonnes grâces du consul anglais Mac Leod, il allait chez lui les dimanches et y chantait avec Madame Mac Leod, assise à son clavecin, les psaumes de la religion méthodiste. Il traitait avec une extrême courtoisie le consul espagnol Cortès, marchand de charbon, mais avec rudesse et une désinvolture presque insolente son collègue allemand Vassel. C'était encore un truc pour le tenir comme au bout d'une laisse. Vassel, d'origine normande, disait-on, en restait déconcerté. Un jour qu'il était allé rendre visite à Gaillard, il s'entendit répondre par son chaouch que le consul ne pouvait le recevoir à cause que, ce jour-là, soufflait le vent d'est, qui rend nerveux.

En ces mêmes temps, le Dr Weisgerber, correspondant du « Temps », vint s'installer chez Gaillard, et, pendant des semaines, resta son hôte pour préparer l'opinion et le Parlement. Car Paris fut souvent le plus sérieux obstacle à vaincre pour les hommes qui eurent la charge d'assurer la domination de la France dans l'Afrique du Nord. À lire les articles du « Temps » signés du Dr Weisgerber, sous l'inspiration de Gaillard, on comprend mieux ce qui s'est passé dans la suite. Les événements y sont présentés avec un plus grand souci des réalités françaises que de l'exactitude peut-être, mais ce n'est pas celle-ci qui compte dans le drame qui va se jouer, c'est le but à atteindre. C'est par la bande, comme au billard, qu'on prend les gens de Paris, me dira plus tard Weisgerber.

Reçu par Moulay Hafid avec une hautaine condescendance, Gaillard a déjà jaugé la capacité de résistance de Moulay Hafid. C'est un pauvre homme mal assis sur un trône que seuls soutiennent les voraces caïds berbères.

L'épine qu'il a dans la chair, héritée de son prédécesseur et de l'état lamentable de son administration, est son constant besoin d'argent. Le trésor d'Abdel Aziz, trouvé à Marrakech, est depuis longtemps épuisé. Les tribus, à son arrivée, ont d'assez bon cœur renfloué sa caisse, mais l'entretien de son armée et de son maghzen sont des gouffres dont on n'atteint jamais le fond.

Et puis, il lui faut payer ses plaisirs, entretenir ses femmes, sa domesticité. Les tribus et leurs caïds sont les uniques éléments d'où il tirera ses ressources jusqu'à leur épuisement et, finalement, leur révolte.

Il s'avise bien que si l'Allemagne est forte, la France est riche. Il opère un adroit revirement, attire à lui le consul de France, en fait son ami et son conseiller dans l'espoir de soutirer de la France, un emprunt.

Le madré consul ne le déçoit pas. Il obtiendra de lui le rappel de la mission militaire française, rétablira ainsi le prestige de la France et fortifiera son autorité auprès du maghzen.

La peur est aussi l'un des mobiles qui contraignent Moulay Hafid à ce rappel de la mission française. L'agitation des tribus tourne à la rébellion, lassées des contributions qu'on leur impose. Les Fassis eux-mêmes lui sont hostiles, ne lui pardonnant pas d'avoir livré leur ville à ces étrangers que sont pour eux les grossiers berbères de l'Atlas.

Il lui faut donc une armée pour se défendre des uns et des autres et prélever de nouveaux impôts.

Dans cette atmosphère de crainte et de détresse financière où croupit le nouveau sultan, Gaillard observe et rêve. Il est impressionné par l'obstacle qu'oppose à la prépondérance française l'activité allemande et devant laquelle le gouvernement de Paris n'oppose que résignation.

Ils ne sont pas seulement des hommes d'affaires, ces Allemands, mais des propagandistes de la puissance teutonne. Ils n'ont qu'un désir, nous supplanter au Maroc.

À l'écoute des propos et des intrigues qui font flotter le Sultan entre les deux influences, le consul sent, d'instinct, que c'est à Fez qu'il nous faut aller pour en extraire le bourbillon de l'abcès marocain. C'est dans les capitales que se règle le sort des empires. À Berlin ! criaient les Français et les Boches disaient : Nach Paris ! Même si nous restions en Chaouïa, favorisant dans la région le développement économique et démographique de nos compatriotes, le reste du Maroc nous échapperait. Mais tout serait fini, si le drapeau français flottait un jour sur les murs de la capitale.

Seulement, comment aller à Fez et pour quelles raisons ? Quelles conditions remplir pour justifier cette occupation aux yeux des puissances et principalement de l'Allemagne ? Peut-être, si la révolte des tribus s'étendait jusqu'au-delà du Sebou, si Fez isolé ne pouvait plus être défendu ?

Si Moulay Halid était personnellement menacé et avec lui les Européens, et qu'il fit appel aux troupes françaises, ce cas de force majeure ne serait-il pas valable, en dépit de l'opposition de l'Allemagne ?

Il ne déplaît pas à Gaillard d'être le dieu de la machine qui amènera ce dénouement. Les choses sont telles, qu'à la manière de Pirandello, les acteurs sont sur la scène, ils n'attendent plus que leur auteur.

Et comme si le destin avait voulu répondre aux spéculations de sa pensée, voici qu'éclate brusquement, après des mois de tension, à la fin de l'année 1910, la révolte armée des Beni-M'Tir.

Le futur colon de Boucheron, le maréchal des logis Cornice, m'en a conté l'origine. Peu satisfait des dernières contributions versées par les Beni M'Tir, le sultan mande son caïd,



l'emprisonne et fixe sa rançon à cinquante mille douros. C'est la règle. Le frère de l'emprisonné se démène, réussit à réunir la somme, la charge sur des mulets et l'apporte à Moulay Hafid. Mais aux portes de la ville, le Glaoui qui a des espions partout, l'arrête au passage.

- Que portes-tu là ?

- La rançon de mon frère, les cinquante mille douros réclamés par le sultan.

- Eh bien ! reprend le Glaoui, ça, c'est ma part ! Va chercher celle du Sultan.

Et ses « sahab » s'emparent incontinent des bêtes et de leur charge. On apprend le lendemain, la révolte des Beni M'Tir.

\*

**P**AR Solidarité de race, et peut-être pour éviter que pareille aventure ne leur arrive, les Zemmours se joignent aux Beni-M'Tir. Plus que ces mauvaises nouvelles, la perte des cinquante mille douros est rude pour le Sultan. Il y a trop de Berbères à Fès et le Glaoui est trop puissant pour qu'il songe à faire rendre gorge à son ministre. Et puis, c'est encore la règle que le grand vizir se serve soi-même, le premier.

Comment compenser cette perte ? Quelles tribus rançonner maintenant ? Suivant l'exemple de leurs voisins, les Aït Youssi, les Beni Ouaraïn, les Oulad Djemaa, toute la fédération des Djebalas déjà saignée à blanc, s'est jetée à son tour dans la révolte.

Il n'y a plus autour de Fez que les Cherardas restés fidèles au Maghzen et avec eux, le long du Sebou, les Cheragas, les Beni Hassen et les Oudaïas, toutes tribus « guich ». Or ces tribus sont intouchables. Elles fournissent des hommes à l'armée, elles paient l'impôt du sang, en échange, elles sont dispensées de l'impôt tout court.

Moulay Hafid n'ose pas rompre avec une tradition que les sultans ont depuis toujours respectée. Cette exception n'a plus raison d'être, lui souffle Gaillard, depuis que ton armée est composée de volontaires régulièrement payés. Au besoin, renvoie chez eux les soldats originaires de ces tribus, elles n'auront plus aucune raison de ne pas payer l'impôt. Si Madani vient à la rescousse. Qu'on le laisse faire, les Cherardas paieront. Il s'agit d'en tirer d'abord, pour les besoins les plus pressants, car Moulay Hafid projette de se rendre à Marrakech pour y cueillir des fonds, vingt-cinq mille douros, des chameaux et des mulets.

Le sultan cède. L'opération débute comme à l'accoutumée par le pillage des agglomérations chérardies voisines de Fès. Les émissaires du Glaoui violent, massacrent, font si bien que les douars voisins réagissent et les chassent à coups de fusil.

- Nomme-moi caïd des Cherardas, suggère Si Madani au Sultan. Je mettrai ces gens à la raison.

- Bonne idée ! appuie Gaillard, sûr du résultat.

Un homme alors se lève dans la tribu menacée. Inconnu hier, il deviendra le chef de la résistance. Ses prêches rassemblent autour de lui tous les douars. Les nouveaux envoyés du Glaoui sont saisis et massacrés.

La rébellion contre le Sultan gagne les Beni-Hassen, elle s'étend jusqu'aux Zaërs, et les gens du Gharb sont prêts de céder à leur tour à la démangeaison du baroud. Heureusement, Boisset est là. Le caïd Cherkaoui l'écoute, réfrène l'ardeur guerrière des siens, il reste fidèle au Maghzen.

La capitale ne s'en trouve pas moins cernée de tous côtés par les rebelles dont la volonté d'abattre Moulay Hafid est telle qu'ils ont proclamé à Meknès un nouveau sultan, Moulay Zine.

Il paraît alors stupéfiant que la seule armée qui défendît Fez contre une attaque en masse des tribus, soit envoyée dans les Cherardas pour les soumettre.

Jupiter rendait fous ceux qu'il voulait perdre. Moulay Hafid n'avait déjà plus sa raison. Encore, si cette armée avait pu rapidement soumettre les Cherardas, son départ se fût justifié, Moulay Hafid pouvait être sauvé. Mais je l'ai vue, cette armée qu'on appelait la méhalla du Commandant Brémond. Elle ne soumettra rien du tout. Après quelques combats heureux à la sortie de la ville, elle s'arrêtera au pied du Djebel Selfat, au lieu dit Dar Caïd Hafodh. Elle s'enlisera dans la boue, sans bouger, du 7 mars au 24 avril, coupée de la capitale, sans vivres et sans argent.

Ce qui me surprendra, plus tard, c'est que l'ordre de bouger, enfin, de rentrer à Fez en se frayant un chemin à l'n vers les rebelles, ne sera envoyé au commandant Brémond qu'au moment où, à la demande de Moulay Hafid d'envoyer le général Moinier à son secours, les troupes françaises débarquées à Kénitra se prépareront à marcher sur Fez.

Gaillard a gagné.

Dans son livre « Chronique Marocaine » Maurice Leglay termine ainsi son récit.

Arrivé à Fez, le général Moinier lui demande :

- Vous connaissez bien M. Gaillard, quel homme est-ce ?

- Gaillard ? répond Leglay, c'est l'homme qui vous amené ici.

\*

**I**L y a donc un secret entre Boisset et Cherkaoui. c'est le secret de Polichinelle. Ce mercredi, dans le souk où viennent acheter ou vendre des habitants de toutes les tribus voisines du Gharb, on ne cause que de la mehalla du commandant Brémond que les Cherardas vont « manger ».

- Inutile de me cacher davantage la vérité, dis-je à Boisset, il y a là-bas, quelque part, dans les Cherardas, une armée du sultan en mauvaise posture, avec la mission française au milieu. Tu le sais bien et ce n'est plus un secret, tout le monde en parle dans le souk.

- Oui, c'est vrai, répond Boisset. Lis cette lettre.

Il me tend la missive qu'il a reçue du commandant Brémond, commandant la mehalla et dont la lecture me bouleverse comme elle l'a bouleverse lui-même, à sa réception.

Brémond lui expose ses embarras. Il est coupé de la capitale. Il ne peut en recevoir ni argent ni vivres. Les askris ne pourront pas tenir et passeront à l'ennemi si aucun secours ne lui arrive du seul côté encore fidèle au maghzen, celui du Gharb. Il supplie Boisset de faire l'impossible avec son ami Cherkaoui, pour lui envoyer de l'argent et des vivres. Je lis ces mots, au bout de sa lettre : « Au revoir et peut-être adieu ! »

Une pareille lettre soulève dans le cœur de Boisset toutes les forces de sa volonté. Coûte que coûte, il faut sauver cette mehalla et la mission française qui la commande.

Et voilà pourquoi Boisset est allé d'El Ksar à Souk-el-Arba, de Souk-el-Arba à Elksar et a prolongé cette navette jusqu'au jour où je suis arrivé. Il a raflé l'argent de la poste française dont il est le gérant, emprunté à tous les Juifs du mellah en leur signant sur la Banque d'Etat des chèques sans provision, ramassé enfin par ces moyens de fortune quelques milliers de douros, vidé les magasins d'El Ksar de leur semoule, de leur farine, de leur blé, de leur thé, de leur sucre et tout est, maintenant, à Souk-el-Arba, prêt à être expédié à Brémond.

Cherkaoui, de son côté a recruté les mulets de bât, des chameaux et des hommes en nombre suffisant et armés pour passer victorieusement dans les Cherardas.

Je garde mes réflexions, mais il me paraît inconcevable que cette armée, puisque c'en est une, se soit laissé acculer à cette situation catastrophique, encercler et enliser dans ce motier du Djebel Tselfat, sans se battre. La raison m'en demeure incompréhensible. Il doit y avoir une combine là-dessous.

A l'aube du 9 avril, la caravane est rassemblée autour de la maison de Cherkaoui. Boisset et Cherkaoui sont à leur tête, à cheval, et j'arrive moi-même, en douce, sur ma mule.

- Boisset, lui dis-je, je t'accompagne.

Sa tête s'allonge, son front se plisse, ses yeux deviennent si petits dans son visage que je ne les vois plus. C'est ainsi qu'il devient dans la colère.

- Ce n'est pas à cause du risque, répond-il, mais ta visite n'est pas attendue, je ne sais quel accueil tu recevras de Brémond.

- Eh bien, je te suivrais de loin, tu ne me verras pas, ou tu feras semblant de ne pas me voir. Nous n'allons pas nous brouiller, non ?

Au fond, il comprend bien que le « Journal » ne m'a pas envoyé où je suis, pour me bourrer de couscous et de thé à la menthe. Il cède. Nous voilà partis.

\*

**L** est vrai que je n'ai jamais été bien vu des militaires. C'est je crois ce qui me valut l'amitié de Gaillard. Pourtant, j'ai eu parmi eux de bons amis : le capitaine Lapostolle, le commandant Cottenest, tous deux morts pour la France, le colonel Simon. Le général d'Amade même, qui m'écrivait souvent, ne terminait jamais ses lettres sans m'assurer de son affection.

Je dois avoir sur ma figure je ne sais quoi qui ne revient pas aux militaires. J'en ai refait l'expérience pendant la guerre de 14. Je l'ai faite tout au long, malgré mes campagnes antérieures, en soldat de 2<sup>e</sup> classe.

Un jour, à Saint Dizier, je suis « embringué » dans une corvée dégoûtante. Il s'agissait de laver des assiettes destinées au ravitaillement des blessés. C'était au lendemain d'une attaque. Les trains sanitaires se succédaient sans interruption l'un derrière l'autre. Tandis que des infirmiers portaient aux blessés soupe et bidoche, d'autres rapportaient les assiettes et la corvée, dont j'étais, les lavait.

À cet effet, on nous avait apporté un grand baquet plein d'eau. Au début, l'eau était claire, à la longue elle n'était plus qu'une boue jaunâtre où surnageaient des détritrus de nourriture.

Des milliers d'assiettes de fer blanc passaient ainsi dans nos mains, on les trempait, on les ressortait, elles étaient lavées.

J'eus l'idée, pour échapper à cette déplaisante corvée, d'épingler sur ma poitrine une série de médailles dont le ruban de la médaille d'honneur de 1<sup>ère</sup> classe, avec son macaron tricolore. Si je n'avais pas les autres médailles, je portais du moins celle-ci légitimement

Je pensais que l'officier chargé de commander la corvée n'enverrait plus au baquet un homme si décoré.

Le lendemain, l'effet ne manqua pas. Le capitaine s'arrêta pile devant moi.

- Qu'est-ce que c'est que cette batterie de cuisine ?

Je m'explique:

- Ça, c'est la médaille de Chine. Ça, c'est la médaille d'honneur de 1<sup>ère</sup> classe gagnée au siège de Casablanca. La réponse arrive, tout de suite:

- Eh bien, ici, nous ne sommes pas au siège de Casablanca. Allez laver la vaisselle !

Ce que j'ai fait, épilogue Boisset, c'est pour t'épargner un affront dont j'aurais été responsable si je t'avais proposé de venir avec moi, Tu es trop mal jugé par Brémond. Mais je pense qu'en nous voyant arriver avec du *flous* et des vivres, il ne dira rien.

Je réponds:

- Je sais bien que je suis leur bête noire, aux militaires. Nous faisons chacun notre métier, et ces métiers sont, en quelque sorte, contradictoires. Le leur est de risquer leur peau dans les batailles, le mien est de m'imaginer que je vois les choses de Sirius afin de présenter à ceux qui me lisent une image exacte de ces pauvres types qui se défendent contre la cupidité et la cruauté des caïds. Nous ne pouvons pas nous entendre.

À la halte, je photographie Boisset devant sa tente. La photo paraîtra quelques semaines plus tard dans « L'Illustration ». Nous campons dans la verdure et le lendemain, nous repartons avec des éclaireurs en avant pour prévenir une attaque brusquée des Cherardas. Cherkaoui, en bon sergent de bataille, va et vient le long du convoi, stimulant bêtes et gens. Aucune silhouette suspecte ne se montre. Nous nous promenons comme des touristes au milieu des fleurs du bled et, vers quatre heures de l'après-midi, les guitouns du camp apparaissent.

Quand nous y pénétrons, le Commandant Brémond se précipite vers Boisset, lui serre les mains chaleureusement, il va l'embrasser, lorsque soudain, il m'aperçoit:

- Qui est-ce ? demande-t-il.

Boisset me nomme.

Alors le visage de Brémond prend une expression effarée.

- Que vient faire ici cet homme ? crie-t-il, en tendant son doigt pointu vers ma personne. Ah ! Boisset, s'il n'était avec vous, après le grand service que vous venez de nous rendre, je le ferais fusiller. En attendant, je l'arrête. Qu'on l'enferme dans une guitoune avec l'interdiction d'en sortir. Je le ferai garder par une sentinelle, baïonnette au canon.

Sous cette avalanche de mots, Boisset cherche en vain une excuse. Il bafouille, et je ne me souviens guère de ce que j'ai pu répondre moi-même. Je sais seulement que je suis dans la place, ce qui est l'essentiel, et je pense, comme Mac-Mahon : j'y suis, j'y reste.

La guitoun, c'est ma propre tente qu'on m'autorise à déballer mais je n'échappe pas à la sentinelle en veste rouge qui a l'ordre de m'empêcher d'en sortir.

La boue est d'une incroyable épaisseur, j'ai du mal à la chasser sur les côtés, je m'installe sur ma natte et mon petit matelas, j'attends patiemment les événements. À la nuit, j'allume une chandelle, j'extraits de mes menus bagages une tablette de chocolat; ce sera sans doute tout mon dîner. Quand la nuit se fait plus noire, que le camp paraît endormi, je m'entends tout à coup appeler du dehors :

- Tajer, aji !

Une tête noire apparaît à l'orifice de ma tente. Je distingue un homme porteur d'une lanterne, il répète:

- Aji !

La voix est bienveillante, je sors, la sentinelle ne bronche pas. L'inconnu me prend par la main. m'éclaire pour que je ne bute pas dans les cordes tendues des guitouns et j'arrive devant une grande khaima de caïd d'où fusent des chants berbères et des mélodies de guembri.

Je suis chez Si Mohamed, fils du Glaoui. Son père Si Madani, en qualité de caïd des Cherardas, l'a envoyé auprès de Brémond avec un contingent de Glaouas pour participer à la soumission de la tribu. L'esclandre du commandant Brémond est parvenu à ses oreilles, il a demandé des détails, appris qui j'étais et s'est souvenu, je ne sais comment, que j'avais été

l'hôte de son père dans la mehalla de Moulay Hafid. Il a cédé à la curiosité et aussi au secret désir de montrer au commandant Brémond qu'il n'a pas à lui obéir.

La tente est pleine de gens. Si Mohamed me demande de lui raconter mon histoire, il m'offre un verre de thé et, quand j'ai beaucoup parlé, un petit nègre apporte devant moi un tajine de couscous avec la moitié d'une poularde dessus.

Je dévore la chair savoureuse et m'entonne de couscous. Je n'ai pas encore oublié de faire la boule.

Quand je suis repu, la lanterne me reconduit. La sentinelle n'a pas relâché sa faction. Pauvre diable ! je lui mets dans la main ma tablette de chocolat et m'enfonce sous mes couvertures.

Au même moment, Boisset arrive.

- Tu vois, dit-il, je t'avais prévenu.

Il a une triste figure, je suis gai comme un pinson. J'éructe, je mets ma main sur mon ventre pour lui montrer que je suis gavé de nourriture. Je lui raconte comment je suis allé dîner chez le fils du Glaoui.

Alors, la figure de Boisset s'épanouit. Il se donne des tapes sur les cuisses et répète:

- Ah ! mince alors ! Mince alors ! Car Boisset châtie toujours son langage.

Quand il s'en va, j'éteins cette fois ma camoufle. J'ai le ventre plein. Je m'endors du sommeil du juste.

\*

**L**E lendemain, la colère de Brémond est tombée, la sentinelle a disparu. Je me promène dans le camp, prends des photos des tranchées et des groupes de soldats. Je voudrais bien, par-dessus tout, photographier Brémond entouré des officiers et sous-officiers de la mission française. Mais Boisset dit :

- Nous allons réveiller sa colère.

- Je suis certain qu'un peu plus tard, c'est Brémond qui le regrettera.

- Tant pis !

J'ai encore le temps de rédiger mon article. Je fais avec malice un grand éloge de Brémond et de cette poignée d'hommes qui, dans la boue, maintiennent contre tous les risques, le prestige de l'officier français.

Vers midi, nous repartons. Une escorte de cavaliers glaouis nous accompagne. Brémond congratule une dernière fois Boisset et Cherkaoui puis, me désignant aux cavaliers de l'escorte, leur dit:

- Surveillez cet individu ; s'il essaye de fuir, foutez-lui une balle dans la peau.

Et pour Boisset, il ajoute:

- Je compte sur vous pour que je ne le revoie jamais dans nos parages.

Nous retraversons les mêmes champs de verdure et de fleurs. Je n'ai aucune envie de m'enfuir, j'ai mon article et mes photos à transmettre le plus vite possible au « Journal ». Mais l'attitude des cavaliers de l'escorte me paraît soudainement singulière. Soit que le commandant Brémond se soit mal exprimé, soit qu'ils n'aient pas compris, ce n'est pas moi qu'ils ont à l'oeil, mais Boisset, habillé en européen.

Je lui dis:

- Pique un galop dans la campagne, tu vas voir ce qui va t'arriver !

Comme il ne s'est encore aperçu de rien, il m'écoute et s'envole. Ventre à terre, deux cavaliers courent après lui, le rattrapent et le fusil haut, le ramènent dans le rang de la colonne.

- Ça ! Alors !

Je pouffe de rire.

L'aventure se terminera bien pour tout le monde. Boisset aura gagné la Légion d'honneur, et moi, outre la menace d'être fusillé, un sensationnel reportage.

\*

Dix-neuf ans après, je recevais de Brémond, devenu général, la lettre suivante :

*Quantum mutatus ab illo !*

Paris, 27 juillet 1934.

*Monsieur,*

*Ce n'est pas par ce mot que je devrais commencer car, dans le vieux Maroc, votre nom a eu un retentissement, apprécié de manière différente, mais incontestable, qui obligerait à un autre terme si je savais lequel écrire.*

*Faute de mieux, je dois donc me résigner à celui-là.*

*Par suite de circonstances diverses, maladies, absences, etc..., ce n'est qu'aujourd'hui que je lis votre article de l'« Action Marocaine » du 22 juin, de la Calle. Et je regrette sincèrement ce retard.*

*Car je retrouve dans votre article la pondération, la mesure et l'équité que vous aviez déjà mises dans votre article du « Journal », en 1911, à l'époque héroïque où l'on ne cherchait pas encore du pétrole au Tselfat : articles que j'ai conservés, à cause de leur qualité.*

*Je ne vous aurais sans doute pas écrit, après de si longs délais, si vous n'aviez l'air d'admettre, avec réticence il est vrai, qu'il fut question de vous fusiller. Parmi toutes les sottises du factum de Leglay, celle-ci est sans doute une des plus venimeuses. Mais du moins n'a-t-elle pas l'ignominie de ses pages sur *la Roumia*.*

*Quand vous êtes arrivé à la mehalla des Cherarda, je ne vous connaissais que très vaguement, sachant seulement que le général d'Amade, homme honnête, loyal, modeste et modéré, avait refusé de vous recevoir en Chaouïa.*

*Boisset que je voyais arriver comme un sauveur dans la mélasse épaisse où nous étions, à qui j'avais demandé : qui est-ce ? m'avait dit votre nom, sans enthousiasme, avec, si mes souvenirs sont nets, comme je crois, le commentaire suivant: « C'est un type intelligent et sympathique, qui n'a pas de chance et pas beaucoup de sens pratique. »*

*Là-dessus, vous avez annoncé l'intention d'aller à Meknes. Le résultat certain était que vous seriez mis dans un silo, qu'il faudrait négocier pour vous en sortir, c'est-à-dire donner du relief à un prétendant qui organisait périodiquement des réceptions de prétendus « bachadours » et auquel nos négociations serviraient. J'avais donc l'obligation d'essayer de vous empêcher de réaliser vos projets,*

*Il y avait un moyen : deux mokhaznis et la route de Tanger. Mais depuis deux ans, j'avais vu M. Gaillard à Fez s'arranger toujours pour éviter ce procédé, qui avait vraiment quelque chose de désagréable pour notre bon renom. D'ailleurs, la route n'était pas sûre. Et enfin, si vous en aviez eu la volonté, quelques douros vous auraient libéré.*

*J'en causais avec Boisset qui voulut bien se charger de vous ramener librement, et sans se faire d'illusion sur la solidité du procédé, à Ksar El Kébir.*

*C'est ce qui fut fait, et vous savez la suite.*

*À aucun moment, je n'ai eu, bien entendu, la pensée saugrenue de vous faire passer par les armes: et ce n'est pas la moindre stupidité du bouquin de Leglay. (1)*

*Quand on pense qu'il ne parle même pas de Si Kaddour Ben Ghabrit qui a été un agent déterminant de cette affaire ! Mais dans son livre de primaire, j'ai trouvé trois choses qui m'ont dégoûté, ont déterminé mon mouvement de répulsion, et je tiens à vous dire pour éclairer cette question.*

*1° M. Leglay a vécu pendant trois ans avec Mangin et avec moi, comme un subordonné dévoué, sans que jamais, rien n'ait manifesté la haine qu'il nous portait : hypocrisie vraiment incroyable.*

*2.° Il n'a rien compris de l'amitié désintéressée qui nous liait. Mangin et moi, qui dure encore depuis 1890 (44 ans, ce qui est un bail), durée qui montre la valeur de nos sentiments que cet homme envieux a essayé de salir de son mieux, ce dont il est bien incapable.*

*3° Son livre « Chronique Marocaine » révèle son ignorance totale des événements dont il parle; il n'en a rien compris. Si parfois, il dit quelque chose de bien sur Gaillard, par exemple, c'est sans documentation car il ne voyait guère du Consulat que l'extérieur du seuil, et simplement pour tâcher de nuire à Mangin.*

*Comme je prépare un récit exact et sage de cette période héroïque, je vous serais obligé de me dire, très nettement, votre sentiment sur mes souvenirs, après avoir soumis cette lettre à Boisset, sans l'intervention duquel je n'aurais même pu envisager la rentrée à Fès, alors que Mangin avait écrit: « Si tu ne reviens pas, nous sommes perdus ! » et Leriche m'avait envoyé un émissaire pour rentrer à Rabat, en m'écrivant : « C'est assez combattre ».*

*La documentation ainsi reçue me permettra d'écrire une page vraie, comme tous ceux qui se mêlent d'éclairer l'histoire devraient chercher à les écrire.*

*En tous cas, ce que je puis vous affirmer, c'est que vous n'avez jamais couru aucun danger dans ma sphère.*

*Pour tout dire, au fond, votre « culot » m'était au contraire très sympathique. Je puis vous l'avouer à l'heure actuelle.*

*Avec mes sentiments de vieux marocain à un contemporain de cette époque révolue.*

*Général BRÉMOND.*

\*

**D**ANS ce bon vieux Maroc où je m'étais livré à des reportages qui dépassaient la commune mesure, poussé par l'attrait qu'avaient sur moi les choses et les gens, je risquais volontiers ma personne pour goûter dans leur plénitude la douceur et la candeur de l'Islam. Je me plaisais à les peindre, ces gens, à les faire parler, à faire participer les lecteurs au plaisir que j'avais de vivre avec eux.

Ma visite à la mehalla du commandant Brémond n'était qu'un intermède. Je projetais, en effet, de me rendre à Meknès en traversant les tribus rebelles. J'espérais découvrir un nouvel aspect de l'état d'âme des Marocains, si ébranlés par la venue des Chrétiens.

Leurs réactions ne diffèrent point des nôtres quand nous subissons l'invasion des étrangers.

Nous sommes devenus Romains après combien de batailles, lors de la conquête des Gaules par les légions de César. La dernière guerre nous a révélé que la moitié des Français eussent accepté de devenir Boches, pour avoir la paix. La résistance des Marocains ressortit au besoin

---

<sup>1</sup> (1) Chronique Marocaine, Berger-Levrault, Paris,

de défense presque animal de tout être, comme la soumission par la force ressortit à son instinct de conservation.

L'établissement postérieur d'une collaboration, entre vainqueurs et vaincus, dépend des principes de justice et d'égalité qu'importent les premiers, en tenant compte des notions qu'ont les vaincus eux-mêmes de cette justice et de cette égalité.

Or, c'est le pouvoir métropolitain, en France, qui s'est toujours chargé de la législation de nos Protectorats sans prendre l'avis des intéressés, sans s'inquiéter des répercussions que peuvent avoir sur les populations récemment soumises, des décrets pas toujours inspirés par le désir d'une collaboration réciproque.

Lyautey a lutté jusqu'au dernier jour de son proconsulat contre certaines conceptions de la métropole. Le maintien du sultan était la promesse que non seulement rien ne serait changé ni dans les moeurs, ni dans les coutumes, mais que nous effacerions, par l'égalité des intérêts et du prestige, l'inégalité des armes. Il n'est pas bien sûr que les hauts fonctionnaires chargés de l'administration du Protectorat se soient résignés à traiter de pair, fraternellement, les fonctionnaires chérifiens. Ils se considèrent supérieurs, par leurs traitements, par leurs capacités intellectuelles, par leur titre de représentants de la puissance qui a vaincu. Ce rappel constant de leur suréminence, si je peux dire, n'a peut-être pas d'effet trop nocif, ni trop immédiat, sur les masses. Elle en a sur l'élite que nous avons formée à nos écoles et à qui nous avons inculqué nos propres principes d'égalité.

Nos hôpitaux, nos écoles, nos chemins de fer, nos barrages, nos routes bitumées ne serviront à rien, si nous ne nous débarrassons pas, vis-à-vis des indigènes, de ce sentiment de supériorité qui creuse plus profondément chaque jour le fossé qui nous sépare.

La parcelle d'amour de Lyautey, voilà ce que chacun de nous a le devoir d'entretenir comme les Vestales entretenaient à Rome la flamme de la déesse du foyer.

C'est pourtant ce sentiment tendre d'amitié fraternelle qui m'a valu les affronts et les insultes, dont les militaires de la nature du capitaine Azan et de Brémond, m'ont abreuvé. Chacun a sa vérité, sans doute, mais au-dessus de toutes les vérités, qui sont également fausses, il y a la tolérance qui joint l'effort de l'esprit à celui du cœur. Pour conserver, il faut aimer, a dit, je crois, Montesquieu, mais pour aimer, il faut comprendre, et pour comprendre, descendre au niveau de ceux de qui nous prétendons nous faire aimer.

Notre conduite à tous, durant ces quarante dernières années de Protectorat, a été d'une extraordinaire inconscience. Nul n'a jamais voulu s'imposer des disciplines qui doivent naturellement être différentes, en terre d'Islam, de celles de la métropole. Nous croyant abusivement chez nous, nous y avons importé nos dissidences politiques. Nous avons vu sortir des journaux radicaux-socialistes, socialistes, royalistes, communistes et les adeptes de ces partis descendre se colleter dans la rue.

Ces manifestations insensées ont été pour les Marocains, le critérium de notre faiblesse. Le désastre de 1940 est venu le corroborer.

La suite fut pire.

Comment un résident général a-t-il pu accepter, sans se démettre de ses fonctions, d'appliquer au Maroc les discriminations raciales, alors que nous avons eu, les premiers, la gloire de les avoir abolies ? Nous n'étions pas sous la botte allemande. Qu'eût risqué Noguès ? Un désaveu ? Une destitution ? Il eût du moins sauvé l'honneur et ajouté à d'éminentes qualités, qu'il faut bien lui reconnaître, celles d'un caractère qui se refuse à renier la charte universelle des droits de l'homme.

Qu'avons-nous vu, encore, après le débarquement des Américains ? Une foule hurlante aller sur une place publique y brûler l'effigie de Pétain. On peut penser ce qu'on voudra de



l'homme, ici, Pétain était le vainqueur du Riff. Nous faisons perdre aux indigènes le respect des chefs français.

C'est alors que Roosevelt, convaincu, après ces exemples, que la France était prête à toutes les abdications, promit au sultan de le libérer de notre tutelle... au profit des Américains,

Il fallut Juin et ses soldats marocains, justement, pour donner au monde le démenti de la démission de la France. Et c'est cette union symbolique d'un général français et de soldats marocains qui nous fait espérer que rien n'est perdu.

\*

**L**E Caïd Cherkaouï m'avait promis, dès mon arrivée, de me procurer deux guides capables de me faire passer sans encombre au delà du Sebou.

L'expédition au Djebel Tselfat ne lui avait pas fait oublier sa promesse. Le mercredi suivant, jour de marché, où viennent se ravitailler un grand nombre d'hommes de toutes les tribus voisines, Cherardas, Zemmours et Beni-Hassen, il me présente deux cavaliers Zemmouri qu'il connaît et jouissent de sa confiance.

Ces cavaliers ont, en effet, belle allure. Une volumineuse houpe de cheveux orne leurs tempes, Cette coiffure traditionnelle des berbères, les « nouaders », leur donne l'air farouche qu'ont dû avoir leurs ancêtres les guerriers numides.

Cherkaouï règle avec eux les conditions du voyage jusqu'à Meknès : deux cent douros.

Le 20 avril, si je m'en souviens bien, nous partons, mes guides en avant. Sur ma mule surchargée de mes bagages - tente, natte, matelas, couvertures - j'ai l'air de leur domestique, sauf que je porte dans ma choukara deux cents pièces d'or de vingt francs que René Leclerc, beau-frère de Boisset, m'a envoyée de Tanger, pour ne pas m'alourdir de douros.

Nous arrivons après deux heures de marche sur les rives de l'Oued Sebou. Au-delà, s'étend une bande du territoire des Beni-Hassen d'une dizaine de kilomètres; Il nous faudra la traverser avant d'atteindre les Zemmours.

Je me suis fié à l'expérience et à la probité de mes guides. Dans les deux cents douros qu'ils ont reçus est comprise la somme à verser aux Beni-Hassen à titre de péage, ainsi que le veut la « quaïda ». Le versant des Beni-Hassen est recouvert d'une moisson d'orge dont les épis s'élèvent à plus d'un mètre au-dessus du sol ; au surplus, aux pas accélérés de nos bêtes, il nous faudra moins d'une heure pour le franchir. Mes guides, persuadés qu'ils ne seront pas aperçus en passant à travers les orges et qu'ils économiseront ainsi quelques douros, ont négligé de négocier notre passage. Ce manquement aux usages va nous mener à la plus dramatique aventure.

Sur la berge opposée du Sebou, une demi-douzaine de Marocains tiennent compagnie au passeur. Ils assistent, silencieux, aux longues manoeuvres de transbordement sur une barque, d'une rive à l'autre, de nos bêtes, de nos bagages et de nous-mêmes; puis, l'opération terminée, disparaissent sans échanger les salutations d'usage.

Cette attitude est de mauvais augure. Mon voyage va-t-il s'arrêter là ? Mes guides hésitent, ils scrutent l'horizon et les alentours, ont avec le passeur un long conciliabule et, enfin, soit que le passeur les ait rassurés, soit qu'ils décident de courir le risque, donnent le signal du départ.

Il fait beau, nos têtes et celles de nos bêtes émergent à peine au-dessus de la haute et verte moisson. Nous avons déjà fait la moitié du chemin lorsque des deux côtés de l'horizon dévalent des cavaliers et des piétons.

Nous sommes bientôt entourés d'une vingtaine de Marocains armés de fusils et de bâtons. Ils nous somment de nous arrêter. L'affaire n'aurait eu qu'une suite banale si la présence du

chrétien que je suis ne la compliquait singulièrement. Je suis une proie monnayable. Venus de deux douars différents, simultanément alertés par les guetteurs de la rivière, chacun d'eux revendique la priorité de ma capture.

Le conflit s'envenime, il va dégénérer en bataille, quand, soudain, l'un des piétons s'écrie :

- Puisque nous ne pouvons pas nous entendre, voilà ce que je fais du roumi !

Et, à trois mètres de distance, il lâche son coup de fusil.

Le souffle des chevrotines passe sur ma tête. Avant que le maladroit ait pu recharger son arme, ses voisins heureusement, la lui arrachent des mains. Tuer le chrétien, c'est tout perdre. Un mort ne paie pas de rançon.

Impassible, en apparence, je sens que je m'amollis sur ma mule. Mais le danger est passé. L'incident a mis d'ailleurs fin à la querelle. L'un des douars me gardera prisonnier, la rançon sera partagée.

Nous sommes conduits vers les noualas les plus proches. J'ai la mauvaise chance, en cours de route, de faire tinter mes pièces d'or. On m'arrache ma choukara et son contenu.

Arrivé au douar, je suis séparé de mes guides; leur qualité de musulman leur vaudra un sort différent. Je reste seul sous la surveillance d'un homme armé, tandis que ses compagnons se retirent à l'intérieur de l'azib pour délibérer.

La présence du « roumi » surexcite la curiosité des femmes. Elles accourent en jacassant comme des pies et, sous les yeux indifférents de mon gardien, me renversent de ma mule. Trente mains avides me dépouillent et se partagent mes vêtements. Quand je suis nu, ces furies échangent des quolibets sur mon anatomie de chrétien.

L'une d'elles propose de m'enduire de miel et de m'exposer en plein soleil aux mouches, aux guêpes, aux abeilles, à tous les insectes ailés, friands de sucre, de la nature.

Je vais être soumis à ce supplice chinois, lorsque surgit un Marocain aux riches vêtements, attiré par le sabbat des sorcières. Il les chasse en les fouettant des pans de son selham et paraît s'apitoyer sur mon sort. Voici revenir mes geôliers; ils ont, avec le nouveau venu qui a pris résolument ma défense, une vive discussion, mais ils sont le nombre. Deux hommes me saisissent, m'entraînent vers un silo dissimulé sous une dalle de pierre et m'y laissent choir.

Une épaisse couche d'orge amortit ma chute; la dalle retombe. Je suis comme emmuré dans une tombe.

Je n'ai, en réalité, aucun mal. Je ne redoute, pour l'instant, ni la faim, ni la soif ! je crains seulement de ne pouvoir résister au froid dont je sens déjà les atteintes. Je cherche un gîte dans l'orge resté heureusement dans le silo. Quand je suis à peu près à l'abri de l'air, je peux raisonner. Je ne doute point que Boisset et Cherkaoui, à la nouvelle de mon arrestation, ne me fassent délivrer par leurs amis.

Je m'abandonne à cette espérance, quand, avant la nuit, l'orifice du silo s'éclaire. Un paquet m'est jeté. Miracle ! Ce sont mes vêtements.

Enfin vêtu, je trouve rapidement le sommeil.

Quand le jour se lève, deux de mes geôliers m'extraient de ma prison. L'homme aux riches vêtements est avec eux. Ils me conduisent sous un olivier aux vastes ramures sous lequel, à ma grande surprise, ma tente est dressée. Avec politesse, on m'invite à l'occuper. J'y trouve ma natte, mon matelas, mes couvertures. Au dehors, j'entends le bruit d'un soufflet activant le feu d'un « canoun ».

On me prépare du thé !

Les trois personnages s'assoient à mes côtés. Aucune parole n'a été prononcée de part et d'autre. Quand le thé est prêt, je bois avec délice plusieurs verres de la boisson chaude qui m'est offerte et seulement alors, se rompt le silence.

Le bienveillant inconnu se fait connaître. Chérif d'Ouezzan, il est venu dans la région pour recueillir quelques offrandes et, grâce à son prestige de sainteté, a réussi à convaincre mes geôliers de me mieux traiter. Ils obtiendront ainsi une plus large rançon... et il en aura sa part.

- Ne crains plus pour ta vie, dit-il, personne ne te fera du mal. Mais tu es en faute, tu as traversé notre territoire à la manière d'un voleur. Si tu veux être libre, il faut donner de l'argent à ces gens.

- Combien ?

- Un million ! Milioun ! Milioun ! répètent ensemble les deux autres.

Je répons :

- Ce sont mes guides qui sont en faute. Je leur ai donné l'argent nécessaire pour payer mon passage. Je ne suis qu'un journaliste pauvre et l'ami des Musulmans. Toute ma fortune est dans ma choukara. Vous l'avez prise. Gardez-là, mais laissez-moi poursuivre mon chemin.

Ils ne croient pas à ma pauvreté. Un homme qui voyage avec tant de pièces d'or doit en avoir d'autres.

- Écris à tes parents et à tes amis. Nous porterons tes lettres.

- J'ai faim.

- On va te donner à manger. Seulement, nous aussi, nous sommes pauvres. L'ouzir du sultan a pris nos chèvres, nos moutons et nos vaches, nous n'avons que de l'orge.

On m'apporte, en effet, après leur départ, un pain d'orge et, dans un papier, des dattes et des figes sèches. J'engloutis ce pain comme un gâteau mais laisse dans leur enveloppe les fruits pleins de vers.

Plusieurs fois le chérif me rend visite. Les pourparlers n'avancent pas. Et pour cause !

Le mot « milloun » d'ailleurs, n'est qu'une figure. C'est le seul mot qu'ils connaissent pour chiffrer une grosse somme. Un millier de douros ferait aussi bien l'affaire. Mais d'où pourraient-ils me venir ?

Deux jours se passent. Les gens s'énervent. On ne me donne plus qu'un demi-pain d'orge et un cruchon d'eau. Le salut n'arrivera-t-il pas trop tard ?

Le troisième jour, dans l'après-midi, le douar tout à coup s'agite. Les femmes vaquant aux champs rentrent précipitamment et s'enferment dans leurs noualas.

Tout d'un coup, une dizaine de cavaliers surgissent et cernent le douar. L'un d'eux arrive au galop vers ma tente. Je suis déjà sur son seuil où le bruit de la chevauchée m'a poussé.

- C'est toi, le roumi ! Viens, tu es libre !

Me voici au milieu du rassemblement de mes sauveurs et de mes geôliers. L'homme qui m'a délivré est Bouchaïb Nekraoui, caïd d'une fraction voisine. C'est un Berbère de haute taille, superbe sur son cheval aux naseaux blanchis d'écume. Il parle avec autant de hauteur que de rudesse. Il est renommé pour l'audace de ses coups de mains dont le butin passe par le Gharb, avec la permission de Cherkaoui, vers les présidios espagnols.

Il m'interroge:

- On t'a maltraité ?

- ...Non !

- As-tu mangé ?

- ...Oui !

- Parle sans crainte. On t'a volé ?

- Ces gens m'ont pris ma mule et ma choukara. Elle contenait deux cents louis d'or.

- Vous entendez, chiens ! Que tout ce qui lui appartient lui soit rendu, tout de suite, si vous ne voulez pas que je mette le feu à vos noualas.

Un quart d'heure après, j'ai récupéré ma bête et ma choukara. Je compte: cent quatre-vingt dix-huit pièces d'or.

- Le compte y est-il ?

- Oui.

- Maintenant, tu vas retourner avec tes guides à Souk El Arba.

- Non ! S'il te plait, laisse-moi continuer mon chemin vers Meknès. C'est là que je dois aller.

- Briti t'mouti ? (veux-tu mourir).

Je réponds sur les mêmes assonances:

- El mouti and rebbî (la mort est dans les mains de Dieu).

Il rit, mais conclut :

- J'ai promis à mon ami Cherkaoui de te ramener à Souk El Arba. Va ! Je ne te sauverai pas deux fois.

Quand j'y arrive, je ne sais comment remercier Boisset et Cherkaoui de m'avoir délivré. Boisset ne tire de ma mésaventure que des sujets de plaisanterie. Je suis aigri et taciturne. Je n'irai pas à Meknès ! Quel ratage!

Quarante-huit heures après mon retour, je reçois la visite des mêmes hommes qui m'ont arrêté et emprisonné.

Ils me proposent de repartir avec eux. Ils me jurent en posant ma main sur leur tête, qu'ils me mèneront jusqu'à Meknès sans que rien de fâcheux n'arrive. Je suis si déçu de mon échec que je vais les suivre.

Taïeb Cherkaoui intervient. Il chasse ces effrontés et me sermonne avec une telle verdeur que je n'insiste pas. Je n'ai plus rien d'autre à faire que d'essayer d'aller à Fès, par petites étapes en parlementant avec les tribus.

\*

**A** PRES un court séjour à Dar ould Zidou, d'où j'assiste au décrochage du Djebel Tselfat, de la mehalla de Brémond, je m'achemine vers les Oulad Aïssa dont le caïd Si Miliani est un ami de Cherkaoui. Je ne suis plus qu'à quelques heures de marche de la capitale.

La région est montagneuse. Ses habitants diffèrent de ceux de la plaine. Les hommes n'ont pour coiffure qu'une corde enroulée autour de la tête, les femmes ne sont pas voilées.

Si Miliani porte le nom de sa ville natale, Miliana, en Algérie. C'est un bel homme au visage entouré d'une barbe noire que l'âge commence légèrement à blanchir.

Il me fait bon accueil, mais avoue son impuissance, en ce moment, à me faire parvenir à Fez.

J'installe ma tente près de sa demeure, une maison sommairement construite sur le sommet de la montagne et reçois aussitôt une visite que je n'attendais pas, celle de la fille de Si Miliani.

Elle viendra me tenir compagnie plusieurs fois par jour, tant que je resterai l'hôte de son père. Je lui donne à peu près dix-huit ans. Elle n'est pas d'une grande beauté, a des allures garçonnières, mais son sourire la rend agréable en découvrant de belles dents blanches et sa démarche révèle sa féminité.

Une part lui revient de l'autorité de son père. Elle commande. Je l'ai vue tenir le rôle de juge de paix, régler les conflits du douar et ses sentences être acceptées avec soumission. Je suis séduit par son intelligence et sa familiarité. Si Miliani n'est nullement choqué des assiduités de sa fille. Je crois que ce qui lui plaît de ma compagnie, sont mes manières de chrétien à

l'égard des femmes. Je me lève quand elle arrive, lui cède la meilleure place, lui tends tous les coussins dont je dispose. En revanche, c'est elle qui prépare le thé et m'en offre le premier verre. Elle m'apporte en hâte toutes les nouvelles qu'elle apprend des gens de passage.

Un sentiment plus tendre, à la longue, naîtra de nos entretiens, mais elle est bien femme, elle me demandera de lui apporter à mon retour de Fez, un collier de corail et un cafetan de drap rose.

\*

Où je suis, les nouvelles de la capitale nous arrivent plus véridiques que celles qui parviennent dans le Gharb. Depuis qu'ils ont élu un nouveau sultan et que, à l'heure de la prière, le canon de Meknès répond ironiquement au canon de Fez, les rebelles s'amusent fort de cette plaisanterie anodine. Si des groupes de cavaliers viennent tirer des coups de fusil dans les entours du palais, c'est plus pour le plaisir de faire parler la poudre que pour se livrer à des attaques décisives. Ils ne sont pas pressés d'aboutir. Dans ce pays, le mot « redoua », demain, l'emporte toujours sur celui de « daba », tout de suite.

J'avais reçu, à mon départ de Souk-el-Arba, un lot des plus récents journaux; ils faisaient un tableau dramatique de la situation à Fez. La ville était à la veille de succomber, les Européens vivaient dans la terreur d'un prochain massacre, la famine, consécutive à l'investissement faisait en outre d'affreux ravages. On ramassait journellement dans les rues des morts de faim. Je jugeais déjà douteux que ces informations vinsent de Fez puisqu'elles annonçaient en même temps que les routes étaient coupées, qu'aucun *rekkas*<sup>2</sup> ne franchissait le rideau de fer des tribus. Jamais les journaux n'eurent moins le souci de la vérité.

C'est ainsi que, parties de Kénitra au secours de Fez, les colonnes du général Moinier s'étaient alourdies d'un nombre important de quintaux de farine destinés au ravitaillement des affamés. Or, dès son arrivée devant la capitale, le général vit avec stupéfaction venir à lui en son campement de Dar Debibagh, des délégations des ministres, des Oulemas, de la colonie juive, apportant sur d'immenses tajines recouverts de leur capuchon de paille, l'offrande de la « mouna », des pains de semoule, du couscous, des méchouis, des pâtisseries, de quoi nourrir l'armée tout entière. On ne savait plus que faire de la farine apportée.

Dans la journée du 4 mai où le canon des tabors ne cessa de tonner pour repousser, disait-on, une attaque des Beni M'tir, on vit le consul allemand Vassel se promener hors des murs avec son petit garçon jouant au cerf-volant. Il ne pouvait pas mieux démontrer que la menace des tribus n'était qu'une manoeuvre artificieuse du consul Gaillard pour pousser Moulay Hafid dans les affres de la peur. Il avait « les foies », me dira en son langage imagé Pisani, en me contant cette histoire qui rappelle celle du guillotiné par persuasion. Gaillard était bien de force à réussir un tel effet d'hypnotisme.

Il n'était pas difficile de découvrir le synchronisme qui réglait les informations de la presse française sur l'action de Gaillard à Fez.

Il fallait mouvoir l'opinion publique tant en France qu'à l'étranger, l'apitoyer sur le sort des malheureux habitants de la capitale, marocains et européens.

L'intervention de nos troupes ressortissait, dès lors, d'un sentiment d'humanité, elles allaient au secours de naufragés.

\*

---

<sup>2</sup> porteur de missive

J'APPRENDS encore par ma gazette, la bonne fille de Si Miliani, une chose extraordinaire. Au début du mois d'avril, son père, sur l'intervention de Boisset et de Cherkaoui, a fait passer à Fez l'envoyé de la Légation de France, Si Kaddour ben Ghabrit.

J'ai quelquefois médité de Si Kaddour, comme j'ai médité de bien d'autres personnages devant qui je tire, aujourd'hui, ma révérence. On souhaiterait que Si Kaddour publiât un jour ses mémoires. Quelle passionnante histoire ce serait. Mais Si Kaddour ne les écrira pas. Il est devenu ministre plénipotentiaire. On l'a étouffé sous les honneurs. On lui a même donné, à titre préventif peut-être, un prix littéraire. Il n'a jamais fait étendard des services qu'il a rendus à la cause française au Maroc. Son nom paraît même un peu en retrait de l'histoire du Protectorat. Il n'en a pas moins été un de ses réalisateurs les plus grands.

Si Kaddour a donc été pendant une nuit, l'hôte de Si Miliani. Il portait des plis secrets à remettre au consul Gaillard et, parmi ces plis, je l'ai su plus tard, se trouvait... le traité du Protectorat. Moulay Hafid n'avait plus qu'à y apposer sa signature.

Tout avait été préparé jusqu'au dénouement, de cette cascade d'événements dont Gaillard avait tenu les fils.

La preuve était faite que l'armée, incapable de soumettre les Cherardas, le serait encore moins contre toutes les tribus réunies. Moulay Hafid se savait perdu et, se souvenant de Bou Hamara qu'il avait fait dévorer par ses lions, se demandait s'il ne serait pas à son tour jeté à ses fauves. L'heure H avait sonné qu'attendait Gaillard. Il ne laissa pourtant rien paraître de son contentement intérieur quand Moulay Hafid lui demanda d'appeler les Français à son secours. Il appartenait au Sultan, d'abord, d'en faire la demande personnelle au gouvernement français. La réponse transmise fut dilatoire. On objecta les difficultés d'une telle intervention. Il faudrait rassembler des forces considérables, livrer tout le long du chemin des combats meurtriers. Assurer le ravitaillement des colonnes sur un parcours de plus de deux cents kilomètres. Et quels avantages la France retirerait-elle de tant de nouveaux sacrifices ?

Donnant, donnant. Gaillard avait dans sa poche la compensation, le traité du Protectorat

Pour quelles raisons ce traité ne fut-il pas signé ce jour-là ?

Sans doute, le gouvernement français avait été averti, à la dernière minute, que l'Allemagne n'accepterait pas, que ce serait la guerre. C'était déjà un grand coup d'audace d'envoyer nos troupes à Fez, on voulut en limiter les conséquences.

L'Allemagne répondit, comme on le sait, à notre occupation de la capitale, par l'envoi de trois canonnières à Agadir. Le traité du Protectorat ne put être signé que l'année suivante, après la cession à l'Allemagne, en échange de son désintéressement du Maroc, du « bec de canard » congolais.

On a reproché à Gaillard de n'avoir pas prévu, l'année suivante, les journées sanglantes de Fez. On a dit que sa perspicacité, en cette circonstance, s'était trouvée en défaut.

Je crois que cette défaillance s'explique par sa désaffection de toutes les choses militaires. Les massacres eurent pour origine la révolte des tabors mécontents des servitudes que leur avaient imposées les chefs de notre mission militaire: le port du sac et de la toile de tente, l'établissement d'un « ordinaire » par un prélèvement sur la solde, l'application des mêmes disciplines qu'aux soldats de la métropole. C'était aux militaires à s'en débrouiller. Aussi dut-il concevoir une piètre idée des capacités politiques de Mangin. <sup>(3)</sup>.

---

<sup>3</sup> Ce Mangin n'est pas celui de Douaumont et de Sidi Bou Othman. C'est un autre.

**J**'APPRENDS par Si Miliani la dernière aventure arrivée à Boisset.

Après le succès de son premier convoi, la Légation de France lui a demandé d'en organiser un second plus important. Mais repartis ensemble en direction du Tselfat, Boisset et Cherkaoui trouvent la mehalla décampée. Le consul allemand Vassel a alerté les Cherardas.

« Il n'y a pas à ménager l'agent consulaire de France », leur dit-il, « il est sorti de ses attributions ». Le convoi se trouve ainsi dans le vide en pleine tribu rebelle et n'eût pu résister à ses attaques, surchargée de ses sacs d'argent et de vivres. Il ne dut son salut qu'à l'admirable dévouement de l'associé agricole de Boisset, Ould Hamou Tahara, qui, se détachant de la colonne, errera dans la campagne à la rencontre des poursuivants, et les dirigera sur une fausse piste. Boisset, depuis, officier de la Légion d'honneur, est encore attaché à Souk-el-Arba dont il a fait, par ses entreprises, le centre le plus important du Gharb et le plus représentatif de l'œuvre française.

J'avais conçu, il y a de cela bien des années, d'écrire une sorte de Livre d'Or, où n'eussent figuré que les colons, les industriels, les entrepreneurs, et même les petits boutiquiers qui ont fait le Maroc ce qu'il est. Nous ne les connaissons plus guère ces pionniers de la première heure. Nous avons oublié qu'ils vécurent sous des baraques, dans les villes, et sous des guitouns, dans le bled. Ils ont fait souche, depuis, afin que leurs enfants perpétuent leurs premières œuvres et qu'ils les embellissent encore.

Presque tous, maintenant, ont disparu. Leur souvenir s'est perdu comme se perdra celui des rares pionniers qui leur survivent.

J'ai voulu, dans ces pages, en faire revivre quelques-uns, et cela seul, je crois, les justifie.

\*

**L**A marche des troupes françaises, parties de Kenitra, à travers les Beni-Hassen, les Cherardas et les Zemmours, fut une action de guerre magnifique où s'illustrèrent avec leur chef le général Moinier, le général Dalbiez, les colonels Brulard et Gouraud.

Les étapes en sont marquées par le nom des morts, le lieutenant Monod et le capitaine Petitjean. D'autres aussi sont tombés qui n'eurent pas l'honneur de laisser leurs noms à leurs postes parce qu'ils n'étaient que soldats ou sous-officiers, tel le maréchal-des-logis Nicol qui, resté seul devant son convoi dont les convoyeurs avaient fui, se défendit avec son sabre et, atteint d'une balle au front, fut encore poignardé par les Marocains.

Mais il faut des morts anonymes pour que les vivants en recueillent la gloire.

\*

**J**'ARRIVAI enfin à Fez deux jours après que le général Moinier y fût entré. Les grands bourgeois fassis déjà résignés à la présence des chrétiens, songeaient aux bonnes affaires que cette présence allait leur permettre de réaliser. Ainsi ressortait tout de suite, sous l'intransigeance et le fanatisme qu'on leur avait attribués, le fond même de leur nature : commercer, jouir en paix des biens de ce monde.

Je voulais revoir Si Madani et Moulay Hafid. Je les avais connus indépendants et libres. Comment allais-je les retrouver ?

La décision venait d'être prise par le Sultan, d'accord avec Gaillard et le général Moinier, de destituer le Glaoui de son titre de grand vizir.

Cette mesure avait été dictée par la nécessité politique de rejeter dans l'ombre le responsable de la révolte des tribus. L'opération s'était faite à la manière douce. Tous les matins, le grand vizir se rendait auprès du Sultan pour s'entretenir des affaires courantes. Ce jour-là, un petit esclave noir de Moulay Hafid vint dire au Glaoui qu'il n'eut plus à se déranger.

Je l'allais voir après sa destitution, espérant recueillir quelques commentaires sur cet événement qu'il avait d'ailleurs prévu. Il avait fait le jeu de Gaillard, il en serait autrement récompensé.

Il me reçut aimablement malgré ce qui nous avait séparé. Mais de son éviction du pouvoir, je ne recueillis pas un mot.

Je n'osais avouer au « Journal » qui attendait mon article que je revenais bredouille des visites, Je n'en tirai par ces mots que je mis dans su bouche, qui reflétaient bien son attitude mais qu'en réalité il n'a jamais prononcés : « Il me laisse (le Sultan), que Dieu le laisse ! »

La phrase parue dans le « Journal » fut reproduite dans « L'Illustration », en première page, avec son certificat d'origine, sous une très belle photo de Bringau <sup>(4)</sup> représentant le nègre du Sultan annonçant à Si Madani, penché vers lui, sa déchéance.

D'autres journaux la reproduisirent et je l'ai aussi retrouvée dans des bouquins remémorant cet événement.

Voilà comment se fabriquent les mots historiques.

J'étais moins certain du bon accueil de Moulay Hafid.

Je me dirigeai toutefois vers le Palais, ne pouvant négliger l'obligation professionnelle de l'interviewer.

Je tombe en cours de route nez à nez avec le docteur Holtzman. Il me tend la main.

- Eh bien! me dit-il, que vous avais-je dit ?

- Vous m'avez dit quoi ?

- Que Moulay Hafid serait reconnu par les puissances.

- C'est vrai. Mais ce que vous ne m'aviez pas dit, c'est que les Français seraient aussi à Fez, aujourd'hui

Il pique sa mule et s'esquive. Je ne le verrai plus.

Devant le mechouar, je rencontre également le consul Gaillard. Nous nous étions connus à Tanger.

- Vous venez voir le Sultan ? me dit-il.

- Je vais du moins essayer, car je ne suis pas certain qu'il veuille me recevoir.

- Venez avec moi, répond-il, nous allons y aller tous les deux.

À notre vue, Moulay Hafid congédie d'un geste ses visiteurs et nous fait signe de la main d'approcher sans les cérémonies préliminaires.

Mais ce n'était plus le Moulay Hafid de 1908. C'était bien sur un trône qu'il était assis, tout rehaussé de broderies d'or, mais il me parut devant Gaillard comme un écolier devant son maître. Je sentis qu'il eût préféré que je ne le visse pas ainsi, déchu de sa puissance et de sa superbe.

\*

---

<sup>4</sup> Bringau, photographe du Sultan et sa femme devaient être, l'année suivante, parmi les malheureuses victimes des massacres de Fez. Une rue de la ville porte son nom.



**D**E retour à Tanger, c'est en vain que je sollicite de la Légation de France de me permettre d'aller à Casablanca. J'en suis toujours expulsé.  
D'autres tâches, heureusement, m'attendent.



## CINQUIEME PARTIE

### LE TYPHUS UNE REVOLUTION A CASABLANCA

**E**N étendant le domaine français de l'Afrique du Nord jusqu'à l'Atlantique, l'occupation du Maroc avait stimulé les aspirations coloniales de l'Italie.

Elle voulut posséder aussi son morceau d'Afrique. il ne restait à prendre, sur les côtes méditerranéennes que l'Egypte, la Cyrénaïque et la Tripolitaine. L'Egypte était chasse gardée, mais la France et l'Angleterre laissaient à l'Italie le champ libre sur les deux autres.

Encore soumise à la domination turque dont la présence se révélait par l'autorité plus nominale qu'effective des beys et d'un millier de janissaires, comme au temps d'Haroun Errachid, la Tripolitaine végétait dans un terrible abandon.

Le Maroc, peuplé de plusieurs millions d'habitants, pouvait opposer aux envahisseurs une force guerrière non négligeable, la Tripolitaine n'était qu'un désert sans défense, ouvert de tous côtés à ses agresseurs.

Ce désert, l'Italie en entreprit la conquête.

À peine étais-je de retour du Maroc que le « Journal » m'envoie donc à Tripoli suivre cette petite guerre qui ressemble par bien des côtés à celle que nous avons faite dans la Chaouïa.

C'est toujours, pour moi, l'Afrique, la langue arabe, l'Islam, avec seulement quelques variations dans la perspective des cités. Les minarets des mosquées s'élèvent au-dessus des habitations comme de hautes bougies blanches couronnées d'une imperceptible galerie d'où les muezzins appellent à la prière.

Une profonde palmeraie entoure la cité. Les Italiens ont creusé des tranchées tout autour et leurs premiers coups de pioche ont mis à découvert des statues de femmes romaines, décapitées, vêtues des longs plis de leur toge.

Je n'ai jamais mieux senti qu'en ce pays dont les populations ont subi tant de brassages, au cours des siècles, la destinée destructive de l'Islam.

Rome avait transformé l'Afrique en un florissant empire. L'invasion arabe arrive, il n'en est plus rien resté.

L'humanisme gréco-latin n'a pas résisté au nihilisme de la religion du Prophète en matière de progrès humain. C'est en vain que les Romains y importèrent, avec les palpitations de la vie païenne et chrétienne, les forces d'extension de leurs vertus civiques. L'Islam a tout balayé. C'est par vocation religieuse que le mahométan choisit, parmi tous les modes de vivre, l'ignorance et l'inertie.

C'est une injure faite à Dieu de chercher à le concurrencer par la recherche des mystères de la création et de vouloir ainsi changer la face de la terre. Conception qui se défend, certes, mais que rejette le monde chrétien.

- Voyez, comme ces Tripolitains, me dit un jour le père du futurisme Marinetti, ont conservé le type romain.

Mais ces Romains islamisés ont détruit tout ce qui pouvait rappeler le souvenir de Rome. Les statues exhumées étaient sans tête, on n'en retrouva même pas les débris, elles avaient été pulvérisées, ces têtes, comme pour en abolir les pensées païennes qui les pourraient encore animer. Cette lutte de l'islamisme contre le monde chrétien nous en assistons aujourd'hui encore aux péripéties, elle ne déconcerte que les non-africains.

\*

**Q**UELS enseignements nous donne le parcours des déserts d'Afrique ! J'ai traversé à cheval ceux de la Tripolitaine avec mon confrère Pol Tristan du « Petit Marseillais ». Nous avons vu succéder à la désolation des mers de sable l'extraordinaire floraison des palmeraies.

Pendant plus d'un jour, nous n'avons eu autour de nous, jusqu'aux plus lointains de l'horizon, que des dunes dont le relief ne cesse de se transformer. Nous descendions de nos montures, parfois, pour observer à la loupe, aux heures les plus lourdes, le comportement des grains de sable. On les voit débouler les uns sur les autres, mus par leur légèreté même, de sorte que les creux, insensiblement se combler, deviennent des monticules qui se dissolvent à leur tour dans le mouvement perpétuel des grains de sable. Pas une pierre, pas un rocher, pas une herbe, dans l'étendue, aucun être mouvant ni vivant que ces molécules qui marchent,

Comment nos guides s'y reconnaissent-ils sur cette mer uniforme et toujours changeante du sable ? Ils se fient à l'inclinaison du soleil; aussi, quand la nuit tombe, ils s'arrêtent jusqu'au prochain lever du jour.

On repart, puis, quand on s'y attend le moins, une vapeur bleuâtre, translucide, apparaît à l'horizon, la pesanteur du vide se dissipe, et s'avance la forêt des palmes. Avant de l'atteindre, il nous faut faire des kilomètres à travers des troncs de palmiers morts, car le sable ronge inexorablement la forêt, abandonnant sur son chemin les ossements des arbres.

Le miracle, c'est quand nous entrons sous la voûte de la palmeraie. Elle retentit des cris d'oiseaux et du bruissement harmonieux des palmes. À la chaleur torride du sable succèdent l'ombre et la fraîcheur. L'air devient bleu sous la concavité que dessine au-dessus de nos têtes, la cime de ces dattiers gigantesques et si rapprochés que leurs panaches ne laissent passer que par réfraction la lumière solaire. Elle se décompose, le long des stipes et des branches, en de polychromes écharpes.

Trois végétations sont là superposées. Au ras du sol, des légumineuses, des courges, des piments, des tomates aux menus fruits écarlates, qu'arrosent des ruisselets d'eau de source. Au-dessus, des cognassiers, des pommiers, des amandiers, des grenadiers et, surplombant le tout, la toiture enchevêtrée des palmes.

Des hommes ? Ils sont là, enveloppés de leurs guenilles, vivant dans des galeries souterraines, à la manière des rats et des taupes, insensibles à l'appel de cette fécondité que menace la mouvante progression des sables.

Nous avons planté notre tente, Pol Tristan et moi, à Azizié, résidence de l'état-major turc, sur une couche de sable. Une épaisse toile goudronnée nous isolait du sol pour mettre à l'abri nos provisions, nos vêtements et nos bronches. De temps à autre nous changions de place. Quand nous levions la toile, nous arrachions en même temps de longues radicelles blanches, des fibrilles d'herbe, que l'eau avait fait pousser.

Ce n'est pas vrai, il n'y a pas de déserts, il n'y a que des paresseux.

\*

**L'**ANNEE suivante, en 1912, l'affaiblissement de la Turquie, évincée de l'Afrique, inspira aux nations balkaniques le désir de l'évincer aussi de l'Europe. L'empire ottoman occupait encore avec l'Albanie et l'Épire, les rives de la mer Egée, de Salonique à Constantinople.

La Grèce, la Serbie et la Bulgarie, ennemies irréconciliables, constituaient une poudrière toujours prête à renverser la paix de l'Europe. Elles se réconcilièrent pour se partager ce qui restait encore aux Turcs de l'ancien empire de Byzance.

Rappelé de Tripoli, le « Journal » m'expédie à Athènes où l'armée du diadoque Constantin se prépare avec l'appui de la Serbie à conquérir Salonique.

J'assiste à la marche victorieuse des Hellènes et à l'enthousiasme que suscite le rétablissement de la grande Grèce.

Je crois m'être stabilisé dans mes différentes missions de correspondant de guerre, quand le diable m'en fait évader, pour une ombre.

Le directeur d'un grand quotidien d'Athènes, l'« Embros », me propose de fonder un journal français : la « Presse Hellénique ».

Je m'étais pris à aimer la Grèce. Cette nation si petite, mais d'une si grande histoire ne ressemblait à aucune autre.

On y retrouvait, à Athènes même, l'air de Paris, ses modes de la rue de la Paix, ses magasins aux enseignes françaises et, dans ses salons, le bon ton, dans ce temps-là. était d'y parler français.

J'étais fort peu versé dans la langue d'Homère, mais ce qui me restait de mes humanités me rendait ce sol familier. L'Hymette gardait son parfum de miel et, sur l'Acropole, le Parthénon, toujours debout, plus grandiose encore dans ses ruines, ne cessait d'inspirer à l'univers le sens de la beauté et de la sagesse.

Et quel gouvernement paternel ! Le pays est pauvre, ses habitants pas assez nombreux pour subvenir seuls aux besoins de l'Etat. Les milliers de Grecs, répandus sur toute la surface du globe y pourvoient. Et rien n'est plus admirable que le devoir qu'ils s'imposent, de leur propre mouvement, d'envoyer chaque année leur obole à la mère patrie.

Plus encore peut-être que l'attrait de toutes ces choses, le goût de l'indépendance me fit accepter les propositions de l'« Embros ».

La « Presse Hellénique » parut et ne dura, hélas, que quelques mois. Une brouille du commanditaire avec le Premier ministre Vénizélos me mit dans l'obligation de m'en aller. Il n'était pas possible qu'un journaliste français fit une politique antivénizéliste. Transfuge du « Journal » comme je l'étais du « Matin », je n'y pouvais rentrer. Je me trouvai de nouveau sur le sable.

Il y avait eu beaucoup de changements au Maroc. Le ministre Regnault avait cédé la place à Lyautey. Je tentai ma chance, je pris le bateau pour Tanger.

\*

**D**ANS les moments les plus difficiles de mon existence, j'ai toujours trouvé des amis, et leur aide.

Il y avait alors, à Tanger, à cette époque, deux quotidiens du matin. La « Dépêche Marocaine » et le « Journal du Maroc » que dirigeait et imprimait Lintz, français, mais de je ne sais quelle origine. C'est auprès de ce dernier que je trouvai le crédit nécessaire pour faire paraître le premier numéro d'un hebdomadaire: « Les Annales Marocaines ».

Mes échos qu'alimentaient les potins de la ville, assurèrent au journal assez de succès pour maintenir sa petite existence. Mais c'était à Casablanca que je voulais aller. Je demandai au général Lyautey de m'y laisser rentrer.

Il n'ignorait pas de quelle étrange façon le ministre Regnault m'avait expulsé. Sa réponse fut favorable. C'est ainsi que, vers la fin de l'année 1913, je transportai « Les Annales » à Casablanca. Ce fut le premier hebdomadaire.

Et comme j'avais pris Mercié, à la « Vigie », pour le sauver de la ruine, je pris Rouest aux « Annales ». Je le pris, parce que je l'admirais. Anarchiste, expulsé de Tunisie pour ses écrits, il avait recueilli chez lui, apitoyé par leur misère, une femme et ses cinq enfants.

Condamné récemment à deux mois de prison pour je ne sais quel pamphlet jugé subversif, il venait d'en sortir quand je le rencontrai.

Je ne suis jamais resté insensible à la détresse d'un confrère victime de ses idées. Nous devons être expulsés ensemble, six mois plus tard.

J'eus aussi comme collaborateur bénévole Carette-Bouvet sous la signature de « Iadara » (celui qui contemple) il m'adressait des articles hermétiques sur les rites arabes de la terre et de l'eau et il écrivait dans son horoscope pour l'année 1914 : « La partie de « Fortune » est dans le « Lion », signe du zodiaque qui gouverne la France, mais le patrimoine marocain ne sera sauvegardé que par la pluie rouge du sang gaulois ». C'est-à-dire qu'à cette époque, employé à la Régie des Tabacs, Carette-Bouvet n'était encore que prophète.

La publicité des « Annales » avait été confiée enfin à Georges Stévenin. J'insérais aussi des photos que me communiquait le photographe Gillot et que je faisais cliquer en Espagne, à Malaga.

Nous étions jeunes, nous formions une petite équipe amicale et il faisait si bon vivre désargenté ! Ces années qui suivirent la signature du Protectorat étaient une belle mais étrange époque. Le Casablanca futur n'était encore qu'en gestation. De nombreuses constructions avaient déjà rempli les espaces. Elles s'étendaient très loin hors de la ville ancienne, toutes hâtivement et sommairement construites au milieu d'immenses terrains vagues. Des baraques de bois ajoutaient à cet ensemble disparate un aspect inesthétique et délabré. Les seuls immeubles qui révélèrent un certain effort d'architecture étaient celui du Groupement Lyonnais, construit par Antoine Mas, où sont aujourd'hui les « Imprimeries Réunies » et celui de la Foncière, à trois étages, bordé des étroites arcades que l'on voit encore.

Là, Gautier avait transporté de la vieille ville sa boulangerie-pâtisserie et Lafon, sa pharmacie. C'était l'immeuble le plus cossu et le plus chic en face duquel deux Lyonnais, Guillaud et Geay avaient édifié une assez vaste maison d'un étage et ouvert leur comptoir de quincaillerie. A leurs côtés, la petite villa du jardinier Ducroq égayait de sa verdure l'immensité nue d'alentour.

L'hôtel Excelsior enfin, et les Magasins Modernes dirigés par Lestage et Delmas, celui-ci futur créateur avec Lamy du Crédit du Maghreb, commençaient à dessiner la Place de France encore enlaidie par les sordides tentes des marchands arabes.

Casablanca n'était pas encore une ville mais un campement où régnaient la saleté et le désordre.

\*

**I**L faut avoir vécu ces premières années de 1907 à 1912 et les deux années suivantes pour comprendre à quoi tenaient cette malpropreté et ce désordre.

Aucun des rouages administratifs nécessaires au développement d'une ville n'existait.

Le commandant Dessigny, chef des Services Municipaux, à qui incombaient les services d'hygiène et de voirie, se butait au mauvais vouloir des personnages maghzen, à l'opposition des consuls étrangers prenant toujours parti pour leurs nationaux que les règlements

contrariaient et, enfin, à l'acte d'Algésiras conçu par des diplomates qui n'avaient pas prévu une occupation européenne.

Le plan Prost, du nom de l'éminent urbaniste qui fut son auteur, ne put être appliqué qu'en infime partie. Les propriétaires des terrains se refusaient à en céder la moindre parcelle pour donner aux rues un alignement rationnel. Et comme parmi ces propriétaires se trouvaient des Anglais, des Allemands, des Autrichiens, des Espagnols, et des Italiens, protégés par le régime des capitulations, on dut laisser aux rues les contours torturés qu'on voit encore.

C'est ainsi que la rue de l'Horloge, figurant sur le plan Prost comme la principale avenue de dégagement de la place de France, resta étriquée et biscornue. Un petit immeuble d'un étage avait même acquis la célébrité. On l'appelait, en raison de sa forme, imposée à l'architecte par la disposition du terrain que son propriétaire refusait de céder à la voie publique : la « tranche de brie ».

Le recensement des immeubles urbains, en 1912, donnait ces chiffres: Angleterre, 75 ; France, 65 ; Espagne, 58 ; Allemagne, 18 ; Italie, 2.

En 1914, toutefois, la proportion devint plus favorable à la France. Les hérités paysannes des Français les poussaient plutôt à l'acquisition des biens ruraux. Ils venaient en tête avec 489 hectares, contre 80 à l'Angleterre, 46 à l'Allemagne et 9 à l'Espagne.

L'éclairage était assuré par des lampes à acétylène d'un entretien coûteux et d'une installation malaisée. L'usine du docteur Veyre aurait pu fournir à la ville tout le courant électrique nécessaire. Le consul allemand s'y opposa, alléguant que tout service public devait faire l'objet d'une adjudication internationale. Même après l'établissement du Protectorat, l'argument restait valable.

L'argent manquait aussi pour tous autres travaux municipaux. Depuis l'occupation, le budget municipal se soldait par un déficit qui ne se comblait qu'en sollicitant de l'Administration de la Dette des subventions, tous les trois mois répétées.

En 1914, les recettes prévues s'élevaient à 750.000 francs et les dépenses à 654.000 auxquels il fallait ajouter 410.000 francs de compte d'attente: travaux publics, construction des écoles, etc...



**L'**ETABLISSEMENT du Protectorat avait encore accru le mouvement de l'immigration. À la fin de l'année 1912, le recensement attribuait à Casablanca 45.000 habitants dont 7.000 Français, 2.500 Espagnols, 2.200 Italiens, 200 Allemands, 100 Anglais, 120 Grecs, 40 Portugais, 12 Belges, 25.000 Musulmans et 9.000 Israélites.

En 1913, ces chiffres s'étaient élevés: 12.000 Français, 4.000 Espagnols, 3.500 Italiens, 156 Allemands, 300 Anglais, 130 Grecs, 40 Portugais, 12 Belges, 30.000 Musulmans, 10.000 Israélites <sup>(1)</sup>.

Une telle augmentation de personnes, déployant chacune pour vivre une fiévreuse activité, eût nécessité un égal développement d'urbanisme, une refonte de l'administration municipale qui jusque là, nous avait régi.

De plus pressants soucis accaparaient l'attention de Lyautey. La révolte de Fès était à peine calmée, le rétablissement de la sécurité l'emportait sur les besoins des citoyens. Le départ du commandant Dessigny avait été suivi d'un changement de personne sans augmenter ses pouvoirs. La direction des Services Municipaux passa au consul de France puis à un fonctionnaire qui prit le titre d'administrateur, M. Bigot de Cazanove.

---

<sup>1</sup> Chiffres donnés par A. Tarrjot dans sa monographie de Casablanca.

Une commission municipale lui avait bien été adjointe, en 1913, mais ses membres ne pouvaient qu'émettre des vœux et leur choix avait été plus inspiré par leurs sentiments à l'égard de la Résidence que par leur compétence en matière municipale.

Les premiers commissaires furent Alexandre (l'associé de Paul Bouvier), Fournier, Philip, le docteur Veyre, Lefèvre, Vacquerie, puis Brustau, Krantz, Monod, Giraudet, Pontier, tous anciens du pays que commençaient à jalouser les nouveaux venus, impatients de briguer à leur tour ces fonctions honorifiques. Aussi prendront-ils la tête du mouvement révolutionnaire que la situation sanitaire allait bientôt déclencher.

Une autre conséquence de cet afflux d'immigrants fut la hausse du prix des terrains. L'ère des heureuses spéculations commençait. Les affaires se traitaient sur la terrasse du « Roi de la Bière ». Casablanca était devenu un tripot.

Les courtiers, un plan dans leur poche, proposaient d'une table à l'autre les parcelles à vendre et l'on en vit dans la même journée atteindre des sensationnelles surenchères. Place Edmond Douuté, rue Lassalle, les terrains qui, en 1910, ne trouvaient pas encore preneurs à 2 frs le mètre s'arrachaient à 20 et 30, prix très élevés, à cette époque où le louis d'or valait encore vingt francs.

À tous les carrefours, de grands panneaux exposaient des plans de lotissements. Ceux de Fayolle (boulevard Leclerc), du Comptoir Lorrain, des frères Nathan (rues de Briey, de Nancy, bd de Lorraine), de Mers-Sultan de Haïm Cohen, de Racine, de l'Oasis. d'Anfa supérieur et des Roches Noires.

On a dit que cette spéculation effrénée fut une des causes de la désaffection de Lyautey de Casablanca. La fièvre du jeu avait pour corollaire celle des plaisirs. L'« Eldorado », le « Paris-Casino », les « Charmilles » d'Henrys et Coudrey, le Jardin des Fleurs, les bars de nuit étaient les lieux de prédilection des Casablançais.

Il n'y avait pas encore d'éclairage. On sortait le soir avec une lanterne à la main et c'était toujours le même plaisant spectacle des lumières errantes ponctuant de leurs feux follets l'obscurité de la nuit.



**D**ERRIERE cette façade de spéculation et de plaisirs se constituaient de naissantes industries et d'importantes entreprises. La Compagnie Paquet avait mis en service, quatre fois par mois, de nouveaux paquebots dotés du confort moderne : le « Doukala », la « Chaouïa », puis la « Mingrèlie » et l'« Anatolie ».

Henri Croze avait ouvert à Casablanca une agence de la Compagnie Transatlantique et une succursale de la Banque Commerciale. Le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie confiait à Grillot, directeur de son agence de Tanger, de transporter son siège à Casablanca.

À ces banques s'ajoutaient la Compagnie Algérienne, la Société Générale, la banque Mas et le Crédit du Maghreb de Delmas. La prospérité de leurs affaires témoignait de l'essor considérable qu'avait pris le commerce au cours de ces dernières années.

L'éveil de la construction avait suscité de nombreux entrepreneurs, Gallien et Bétous, les plus anciens, Barizon, Garenne, Tasso et Barbedor qui justifiait son nom par une superbe barbe blonde, la Compagnie française d'entreprises marocaines, construisant à crédit, la Société Française des matériaux de construction Raboulin, Raeutler, Jean Gatti et Marcel Chapon qui devait fournir, par la suite, une si éblouissante carrière.

Parmi les Italiens, di Vittorio, arrivait en 1906, Macchi, Tonci, Pierotti et surtout Sidoti qui devait bientôt se consacrer à la fabrication de meubles, avec cet art qui fait encore sa renommée.\_



Le goût italien, devenu un peu suranné, se révélait par une ornementation de style Renaissance, des colonnades, des torsades, des astragales.

- Votre ville, m'a dit le peintre connu Jean-Gabriel Domergue, est affreuse. Elle n'a aucun style, aucune symétrie et encore moins d'originalité.

- Affreuse ? lui ai-je répondu, c'est parce que vous ne savez pas comment Casablanca s'est construit. Si elle manque de symétrie, c'est que chacun des nouveaux immeubles que vous avez vus résulte d'un effort individuel.

Aux anciens de ce pays, chaque maison rappelle un nom, quelqu'un qu'ils ont connu et est arrivé pauvre, ce qui est vrai pour presque tous, a construit sa maison à force de travail et d'économies. L'addition de ces maisons qui font maintenant une ville, est l'addition des efforts d'une communauté dont les membres, venus de tous les pays d'Europe, ont conservé ce qu'ils emportaient de leur ville natale. Ce n'est pas en esthète qu'il faut considérer Casablanca, mais en homme tout court, aux prises avec son destin.

Aux entrepreneurs, il faut rattacher les géomètres, Tardif, auteur d'un plan de Casablanca, Bouis et Stéphane Lapierre, toujours vivant, fondateur avec le docteur Duché de la Compagnie des Gastronomes, et à qui l'on doit, avec le plan des trois-quarts des lotissements de Casablanca, les cartes géodésiques de l'Atlas.

Les sociétés commerciales les plus importantes furent le Comptoir des Mines, représenté dès 1912 par Marcel Chapon, et que dirigea pendant vingt-cinq ans un homme éminent M. Hustache. C'est sous son impulsion que le Comptoir des Mines a pris l'importance qu'on lui connaît aujourd'hui. Les Etablissements Henri Hamelle représentés par Pierre Grand, l'une des personnalités les plus éminentes, aujourd'hui encore, de notre ville. La Société d'Etude et de Commerce, devenu plus tard l'Union Indochinoise et présentement l'U.C.I.A. La Vacuum Oil Company dont l'agent était Enrique Ruiz, sujet espagnol, mais dévoué aux oeuvres françaises et qui a laissé chez ceux qui l'ont connu le souvenir d'une inlassable générosité.

Apparaissent aussi comme dépositaires de la Vacuum, Bouvier et Alexandre. Paul Bouvier, l'un des plus vieux Marocains de ce temps, habita d'abord Marrakech et fut un des rares témoins du meurtre du docteur Mauchamp. Il est le premier industriel de Casablanca, le premier importateur d'une machine à moulin à blé et le fondateur avec son associé Alexandre, du vaste établissement de la Société Marocaine Métallurgique. Conseiller du commerce extérieur, il s'est consacré depuis à l'importation des machines agricoles. Président actuel de l'« Association des Français d'avant août 1907 », il reste une des personnalités les plus marquantes du Maroc moderne. Ses six enfants, tous nés au Maroc, sont un legs qui justifie le prestige et la sympathie qui l'entourent. et que partage avec lui Madame Bouvier hier encore, et pendant trente ans, présidente des oeuvres de la Croix-Rouge française.

D'autres Français devaient acquérir une enviable renommée : Paillas et Sicre, successeurs de Robic, Odet, Debussigne et Dupont, dans le commerce d'alimentation. Mespoulet et Grangier, dans les liqueurs, Moliné-Dahl, dans les bois de construction. Doyelle, dans la bourrellerie qu'il exerce encore rue Gallieni, Madame Agarrat-Dussop dans la joaillerie, toujours restée jeune, fidèle au Maroc d'antan.

Je citerai encore, parmi les lecteurs et les amis des « Annales », l'armurier Boury, les Galeries Marocaines d'Hector Caulier, le commerce de confections et de tissus de Caulier-Delaby, le garage de Charles Mochet, la librairie Farairre, la première créée à Casablanca et que dirige aujourd'hui sa fille, la gracieuse Mme de Solminihac, tandis que Mme Farairre reste l'alerte doyenne des « Vieux Marocains ».

Le tailleur Robillard, le cordonnier Roig, la modiste Mme Gauvin, les photographes Gillot, Grébert, Limanton, Boussuge, Chelle, les horlogers Fradin et Jourda, les bouchers Garde, Pizanelli, Nicouleaud. marquent aussi cette époque.

En marge, Mme Simon, femme du colonel Simon, commandant militaire de la Chaouïa, créait la « Maternité ». L'honneur lui revient d'avoir opposé au déchaînement des appétits de ce temps, l'exemple de son altruisme et de son désintéressement.

La liste est incomplète, bien sûr, de ces anciens, puisque l'« Association des Vieux Marocains », que président Roger de la Salle et André Rebreyend, avec une si admirable activité, compte plus de sept cents adhérents d'avant 1914. Le plaisir pour tous, dans leurs amicales réunions mensuelles, est de rappeler le bon vieux temps, celui des baraques... et de leur jeunesse.



**L**E malheur, pour le Casablanca de 1913, fut le transfert de la Résidence à Rabat. Grande fut l'émotion qu'il suscita chez ceux qui avaient adopté pour la vie leur chère cité.

Le divorce entre la Résidence et les Casablançais fut ce jour-là consommé. Un meeting de protestation eut lieu, une commission fut nommée pour obtenir du Gouvernement l'annulation de ce transfert. Elle revint bredouille. Alors se créa sous la présidence de Pierre Fayolle le « Comité de défense des intérêts de Casablanca ».

Aujourd'hui, les moyens de transport ayant aboli les distances, et la poésie des Oudaias s'en mêlant, on regretterait peut-être que Rabat ne fût pas né. Mais à l'époque des voyages à cheval, ou à mule, cette décentralisation parut dictée par le désir de ruiner Casablanca.

Il n'y avait pas de routes, les ponts de l'Oued Nefifik et de l'Oued Mellah n'étaient encore qu'en projet dans les cartons des ingénieurs. Le premier voyage en automobile de Casa à Rabat par Morrisson et Hugoni avait été considéré comme un remarquable exploit et leurs auteurs eux-mêmes, revenus fourbus, n'avaient pas envie de le renouveler.

Je pris dans les « Annales » le parti des protestataires. Je relève d'une lettre que m'adressa Pierre Fayolle, au nom du Comité de Défense des Intérêts de Casablanca, écrite après le meeting qui allait avoir lieu le 4 mars, ce passage qui montre qu'un an après, le mécontentement des Casablançais ne s'était pas encore dissipé.

*« Vos vibrants articles hebdomadaires, leur franchise, leur enthousiasme en faveur de notre cité, augmentent chaque semaine la reconnaissance que les Casablançais vous doivent.*

*Vous avez d'ailleurs pu l'apprécier par l'accueil qui vous a été fait au dernier meeting.*

*Votre rôle est loin d'être fini. Tant que l'erreur de Rabat-Résidence, même provisoire, subsistera, tant que pèseront sur notre vie économique les décisions de dirigeants qui nous regardent de cent kilomètres, d'un œil indifférent et souvent hostile, nous aurons besoin que vous défendiez à chaque occasion la logique et l'équité.*

*Votre action ne pourra d'ailleurs que seconder celle de notre Résident général dont la bonne volonté évidente, saura certainement redresser les erreurs économiques commises.*

*Rabat, capitale du Sultan, ou Fez, ou Meknès, ou Marrakech, oui ! Mais Casablanca doit être la résidence du Protectorat français. Et alors, se feront, comme par enchantement, les rues, les égouts, les adductions d'eau, etc.*

*La place du représentant de la France doit être au milieu du plus grand nombre de Français, industriels, commerçants et colons, comme le chef d'atelier a son bureau près de l'usine et le colon au milieu de sa terre, non dans un château lointain, fut-il historique ».*

Des rues, des égouts, de l'eau, c'est justement ce qui manquait à Casablanca. Nous croupissions dans les fondrières et dans les ordures. Ni l'enrichissement des spéculateurs, ni les bamboches des bars de nuit ne nous débarrassaient des immondices dont nous étions submergés.

L'orage devait éclater.

\*

**L**A responsabilité du déplorable état sanitaire de la ville incombait aux fonctionnaires récemment transplantés et au choix du colonel Targe pour aménager la nouvelle ville de Rabot.

Les dépenses des travaux de voirie, l'entretien des dispensaires étaient prélevés sur le supplément de 2 ½ pour cent des droits de douane. Casablanca en aurait du recevoir la plus grande part, mais le colonel en avait besoin pour construire les nouveaux bâtiments résidentiels. Nous n'avions pas d'égouts, on en faisait à Rabat dans des rues qui n'avaient pas encore de maisons. On avait déjà retiré à Casablanca ses droits de porte et de marché, versés à un fonds commun : le colonel l'utilisait à ses constructions.

Ainsi réduit aux maigres ressources des taxes municipales, aucun des travaux prévus pour les égouts, le pavage des rues, l'adduction de l'eau n'avait pu être entrepris.

Les immeubles, répartis au petit bonheur dans l'étendue, s'entouraient d'immenses terrains vagues. La renommée de richesse de notre cité attirait en même temps dans ses murs les fellah et les miséreux du bled. Ils arrivaient en guenilles, couchaient dans les fondouks, sous les auvents des portes, mendiaient et, la nuit venue, satisfaisaient la nature sur ces terrains vagues. Leurs excréments couvraient les espaces.

- De ma fenêtre, disait plaisamment l'avocat Baudin, ancien interprète militaire, on dirait des oursins au fond de la mer

L'image fit rire, sans émouvoir. Cela donnait à la ville un genre de pittoresque qu'aucune autre ne nous pouvait envier. Les oursins frais s'ajoutaient aux oursins anciens et c'était merveille qu'ils y eussent encore trouvé leur place.

Le marché ne manquait pas non plus de pittoresque. Installé dans l'ancien fondouk de l'Anglais Lamb, il se composait de sordides baraques plantées sur la couche de purin des bêtes. Les stalles étaient si resserrées qu'on ne pouvait circuler dans leurs intervalles qu'à la file indienne. Les mendiants les encombraient et se frottaient aux ménagères: elles revenaient du marché couvertes de poux.

Tant y a qu'un jour, ce fut fini de rire. Nous avions déjà la peste, apportée de Dakar par les régiments sénégalais, les poux y ajoutèrent le typhus.

\*

**U**NE visite au docteur Azémar me révéla l'étendue de l'épidémie.

Son domestique me fait entrer dans sa chambre. Le docteur est alité avec plus de quarante de fièvre.

- Sauvez-vous vite, me déclare-t-il, j'ai le typhus.

Je ne veux pas m'en aller. Je pressens le « papier » à écrire. Mais c'est vers le docteur Duché, spécialement chargé des typhiques, que m'envoie le docteur Azémar.

Bon docteur Duché ! Il sera relégué à Ber-Rechid pour ne m'avoir pas caché la vérité.

D'abord cet aveu: depuis plus de deux mois, le dispensaire n'a plus reçu de subsides. Pour ne pas fermer le seul asile où les malades peuvent encore recevoir des soins, les médecins l'entretiennent de leurs ressources personnelles.

La conclusion du docteur Duché est terrible: la propagation du typhus se fait avec une telle rapidité que si l'on ne prend pas des mesures immédiates pour juguler l'épidémie, nous y passerons tous !

On ne saura jamais jusqu'à quelle limite les quatre médecins du dispensaire, les docteurs Azémar, Béros, Bienvenue et Duché ont poussé leur dévouement. Mais que pouvaient-ils faire contre un fléau qui prenait chaque jour plus d'extension et qu'ils ne combattaient que par de pauvres remèdes payés de leur poche.

Ce fut comme un coup de tonnerre quand l'article parut. Le typhus avait déjà fait de nombreuses victimes parmi les Européens, mais les trois journaux quotidiens, « La Vigie Marocaine », sous la direction de Mercié, « Le Progrès Marocain » de de Saboulin et « La Presse Marocaine » que venaient de fonder Busset et Lendrat, couvraient ces décès de leur silence.

La révolte enfin éclata quand je racontai dans le numéro suivant des « Annales » la corvée matinale à laquelle le docteur Duché m'invita de participer : le ramassage des typhiques dans les rues de Casablanca.

\*

**N**OUS partons à l'aube de la Place de France. Conduites par des infirmiers indigènes, deux arabas nous suivent, l'une pour les vivants, l'autre pour les morts.

Dès notre accès à la route de Médiouna, nous butons sur un corps immobile, allongé sur le trottoir. C'est un mort. Saisi par la tête et par les pieds, il est hissé sur une Brabb, laissant sur le pavé une tache humide de je ne sais quoi.

Plus loin, à notre vue, d'autres corps se soulèvent, la face crispée, les yeux agrandis par la fièvre. La macabre récolte se poursuit : une douzaine de typhiques encore vivants, nous avons ramassé six morts.

Au bout de la route de Médiouna, très longue, notre convoi s'arrête. Là, un fondouk a été transformé en lazaret. Nous y descendons les vivants.

Quand je pénètre dans ce fondouk, je recule épouvanté. L'atmosphère est empuantie de relents d'urine et de déjections. Dans la cour, ils sont bien trente Marocains revêtus de leurs guenilles, couchés sur de sordides nattes.

Les uns se dressent, demandent à boire, d'autres, sur leur séant exhalent en se balançant, dans une mélodie lancinante, le nom d'Allah.

Pas d'autres soins, faute d'argent, que de la quinine ; les trois quarts la rejettent parce qu'ils n'ont pas confiance en nos remèdes.

Nous passons avec les infirmiers entre les corps allongés afin d'en dégager les morts. Une araba est déjà pleine, il faut remplir celle qui a ramené les vivants.

Quand nous avons ramassé tous les morts, nous reprenons notre route en traversant la ville vers le marabout de Sidi Belyout. Recouverts d'une mauvaise bâche, les corps se cognent aux cahots des véhicules. Nous livrons aux laveurs notre chargement de cadavres. Vous savez comment se pratique leur suprême toilette. On les lave, on les rase, on les débarrasse de leurs dernières excréments. L'eau du lavage passera sous la porte de la morgue, formera dans la cour une mare où pataugeront les hommes, les femmes, les enfants venus se livrer à leurs dévotions.

Et c'est depuis trois semaines que le docteur Duché se livre à la même corvée matinale. L'article eut un tel retentissement que « La Presse Marocaine » ajouta au mien cette fois, son cri d'alarme.

\*

**L**E 4 mars, un meeting réunit la population française et étrangère dans la salle de spectacle « l'Eldorado » du père Bianchi, face aux deux cimetières catholiques.

La salle est pleine à craquer. Le doyen Philip préside. Sont présents, le Comité de défense des intérêts de Casablanca, le Comité républicain du commerce et de l'industrie (Comité Mascuraud), le Syndicat des représentants de commerce, l'Union Sportive. l'Avant-Garde (société de gymnastique) et un grand concours de Casablancais de toutes conditions. Des personnalités étrangères sont aussi venus, F'ernau, Butler, Enrique Ruiz. Leur présence est une approbation évidente à notre mouvement.

Pendant trois heures, les orateurs vitupèrent les fonctionnaires de la Résidence. Une commission de quinze membres est nommée pour porter au consul Laronce un ordre du jour réclamant le déplacement du marché, la création d'un lazaret à El Hank, l'assainissement des terrains vagues.

Les quinze, dont je suis, se réunissent aussitôt après au café de l'un d'eux, Barrau, rue du Commandant. Provost. Il y a là Marcel Chapon, Mespoulet, Pierre Fayolle, Reitzer. Maillot-Duparc, Andrieu, Géo-Jourdan. Baron. Deron..., ma rebelle mémoire m'a fait oublier les suivant.

Mespoulet prend la parole.

- Messieurs ! Le Comité qui vient d'être élu a pour mission le salut public. Ses décisions doivent être à la hauteur du péril qui nous menace. Depuis que nous vivons dans la m... (tonnerre d'applaudissements), depuis que nous vivons dans la m... dis-je, ni le consul ni l'administrateur n'ont rien fait pour nous en sortir. Ils ne feront pas plus demain qu'ils n'ont fait hier. C'est à nous d'agir en nous chargeant de l'assainissement de Casablanca. Pas de doléances inutiles ! Nous n'avons rien à dire au consul et à l'administrateur, sinon que nous sommes décidés à nous passer d'eux. Est-ce votre avis ?

Une clameur d'approbation salue ces phrases de tribun. Nous décidons de nous rendre sans tarder au consulat informer M. Laronce de notre décision.

Nous formons dans la rue, à nous quinze, une escouade dont les pas cadencés sonnent sur le pavé.

*Tant, à nous voir marcher en si bel équipage,  
Les plus découragés reprenaient du courage,*

Nous sonnons à la porte du consulat. Le chancelier Zagury vient nous ouvrir, nous l'invitons d'un ton sec à annoncer au consul les délégués de la population.

Le consul ne s'attend pas à notre visite, mais le piétinement de nos talons l'intimide, il nous reçoit dans son bureau.

- Monsieur le Consul, commence Mespoulet, les quinze citoyens ici présents, mandatés par la population, viennent vous dire ceci: à partir de maintenant, vous n'êtes plus rien ! Devant la carence des autorités, c'est nous qui prenons en main l'administration de la ville.

Et sans attendre la réponse du consul, éberlué de notre assurance, nous reprenons le chemin du Café Barrau où nous attend un apéritif, bien mérité.

\*

**I**L est trop tard pour nous rendre chez M. Bigot de Cazanove. Nous remettons notre démarche au lendemain. Rendez-vous à deux heures de l'après-midi au Café Barrau devenu le siège du Comité.

A l'heure fixée, les quinze sont présents.

Le bureau de l'administrateur se trouvait alors dans les villas Bendahan, occupées déjà par le tribunal, face à l'immeuble actuel du Trésor. M. Bigot de Cazanove nous attend. Mespoulet reprend la parole: « ...à partir de maintenant... ». L'honnête fonctionnaire ouvre devant nous ses dossiers.

Il dit :

- Depuis plus de deux mois, j'ai signalé à Rabat le mauvais état sanitaire de la ville. J'ai demandé des fonds pour prendre d'urgentes mesures d'assainissement. Voici les copies de mes lettres. J'attends encore les réponses !

Le malheureux fonctionnaire paiera de sa destitution, au retour de Lyautey alors à Paris, ses imprudentes confidences.

Le Comité des quinze se met cependant au travail. Deux commissions de trois membres chacune sont désignées pour exécuter nos décisions. La première recrute une équipe de balayeurs payés par le comité, arrose les rues au crésyl, débarrasse les terrains vagues de leurs ordures, les recouvre d'eau de chaux et déclare aux propriétaires des fondouks les plus malpropres, où s'entassaient les indigènes miséreux : « Si dans vingt-quatre heures, votre fondouk n'est pas nettoyé, nous le brûlons ! ».

La deuxième commission, se présentant devant le colonel Gueydon de Dives, commandant la place, lui demande d'établir avec le concours des troupes, un cordon sanitaire autour de la ville.

L'épidémie s'est étendue à l'armée, le colonel juge aussi urgent que nous-mêmes la mesure demandée. La population, à son tour, peu soucieuse jusque-là de sa propre hygiène, s'astreint à des soins trop oubliés. Les médecins nous annoncent enfin, après l'exécution de ce traitement de force, la régression de l'épidémie. Nous avons gagné.

\*

**D**ANS le petit café de la rue du Commandant Provost, nous nous réunissions tous les jours pour enregistrer nos succès. Bien que notre tâche fût à peu près terminée, nous ne songions pas à nous dissoudre. Nous étions gonflés de l'importance soudaine que nous avions prise dans la cité. Nous en étions les sauveurs. Pour être un conseil municipal, il ne nous manquait que la consécration officielle. Nous nous targuions de l'imposer à la Résidence.

Des orateurs s'étaient révélés, Baron, Mespoulet, Géo Jourdan, et surtout Maillot-Duparc. Nous assistions amusés à leurs joutes oratoires dont ils puisaient les sujets dans le bric à brac révolutionnaire.

Pour conserver nos attributions municipales, un voeu devait être présenté au général Lyautey, à son retour de France. Son auteur, Géo-Jourdan, nous en donna lecture, mais en des termes si péremptoires qu'après qu'il eut conclu :

- Par ce voeu, Messieurs, la commission tout entière... - Ira en prison, coupa Barrau, effrayé de sa virulence.

Emportés par leur débit verbal, les bavards gardaient indéfiniment la parole en dépit de ceux qui voulaient parler à leur tour. La confusion des langues menait à de comiques reparties.

- Si tu continues à parler, dit un jour Baron à Mespoulet, je t'engueule ! À quoi Mespoulet répondit, à la manière de Thémistocle :

- Engueule-moi, mais laisse-moi parler.

Auvergnat d'origine, plein de faconde, de dynamisme et de sens commercial, Mespoulet fut incontestablement la vedette de nos réunions. Représentant pour le Maroc le quinquina Dubonnet, il l'imposait comme apéritif au comité. Il brigua toute sa vie, sans succès, la fonction qu'il avait pourtant bien méritée de commissaire municipal. Il se retira dans le Lot, vingt ans plus tard, à la veille d'une élection législative pour se présenter contre le député sortant de Monzie. Le plus drôle, c'est qu'il ne lui manqua que quelques voix pour réussir.

**A**UX premières nouvelles reçues de Casablanca, Lyautey se dépêcha de revenir. Mais quand, arrivé devant Casablanca, on lui conta l'affaire dans tous ses détails, il fut pris d'une telle colère qu'il se fit transborder à Fédala, se refusant d'atterrir dans une ville en révolution.

Il lui fallut cependant aviser au retour de l'ordre. Renonçant à poursuivre l'aménagement de la ville future à Rabat, il nous envoya le colonel Targe. Déjà rompu aux jeux de la politique, le colonel avait joué un rôle, à Paris, avec Charles Humbert dans l'affaire des « Fiches » succédant à l'affaire Dreyfus. Le gouvernement l'avait muté à Rabat afin de s'y faire oublier et Lyautey lui avait confié l'arrangement de la future capitale administrative.

D'une intelligence supérieure, le colonel s'adaptait à tout pourvu qu'il put jouir d'un certain prestige et de son confort. Son premier acte fut de convoquer les journalistes. Il projetait de parcourir la ville en leur compagnie pour dépister les lieux les plus insalubres. Le comité protesta. Rien ne les qualifiait, ces journalistes, pour une promenade de ce genre. Ils avaient tous gardé un silence absolu sur l'épidémie aussi bien que sur le mouvement populaire qu'elle avait provoqué.

Georges Louis, de Saboulin et le rédacteur en chef de « La Presse Marocaine », personnage falot dont j'ai perdu le nom et dont les articles étaient rédigés par Couget, futur chef des Services Municipaux de Marrakech, répondirent à l'invitation du colonel.

J'y allai moi-même pour protester au nom des « quinze » contre l'importance inattendue donnée à ces muets confrères, alors que les membres du comité étaient méconnus. Et la promenade n'eut pas lieu.

Nous assisterons deux jours plus tard à un magnifique feu d'artifice. Démolies à coups de hache, les baraques du marché furent entassées en pyramide sur la Place de France et le colonel y mit le feu. Les Casablancais assistèrent en foule à ce brasier immense où le crépitement des bois éclatés se mêlaient aux flammes résineuses, hautes comme des maisons.

Quand ce fut fini, une cendre fine couvrait les terrasses et les rues voisines.

\*

**L**E colonel s'était aussi flatté d'opérer le revirement de l'opinion. La presse quotidienne était acquise. Je collaborais alors à « La Presse Marocaine » sous la forme de propos quotidiens signés Kabous et qu'a continués après moi, si brillamment, Giraud. Je reçus l'avis de Lendrat, d'édulcorer mes propos.

Il ne restait donc à convertir que le moucheron que j'étais, mais qu'on lisait, et qui avait réussi, malgré son faible volume, à soulever la colère publique.

Je fus invité « pour causer », par le directeur de la Sécurité Marteau, à prendre un bock au Roi de la Bière. Je déclinai l'invitation.

Alors, le colonel Targe m'envoya Roulet, chef de la publicité de « La Vigie Marocaine », le Davizé de l'époque.

Il arrive à dix heures du soir à mon domicile de la Foncière. Il a des choses confidentielles à me dire.

- J'écoute.

- Non pas chez vous.

Nous descendons dans la rue, elle est déserte et noire, personne ne peut nous voir, ni nous entendre. Là il sort son ours.

- Cela vous ferait-il plaisir de reprendre « La Vigie Marocaine » que vous a volée Mercié ?

- Pas du tout. Je n'endosserai pas sa servitude. Mais pourquoi cette question ?

- Le colonel Targe veut se débarrasser de Mercié.

Il y avait, en ce moment, une sourde compétition entre Eugène Barathon, homme du docteur Veyre et Georges Mercié. Ce dernier organisait un circuit automobile à travers le Maroc avec le concours d'une marque automobile française. Dans le même temps, Barathon en organisait un autre au nom de l'Automobile-Club récemment fondé, pour lancer la marque américaine Ford dont le docteur Veyre venait d'avoir l'a représentation au Maroc.

Le circuit Mercié, fort du concours de « La Vigie Marocaine » risquait de compromettre l'entreprise de Barathon.

Je ne sais quel intérêt pouvait avoir le colonel Targe à prendre parti pour une marque américaine contre une marque française. Mais tout le secret de la proposition de Rouillet était là. Le colonel voulait exécuter Mercié. J'ai raconté dans un précédent chapitre comment cette exécution eut lieu quelques jours après en plein banquet de l'Automobile-Club.

En me proposant de prendre la place de Mercié, le colonel faisait coup double, il me possédait, et supprimait le circuit rival.

- Comment avez-vous pu vous imaginer, dis-je à Rouillet, que j'accepterais d'être le bénéficiaire d'un pareil complot contre Mercié. Je vais le révéler dans les « Annales » et je défendrai Mercié.

Le colonel ne m'en laissa pas le temps.

Ses rapports venimeux décidèrent le général Lyautey, abusé, à signer mon arrêté d'expulsion. Le 31 mars, descendant de mon domicile, je m'arrêtais dans la pâtisserie de Gautier. J'y fis l'emplette de friandises pour fêter le lendemain avec mes enfants, le 1er avril.

- Gardez-moi mon petit paquet, dis-je au sympathique pâtissier, je le prendrai au retour.

Je ne devais plus revenir.

Attablé au Roi de la Bière avec le docteur Duché, l'agent de la sûreté Martinez, toquant mon épaule, m'informe que le commissaire Dordé a une communication urgente à me faire.

Dordé est un ami. Je me rends à son bureau sans défiance.

- Mon pauvre Houel, m'annonce-t-il, j'ai une mauvaise nouvelle à vous apprendre. Rouest et vous êtes expulsés du Maroc. J'ai l'ordre de vous faire prendre le bateau demain matin à la première heure.

\*

**L**E commissaire Dordé nous fait dresser deux lits de camp dans son bureau, servir un repas froid du restaurant de l'Hôtel Excelsior, mais refuse de faire venir auprès de nous nos femmes et nos enfants.

La nouvelle de notre arrestation s'est répandue dans la ville. Marcel Chapon et Reitzer obtiennent la faveur de nous voir.

- Ça ne se passera pas comme ça ! dit Reitzer.

Je reçois aussi un petit mot du docteur Veyre :

- Courage ! Vous avez sauvé Casablanca!

Si nous ne sommes pas traités comme des prisonniers de droit commun, les deux tirailleurs, baïonnette au canon, en faction dans le couloir, ont reçu d'intolérables consignes. Quand nous sortons, pour des commissions impérieuses, ils nous accompagnent dans la cour, et nous interdisent de fermer notre porte.



Tard dans la nuit, nous nous étendons sur les paillasses de notre lit de camp, et nous passerons notre temps, Rouest et moi, à échanger d'amers propos.

- Voilà pourquoi je suis anarchiste, gronde Rouest. Depuis qu'il y a des princes, des chefs d'Etat, des proconsuls, on ne trouve chez eux que l'arbitraire, la vénalité, la faveur, jamais de justice ni aucun sentiment d'humanité. Ils savent bien, ceux qui nous expulsent, qu'en nous arrachant subitement à nos petits moyens d'existence, ils condamnent à la misère nos femmes et nos enfants. Nous servons d'exemple. Il faut qu'on dise : voilà ce qu'il en coûte de n'être pas conformiste.

« Les confrères qui sont restés muets devant le drame du typhus, menaçant d'anéantir la population de Casablanca, vont recevoir des compliments, des subventions qui récompenseront leur couardise. Notre expulsion est la rançon de notre courage. »

Rien n'est plus consolant, dans la détresse, que de faire servir son propre cas à la justification de ses idées. Façon de se fâcher contre son mauvais destin, mais de s'y complaire.

À la première heure, nous embarquons sur l'« Anatolie », ancrée au large de Casablanca. Nous sommes logés en troisième classe, mais le bon commandant Vergne ne fait aucune difficulté pour nous faire passer en première en payant la différence.

La mer est très calme. La ville s'étend devant nous avec ses décors familiers. Quelle fatalité m'entraîne donc à être toujours ballotté d'une rive à l'autre, sans trouver nulle part la stabilité.

J'ai laissé chez Gautier mon petit paquet de friandises. J'étais hier soir encore si heureux, entouré de ma petite famille dont les jeux et les cris, dont la tendresse emplissaient mon coeur. J'en étais maintenant rejeté, je n'avais plus devant moi qu'un redoutable inconnu, sans espoir et sans argent.

Dans l'après-midi pourtant, une grande joie nous est donnée. Rouest et moi voyons venir du port trois grandes barcasses pleines de Casablançais. Nous les regardons du bastingage se diriger vers le vapeur.

À notre vue, des mains, des chapeaux se lèvent, des cris nous apportent de vibrants saluts. Ils sont cent, venus nous témoigner leur sympathie. Ils nous apportent aussi le fruit d'une collecte hâtivement faite, plusieurs milliers de francs qui nous paraissent dans la circonstance, une petite fortune et nous garantissent pour le moins de quoi vivre un certain temps.

Maillot-Duparc me demande un dernier article que publiera « La Presse Marocaine ». Marcel Chapon remettra cet article à l'Imprimerie Française. Lors, son directeur, le fera composer et imprimer dans la nuit, sur papier double colombier, et Reitzer au petit matin, avec son équipe de colleurs, l'affichera sur les murs et sur un immense placard de la place de France.

Rouest et moi embarqués, Lyautey consent alors à paraître à Casablanca. Les magasins sont fermés, sur les portes, un papier encadré de noir a été collé, avec cette inscription: « Fermé pour cause de deuil de la liberté ». Le drapeau du Cercle Français est en berne, les affiches multicolores de Lors forment la haie sur son passage. C'est dans une ville déserte que Lyautey fera son entrée.

\*

**A** Paris, Rouest et moi faisons mille démarches pour intéresser l'opinion à notre malheureux sort. La Ligue des Droits de l'Homme, l'« Aurore », « L'Homme libre » de Clemenceau où je suis accueilli par Mandel, l'« Eclair », d'Emile Buré publient mes articles, l'« Humanité » et « La Guerre Sociale » de Gustave Hervé, ceux de Rouest. Toute cette campagne n'a qu'un résultat : celui de nous perdre davantage.

Nos ressources venues des souscriptions des Casablançais s'amenuisent, le silence se fait bientôt sur nous. Ernest Vaffier m'offre un asile en son domaine de Donzy-le-National, près de Cluny. C'est là que la guerre viendra me surprendre. Vaffier, redevenu lieutenant de

vaisseau, rejoint son affectation à Toulon, je rejoins la mienne à Marseille, dans le Service de Santé, comme infirmier de deuxième classe.

Ce que furent ces cinq années de guerre, je n'y songe pas encore sans frémir. J'avais fait revenir ma famille du Maroc, elle s'était installée dans un mauvais hôtel de Marseille, une seule chambre, étroite et sommairement meublée, les abritait. Je ne gagnai maintenant qu'un sou par jour. Les allocations ne vinrent que plus tard, Soixante-quinze francs par mois, avec lesquels il fallait payer le logement où vivaient trois personnes.

Je vendais mon vin, mon tabac, je joignais ces menues sommes à mon prêt de cinq sous, c'aurait fait quelques décimes, une petite douceur quand ils étaient reçus.

Je sollicitai les amis restés à Casablanca, Prosper Ferrieu, Chapon, Fayolle, Foulhouze, la Société Indo-Chinoise, la Compagnie Paquet. Ils furent généreux, mais je ne pouvais pas user d'eux sans arrêt.

C'était le lot de milliers et de milliers d'autres familles de n'attendre de la sale guerre que les privations, les maladies, la faim, les deuils.

À ce régime, ma femme se sacrifiait pour ses deux petits. À chacune de mes permissions, je la trouvais plus amaigrie, plus triste de cette existence sans espoir dont personne ne voyait la fin. Elle commença de tousser. J'intervins auprès du général Drude, commandant la division de Marseille. Il lui fit ouvrir les portes de l'Hôpital militaire. On lui donnait des remèdes, on lui faisait des piqûres. Il lui eût fallu le grand air, le repos, une bonne nourriture, la joie. Tout lui manquait.

Je n'y tins plus. J'écrivis à Lyautey. Je lui dis qu'entre deux devoirs, celui de vider les pots de chambre dans un hôpital et celui de donner aux miens à manger, c'est celui-ci que je choisissais. Je désertai, je volerai, je ne pouvais supporter un jour de plus voir les miens mourir de faim.

Je reçus tout de suite sa réponse, une très longue lettre avec un mandat de cinq cents francs, renouvelable tous les mois.

J'ai gardé longtemps cette correspondance et ne la relisais jamais sans en être profondément troublé. Elle m'a été ravie lors du pillage de mes papiers, après ma troisième expulsion. Ce n'était plus le Résident général qui m'écrivait, mais l'homme que ma détresse n'avait pas laissé insensible. Il rendait hommage à mon indépendance, à ma franchise. Il disait: « Je n'expulserai plus personne ». Il disait aussi : « Pourquoi ne m'avez-vous pas averti plus tôt ? »

Oui, pourquoi ? Parce que maintenant, il était trop tard. Le mal avait grandi. Rien ne pouvait plus en arrêter les ravages. Je devais du moins à Lyautey de pouvoir donner aux derniers jours de ma malheureuse plus de confort et surtout, pour ses petits, le sentiment de sécurité qu'elle avait perdu.

Le 2 décembre 1918, quelques jours après la signature de l'armistice, elle s'éteignit dans mes bras. Ce jour-là Lyautey prévenu, m'adressa un télégramme de condoléances avec un mandat de mille francs. Je l'employai tout entier à l'embaumement du corps, je l'ensevelis de mes mains dans un cercueil de plomb capitonné de satin blanc. Emploi stupide peut-être, mais qui me semblait racheter, par ce luxe in extremis, la misère passée.

\*

**C'**EST moi qui l'avais voulue, cette misère. Pourquoi n'avais-je pas cédé aux offres de fortune que m'avait apportées Roulet ?

Je croyais encore à la réalité de la justice, à l'infamie de la trahison et, pour tout dire, à l'honnêteté. Dans cette atmosphère de spéculation et d'enrichissement au milieu de laquelle je

vivais, en ces temps, à Casablanca, on m'avait cru aussi avide de jouissances que les autres, tout prêt à satisfaire le désir de vengeance qu'on me supposait avoir contre Mercié. Eh bien, non, j'étais écoeuré de la félonie de Rouillet qui vivait de l'amitié de celui dont il complotait la perte.

J'étais un dur. J'avais déjà connu tout enfant, dans ma maison même, mon père s'étant remarié sans que j'eusse connu ma mère, la réclusion et l'abandon de l'orphelin. Je tenais, devenu homme, les résolutions qu'enfant j'avais prises, d'être avec les faibles contre les forts. Je n'étais pas de leur classe. La pitié n'entre jamais dans leur coeur.

J'avais rêvé, enfin, avec tous les fédérés de la souffrance, plus de justice et plus de bien-être pour tous, plus d'égalité devant la vie, plus de conscience en chacun des hommes.

Chimères que ces espérances ! Je pense maintenant qu'il n'est pas possible d'améliorer la race humaine. On améliore les chevaux, les chiens, et quelques autres animaux qui, justement, n'ont pas de conscience. Les inégalités sociales, l'inhumanité des puissants qui préparent les guerres, ressortissent de la structure du cosmos, et pour des causes absconses inaccessibles à notre entendement.

Un espoir était venu pourtant, chez ceux qu'avaient trop meurtris les atroces et successives années de guerre. Il se passait là-bas, comme une parturition d'un avenir heureux. Des hommes qui avaient souffert dans les prisons et dans l'exil, avaient réussi à jeter bas les institutions capitalistes, à dresser comme un flambeau au-dessus de tous les misérables de la terre, l'ordre nouveau du communisme.

Vanité ! Il y a toujours là-bas l'inégalité des salaires, des familles vivant dans des palaces et d'autres dans d'immondes taudis, il y a toujours des repus et des misérables, des prisons, des camps de concentration, des bagnes, et la liberté de la pensée est morte.

Les pauvres sont pauvres comme les bossus sont bossus. Les uns le sont à cause de leur paresse, d'autres pour leur ignorance, d'autres enfin, dont je dois être sans doute, parce qu'ils rêvent et qu'ils sont inaptés au profit.

J'ai toujours éprouvé une grande volupté pourtant, à me détacher du troupeau, à vivre dans l'abstrait, à me battre enfin, avec des mots, un contre tous. Seulement, il faut être seul et n'avoir pas derrière soi des petites bouches qui demandent leur pâtée.



## SIXIEME PARTIE

### LA FIN DE LA MONNAIE HASSANIE

**L**A guerre est finie. L'allégresse collective n'efface pas les ruines, ni les misères ni les morts. L'égoïsme reprend ses droits.

Les leviers de commande resteront dans les mains des mêmes qui ne se battent pas, et ça continuera la gabegie et la course aux sinécures et aux faveurs, aux grosses commandes, pour aboutir à la république des nouveaux riches s'abattant comme des vautours sur ce qui reste de la nation.

Chaque soldat touchera mille francs et cette mesquine aumône suffira pour détourner les combattants des deux côtés de la barricade d'une tâche plus haute, s'ils avaient voulu : refaire l'Europe.

Est-ce que j'y songe moi-même, à cet instant où je dépose ma défroque fripée de soldat pour endosser mon complet civil acheté quarante-cinq francs dans un magasin de confection?

Qu'est-ce que j'attends? Je n'en sais rien.

Je vais tous les jours au cimetière du charmant village de Mazargue que j'ai choisi pour y déposer ma morte. C'est un joli petit cimetière, un paradis de fleurs, d'arbres et de dalles blanches. Là, mes pensées s'écoulent et doucement, descend dans mon coeur la résignation.

Un de mes enfants s'est engagé, dès que l'âge le lui a permis pour qu'il y ait dans la maison une bouche de moins à nourrir. Ma fille a été recueillie par une tante. J'entrevois mon retour au Maroc pour y reprendre ce délicieux métier d'écrivain pauvre.

C'est alors que je reçois la visite de Georges Stévenin. Il vient me chercher. Lyautey l'a chargé de me convoyer jusqu'à Casablanca.

Collaborateur aux Annales, Stévenin s'était engagé dès la déclaration de la guerre. Plusieurs fois blessé, sa belle conduite lui a fait conquérir tous les grades. Il est lieutenant dans un régiment de tirailleurs. Nous n'avions jamais cessé de correspondre, il m'avait même adressé fréquemment des petites sommes, dès qu'il avait pu le faire.

Sa venue me cause un plaisir aussi réconfortant que la mission qu'il accomplit.

Cette attention de Lyautey me bouleverse, encore que je ressente comme une crainte de n'être pas l'homme qu'il imagine. La discrétion de Stévenin ne me permet pas de m'y préparer, peut-être ne sait-il rien. Il est de ceux que la faveur ravit sans être tiraillé par de vaines restrictions de conscience.

Nos places sont retenues, en première classe, sur le même vapeur l'« Anatolie » qui m'avait emporté, il y a cinq ans, avec ma désolation. Je le reprends maintenant chargé de mes espérances.

\*

**J**EPROUVE, à la vue de Casa, la joie de l'exilé rentrant dans sa patrie. Sa plage blonde pas encore encombrée de ses constructions actuelles, le moutonnement de ses maisons débordant les vieux remparts, ses horizons sans verdure m'enchantent. Le sang battra plus fort dans mes artères à mes premiers pas sur la terre ferme.

Mais, quoi ? Voici M. Carrieu, commissaire divisionnaire. Il prend mon petit bagage à la

main et me fait passer d'autorité les cordons de la douane. Je suis devenu, apparemment, un personnage de marque.

Stévenin me conduit à l'Hôtel Moderne, que gouverne dans la vieille ville, place de Belgique, l'ami de Manca.

Nos chambres retenues, je voudrais aller dans la ville nouvelle reprendre mes parcours anciens, retrouver des amis d'hier, redevenir Casablancais. Stévenin me mène tambour battant. On nous attend à Rabat, il nous faut prendre sans tarder le petit train appelé draisine, qu'a inauguré Lyautey pour relier la capitale administrative à la capitale commerciale.

Dans l'après-midi, M. Lefur et M. Vatin-Pérignon nous reçoivent. Celui-ci, chef du Cabinet civil a été remplacé pendant son congé par M. Lefur encore en fonction ce jour-là.

Après quelques paroles amicales sur notre voyage, sur notre santé, la conversation sérieuse s'engage.

- Nous vous avons fait revenir, dit M. Vatin-Pérignon, pour vous aider à faire un journal, en plein accord avec la Résidence. Nous vous inspirerons.

La brusquerie de cette offre me fait l'effet d'une violence. Un réflexe de défense me fait répondre:

- Je ne ferai pas cela. Je n'oublierai jamais ce que le général Lyautey a fait pour moi, pendant la guerre, mais je veux rester indépendant. Que dirait-on de moi si, parti libre, je revenais enchaîné ?

C'est exactement comme si j'avais répondu: « Qu'est-ce que va dire ma concierge ? » Toute la dialectique du bon Vatin, et celle de M. Lefur se butent à ma déclaration initiale. Quel paltoquet je ferais, si je disais oui, après avoir dit non. Mes deux interlocuteurs laissent alors le sujet de côté, passent à des digressions qui, dans leur esprit, doivent m'amener à résipiscence.

Je regarde seulement la pendule, absorbé par la pensée de ma fille venue avec moi et que j'ai laissée seule à l'Hôtel Moderne. L'heure du retour de la draisine approche. Je ne voudrais pas la manquer.

Vatin-Pérignon surprend mon regard.

- Nous avons encore à causer, dit-il. Ne vous inquiétez pas de l'heure. Il prend le téléphone, se fait mettre en communication avec la gare.

- Ici, le Chef du Cabinet civil. Vous ne ferez partir la draisine que lorsque je vous en redonnerai l'ordre.

Je reste aussi rétif qu'une mule. Vingt minutes plus tard, Vatin reprend sa communication avec la gare.

- Vous pouvez partir !

Pauvres voyageurs ! Comme ils ont dû se morfondre sans deviner la cause d'un pareil retard. Vatin s'adresse maintenant à Stévenin.

- Je vais vous faire retenir deux chambres à l'hôtel de la Tour Hassan. Nous reprendrons cette conversation demain matin. La nuit porte conseil.

\*

**A** l'hôtel, on nous avise, en effet, que nos chambres sont prêtes. Stévenin et moi faisons un peu de toilette et nous redescendons dans le vaste hall orné de plantes vertes.

Nous nous prélassons dans les profonds fauteuils de cuir, avant l'heure du lunch.

Apparaissent Marc, conseiller du gouvernement chérifien et Lallier du Coudray, secrétaire général du Protectorat. Je connaissais bien Marc; Lallier du Coudray, pas du tout. Ils viennent tous deux vers moi, la main tendue. J'entends des « cher ami », je reçois des tapes amicales sur l'épaule. Ainsi, jadis, les courtisans faisaient des grâces à ceux qui bénéficiaient de la faveur royale. J'étais bien en cour. L'idée ne leur était pas venue que j'avais refusé cette faveur.

Le lendemain, dans le même hall, quand les mêmes personnages réapparaissent, c'est moi qui fais le premier pas, la main tendue, la mine épanouie. Ils me toisent dédaigneusement et s'éloignent. Je reste pantois, la main en l'air. Ils ont appris mon renoncement. Je ne suis plus le « cher ami ».

Au reste, ni Vatin-Pérignon, ni M. Lefur ne nous rappellent. Lyautey a dû juger, au récit de mon obstination, qu'on ne peut forcer à boire un âne qui n'a pas soif. Stévenin, mélancolique, et moi, sorti d'embarras, reprenons, à nos frais cette fois, le chemin de Casablanca.

Que les choses et les gens ont changé !

Si j'avais pu me promener quelques heures dans les rues de la ville, je me fusse vite aperçu du revirement de l'opinion. J'aurais été conquis par l'ambiance. Lyautey avait accompli ce miracle d'y entretenir, malgré la guerre, une prodigieuse prospérité. Vaincus par son génie, ses adversaires d'hier étaient devenus ses adulateurs.

J'avais cru trouver chez eux la même opposition de jadis, je n'avais pas voulu les trahir. Stévenin ne m'avait pas laissé le temps de me convertir à mon tour.

\*

**J**E n'en reviens pas du prestige dont je jouis encore parmi les Casablancais. Stévenin se dépêche de battre le fer tant qu'il est chaud.

En quelques jours il a constitué une société anonyme au capital de 500.000 francs entièrement versés au premier appel. Le Conseil d'administration est composé de Prosper Ferrieu, président; Gabriel Veyre, Lendrat, Fayolle et Marcel Chapon. Je suis nommé administrateur délégué.

« Les Annales » avaient déjà reparu à l'imprimerie Française de Lors, en attendant que fût acheté à Tanger, par les soins de Stévenin, le matériel du « Journal du Maroc » dont Lintzt, son directeur, avait cessé la publication.

Je rappelai dès mon premier numéro la générosité de Lyautey. Ce n'était pas un reniement du passé, mais l'expression de ma gratitude et le serment de ne jamais déroger à la fidélité de mes sentiments

Quand nous fûmes chez nous, le matériel monté dans un vaste local de l'impasse de l'Idéal-Hôtel, boulevard de la Gare, je fis reparaître l'« Action Marocaine », premier quotidien du matin, sans arrêter mon hebdomadaire « Les Annales ». Je pris des rédacteurs, Charles Hédelin. Sacreste, et, le plus précieux, Etienne Lambert dont le dévouement égala le talent et qui devait affirmer plus tard sa maîtrise avec éclat, dans le « Petit Casablancais », et enfin, « Le Petit Marocain ».

Ce n'était pas encore la fortune, mais la sécurité. Je goûtais, avec le plaisir d'écrire, les joies tranquilles que donne une équipe d'amis associés à la même œuvre. Nous jouissions aussi, à cette époque, de l'exaltation de la victoire et des lendemains qu'on nous promettait débarrassés des intrigues allemandes. Lyautey ouvrait des routes, bâtissait des villes, excitait

notre émulation avec la foi d'un faiseur d'empire.

Les capitaux affluaient, tentés par la renommée de notre prospérité. Tandis que s'amoncelaient les ruines, ailleurs provoquées par la folie des hommes, d'autres hommes relevaient dans ce pays, celles qu'il y avaient trouvées et cette résurrection étonnait le monde.

Autre chose encore prédestinait le Maroc aux plus superbes destinées. En Argonne, au Chemin des Dames, à Verdun, partout les soldats marocains s'étaient battus avec les nôtres et la fraternité des tranchées se prolongeait ici dans une collaboration pacifique pour le plus grand profit de tous.

\*

**I**L y avait alors parmi nous un journaliste de grand talent: Raymond Colrat, frère d'un autre Colrat, ministre de l'Instruction publique. Expulsé de Tunisie par Lucien Saint, il avait trouvé refuge à Casablanca. Il écrivait dans « L'Écho du Maroc », quotidien du soir, fondé par Antoine de Peretti, des articles étincelants et d'une belle forme littéraire.

Il avait trouvé cette figure des « Bosquets Sacrés » pour désigner la Résidence. Il affublait l'entourage de Lyautey des noms tirés du Satyricon de Pétrone. Encolpis était Vatin-Pérignon et Giton, je ne sais plus qui. Cet affublement donnait aux personnages résidentiels une teinture d'homosexualité peut-être fausse mais qui les rendait enragés.

Lyautey m'avait fait revenir, m'avait dit Stévenin, pour contrer Colrat. Effectivement, dès l'apparition des « Annales », je fus moqué par le confrère, appelé « Papillon d'amour » et autres narquoises épithètes. Je n'avais pas le talent de ce pamphlétaire de grande classe, je me bornai à conter dans un écho des « Annales » l'une de ses innocentes manies.

Il rédigeait chez lui ses articles puis, fourrant celui du jour dans sa poche, s'en allait par les rues à la rencontre d'un ami. Il l'arrêtait: « Ecoutez ça ! » lui disait-il, et, le retenant par un bouton de sa veste, débitait ses phrases en lançant des postillons.

La première personne qui bénéficiait de sa lecture était naturellement Mme Colrat, ancienne actrice, grande et fort belle femme mais qui avait gardé le parler franc des coulisses.

Je contai donc, ce qui était vrai, qu'un jour, de mauvaise humeur, elle avait répondu à son mari qui commençait sa lecture: « Tu m'emm... ! ».

Courroucée que je l'eusse mise en cause, Mme Colrat engagea son mari à m'aller casser la figure.

Il arrive les poings levés à l'imprimerie. Il était gros, j'étais maigre et nous n'étions ni l'un ni l'autre de fameux boxeurs. Nos gesticulations eurent pour effet de renverser un baquet de colle qui se trouvait là, à la disposition des afficheurs. Nous glissons, nous nous étalons l'un sur l'autre dans la pâte. En nous relevant, nous nous regardons l'un et l'autre, les vêtements et la figure barbouillés de colle. Nous ne pouvons plus qu'éclater de rire.

Deux années plus tard, je retrouvai Colrat à Oran, écrivant, au plus offrant, tantôt pour le docteur Gasser, le sénateur, tantôt pour le docteur Molle, son adversaire. La polémique reprit de plus belle, mais le souvenir du baquet était entre nous, il n'y eut pas de pugilat

Le souvenir de Colrat est resté vivace parmi les Français de ce temps. Au début, sa verve s'était exercée sur le général Calmel, commandant la division de Casablanca. Le Général rugissait à la lecture de ses articles. Il l'assigna en diffamation devant le Conseil de guerre. L'accusation fit état du grade de sous-officier de Colrat et du celui de général de son adversaire.



Colrat fut acquitté, grâce à la plaidoirie de son avocat, Me de Montfort, grâce aussi à la déposition de Paul Guillemet témoignant en faveur de son ami avec la causticité et l'esprit qu'on lui connaît

Le soir de cet acquittement, le Général envoya ses témoins à Colrat qui lui fit répondre à son tour qu'un sous-officier ne pouvait se battre avec un général.

Le Colonel qui présidait le Conseil de guerre fut expédié au fond du bled et Paul Guillemet... se convertit.

La fin n'est pas moins digne d'être contée. Croyant enchaîner le polémiste, la Résidence lui offrit de fonder un journal « Le Courrier du Maroc » et de se consacrer désormais à la louange. Mais ses articles, écrits avec la fadeur de l'encensement, n'intéressèrent plus personne. Alors, il éclata. Au lendemain d'une prise d'armes présidée par le général Calmel, il retrouva soudain sa forme. Il fit de la cérémonie une description fantasque, disant avoir vu passer en revue « des soldats sans drapeau, par un général sans gloire... »

Le surlendemain, Colrat disparut. On lui avait donné vingt mille francs pour déguerpir.

\*

**E**N ces années 1919 et 1920, les grands journaux, transformés en entreprises commerciales, commençaient à passer dans les mains des hommes d'affaires. « La Presse Marocaine » appartenait à Francis Busset, acquéreur des terrains phosphatiers d'Oued-Zem et « La Vigie Marocaine », tombée en déshérence après la mort de Mercié, à l'entrepreneur Garenne.

« Le Progrès Marocain » que dirigeait de Saboulin n'allait pas tarder à être absorbé par un nouveau venu dans la grande presse, Pierre Mas, fondateur à venir du « Petit Marocain ».

À Rabat, un essai de quotidien « Le Maroc » avait été tenté par Georges Louis. Il ne dura que quelques mois. Son directeur reprit à « La Vigie » une place subalterne.

L'opinion n'était plus libre, mais dirigée par des hommes qui n'avaient guère que le souci de leurs propres affaires.

Deux hebdomadaires complétaient le cycle des trois quotidiens: « L'Information Marocaine » de Léon Guigne et « Les Annales Marocaines ».

C'était beaucoup pour une population qui ne dépassait pas encore quinze mille Européens.

Arrivé en 1911 à Casablanca, à l'instigation d'un autre entrepreneur, Rodolphe Amphoux, devenu aujourd'hui un de nos plus sympathiques mandataires aux Halles, Garenne avait étendu ses activités à de multiples entreprises. On doit à Rodolphe Amphoux, outre sa contribution aux aménagements de notre port, la construction des premières villas de Marrakech.

Garenne avait acquis une grande fortune et nourrissait de grandes ambitions. Ses débuts avaient été modestes. Condamné à plusieurs mois de travaux publics pour avoir rossé un gradé au cours de son service militaire, Garenne avait gardé de son séjour chez ces disciplinaires, employés au terrassement des chaussées, le goût de la construction des routes. On racontait qu'au cours de ses randonnées sur les chemins, en Tunisie, il transportait toujours sur lui un chargement de cigarettes qu'il distribuait, quand il les rencontrait, à ses anciens camarades de chiourme.

C'est à lui qu'échut au Maroc, avec Rodolphe Amphoux, la construction des routes de la région de Marrakech, puis de Fès et d'autres grands centres marocains.

À l'apogée de sa fortune et ne trouvant peut-être pas assez de docilité chez les hauts fonctionnaires de la Résidence, Garenne avait acheté « La Vigie » et y faisait de l'opposition.

La grande diffusion du journal, le talent de son rédacteur en chef Paul Laffite, indisposaient Lyautey, extrêmement sensible aux critiques. Le Général avait souhaité pour cela la création d'un quotidien qui ne fût pas inféodé à un homme d'affaires.

Mon quotidien « L'Action Marocaine », propriété d'une collectivité, répondait assez bien à ses intentions, bien que j'eusse refusé l'offre de M. Vatin-Pérignon, le jour de mon retour au Maroc.

Le développement de « L'Action Marocaine » était cependant limité par la modicité de ses moyens. L'achat du matériel avait absorbé la moitié du capital. Les réserves ne lui assuraient qu'une existence précaire.

Des projets furent donc élaborés pour mieux assurer son existence. M. de Caqueray, de la Compagnie Marocaine, M. Hustache du Comptoir des Mines, allaient mettre à la disposition de notre société des capitaux importants.

L'avenir ouvrait devant moi des horizons magnifiques. Ce ne devait être, hélas, qu'un rêve.

Un événement inattendu allait tout flanquer par terre.



**B**IEN des anciennes choses de ce vieux pays étaient appelées à disparaître. Une double monnaie servait aux transactions immobilières et commerciales, la monnaie française introduite au Maroc avec notre occupation et la vieille monnaie hassanie du nom du Sultan qui en avait inauguré l'usage, Moulay Hassan.

Cette dernière monnaie frappée tantôt à Londres, tantôt à Paris ou à Berlin, se composait du « douro » plus léger que nos pièces de 5 francs valant 3 frs 50, avec de très légères variations, la peseta cotée 70 centimes et le girch, sept sous. À ces pièces d'argent s'ajoutaient le « bilioun » monnaie de cuivre dépréciée correspondant à notre monnaie de billon.

La monnaie française était surtout employée dans les villes, mais dans les campagnes les indigènes donnaient leur préférence à la monnaie hassanie.

L'une des séquelles de la guerre avait été la raréfaction de l'argent. Remplacée par la monnaie de papier, la valeur du franc ne se tint à la parité de la monnaie hassanie que par l'artifice d'un décret résidentiel, du mois d'octobre 1917, imposant la parité des deux monnaies.

Cette mesure empirique ne diminuait en rien la valeur réelle du hassani, basée sur son poids d'argent. Ses détenteurs la thésaurisaient, elle se raréfiait, les transactions devenaient une spéculation préjudiciable à l'une au moins des parties.

Le 16 octobre 1919, un dahir signé par le Sultan et rendu exécutoire par le délégué à la Résidence Urbain Blanc, abrogea la parité du franc avec le hassani.

L'émotion dans tout le pays fut considérable.

Les contrats privés, les engagements commerciaux, les baux, les paiements de salaire étant faits indifféremment jusqu'à ce jour, en francs ou en hassani, ceux qui, tablant sur la parité, avaient pris des engagements en hassani étaient soudainement frappés d'une taxe d'argent et, dans l'impossibilité d'y faire face, acculés à la faillite.

La révolte éclata quand la décision du gouvernement parut cacher une combine. En même temps que le dahir, un décret de la Résidence fixa le cours forcé du hassani à 120 francs, alors

que la Banque d'Etat l'échangeait à 165. La panique s'empara des commerçants qui, pour leurs échéances prochaines, devaient se jeter sur cet argent en voie de disparition.

À l'abrogation de la parité aurait du correspondre la suppression du hassani et son remplacement immédiat par une monnaie divisionnaire indispensable aux transactions commerciales.

Un voeu de la Chambre de Commerce de Casablanca déposé par Busset et Foulhouze protesta contre « la politique financière du Protectorat menaçant d'aboutir à un désastre financier, politique et moral, compromettant la vie du pays. »

La Chambre demandait, en outre, « qu'une enquête judiciaire soit faite sur les agissements qui auraient précédé cette décision. Et devant la gravité de la situation, ses membres démissionnèrent.

Enfin, sur l'initiative de Paul Laffitte, la population fut invitée à assister à un meeting de protestation, il eut lieu au cirque Nava, boulevard du 4<sup>ème</sup> Zouave, le 25 octobre 1919.

\*

**S**OUS le chapiteau de toile du cirque, la stalle servant aux musiciens est mise à la disposition des organisateurs. Sur la piste, des bancs, des chaises ont été rangés pour recevoir le public.

La salle est comble et houleuse car la grande attraction de ce meeting est l'intervention annoncée du directeur des finances François Piétri, responsable du fâcheux dahir, abolissant la parité des deux monnaies.

La présidence est dévolue à Paul Laffite, organisateur de la réunion. Il expose son but en recommandant le calme et, pensant à l'audition de Piétri, le respect des orateurs.

Le premier discoureur est l'avocat Fayau, interprète de la pensée de Marcel Chapon. Avec une grande habileté sans provoquer les remous attendus d'un public fiévreux, il semble qu'il veuille le préparer à la thèse du directeur des Finances.

M. Piétri est, en effet, déjà dans la salle, accompagné d'une garde de solides gaillards, Corses comme lui, pour le protéger.

Il demande tout de suite la parole, monte sur la scène et reste impassible devant les cris et les huées qui l'accueillent.

C'est à grand peine que Laffite réussit à obtenir le silence. Le courage personnel de M. Piétri en impose aussi aux clameurs. Il fait face à cette sorte d'émeute que sa présence a provoquée. La majorité est cependant curieuse de ce qu'il va dire. Des « chut ! » sont lancés à droite et à gauche, l'orateur peut enfin fournir des explications.

Son verbe est clair, ses phrases concises, son sang-froid impressionnant. Il est venu là comme à une répétition de réunion électorale, l'homme politique de demain s'éprouve. Il a peut-être raison, il aurait sans doute conquis ses auditeurs s'il ne se fût agi de leur porte-monnaie. Les sentiments patriotiques qu'il invoque se heurtent aux mêmes sentiments patriotiques qu'invoquent ceux qui ont perdu leur argent.

Quand il a fini, les huées recommencent et ne s'éteignent que longtemps après qu'il a lui-même disparu. Les autres orateurs ont maintenant le champ libre pour recueillir les applaudissements à leurs propositions révolutionnaires. Me de Saboulin, brillant parleur, prône la rupture avec le gouvernement et la fermeture de la Banque d'Etat.

- La fermeture ? s'écrie le colon Etienne, non ! Ce qu'il faut, c'est foutre le feu à la Banque

d'Etat. Une frémissante acclamation ne lui en laisse pas dire davantage. Le désir de brûler quelque chose est si réel qu'une vague de fureur secoue l'assistance. Après les bravos, on entend des cris répétés : « Allons-y !Allons-y ! ». Quand nous sortirons du meeting, nous apercevrons un cordon de troupes devant la Banque d'Etat. Son directeur, M. Gauran, a eu peur, il a fait appeler d'urgence un bataillon de tirailleurs.

\*

**P**OUR présenter nos revendications, un comité de 5 membres, à la fin du meeting, est nommé: Amieux, colon ; Marcel Chapon, entrepreneur; Michon, transporteur; Paul Laffite, directeur de « La Vigie Marocaine» ; et moi-même.

L'ordre du jour suivant est acclamé :

« Toute la Colonie française, réunie au Cirque Nava :

« Proteste énergiquement contre l'illégalité de la mesure prise par le Gouvernement de supprimer la parité du franc et du hassani.

« S'élève de toute sa foi patriotique contre le discrédit moral et matériel causé à la France par cette mesure inconcevable.

« Exige du Protectorat qu'il la rapporte immédiatement et sans réserves. Fait serment de faire bloc autour du franc et de n'accepter le hassani qu'au cours de la monnaie nationale.

« Décide, dès aujourd'hui, de donner pleins pouvoirs à un comité d'action composé de cinq membres élus par elle pour prendre toutes les mesures propres aussi bien à poursuivre toutes sanctions utiles qu'à réaliser le but patriotique qu'il s'est donné.

« Le comité se mettra immédiatement en contact avec les représentants des manifestations semblables dans les autres villes pour faire une pression d'ensemble par une ligue de tous les Français du Maroc ».

De Kénitra, de Rabat, de Mazagan, les mêmes protestations s'élèvent suivies d'un cortège dans les rues. Les « Cinq» demandent une entrevue au signataire du dahir, délégué à la Résidence en l'absence de Lyautey, Urbain Blanc. Nous voilà partis à Rabat. C'est un voyage d'agrément, un déjeuner au « Tout va bien », alors logé dans une baraque près du marché. Mais la chère est bonne, les vins généreux nous prédisposent à d'énergiques protestations.

Arrivé récemment de Tunis, le nouveau délégué à la Résidence a été déjà surnommé « la souris blanche » à cause de sa petite taille et de la couleur de sa crête.

Il est toute onction, affabilité, sourires. Il dit: « J'ai mon avenir derrière moi. Je n'y puis rien. Je ne suis pas le Résident. »

Ce prologue ne sert d'ailleurs qu'à gagner le temps nécessaire à la nouvelle entrée de Piétrî. Il pourra mieux s'entendre avec cinq hommes qu'avec mille. Mais cette fois, le Directeur des Finances n'a qu'un argument à nous opposer : la venue prochaine d'un Inspecteur des Finances, pour enquête.

Nous sommes joués. On sait ce que cela veut dire, une enquête. Le temps va singulièrement nous refroidir.

Déjà, à notre retour à Casa, l'ardeur des cinq a baissé. Marcel Chapon semble d'ailleurs faire le jeu de Piétrî. Cependant quelques personnalités notoires telles que Garenne, absents au premier meeting, proposent d'en organiser un second pour leur permettre d'entrer dans le jeu et de se révéler à leur tour.



**L**A crise du hassani n'est plus aujourd'hui qu'un épisode de l'histoire du Protectorat. Les vaincus en perdront rapidement le souvenir, les vainqueurs s'abstiendront de s'en glorifier.

Cette révolte de la population était pourtant justifiée par les perturbations que le libre cours de la monnaie marocaine causait dans les transactions. Mais tandis qu'une bande noire réalisait de monstrueux bénéfices, d'autres, plus malins s'exerçaient à un double jeu voisin de la trahison. Tel gros commerçant a commencé là sa fortune. Tel autre entrepreneur a pu dater de cette époque ses fructueuses relations avec les autorités administratives.

Les violences des uns, la perfidie des autres, donnaient une triste idée des hommes qui représentaient l'élite de ce temps.

« Le gouvernement n'a plus de volonté, écrivait. Georges Louis dans la « Vigie Marocaine » : le peuple gronde contre la bastille de l'argent. » Le peuple, bien sûr, est l'éternelle victime des crises financières ou sociales. Il gronde, mais s'en tient là. Ceux de l'élite, pour la plupart, n'y voyaient qu'une belle occasion de parvenir.

Le gouvernement seul, au contraire, connaissant les arrière-pensées des braillards, montrait de la volonté. Il conserva la liberté des changes jusqu'à ce que le gouvernement de Paris, sur les conclusions de l'enquêteur annoncé, l'inspecteur des Finances Moreau, 1<sup>e</sup> 2 mars, six mois plus tard, prohiba la circulation et la fabrication du hassani, mesure si l'on peut dire, superflue quand elle fut prise, le hassani ayant déjà disparu dans les poches des spéculateurs.

Il est certain qu'aucun décret ne pouvait rendre durable la parité de deux monnaies, l'une en papier, l'autre en argent. La valeur du hassani ne cessait de croître avec la valeur de l'argent. Quand, la prohibition décrétée, la Banque d'Etat payait le douro sept francs cinquante papier, elle réalisa une affaire d'or au détriment de ses possesseurs,

Le film de ces meetings successifs et de l'action des comités qui en sortirent évoque les scènes du roi Ubu.

Le second meeting eut lieu au cirque Nava, décidément destiné aux manifestations populaires. Garenne ouvrit le feu en révélant, ce qu'on savait déjà, qu'à Marrakech les Juifs avaient raflé tout le hassani et qu'à Meknès, la peseta valait deux francs. Venu exprès de Kénitra, Duville conseilla de rompre avec le gouvernement, de Saboulin proposa l'arrêt de la vie sociale.

Rien de concret dans ces propositions lyriques et contradictoires. J'écrivais dans l'« Action Marocaine » : « L'échec du mouvement a pour cause d'avoir choisi, moins à résoudre les problèmes à trop d'inconnues, que d'avoir traité les questions financières d'un cœur léger. on faisant vibrer seulement la corde sentimentale. »

Mécontents de l'action des « Cinq » revenus bredouilles de leur entrevue avec Urbain Blanc, les promoteurs du second meeting proposèrent de leur adjoindre quinze autres membres. Les « Quinze-Vingt » écrirai-je dans l'« Action Marocaine » du lendemain, furent nommés: de Saboulin, Lendrat, Garenne, Buan, Dupont, Rambaud, Fort, Jourdan, Jullien, Santol, Robinet, Dupré, Paradis, Noyant et Boury.

Le nouveau comité fit poser des affiches dans les rues « Tous, contre le hassani ! » et se réunit pour prendre des décisions. La première, proposée pour montrer l'insuffisance des « Cinq » fut de demander une nouvelle entrevue à Urbain Blanc.

- Bien! insinue malicieusement Chapon, mais sur quel programme ?

Un programme ? Nul n'y avait pensé à ce programme. On en discute, on ergote, on se

chamaille, on s'engueule, les uns les autres et le mot de la fin sera dit par de Saboulin.

- Nous voilà divisés, nous sommes foutus !

\*

DANS la « Vigie Marocaine » Paul Laffite et le benoît Georges Louis vitupéraient Lyautey et sa politique financière. Je n'avais joué quant à moi qu'un rôle, à mon avis, secondaire. Dans le récit qu'a fait de ces événements Labadie-Lagrave, dans son livre « Le Mensonge Marocain », inspiré de Busset, il écrit: « Deux journalistes ont eu sur l'opinion casablancaise une influence prépondérante. Leur rôle eut une portée si décisive sur les événements de cette époque qu'il n'est pas possible de méconnaître le courage qu'ils dépensèrent: au service de l'intérêt général. L'un de ces hommes est Paul Laffite, directeur de « La Vigie Marocaine », l'autre, sautant par-dessus les barrières qui le séparaient de ce dernier, est Christian Houel ».

Je suis peut-être flatté, mais ce n'est pas vrai. Mon incompetence dans toutes les machineries financières ne m'avait pas permis d'exercer sur l'opinion une telle influence et j'avais toujours ménagé les susceptibilités de Lyautey. Aussi fus-je fort surpris, quand, au même café du Roi de la Bière où je me trouvais assis avec le juge Paroche et le greffier Letort, le même ami Martinez, avec le même cérémonial, m'invita à rendre visite à M. Carrieu, commissaire divisionnaire, pour m'entendre redire les mêmes paroles de Dordé : « Mon pauvre Houel, j'ai une mauvaise nouvelle à vous apprendre, vous êtes expulsé. J'ai l'ordre de vous faire prendre le bateau demain matin. »

Adieu veau, vache. cochon, couvée! ....

\*

CHACQUE fois qu'en ce temps-là, une crise éclatait à Casablanca, Lyautey était à Paris. C'est donc à son retour, comme en 1914, que sa décision de m'expulser fut prise, une troisième fois. J'eus encore des compagnons, mon collaborateur, Charles Hédelin et Beauvais, auteur d'une petite feuille, le « Cri de Casa », satirique, humoristique, un peu méchante.

Quand je me remémore ce qui suivit, je rougis de ma naïveté, pour ne pas dire de ma bêtise. C'est à Paris que nous échouons, tous les trois. La gueuserie recommence.

« Je n'expulserai plus personne », m'avait écrit Lyautey. Que valait donc sa parole ? Quel crime avais-je commis pour nous rejeter encore une fois, mes enfants et moi, dans la plus noire des misères.

J'imaginai d'effroyables projets de vengeance. Tout me revenait de cette guerre où j'avais tellement sombré dans le désespoir que Lyautey en avait été lui-même ému. Le même homme m'y replongeait, et c'était une telle injustice, que je sentis, pour la première fois, ce qu'était la haine.

Je ne vivais en attendant que des maigres subsides que j'allais mendier rue des Pyramides, auprès d'Auguste Terrier, secrétaire du Comité Maroc et de Nacivet, directeur de l'Office Marocain à Paris.

« Querens quem devoret », j'errais sur les boulevards, à la rencontre d'amis marocains. Il en venait souvent à Paris. J'y rencontrai Alingrin, camarade de Pisani que j'avais connu à Lalla Ito, en 1908 dans la mehalla de Bouchta ben Baghdadi, et Challet. Ils étaient venus acheter des camions à Paris. ils déjeunaient dans un restaurant de la place de la République. J'y allais

à l'heure des repas. Ils m'invitaient, et c'était de bon cœur, tant de vieux souvenirs nous unissaient.

Je rencontrai encore, au Café Napolitain, siège des journalistes, André Rebreyend. Il m'amena avec lui, quand il était en fonds, rue de la Chaussée-d'Antin, pour déjeuner, il poussa même l'amitié jusqu'à donner des ordres à la caisse où il était connu, pour marquer sur son compte, les repas qu'en son absence, je pourrais prendre. Je n'en ai pas trop abusé.

J'avais renoncé à courir les bureaux de rédaction des journaux d'opposition. L'expérience m'avait appris l'inutilité de ces démarches.

Pourtant, je fus conduit par un ami chez M. Godin, conseiller à la Cour des Comptes, ancien président du Conseil Municipal de Paris, ancien secrétaire général au ministère de la Guerre sous Clemenceau. M. Godin avait commencé sa carrière comme sous-préfet à Médéa: il m'avait connu enfant; il s'intéressait à mon sort.

- Je connais votre histoire, me dit-il. Ne bougez pas, l'affaire va s'arranger.

On m'en avait tellement fait, de ces promesses autrefois, que je n'y croyais plus. Pourquoi ne l'ai-je pas écouté ? Mon malheur fut de rencontrer Garenne. Il m'offrit à déjeuner dans un des plus fins restaurants de Paris. Je me souviens encore de son canard aux olives et des vins de Beaune et de Cantenac que nous bûmes. À la fin de ce repas royal servi par des larbins en queue de pie, nous étions tous deux aussi rouges que des saucisses de Strasbourg. C'est alors qu'il sortit son secret.

- Pourquoi, me dit-il, ne feriez-vous pas reparaître à Paris, l'« Action Marocaine » ? Je paierai l'impression du journal et votre travail. Voici pour commencer cinq mille francs.

Une telle offre, d'un tel honnête homme, ne pouvait qu'enthousiasmer un condamné à mourir de faim. Et comment ne pas être séduit, au surplus, par l'idée de me venger de Lyautey ?

Je courus dans une imprimerie de la rue du Croissant. Une quantité de petits journaux s'y imprimaient avec la facilité, pour réduire leurs frais d'impression, d'utiliser les deuxième, troisième et quatrième pages d'autres journaux sortis de ses presses, dont l'« Aurore » et l'« Humanité ». Il m'était même arrivé, en 1914, la plus comique des aventures. Un ancien Casablancais, Etienne Richet, y imprimait une petite feuille à son usage personnel en utilisant justement les formes de l'« Aurore ». Il ne rédigeait que la première page. Or le hasard voulut que dans le même numéro où paraissait un violent article contre ma personne, se trouvât dans sa deuxième page, celle de l'« Aurore », un autre article en ma faveur. De sorte que, quand le journal de Richet parut, on m'éreintait en première page et l'on m'adressait des éloges à la deuxième. Je ne sais si les lecteurs y ont compris quelque chose. J'en ris encore.

Donc, grâce à Garenne, l'« Action Marocaine », édition de Paris, parut. J'y déversais contre Lyautey tout mon fiel. J'avais tiré à mille exemplaires. J'en pris un paquet sous le bras et fis distribuer les journaux aux députés par les huissiers de la Chambre, de même au Sénat. Deux numéros sortirent. Pour le troisième, mes fonds s'étant épuisés, je retournai voir Garenne rue de Mogador au siège des Chargeurs Réunis. Plus de Garenne, il avait soudain disparu. J'étais de nouveau sans un sou, réduit à remâcher ma colère.

Je fis le guet rue Bonaparte devant l'hôtel de Lyautey, décidé à l'assaillir à coups de poings, à causer un retentissant esclandre. Je ne vis point paraître le Général, mais j'attrapai un bon rhume à faire les cent pas sous la pluie devant sa porte.

Je fréquentais toujours le Café Napolitain, j'y trouvais des confrères toujours prêts à m'offrir un café au lait avec un croissant. Un soir, je fis la connaissance d'un artiste qui jouait « Les Brigands » à l'Ambigu, il portait dans une sacoche, un pistolet acquis au marché aux puces,

une sorte de vieux tromblon terminé en entonnoir.

Une idée jaillit de ma cervelle. Je demandai à l'artiste, sous le prétexte que j'étais un amateur d'antiquailles, de me confier, pendant quelques jours, son espingole.

Mon idée était d'y mettre un bon poids de poudre, de le bourrer de gros sel, puis, me dissimulant dans la foule devant l'Institut où Lyautey devait être reçu à l'Académie française, de lui envoyer au passage ma charge de sel dans les fesses.

Je ne sais comment l'entourage de Lyautey connut le projet de mon futur exploit. Je m'en étais vanté au Napolitain.

La veille de la cérémonie à l'Académie, je reçois un pneumatique de Nacivet : « Passez d'urgence à l'office. ». J'y vais.

- Le Général, me dit ce haut fonctionnaire, m'a prié de vous remettre cette somme : dix mille francs !

L'aubaine est si soudain qu'entre l'espingole et les dix mille francs, j'opte pour les sous. J'ai le ventre creux. Hédelin aussi. Nous nous offrons un autre canard aux olives. L'estomac gavé de canard, l'âme emplie du fumet des vins, j'évoque ces vers d'Alphonse Karr :

*De leur meilleur côté, prenons toujours les choses.*

*Vous vous plaignez de voir les rosiers épineux.*

*Moi, je m'en réjouis et rends grâce aux dieux*

*Que les épines aient des roses.*



**E**T voici la fin:

Beauvais arrive un soir au Napolitain.

Depuis notre arrivée à Paris, nous nous étions perdus de vue. Il raconte sa fantastique histoire. Il allait comme Hédelin et moi, crier famine à Nacivet. Il attendait des demi-heures dans l'antichambre avant d'être reçu. Il y trouve une accorte et jeune dactylo. Profitant de sa pause, Beauvais en entreprend la conquête. Il la cajole, lui conte fleurette, l'attend à sa sortie du bureau, lui offre des fleurs, l'accompagne jusqu'à son domicile, déclare sa flamme et lui promet le mariage.

Séduite par l'enjôleur, la bonne fille lui remet une copie de toutes les lettres que, dans la journée, elle tape sur sa machine, celles qui nous concernent et les autres que Beauvais va vendre à l'ambassadeur de Peretti della Rocca, au ministère des Affaires Etrangères.

- Je me défends comme je peux, argue Beauvais, il faut bien que je vive.

- Continuez, lui répond l'ambassadeur.

Or, dans l'une de ces lettres, adressée par Auguste Terrien au général Lyautey, je lis ces mots : « **Quant à Houel, on le laissera revenir, à condition qu'il accepte tout ce que nous lui demanderons.** »

Je lis et relis la phrase. Et tout d'un coup, j'ai compris. Mon expulsion n'a eu qu'un but, celui de me résoudre, tel le Sicambre, à baisser la tête, à me rendre, à capituler. Je me rappelai l'avertissement de Godin : « Ne bougez pas ! Votre affaire va s'arranger... »

J'avais été joué par Garenne, il connaissait, lui, les intentions de Lyautey et que je devais revenir avec de puissants appuis qui eussent mis en péril « La Vigie Marocaine », son journal.

De là son offre de me faire reprendre l'« Action Marocaine » à Paris, d'exciter mon



ressentiment contre Lyautey et, par mes attaques, rendre mon retour impossible.

- Votre maladresse a tout rompu, me dit Godin, à son tour, quand je l'allai voir. Pourquoi ne m'avez-vous pas écouté ?

Je n'en ai pas gardé rancune à Garenne. Il jouait son jeu, et le jouait bien, je jouais le mien comme un sot. Et Beauvais, en bon camarade, ne m'avait communiqué cette lettre qu'après qu'un retour en arrière ne fût plus possible. Car j'eusse accepté alors n'importe quoi, ayant perdu mes toutes dernières illusions sur le mérite de la simplicité, de la franchise, de la vertu.

\*

**L**L fallut cinq années, encore, cinq longues années de déboires et de nouvelles misères pour que les portes du Maroc se rouvrissent. J'avais vu venir la mort dans ma maison après ma deuxième expulsion, je devais connaître après la troisième, la dissolution, l'écartèlement de tout ce que j'aimais. Quand ce dernier coup m'arriva, provoqué par l'instabilité de mon existence, je me serais jeté dans la mer ou j'aurais commis quelque crime, si les choses n'avaient pas été meilleures que les hommes. Prenant en pitié mon enfer, le destin m'envoya une autre famille, je pus chérir de nouveaux enfants.

Quand je me penche, maintenant, sur mon passé, je l'examine avec la sérénité de l'entomologiste attentif aux agitations de ses insectes. Et puis, dans la vie, on n'est jamais ni tout à fait heureux, ni tout à fait malheureux. Les années qui allaient venir ne pouvaient plus m'apporter le bonheur, mais la résignation du sage qui prend la vie comme elle est, et aussi les hommes comme ils sont. Quand Lyautey partit, en 1925, le nouveau résident Théodore Steeg, me laissa rentrer au Maroc. Quel retour dans cette ville ! Je ne la reconnaissais plus. Le boulevard de la Gare allait en ligne droite, loin, bordé d'immeubles, d'arcades et ses jeunes arbres séparaient de leur bouquet de verdure la noire coulée de l'asphalte. L'avenue d'Amade, la Grande Poste, la Place Administrative, le Parc Lyautey, tout était nouveau à mes yeux accoutumés aux fondrières et aux terrains vagues. La rue Blaise-Pascal était remplie de maisons, de magasins et me rappelait seulement par sa courbe l'oued Bouskoura bordé de genets, de roseaux et de tournesols. Un monde nouveau avait crû, je ne reconnaissais plus les figures.

Seule, la ville arabe, derrière la vétusté de ses remparts, me rappelait le Casablanca des premiers jours et ce contraste du présent avec ce qui restait du passé me laissait une impression de dépaysé.

Je ne voulais pas admettre pourtant que ce fût là l'oeuvre de Lyautey. J'avais une telle épaisseur de rancunes que tout ce qui me rappelait l'homme me faisait mal. Aussi éprouvais-je un plaisir sadique, presque, quand je repris mes « Annales », d'y jeter ma malédiction. Il n'était plus là. Ses successeurs se réjouissaient de voir diminué sous ma plume celui que sa trop grande gloire accablait.

Mais quand j'appris un jour, après sa mort, le geste de générosité magnifique qu'il avait eu, à mon insu, en faveur de l'un des miens, alors mes yeux s'ouvrirent. Il m'avait fait un honneur insigne en voulant m'associer à sa grande oeuvre. Je ne l'avais pas compris.

Mes passions s'étaient dépensées pour des idées superficielles, des mots auxquels j'avais donné un sens fabuleux que démentaient la vie concrète et ses impérieuses réalités. Je n'avais été que la mouche du coche, piquant l'un, piquant l'autre, s'imaginant qu'elle fait avancer la machine alors qu'elle n'est qu'importune. C'était trop tard.

Je n'avais été admis à revenir au Maroc, m'avait déclaré le préfet Laurent, que pour « six mois renouvelables par tacite reconduction ». Ma sécurité ne tenait qu'au fil qu'un brusque écart

pouvait rompre. J'étais condamné pour vivre à n'user que l'encens et la myrrhe, à louer, louer, à tours de bras. En échange de mes flagorneries, j'allais bien toucher, comme tant d'autres, des enveloppes à la Résidence. J'en revenais l'âme endolorie et comme vidée de sa meilleure substance. J'avais usé ma vie à des riens, j'avais le dégoût de moi-même.

\*

J'aime ce pays, pourtant, je l'ai vu naître, je l'ai vu grandir dans sa pauvreté, s'épanouir dans la richesse. J'ai bien un peu contribué à cette richesse avec tous les vieux Marocains, à la manière, quant à moi, des cigales qui, l'hiver venu, n'ont plus un grain de mil. Mais si les cigales s'arrêtaient de chanter, le soleil, peut-être, s'éteindrait.

J'ai cru toutefois, maintenant que ma voix s'est tue et que mon ardeur est tombée, que le Protectorat me ferait une faveur qu'à l'égal des tas de gens qui l'ont obtenue, je pensais avoir méritée.

Mme la Maréchale Lyautey et Victor Berti l'ont demandée pour moi. Mais les hauts fonctionnaires de la Résidence n'ont pas le temps de lire au fond des âmes. Ils n'ont pas compris le sens de réparation que cette grande dame attachait à sa généreuse démarche. Ils lui ont répondu que j'étais trop vieux.

J'ai du moins voué à la Maréchale la reconnaissance que je n'ai pas su avoir pour Lyautey. Celui-là fut grand par son génie, celle-ci, qui vient de mourir, fut aussi grande par le cœur.

Savez-vous pourquoi encore j'aime ce pays ? C'est par lui que j'ai connu toutes les joies et toutes les douleurs de la vie.

FIN